d'administration publique
Bibliothèque Québec

MEM
691

École nationale d'administration publique

# DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR L'EMPOWERMENT ET LA MOBILISATION DES FEMMES : LE CAS DU CONFLIT ARMÉ AU CACHEMIRE

PAR
DOMINIQUE LAVOIE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN VUE DE L'OBTENTION
DU DIPLÔME DE MAÎTRISE ÈS SCIENCES (M.Sc)

ADMINISTRATION INTERNATIONALE

MAI 2012

© Dominique Lavoie 2012

MEM
691

BIBLIOTHÈQUE
ENAP
QUÉBEC

## REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier ma directrice de mémoire, Tatiana Garakani, pour sa rigueur intellectuelle, ses conseils et ses encouragements.

Mes remerciements s'adressent également à Natalie Rinfret dont j'ai beaucoup apprécié la disponibilité, l'écoute et les judieuses recommandations notamment lors du séjour de recherche sur le terrain. Merci à la *Chaire de recherche en leadership dans le secteur public*, dont Mme Rinfret est la titulaire, qui m'a occtroyé la bourse Michel Leclerc ainsi que le financement nécessaire à l'organisation et à la réalisation des ateliers sur le leadership et les droits des femmes au Cachemire. Je désire aussi remercier le Professeur Louis Sabourin pour sa grande sagesse, ses encouragements et ses conseils ainsi que M. Gérard Divay, membre du comité d'évaluation, pour le temps consacré à ce mémoire.

Merci à Benjamin Lefebvre et Pascal Lavoie, mes amis et compagnons de maîtrise auprès de qui j'ai beaucoup apprécié vivre l'aventure intellectuelle et humaine que représente le mémoire. Je les sais tous deux promis à un brillant avenir et j'espère avoir la chance de les côtoyer encore longtemps. L'appui, l'écoute et les encouragements de mes chers amis Catherine Laughrea, Éloïse Meunier, Élise Mailloux, Anne Lautier et Jérémie Lemarchand ont également été cruciaux tout au long de ce parcours. Je les remercie chaleureusement.

Merci également à mes parents, Régine Lavoie et Claude Mathieu, à ma sœur Élise et à mon beau-père Guy-Jacques Barlet pour leur soutien inconditionnel et pour le temps passé à la relecture de ce travail. Je souhaite aussi remercier Gabriel Tremblay-Giroux pour sa présence, sa grande écoute et sa patience durant les derniers mois de rédaction de cette thèse.

Je tiens de plus à remercier Nimer Qayum, Aala Fazili, Saimah Bashir, Muhib Ul Hamid, Danish Bhat pour leur amitié et pour tous ces bons moments passés ensemble à Srinagar.

Un grand merci à Hameeda Nayeem, Lubna Khan, Afsana Bhat et Bushra Khan pour leur travail passionné et pour le temps qu'elles ont accepté de me consacrer. Merci également à tous les Cachemiris, femmes et hommes, qui ont participé de près ou de loin à cette recherche en la nourrissant de leurs expériences et analyses. Un merci tout particulier aux enquêtées ainsi qu'aux femmes membres du *Kashmiri Women Network.*

Mes plus sincères remerciements vont aussi à Taja, Yousef, Baba, Tahmeena et Rubeena qui m'ont accueillie chez eux comme l'une des leurs et que je considère aujourd'hui comme ma propre famille. Je les remercie de tout cœur pour leur amour, leur humour et leur force. *Asalam-u-Aleykum mehra gharic.*

Merci à Sameer Nazeer et aux autres employés du *Kashmiri Book Trust.*

Enfin, toute ma reconnaissance va à Mudasir Khan, mon grand ami et ange gardien, dont j'admire profondément la bonté, l'énergie, la résilience, le courage et la détermination et, sans qui, les différents projets d'intervention mis en œuvre sur le terrain n'auraient probablement jamais vu le jour.

## RÉSUMÉ

La plupart des études de cas portant sur les femmes et les conflits armés insistent sur l'exacerbation des inégalités, des discriminations et des violences faites aux femmes en contexte belliqueux. Or, nonobstant les effets négatifs évidents des conflits sur les populations et sur les femmes, la littérature fait également état de quelques opportunités qui peuvent être créées par la situation de conflit. En effet, en déstabilisant l'ordre social établi, les conflits armés peuvent présenter des occasions pour la redéfinition des identités, des rôles et des relations de genre en créant, de la même façon, des ouvertures pour l'amélioration de la situation des femmes et pour l'égalité entre les sexes. Autrement dit, en plus de réagir et de s'adapter aux changements engendrés par la guerre, les femmes peuvent tirer profit des nouveaux espaces d'action et de prise de parole qui leur sont rendus accessibles et ce, notamment pour se rassembler autour d'expériences et d'intérêts communs. À partir de données collectées auprès de femmes membres d'organisations de la société civile au Cachemire, ce mémoire s'intéresse à la nature des liens entre la mobilisation collective et l'*empowerment* des femmes dans ce contexte particulier. En tenant compte de l'articulation de deux systèmes d'oppression majeurs qui balisent la vie de Cachemiries, soit le contexte de conflit et le contexte socioculturel, il met en lumière les défis auxquels sont exposées ces femmes ainsi que les opportunités dont elles peuvent se prévaloir. Enfin, à la lumière de l'analyse des conditions individuelles et structurelles des processus d'*empowerment* et de mobilisation, ce mémoire propose une évaluation de la nature et de l'orientation des changements en cours ainsi qu'un état des lieux de la capacité de choisir et d'agir des femmes du Cachemire.


25 MAI 2012


**MOTS CLÉS**
Femmes, Cachemire, conflit armé, *empowerment*, mobilisation

# TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS ..... i
RÉSUMÉ ..... ii
LISTE DE FIGURES ..... vi
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS ..... vi
INTRODUCTION ..... 1

CHAPITRE 1 - PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS ..... 3
1.1 Énoncé du problème ..... 3
1.2 Questions de recherche ..... 4
1.3 Objectif et pertinence de la recherche ..... 5

CHAPITRE 2 - MISE EN CONTEXTE : LE CACHEMIRE ..... 6
2.1 Contexte de conflit armé et d'occupation militaire ..... 6
2.1.1 Origine et nature du contentieux cachemiri ..... 6
2.1.2 Acteurs et impact global du conflit ..... 8
2.2 Contexte socioculturel ..... 9
2.2.1 Système culturel cachemiri ..... 9
2.2.2 Statut et position de la femme ..... 10
2.3 Effets sexospécifiques du conflit sur les femmes ..... 12
2.3.1 Effets sur la santé physique, sexuelle et psychologique ..... 12
2.3.2 Effets sur le plan économique ..... 13
2.3.3 Effets sur le plan socioculturel ..... 14
2.3.4 Effets sur le plan sociopolitique ..... 15

CHAPITRE 3 - CADRE CONCEPTUEL ..... 17
3.1 Femmes et conflits armés ..... 17
3.1.1 Conséquences générales des conflits armés ..... 18
3.1.2 Dimensions sexospécifiques des conflits armés ..... 18
3.1.3 Effets des conflits armés sur les femmes ..... 20
3.2 *Empowerment* : la capacité de choisir et d'agir ..... 22
3.2.1 Définitions et approches ..... 22
3.2.2 Mesure et évaluation de l'*empowerment* ..... 24
3.2.3 Conflits armés et *empowerment* des femmes ..... 27
3.3 Mobilisation collective et organisations de femmes ..... 29
3.3.1 Définitions et mise en contexte ..... 29
3.3.2 Les femmes et les organisations de la société civile ..... 32
3.3.3 Impact des organisations et de la participation des femmes ..... 34
3.4 Synthèse du cadre conceptuel ..... 35

CHAPITRE 4 - MÉTHODOLOGIE ..... 38

4.1 Questions de recherche ..... 38
4.2 Contraintes du terrain ..... 39

4.3 Rôle de la chercheure ..... 40
4.3.1 Séjour antérieur ..... 40
4.3.2 Déroulement du séjour terrain ..... 40
4.3.3 Réalisation du groupe de discussion ..... 42
4.3.4 Appui à la création d'un réseau de femmes ..... 42
4.3.5 Mise en œuvre d'ateliers en lien avec la situation des femmes ..... 43
4.3.6 Rapport entre la chercheure et les participantes ..... 43

4.4 Échantillonnage et recrutement des participantes ..... 45
4.4.1 Participantes au groupe de discussion ..... 45
4.4.2 Participantes aux entrevues individuelles ..... 46

4.5 Collecte des données ..... 48
4.6 Confidentialité, sécurité et éthique ..... 51
4.7 Traitement des données ..... 52
4.8 Limites de l'étude ..... 54

CHAPITRE 5 - RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION ..... 56

5.1 Définitions endogènes ..... 56
5.1.1 *Empowerment* ..... 56
Le pouvoir décisionnel : pour soi-même et pour autrui ..... 56
L'autonomie et l'indépendance : des ressources et des idées ..... 58
La notion de conscience ..... 59
La capacité à faire fi des diktats sociaux ..... 60
Une (auto)définition endogène ..... 60

5.1.2 Mobilisation individuelle et collective ..... 61
Le caractère sporadique de la mobilisation collective ..... 62
La participation et la mobilisation individuelles ..... 62
Quelques paramètres définitionnels ..... 63
Une (auto)définition endogène ..... 64

5.2 Conditions structurelles ..... 65
5.2.1 Pertes et contraintes pour l'*empowerment* et la mobilisation ..... 66
La violence et l'insécurité ..... 66
Le conservatisme et le fondamentalisme religieux ..... 69
L'érosion de la cohésion sociale ..... 70
L'émergence d'un discours « prioritariste » ..... 73
L'instrumentalisation et le contrôle étatiques de la société civile ..... 73
Synthèse de la section ..... 75

5.2.2 Gains et opportunités pour l'*empowerment* et la mobilisation ..... 75
L'éducation et scolarité ..... 76
La vie conjugale et professionnelle ..... 80
La participation et l'engagement politiques ..... 82
De nouveaux concepts et institutions dans le paysage sociopolitique ..... 86
L'émergence et le développement de la société civile et des médias ..... 87
Synthèse de la section ..... 91

5.3 Conditions individuelles ..... 92
5.3.1 Obstacles à l'*empowerment* et à la mobilisation ..... 93
La violence et insécurité ..... 93
La vie après le mariage ..... 94
La pression des normes et des attentes sociales ..... 96
La trajectoire professionnelle ..... 98
Les femmes elles-mêmes ..... 99
Synthèse de la section ..... 100

5.3.2 Leviers à l'*empowerment* et à la mobilisation ..... 101
Les caractéristiques individuelles ..... 101
Le milieu familial ..... 103
Les études supérieures et les expériences à l'étranger ..... 105
L'emploi et l'indépendance financière ..... 107
Synthèse de la section ..... 107

CHAPITRE 6 - DISCUSSION GÉNÉRALE ..... 109

6.1 Évaluation du processus d'*empowerment* et de mobilisation ..... 109
6.1.1 Le positionnement dans la hiérarchie sociale : leviers et obstacles ..... 111
6.1.2 La conscientisation: au cœur du processus d'*empowerment* ..... 112
6.1.3 L'action collective: la mobilisation sociopolitique des Cachemiries ..... 113
6.1.4 Les changements individuels et collectifs ..... 115

6.2 État des lieux : la capacité de choisir et d'agir des femmes au Cachemire ..... 117
6.3 Vérification de l'hypothèse de départ ..... 120

CONCLUSION ..... 122

BIBLIOGRAPHIE ..... 124

ANNEXES ..... 134

Annexe I – Cartes détaillées du territoire disputé du Cachemire ..... 134

Annexe II – Répartition de la population du Cachemire ..... 136

Annexe III – Rapport de l'atelier « Leadership et droits des femmes » ..... 137

## LISTE DE FIGURES

Figure 1 - Processus d'*empowerment* selon E. Carr ..... 25
Figure 2 - Chronogramme des activités réalisées sur le terrain ..... 41
Figure 3 - Les cercles d'*empowerment* selon S. Charlier ..... 50
Figure 4 - Analyse transversale des données issues de la collecte ..... 53
Figure 5 - Processus d'*empowerment* et de mobilisation des femmes au Cachemire ..... 110
Figure 6 - Les cercles d'*empowerment* des femmes au Cachemire ..... 118

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| **AQOCI** | Association québécoise des organismes de coopération internationale |
| **ANHAD** | Act Now for Peace and Democracy |
| **APDP** | Association of Parents of Disappeared Persons |
| **AWID** | Association for Women's Rights in Development |
| **CQFD** | Centre québécois femmes et développement |
| **DM** | Dukhtaran-E-Millat |
| **FFQ** | Fédération des Femmes du Québec |
| **GSDRC** | Governance and Social Development Resource Centre |
| **HRLN** | Human Rights Lawyer Network |
| **IGSSS** | Indo-Global Social Service Society |
| **JKCCS** | Jammu and Kashmir Coalition of Civil Society |
| **MKM** | Muslim Khawateen Markaz |
| **KWIPD** | Kashmiri Women Initiative for Peace and Disarmament |
| **ONU** | Organisation des Nations Unies |
| **PDP** | People's Political Party |
| **UNESCAP** | United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific |
| **USAID** | United States Agency for International Development |
| **WISCOMP** | Women in Security, Conflict Management and Peace |

## CARTE DU CACHEMIRE




Source : U.S. Central Intelligence Agency (2003). « The Disputed Area of Kashmir ». [En ligne] http://www.lib.utexas.edu/maps/kashmir.html (Page consultée le 20 octobre 2010)

# INTRODUCTION

*Peace, in the sense of the absence of war,*
*is of little value to someone who is dying of hunger or cold.*
*It will not remove the pain of torture inflicted on a prisoner of conscience.*
*It does not comfort those who have lost their loved ones in floods*
*caused by senseless deforestation in a neighboring country.*
*Peace can only last where human rights are respected,*
*where people are fed, and where individuals and nations are free.*

-- The XIVth Dalai Lama

Depuis la Seconde Guerre mondiale, plusieurs changements majeurs sont apparus dans la configuration des conflits armés à travers le monde. Dans les contextes de guerre moderne, on constate notamment une vulnérabilité accrue des populations civiles et particulièrement des femmes et des enfants. Il y a cent ans, 90% des personnes qui perdaient la vie en situation de conflit armé étaient des militaires soit principalement des hommes. Or, dans les guerres contemporaines, 90% des victimes sont des civils, soit majoritairement des femmes et des enfants (ONU, 2000). En outre, contrairement au stéréotype de la femme victime, passive et silencieuse des guerres, il est aujourd'hui largement reconnu par les organisations internationales et par les chercheurs que les femmes agissent, réagissent et incarnent de multiples rôles en situation de conflit. Conséquemment, les femmes doivent être envisagées à la fois comme survivantes, promotrices de la paix ou de la guerre, combattantes, résistantes, auteures de violences et comme potentielles agentes de changement social et politique (ONU, 1995 ; Byrne, 1996 ; Reeves & Baden, 2000 ; Moser, 2007).

En somme, puisque les femmes sont surreprésentées parmi les victimes des guerres modernes et qu'elles y participent et y contribuent de maintes façons, il apparaît évident que la perception courante selon laquelle les conflits sont une « affaire d'hommes s'affrontant sur un champ de bataille » ne correspond plus aux réalités des guerres contemporaines (Callamard, 2001: 11). Ce constat mène également à envisager les conséquences différenciées des guerres sur les populations. À cet égard, il est désormais communément admis que le sexe, combiné à d'autres marqueurs identitaires telles, par exemple, l'appartenance religieuse, l'ethnicité et la « race » détermine la nature des violences ainsi que les effets des conflits armés sur les individus (Gardam & Charlesworth, 1999 ; Callamard, 2001 ; El-Bushra & Sahl, 2005). Or, la mise en œuvre d'une analyse sexospécifique (aussi dite « analyse comparative entre les sexes ») permet de mettre en lumière les expériences et les rôles différenciés des hommes et des femmes en période de conflit armé. En outre, tout en reconnaissant les effets dévasteurs des conflits, ce type d'approche a permis à différentes chercheures de dégager quelques conséquences positives, bien que fragiles et limitées, qui peuvent découler des transformations sociales engendrées par les situations de guerre. En effet, selon plusieurs ouvrages, les conflits armés peuvent créer des opportunités pour la mobilisation collective des femmes et pour le

développement de leur *empowerment* (El-Bushra & Piza Lopez, 1993 ; Byrne, 1996a ; Moser, 2007).

Dans le cadre de ce projet de recherche, nous nous intéresserons à la nature des liens entre la mobilisation et l'*empowerment* des femmes dans le cas particulier du Cachemire indien[1]. À cet égard, nous envisagerons la situation des femmes cachemiries comme résultant de l'articulation complexe entre deux systèmes d'oppression majeurs soit le contexte sociopolitique de conflit armé et d'occupation militaire, d'une part, et le contexte socioculturel caractérisé par le conservatisme patriarcal et religieux, d'autre part. Ainsi, l'objet du présent document consiste à présenter les principaux tenants et aboutissants de notre recherche, à faire état de la littérature qui traite de notre sujet d'étude, à présenter la méthodologie mise en œuvre afin de répondre à notre question de recherche et, finalement, à présenter les résultats et la discussion issus de l'analyse des données collectées sur le terrain.

Le premier chapitre s'attachera à présenter la problématique, les questions de recherches ainsi que les objectifs visés par notre démarche. En guise de mise en contexte, le second chapitre exposera quelques considérations préliminaires afin de dresser un portrait succinct du conflit cachemiri et de la situation des femmes au Cachemire. En troisième chapitre, nous proposerons un cadre conceptuel permettant de mettre en exergue et de définir les balises théoriques et pratiques des principales notions au cœur de notre étude. Cette section se déclinera en trois parties, la première portera sur les femmes et les conflits armés, la seconde s'intéressera à la notion d'*empowerment* et la dernière se penchera sur le concept de mobilisation collective. Ensuite, le quatrième chapitre cherchera à détailler la perspective épistémologique et la méthodologie qui ont guidé la collecte des données ainsi que leur traitement et leur analyse. Nous présenterons également certaines observations relatives aux contraintes rencontrées sur le terrain et au rôle de la chercheure dans la conduite de cette étude. En cinquième chapitre, nous nous attacherons à exposer les résultats tirés de l'analyse des données collectées lors des entrevues groupales et individuelles menées auprès de femmes cachemiries. Ces données seront ensuite synthétisées, interprétées et mises en relief à partir de la littérature relative aux notions d'*empowerment* et de mobilisation. Cette discussion, qui sera détaillée en sixième et dernier chapitre, sera également l'occasion de répondre à notre question de recherche et de vérifier notre hypothèse de départ. Nous conclurons enfin par la présentation de recommandations et de quelques pistes de recherche pour le futur.

---

[1] L'adjectif « indien » est ici employé en vue de distinguer la portion du territoire du Cachemire qui est occupée par l'Inde, de celles occupées tantôt par le Pakistan (*Azad Kashmir*) et par la Chine (*Aksai Chin*). La dénomination généralement utilisée par la population cachemirie, *Indian-administrated* ou *occupied Kashmir*, nous apparaît plus juste. Néanmoins, puisque sa traduction littérale en français tendrait à alourdir le texte, nous avons choisi d'utiliser simplement le terme « Cachemire » dans le cadre du présent document.

# CHAPITRE 1 - PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS

La section suivante s'attache à présenter l'énoncé du problème dont traite notre étude. La problématique dégagée est issue d'une vaste revue de la littérature principalement réalisée à partir d'écrits arborant une perspective féministe ou issue de l'approche genre et développement et portant sur les thématiques de conflits armés, d'*empowerment* et de mobilisation collective. Nous présenterons ensuite les questionnements au cœur de notre problématique ainsi que les objectifs et la pertinence de notre recherche.

## 1.1 Énoncé du problème

La littérature féministe sur les conflits armés permet de dégager deux tendances qui se chevauchent et s'entrechoquent en ce qui a trait à la situation des femmes et à l'égalité des genres. D'une part, et cela a été démontré dans de nombreuses études, les conflits armés entraînent l'exacerbation des inégalités sociales préexistantes, les discriminations et violences fondées sur le genre se trouvant systématiquement renforcées et multipliées (Byrne, 1996a ; Callamard, 2001). D'autre part, malgré les horreurs inhérentes à la guerre ainsi que ses effets indéniablement dévastateurs sur les populations, les conflits armés peuvent engendrer quelques conséquences positives inattendues sur la situation des femmes. En effet, puisqu'ils entraînent la reconfiguration des identités, des rôles et des relations de genre ainsi que l'émergence de nouveaux espaces d'action et de prise de parole pour les femmes, les conflits armés peuvent créer des opportunités pour le changement social et pour l'*empowerment* des femmes (Cockburn, 1999 ; El Bushra & Sahl, 2005 ; Moser, 2007).

Bien que cette seconde tendance ne fasse l'objet que de peu d'études de fond, elle mérite une attention particulière dans la mesure où des femmes peuvent tirer profit du contexte de conflit afin d'améliorer leurs conditions de vie et leur situation sociale (Byrne, 1996a ; El Jack, 2003). Ainsi, contrairement à la vision répandue qui confine les femmes au statut de victimes passives et silencieuses des guerres, une analyse sexospécifique des conflits armés permet de constater que les femmes peuvent s'avérer de véritables actrices et agentes de changement et ce, notamment en situation de conflit armé. Entre autres exemples, on remarque que les femmes sont amenées à développer et à mettre en œuvre des stratégies de survivance et de résistance, à investir davantage la sphère publique et à se regrouper pour défendre les droits humains et promouvoir la paix et le désarmement (USAID, 2000 ; Moser, 2007 ; Charlier, 2008). En contribuant à leur émergence dans la sphère publique et à leur autonomisation économique, la mobilisation collective et les nouveaux rôles et responsabilités des femmes peuvent favoriser le développement et le renforcement de leur *empowerment* individuel et collectif (Rowlands, 1995; Kumar, 2000 ; Kabeer, 2001; Carr, 2003 ; Charlier & Caubergs, 2007).

## 1.2 Questions de recherche

Ce constat issu de la littérature portant sur les femmes et les conflits armés nous invite à suggérer l'hypothèse selon laquelle les conflits armés entraîneraient la mobilisation collective des femmes qui, à son tour, contribuerait à leur *empowerment* individuel et collectif. En vue de vérifier ce postulat dans le cas particulier du Cachemire, nous intéresserons à la question suivante :

*Quelle est la nature des liens entre la mobilisation collective et l'empowerment des femmes dans le contexte particulier du conflit armé au Cachemire?*

Afin de dégager des réponses quant à cette question de recherche centrale, nous tenterons de définir les principaux défis et opportunités qui se présentent aux plans individuel et structurel relativement à l'*empowerment* et la mobilisation collective des femmes au Cachemire. À cette fin, nous tiendrons compte de l'articulation des deux composantes contextuelles majeures qui caractérisent la situation des femmes cachemiries ; la situation de conflit armé et d'occupation militaire ainsi que le contexte socioculturel caractérisé par le patriarcat et le conservatisme.

Nous nous pencherons sur deux questions spécifiques, d'une part sur les conditions structurelles et, d'autre part, sur les conditions individuelles de l'*empowerment* et de la mobilisation des femmes. Dans un premier temps, nous analyserons l'évolution de certains aspects de l'environnement sociopolitique et socioculturel propre au Cachemire à partir de la littérature et de données existantes ainsi qu'en fonction des perceptions et des connaissances des enquêtées relativement à la situation des femmes cachemiries. À cette fin, nous traiterons des gains et des pertes issus des transformations sociales et politiques eu égard à la situation d'*empowerment* et de mobilisation des Cachemiries. Ces différentes considérations nous permettrons de mieux saisir le contexte qui façonne et balise le parcours et l'expérience des femmes participantes à l'étude. Dans un second temps, à travers l'analyse des discours, des représentations et des perceptions des femmes enquêtées et en nous appuyant sur la littérature disponible, nous examinerons les conditions individuelles - le positionnement social, la trajectoire personnelle, le discours sur les pratiques et les caractéristiques individuelles - des femmes enquêtées en ce qui a trait à leur situation d'*empowerment* et de mobilisation collective. À cet égard, nous détaillerons les leviers et les obstacles rencontrés par les femmes dans leur parcours personnel et professionnel.

Enfin, l'ensemble de ces considérations donnera lieu à l'analyse simultanée des dimensions individuelles et collectives des processus d'*empowerment* et de mobilisation. Nous évaluerons d'abord la nature des processus et l'orientation des changements en cours, puis

nous présenterons un état des lieux de la capacité de choisir et d'agir des femmes cachemiries. Cette double analyse nous permettra de vérifier notre hypothèse de départ et d'apporter des éléments de réponse à notre principale question de recherche.

## 1.3 Objectif et pertinence de la recherche

Si l'origine et la nature du contentieux qui sévit au Cachemire sont généralement méconnus et assez peu médiatisés, la situation spécifique des femmes cachemiries l'est bien davantage. En effet, les ouvrages réalisés sur le sujet sont peu nombreux et difficilement accessibles en Occident ce qui justifie la pertinence d'une étude sexospécifique de cette situation de conflit ainsi que la nécessité d'un séjour de recherche sur le terrain. Par ailleurs, et tel que mentionné précédemment, les écrits sur les conflits armés se concentrent généralement sur les effets négatifs engendrés pour les populations - et notamment pour les femmes ; peu d'entre eux mettent en évidence les opportunités que peuvent présenter ces situations pour le changement politique et social quant à la situation des femmes.

En somme, il apparaît que la méconnaissance généralisée du sujet, le peu d'intérêt que lui portent la plupart des ouvrages sur les conflits armés ainsi que le manque de données sexospécifiques et de données empiriques disponibles sur le cas particulier des cachemiries justifient la pertinence de notre recherche. Notre étude contribuera ainsi à répondre au manque de connaissances et d'informations spécifiques à la situation des femmes au Cachemire et aux opportunités d'*empowerment* pour les femmes membres d'organisations de la société civile en mettant en évidence les enjeux sexospécifiques propres à ce contexte. En plus de mettre en exergue ces aspects propres au conflit armé sévissant au Cachemire, cette recherche vise à saisir et à expliquer la nature des liens entre les processus de mobilisation et d'*empowerment* individuels et collectifs chez ces femmes. À la lumière des résultats de notre recherche, nous formulerons des recommandations visant à favoriser le développement et le renforcement de l'*empowerment* des femmes en contexte de conflit armé et de post-conflit.

* * * *

# CHAPITRE 2 - MISE EN CONTEXTE : LE CACHEMIRE

*I HAVE A DREAM FOR KASHMIR*
*A dream that I live everyday in my imagination. A place where peace prevails.*
*A place where the snow is no longer stained with the innocent blood.*
*A place where tears are a natural, temporary halt to the river of happiness and not the norm.*
*A place where the minds of people widen like horizon, where the sun of intellect*
*merges with the water of humility. A place where respect and freedom rule.*
*A place where the beauty of nature compliments the beauty of humanity.*

-- E. Batoo, 22 ans
Participante à l'atelier « Leadership et droits des femmes »

En vue de saisir les principaux éléments caractéristiques de la situation qui prévaut au Cachemire ainsi que les enjeux en lien à la réalité des femmes cachemiries, nous dresserons un portait succinct du contexte historique et politique du conflit ainsi que du contexte socioculturel propres à la région. De fait, la situation des femmes au Cachemire étant caractérisée par l'articulation de deux systèmes d'oppression majeur, soit le conflit et l'occupation militaire ainsi que le système patriarcal et conservateur marqué par la domination masculine, il nous apparaît essentiel d'en présenter les principaux aspects et leurs implications sur les conditions sociales des femmes. Ainsi, à la lumière de ces différentes informations de nature contextuelle, nous présenterons certains effets sexospécifiques du conflit sur les femmes et nous suggérons quelques pistes de réflexions quant à leur situation d'*empowerment* et de mobilisation collective.

## 2.1 Contexte de conflit armé et d'occupation militaire

Cette section s'attache, dans un premier temps, à exposer l'origine et la nature du contentieux du Cachemire ainsi que la situation sociopolique actuelle dans la région. Nous présenterons ensuite les principaux acteurs ainsi que l'impact global du conflit et de l'occupation militaire sur la population cachemirie.

### 2.1.1 Origine et nature du contentieux cachemiri

Le Cachemire, région montagneuse bordée par le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine et l'Inde, fait l'objet d'un différend territorial qui dure depuis plus de six décennies. La région est divisée entre trois puissances nucléaires, l'Inde, le Pakistan et la Chine, qui occupent respectivement le Sud (*Indian-administrated Kashmir* qui comprend trois régions : Jammu, Ladakh et la Vallée du Cachemire), l'Ouest et le Nord (*Azad Kashmir* et *Northern Areas*) et l'Est (*Aksai Chin*)[2]. La Vallée du Cachemire, qui fait partie de l'État de Jammu et Cachemire administré et occupé militairement par l'Inde, est au coeur du conflit qui embrase la région depuis la Partition des Indes en 1947.

[2] Voir Annexe I – Cartes détaillées du territoire disputé du Cachemire

À cette époque, le dernier vice-roi des Indes mandaté par l'Empire britannique, Lord Mountbatten, devait orchestrer le départ de l'administration britannique ainsi que la partition du subcontinent en deux États distincts: l'Inde et le Pakistan. Chacun des 584 États composant les Indes devait alors choisir son affiliation territoriale. Celle-ci se fondait principalement sur des considérations religieuses: les territoires à majorité musulmane revenaient au Pakistan et les territoires hindouistes à l'Union indienne (Lamb, 1997; Racine, 2002). L'État de Jammu et Cachemire, composé en grande majorité de musulmans, était alors sous le règne d'un maharadjah hindouiste qui revendiqua l'indépendance du territoire en vue d'y maintenir son hégémonie. Les dirigeants du nouvel État pakistanais - dont la création était fondée sur le regroupement des musulmans et musulmanes dans un même pays[3] - fomentèrent l'invasion du territoire par des tribus pathanes provenant du Nord pakistanais (Bose, 2005; JKCCS, 2009). En vue de contrer cette agression, le maharadjah demanda le soutien de l'armée indienne et le territoire fut alors intégré à l'Union indienne par la signature de l'*Instrument of Accession*. Ce document stipule que le Cachemire serait annexé au nouvel État indien jusqu'à ce que l'ordre et la paix soient restaurés et que, dès lors, un référendum serait organisé pour connaître les aspirations de la population cachemirie (Ganguly, 2001). Au cours de la même année, la première guerre indo-pakistanaise éclata et, le conflit s'éternisant, le droit à l'autodétermination des peuples n'a jamais été concédé aux Cachemiris jusqu'à ce jour.

Malgré la Ligne de Contrôle - une frontière départageant le territoire entre le Pakistan et l'Inde imposée par l'ONU - et le cessez-le-feu exigé en 1949, la dispute du territoire cachemiri opposera l'Inde et le Pakistan au cours de deux guerres en 1965 et en 1971 (Lamb, 1997; Indurthy, 2003 ; Bose, 2005). L'Inde affrontera également la Chine, alliée des Pakistanais, dans les années soixante. En 1987, les élections tenues dans l'État du Jammu et Cachemire sont soupçonnées d'avoir été truquées et entraînent le soulèvement de la population cachemirie. Le Pakistan profite alors de la situation et commence à soutenir la cause des Cachemiris qui exigent l'*azadi* («liberté» en urdu), c'est-à-dire le droit à l'autodétermination. Certains prônaient alors la création d'un État indépendant tandis que d'autres souhaitaient l'annexion du Cachemire au territoire pakistanais. C'est le début d'une guerre par proxy[4] contre l'Inde et l'émergence d'un virulent mouvement d'insurrection au Cachemire (Bose, 2005; Ray, 2009). À partir de 1989, la présence de groupes fondamentalistes formés et financés en partie par le Pakistan ainsi que la montée fulgurante du mouvement indépendantiste cachemiri, entraînent l'arrivée massive de

[3] « Le mot « Pakistan » est un néologisme. Il peut s'interpréter soit comme le « pays des purs » (de l'ourdou : pak signifiant « pur » et stan signifiant « pays », avec un i de liaison), soit comme un acronyme formé avec le nom des provinces du pays : le Pandjab, l'Afghania (actuelle province frontalière du Nord-Ouest), le Kashmir, le Sind et le Baloutchistan ». Tiré du site Internet World Map Finder [En ligne] http://www.worldmapfinder.com/Fr/Asia/Pakistan/ (Page consultée le 2 novembre 2010).

[4] Guerre par proxy: «Guerres internes qui sont en fait substantiellement fomentées par des états qui apparaissent comme externes au conflit en opérant à travers une des parties du conflit» (El-Bushra & Piza-Lopez, 1993: 9).

troupes militaires indiennes (Racine, 2002; Bose, 2005 ; JKCCS, 2009). La répression indienne et les tensions internes sont de plus en plus fortes et mènent à de nombreuses confrontations entre les militants[5] et les soldats indiens ainsi qu'à de multiples soulèvements populaires violemment réprimés par les forces indiennes[6]. Cette intensification du conflit armé et de l'occupation militaire du Cachemire marque aussi le début d'une période tragique pour la population cachemirie.

### 2.1.2 Acteurs et impact global du conflit

Les principaux acteurs du conflit au Cachemire sont les forces de sécurité indiennes, la police, les forces paramilitaires, les groupes et partis politiques issus du mouvement indépendantiste ou prônant l'adhésion du territoire au Pakistan ainsi que des regroupements religieux plus ou moins fondamentalistes. Ces deux derniers groupes d'acteurs, composés de sous-unités et de multiples groupuscules, parfois désignés, ou autoproclamés « militants », luttent contre la présence indienne au Cachemire et sont souvent soutenus et financés par des organisations pakistanaises (Ray, 2009; Vermuri, 2000 ; Indurthy, 2003). La myriade d'intérêts et d'objectifs défendus et mis en œuvre par ces différents acteurs tend à diviser les forces, les mouvements politiques ainsi que la population et complique l'élaboration d'une vision commune pouvant être mise de l'avant par le peuple cachemiri.

Les forces indiennes ont pour mandat officiel de rétablir l'ordre et la loi dans les régions embrasées du Cachemire et de ramener la paix et la sécurité dans la région. Pourtant, plutôt que d'améliorer la vie des Cachemiris, les forces de sécurité indiennes entretiennent un régime de terreur en perpétrant de nombreuses violations des droits fondamentaux[7] (Ray, 2009). Depuis 1989, la présence militaire indienne oscillent entre 200 000 et 800 000 soldats[8] ce qui représente l'une des plus importantes densités d'occupation militaire au monde (JKCCS, 2009). Depuis cette même période entre 40 000 et 80 000 Cachemiri(e)s ont péri lors d'affrontements entre l'armée et les militants cachemiris et lors de manifestations populaires; entre 150-300 000 Pandits (Cachemiri(e)s de confession hindouiste) ont migré vers Jammu et vers d'autres régions de l'Inde par peur de

[5] Le terme «militants» est employé en référence aux Cachemiris membres de groupes armés et d'organisations politico-militaires luttant pour l'indépendance du Cachemire ou pour son annexion au Pakistan.

[6] À titre d'exemples, un mouvement de désobéissance civile a pris naissance en 2008 suite au transfert illégal de terre cachemirie par le gouvernement local, puis d'importantes manifestations ont eu lieu en 2010 suivant l'assassinat arbitraire d'adolescents par les forces armées indiennes (Al Jazeera, 2011).

[7] En vertu d'Actes en vigueur depuis 1989 (le « Jammu & Kashmir Disturbed Areas Act » et le « Armed Forces Special Powers Act » ou « AFSPA »), les forces de sécurité indiennes ont des pouvoirs extraordinaires incluant, notamment, le droit d'utiliser leurs armes à feu contre les gens suspectés de violer la loi et contre ceux qui troublent la paix. Le AFSPA octroie également à l'armée indienne de larges pouvoirs d'arrestation, le droit de tirer pour tuer, ainsi que d'occuper et de détruire des propriétés dans les opérations de contre-insurrection (Human Rights Watch, 2006).

[8] En fonction des sources et des périodes, le nombre de soldats indiens présents sur le territoire varie entre 200 000 et 800 000.

représailles; plus de 40 000 femmes ont été violées; et un nombre incalculable de personnes auraient été incarcérées et seraient disparues sans laisser de traces (Dabla, Nayak & Ul-Islam, 2000 ; Ali Khan, 2007; JKCCS, 2009). Les détentions arbitraires, la torture et autres violences, l'anarchie politique, les grèves répétées, les couvre-feux imposés par l'État et la destruction d'infrastructure ont eu de sérieux effets sur la santé physique et psychologique de la population, sur la qualité de l'éducation et sur l'économie de la région[9] (Vemuri, 2000; Human Rights Watch, 2006; Ali Khan, 2007).

## 2.2 Contexte socioculturel

En vue de saisir la situation propre aux femmes du Cachemire, il apparaît également nécessaire de présenter certains aspects caractérisant le contexte socioculturel au sein duquel elles évoluent. Nous exposerons d'abord quelques paramètres du système culturel cachemiri puis, nous nous intéresserons au statut et à la position de la femme au sein de la société en considérant, dans les deux cas, l'influence du conflit armé et de l'occupation militaire.

### 2.2.1 Système culturel cachemiri

Depuis plusieurs siècles, la population cachemirie est caractérisée par une vaste diversité ethnique, religieuse et culturelle. À cet égard, quelques auteurs font état de l'éthos historiquement syncrétique du Cachemire en référence à l'influence multiple des philosophies hindouiste, musulmane et boudhiste sur la culture cachemirie (Ganguli, 2008 ; Ali Khan, 2009 ; Parthasarathy, 2010). En effet, l'harmonieuse cohabitation de ces différentes religions a doté cette société d'une culture composite fondée sur l'humanisme, le sécularisme et la tolérance (Parthasarathy, 2010). Ainsi, si la population est majoritairement musulmane[10], certains traits culturels - tels que la pratique de la dot et le système de castes inspirés du modèle hindouiste - témoignent de l'amalgame culturel et de l'identité pluraliste propres à la région.

À cet égard, le terme « *kashmiriyat* », qui a émergé vers le 16ème siècle, renvoie à l'identité unifiée des Cachemiris, c'est-à-dire aux valeurs culturelles communes, à la fierté nationale, ainsi qu'à l'unité cachemirie qui transcendent les religions et les ethnies (Puri, 1995). Cette tradition multiculturaliste a néanmoins été profondemment affectée par le conflit armé des deux dernières décennies (Kaw, 2010). Or, en dépit de certains épisodes de violences sociales et de tensions ethniques entre hindouistes et musulmans (principalement

[9] Selon Ganguly, « le financement des opérations militaires indiennes constitue une partie très importante du budget annuel de l'État Jammu & Kashmir » (Ganguly, 1997 :1-2 cité dans Ali Khan, 2007 : 26). Par ailleurs, le tourisme qui constitue la première industrie au Cachemire a connu un important déclin depuis le début des années 90 (Ather, 2007).

[10] La Vallée du Cachemire est aujourd'hui peuplée par 5,4 millions d'habitants dont 97,16% de Musulmans, 1,84% d'Hindous et 0,88% de Sikhs (Census India, 2001). Voir Annexe II - Répartition de la population du Cachemire.

occasionnées par la propagande d'organisations politico-religieuses fondamentalistes), un sondage mené en 2007 par le *Delhi's Centre for the Study of Developing Societies* démontre que 84% de la population de Srinagar souhaite le retour des Cachemiris Pandits exilés depuis les années 90 (Reuters, 2007). On constate ainsi l'importance accordée par la population à l'unité cachemirie ainsi que l'inclusivité et l'harmonie caractéristiques des relations interethniques entre hindouistes et musulmans dans la région.

La cohésion et la solidarité sociales, fortement ancrées dans la culture et la tradition cachemiries, ont aussi été largement érodées par la situation de conflit des vingt dernières années. Selon Mattoo, l'atmosphère libérale et humaniste ainsi que la paix sociale qui avaient pourtant survécu aux bouleversements post-partition se sont brusquement rompues en 1989 (Mattoo, 2002). En effet, les violences, l'instabilité politique ainsi que l'insécurité sociale et économique inhérentes au conflit ont concouru à la création d'un climat social marqué par l'hypocrisie, l'opportunisme et la méfiance généralisée (Butalia, 2002 ; JKCCS, 2009). La « culture du mensonge »[11] et la perte de confiance en autrui renforcées par la situation d'occupation militaire, ont ainsi contribué à l'effritement des liens sociaux traditionnellement très serrés dans la société cachemirie. Par ailleurs, un autre paramètre saillant de la culture *kashmiriyat* consiste en la rigidité de la hiérarchie sociale. Celle-ci apparaît notamment issue du système complexe de castes, des différences entre les communautés musulmanes (chiites et sunnites) et des inégalités fondées sur le genre (Dabla, Nayak & Ul-Islam, 2000 ; Kaw, 2010). La stricte homogamie (de castes, de classes socioéconomiques et de communautés musulmanes), la faible mobilité sociale ainsi que les discriminations persistantes qui en découlent en sont quelques manifestations. Enfin, la structure patriarcale ainsi que le conservatisme social et religieux constituent des paramètres fondamentaux du système culturel cachemiri et façonnent, par le fait même, la situation sociale des femmes au sein de la société.

### 2.2.2 Statut et position de la femme

Bien que la Constitution de l'État de Jammu et Cachemire prévoit l'égalité des droits et des opportunités pour tous ses résidents permanents, la faible valorisation du statut et de la position sociale des femmes ainsi que les discriminations à leur égard restent profondément ancrée dans la culture et l'idéologie de genre au Cachemire (Kak, 1998 ; Ray, 2009). En effet, les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes ainsi que l'identité de la femme cachemirie sont déterminées et balisées à la fois par le discours patriarcal et par des croyances religieuses (Ali Khan, 2009). De la même façon, le système patriarcal conservateur et l'interprétation culturelle de la religion musulmane et des textes religieux

[11] Expression employée par un journaliste cachemiri rencontré sur le terrain qui désigne la propension aux mensonges généralisée au sein de la population. Cette tendance serait issue à la fois des nombreux interdits et tabous culturels ainsi qu'aux dénonciations et à l'espionnage qui ont caractérisé la situation de conflit des années 90.

tendent à contraindre la femme à des rôles et responsabilités limités à la sphère domestique et à renforcer certaines inégalités fondées sur le genre (Dabla, 2007).

On peut dégager diverses manifestations des discriminations envers les femmes en fonction des différentes étapes de la vie. D'abord, l'avortement sélectif des fœtus féminins est de plus en plus répandue dans la région. Conséquemment, on constate un déclin croissant du « sexe-ratio » (soit le nombre de naissances de fillettes par rapport au nombre de naissances de garçons) qui est passé de 906 pour 1000 en 2001, à 883 pour 1000 en 2011 (Indian Census, 2011). Selon Reshi, la pratique du foeticide féminin s'expliquerait par l'insécurité et la vulnérabilité accrues des filles face à la présence armée massive et par l'« hostilité patriarcale » à l'égard de celles-ci (Reshi, 2011). En effet, en général au sein des familles cachemiries, l'arrivée d'une fille est perçue comme un fardeau économique puisque, en vue de son mariage, ses parents devront payer l'ensemble des célébrations (extrêmement fastes selon la tradition cachemirie) ainsi qu'une dot[12] (également importante) à l'endroit de la famille de l'époux[13].

De la même façon, cette situation contribue au traitement préférentiel réservé aux garçons au sein de la famille. À titre d'exemples, ceux-ci ont souvent accès à des portions de nourriture de meilleure qualité et en quantité plus abondante, à davantage de temps libre et à un plus grand espace de parole. Ce traitement différentiel et inéquitable participe également de l'intériorisation des inégalités fondées sur le genre : les garçons développent peu à peu un sentiment de supériorité et les filles un complexe d'infériorité ainsi qu'une faible estime de soi. Ceux-ci, une fois parents, tendront à reproduire le même schéma auprès de leurs enfants (Dabla, 2007). Par ailleurs, selon la tradition cachemirie, l'identité et le statut de la femme au sein de la société cachemirie apparaissent principalement tributaires de l'homme, soit d'abord du père puis de l'époux. En effet, suivant le mariage, la femme cachemirie devient en quelque sorte la possession de son mari. Elle portera désormais le prénom de celui-ci pour nom de famille, et, conformément au système traditionnel patrilocal, elle devra aller vivre et travailler aux tâches domestiques au sein sa belle-famille pour le reste de sa vie. Notons par ailleurs que, jusqu'en 2002, une loi discriminatoire faisait perdre aux femmes leurs statuts de résidentes permanentes, et tous les droits y étant rattachés, si elles se mariaient à un homme étranger (Baghat, 2003).

En outre, le conservatisme propre à la structure patriarcale et à la pratique orthodoxe de la religion tend également à investir l'homme de l'autorité suprême dans la plupart des

[12] La dot est pourtant interdite par l'Islam (qui prévoit plutôt la mehr, une compensation financière et matérielle qui doit être offerte à la mariée par l'époux au moment du mariage) ainsi que par le Gourvernement indien en vertu du *Dowry Prohibition Act* publié en 1961. À l'instar d'autres pratiques culturelles généralisées et discriminatoires à l'égard des femmes, la pratique de la dot reste néanmoins impunie au Cachemire.

[13] Pour des questions de prestige et pour répondre à la forte pression sociale, de nombreuses familles se ruinent ou s'endettent à vie au cours de cette période.

domaines de la vie publique. L'espace réservé aux femmes dans la sphère sociale étant restreint, celles-ci sont faiblement représentées en politique active (4,95% de femmes sur l'ensemble des candidats aux dernières élections) ainsi que dans les emplois traditionnellement masculins (Dabla, 1992 ; Shafi, 2002 ; Parvaiz, 2008). Pour Mehmooda Ali Ahmed Shad, considérée comme la fondatrice du système éducatif moderne pour les femmes, le système patriarcal cachemiri a historiquement refusé aux femmes le droit à une place d'honneur dans la société en les confinant systématiquement à des rôles de second plan (rapporté dans Kak, 1998). Quant à l'impact spécifique de la religion sur la situation sociale des femmes, Ali Khan affirme qu'en raison de l'influence historique du Sufisme (un mouvement gnostique de l'Islam imprégné des pensées asiatiques, européennes et hindous) la pratique islamique dans la région est traditionnellement peu orthodoxe et plutôt libérale (Ali Khan, 2009). Or, en entraînant le renforcement de l'idéologie patriarcale et la radicalisation de l'Islam, la situation de conflit armé a mené à l'exacerbation des discriminations et des inégalités fondées sur le genre et ce, en plus de détériorer les conditions de vie de la population en général et des femmes cachemiries en particulier.

## 2.3 Effets sexospécifiques du conflit sur les femmes

Selon plusieurs chercheures et organisations, depuis les années 90, les femmes constitueraient les principales victimes de la violence politique et militaire persistante au Cachemire (Manchanda, 2001a ; Médecins sans Frontières, 2006; Kaul, 2008; Malik, 2010). Nous présenterons ici les effets sexospécifiques du conflit sur la santé physique, sexuelle et psychologique des femmes, sur leurs situations économique, socioculturelle et sociopolitique.

### 2.3.1 Effets sur la santé physique, sexuelle et psychologique

Les femmes du Cachemire ont été victimes de multiples actes de violence directe et indirecte depuis le début du conflit. Certaines ont été tuées lors d'échanges de tirs entre les groupes armés, au cours de manifestations publiques, d'autres ont péri lors de l'explosion de grenades et de mines antipersonnelles ou encore lors de bombardement le long de la Ligne de Contrôle. Cela, en plus d'avoir été massivement exposées aux viols et autres violences sexuelles. Un rapport publié en 2006 par Médecins sans Frontières soutient que les femmes cachemiries restent exposées à la violence sexuelle de façon routinière: 11,6% des femmes interrogées ont affirmé avoir connu de telles violences[14]. Ainsi, selon Bashir Ahmad Dabla, sociologue cachemiri, plus de 40 000 femmes auraient été violées entre 1990 et 1994 (Dabla, 2007).

[14] Bien qu'il puisse sembler peu élevé, ce nombre démontre une tendance significative étant donné que le nombre de déclarations officielles de violences sexuelles est généralement bien en deçà du nombre réel de cas.

Il convient de mentionner que les viols et autres types de violences à l'endroit des femmes sont commis par les différentes parties du conflit: ils ont été perpétrés à la fois par les forces de sécurité indiennes et par certains groupes militants (Ray, 2009). Les actes de violence envers les femmes et les raisons qui motivent ces actes diffèrent ainsi selon les positions et stratégies politiques des agresseurs (Ali Khan, 2009). En effet, selon Urvashi Butalia en situation de conflit armé, les femmes sont ciblées de façon spécifique et ce, notamment lorsque des identités religieuses sont concernées. Dans le cas du conflit au Cachemire et à l'instar d'autres situations belliqueuses, les femmes portent l'honneur de la communauté sur leurs épaules et leur corps. Ainsi, «entacher leur corps, notamment par le viol, est une façon de frapper l'ensemble de la communauté ennemie» (Butalia, 2002 cité dans Ray, 2009: 5). Le viol se convertit ainsi en une véritable arme de guerre; l'identité de la femme devient dépersonnalisée, politisée et peut servir à déshonorer l'autre communauté. Or, bien qu'elles aient une expérience globablement similaire des horreurs de la guerre, toutes les femmes ne sont pas exposées aux mêmes types de violences. En effet, l'âge, la classe sociale, le milieu socioprofessionnel, la zone géographique et l'appartenance religieuse sont autant de facteurs qui influencent la nature des violences et les effets du conflit sur les femmes. Entre autres exemples, au Cachemire, tandis que les femmes hindouistes ont été tuées sans égard pour leur engagement politique, les Musulmanes, ont quant à elles été attaquées et tuées de façon sélective selon leur allégeance au mouvement indépendantiste et pro-pakistanais (Ray, 2009).

En outre, on dénombre divers types d'effets à long terme du conflit pour les femmes cachemiries ayant souffert directement ou indirectement de violences. En ce qui a trait à la détresse psychologique des femmes, Bashir Ahmad Dabla, affirme que les femmes sont beaucoup plus enclines au suicide que les hommes dans la région (Dabla, 2009). Par ailleurs, malgré les tabous sociaux liés aux problèmes de santé mentale, l'hôpital psychiatrique de Srinagar (capitale d'été de l'État de Jammu et Cachemire) a enregistré une hausse substantielle du nombre de patientes en consultation et en traitement au cours des deux dernières décennies (Médecins sans Frontières, 2006).

### 2.3.2 Effets sur le plan économique

L'absence des hommes[15], due à leur décès ou à leur disparition, a aussi eu un effet considérable sur le statut économique des familles cachemiries. Pour des raisons politiques et culturelles, de nombreuses femmes se sont vues refuser leurs droits d'héritage ce qui a fortement contribué à leur manque de ressources pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants (Vemuri, 2000 ; Dabla, 2009 ; Rashid, 2011). Étant donné cette paupérisation,

[15] Le *Jammu & Kashmir Coalition of Civil Society*, une ONG locale qui documente les violations des droits humains au Cachemire, évalue à 60 000 le nombre d'hommes disparus depuis le début du conflit en 1989 (JKCCS, 2009).

les femmes ont été contraintes à chercher du travail à l'extérieur de leur foyer tout en continuant à assumer leurs rôles traditionnels dans la sphère domestique (Dabla, 2009 ; Rashi, 2011). À la suite de la disparition de leur mari, de nombreuses veuves ont été chassées par leur belle-famille, elles ont dû louer un logement et rejoindre le marché du travail. Ce dernier étant fortement dominé par les hommes, la plupart des femmes ont obtenu des emplois peu rémunérateurs (dont le tissage de tapis, la broderie et l'agriculture) et souvent peu valorisés socialement (Dabla, 1992 ; Shafi, 2002). On remarque en outre que le réseau de prostitution locale s'est largement étendu et développé dans la région depuis le début du conflit (Hussain, 2005; Fayyaz, 2011).

### 2.3.3 Effets sur le plan socioculturel

Selon certains auteurs, la disparition massive de jeunes hommes cachemiris a également eu une incidence sur le «marché du mariage»[16]; les jeunes femmes en âge de se marier parviennent plus difficilement à trouver un époux (Dabla, Nayak & Ul-Islam, 2000 ; Ahluwalia, 2006). Dabla souligne par ailleurs la prépondérance du phénomène de *half widows* en référence aux 15 000 à 25 000 femmes dont les maris ont disparus mais dont les décès n'ont jamais été reconnus et officialisés par les autorités locales (Dabla, 2009). Un autre effet à moyen et long terme des violences perpétrées à l'égard des femmes cachemiries, consiste en la stigmatisation sociale à laquelle les survivantes de viols sont confrontées. À cet effet, Malik affirme que la violence sexuelle envers les femmes cachemiries engendre souvent une rupture des liens avec leur famille et avec leur communauté. Les proches de ces femmes et particulièrement leur mari, le cas échéant, tendront à rejeter celle qui a été «salie» par l'ennemi et qui devient ainsi symbole d'humiliation collective (Malik, 2010). Ce type de situation contribuerait également à la recrudescence de la violence envers les femmes dans la sphère privée. Cette tendance, qui s'inscrit dans la logique de l'exacerbation des violences préexistant au contexte de guerre, a été constatée et analysée par de nombreux chercheurs (Dabla, Nayak & Ul-Islam, 2000 ; Butalia, 2002; Akhter, 2007; Ali Khan, 2009). Selon certains, l'augmentation de la violence domestique depuis le début du conflit serait notamment due au fait que les hommes sont plus enclins à des comportements agressifs à la maison puisqu'ils sont eux-mêmes exposés à des tensions, des humiliations et des violences sur leur lieu de travail et dans la sphère publique en général (Dabla, 2001; Akhter, 2007).

En plus de cet accroissement des violences dans les sphères privée et publique, la situation de conflit, accompagnée de la radicalisation de certains mouvements politico-religieux, a mené à une intensification des restrictions ainsi qu'à un contrôle accru sur les femmes

[16] Cette appellation, issue de la littérature indienne et cachemirie, renvoie à la pratique coutumière des mariages arrangés qui veut que ce soient les parents (et parfois les frères et oncles) d'une jeune femme qui choisissent son futur époux et qui planifient et organisent la célébration du mariage.

(Akhter, 2007; Ali Khan, 2009; Malik, 2010). En effet, durant les années 90, certains groupes fondamentalistes ont imposé d'importantes restrictions sur la mobilité des femmes en plus de contribuer à interrompre l'accès à la contraception et à l'avortement (Malik, 2010). Certains d'entre eux ont ordonné l'imposition d'un code vestimentaire strict[17] ainsi que la ségrégation physique entre les sexes. Officiellement, ces mesures visaient notamment à protéger les femmes des viols et des agressions de la part de l'armée indienne et permettaient, de la même façon, de préserver les intérêts nationalistes et ethniques (Butalia, 2002; Malik, 2010). Puisqu'elles n'ont fait l'objet que de peu d'opposition de la part du gouvernement indien, ces mesures et restrictions ont eu des conséquences importantes pour les femmes. Entre autres exemples, Asma Khan, gynécologue à l'Hôpital de Srinagar, a constaté une sérieuse augmentation du nombre de centres illégaux d'avortement dans la capitale (Vemuri, 2000).

### 2.3.4 Effets sur le plan sociopolitique

En 1989 et 1990, le mouvement d'insurrection qui animait la société encouragea et entraîna la participation des femmes cachemiries. Désirant manifester leur insatisfaction à l'égard des politiques du gouvernement de l'État, les femmes descendaient massivement dans les rues de la capitale (Ali Khan, 2007 ; Ray, 2009). Peu à peu, différentes organisations de femmes ont émergé de cette lutte commune ; des organismes de nature politico-religieuse fondamentaliste (dont le *Dukhtaran-E-Millat*[18]), des entités politiques réclamant l'indépendance du Cachemire (dont le *Muslim Khawateen Markaz Council)*[19], comme des organisations apolitiques dont les membres revendiquent la paix et le désarmement ainsi que la fin de la répression politico-militaire (dont le *Kashmiri Women for Peace and Disarmament*) (DasGupta, 2002 ; Butalia, 2002 ; Anjum, 2011).

Puisque l'espace culturel dans la sphère publique est traditionnellement très limité pour les femmes, la mobilisation sociopolitique des Cachemiries s'est notamment traduite par un « activisme domestique » (Manchanda citée dans Ray, 2009). À titre d'exemple, lorsque leur mari ou leur fils devenait l'objet de répression politique et disparaissait, certaines femmes partaient à leur recherche, réclamaient des informations auprès des prisons et des autorités locales et alertaient la presse. Elles se convertissaient ainsi en agentes de résistance politique (Butalia, 1997). Ce type d'action a d'ailleurs mené à la création de regroupements et d'organisations de femmes dont l' *Association of Parents of Disappeared Persons* créée et dirigée par une femme. Cet exemple démontre que la mobilisation des

[17] Les femmes musulmanes ont été contraintes au port de la burqa et les femmes hindoues et sikhs ont fait l'objet, respectivement, de l'imposition du bindi (point dessiné sur le front, entre les sourcils, qui symbolise le troisième oeil dans la tradition hindoue) et de duppattas (foulard traditionnel) de couleur safran.
[18] « Filles de la foi »
[19] « Assemblée des femmes musulmanes »

femmes s'est manifestée entre autres par le prolongement de leur rôle de mères et d'épouses dans la sphère publique. Or, puisqu'elle suggérait une remise en question de la dichotomie public-privé et des rôles traditionnels des femmes, leur mobilisation sociale et politique a provoqué des résistances au sein de la société (Ray, 2009). En se présentant comme des forces de résistance politique et de mobilisation dans la sphère publique, les femmes se sont aussi exposées aux critiques et aux violences de la part des acteurs du conflit et des membres de la société en général (Ali Khan, 2009 ; Habib, 2011).

Selon Seema Shekhawat (2006), les nouveaux rôles incarnés par les femmes ainsi que leur mobilisation et partipation sociopolitique ont généré des effets négatifs et positifs sur leur vie et sur la société en général. Entre autres exemples, la situation de conflit aurait provoqué une remise en question des rôles traditionnels des femmes, en plus de contribuer à façonner leur identité sociale et à leur permettre d'accéder à de nouvelles sphères d'activités (Butalia, 2002 ; Malik, 2010 ; Anjum, 2011). Pour Sumona DasGupta, les nouvelles responsabilités et la participation accrue des femmes dans la sphère publique leur a permis de développer des compétences et habiletés ainsi qu'une meilleure confiance en soi. En cela, ces nouveaux espaces d'action et de prise de parole auraient contribué au renforcement de l'*empowerment* des femmes cachemiries (DasGupta, 2002).

* * * *

## CHAPITRE 3 - CADRE CONCEPTUEL

Dans les sections précédentes, nous avons présenté la problématique ainsi que les questions de recherche spécifiques ayant émergé de notre revue de littérature. Ensuite, la présentation de quelques éléments caractéristiques de la situation des femmes au Cachemire nous a permis d'examiner certaines incarnations de l'*empowerment* et de la mobilisation collective des femmes en contexte de conflit et au sein d'une société conservatrice et patriarcale. De plus, bien que non exhaustif, ce portrait a révélé la complexité de notre thématique et l'importance d'une analyse nuancée.

À l'issue de ces considérations de nature contextuelle, il convient de s'intéresser plus précisément aux balises théoriques et pratiques des différents concepts au cœur des questionnements qui nous animent. L'élaboration du présent cadre conceptuel nous permet de faire état de la littérature portant sur le sujet de notre recherche par l'entremise de trois concepts clés: les conflits armés, l'*empowerment* et la mobilisation collective. En procédant successivement à la présentation des théories et applications pratiques relatives à ces trois notions centrales, nous tenterons de circonscrire notre objet d'étude d'un point de vue sémantique, théorique et méthodologique. À cette fin, nous emprunterons une démarche « en entonnoir » (en allant du général au particulier) fondée, dans la dernière section, sur une logique cyclique qui permettra d'établir des liens transversaux entre les différents concepts. Dans un premier temps, nous aborderons la thématique, plus générale, des femmes et des conflits armés. Par la suite, nous présenterons le concept d'*empowerment* des femmes en précisant les corrélations existantes avec les situations de guerre. Enfin, nous discuterons de la mobilisation collective des femmes, en établissant des liens à la fois avec les conflits armés et avec la notion d'*empowerment.*

### 3.1 Femmes et conflits armés

Les guerres et les conflits armés[20] engendrent des effets différenciés sur les individus en fonction de facteurs identitaires tels l'ethnicité, la classe sociale, l'âge, la religion et varient également selon leur sexe. Cette section fait état des écrits portant sur les conflits armés et sensibles aux aspects différenciés de leurs modalités et de leurs effets. Suivant l'exposition de quelques conséquences générales des conflits armés sur les populations et sur les

[20] Si les conflits armés ne font l'objet d'aucune définition consensuelle et universellement applicable (UNESCAP, 2009), celle suggérée par Nils Petter Gleditsch et fréquemment employée dans la littérature et ce, bien qu'elle présente des limites évidentes. Selon Gleditsch, un conflit armé renvoie à une « incompatibilité contestée qui concerne un gouvernement et/ou un territoire, où l'usage de la force armée entre deux parties, dont au moins une est le gouvernement d'un État, résulte en un minimum de vingt-cinq décès liés au combat sur une période d'une année» [traduction libre] (Gleditsch et al., 2002 : 618). Plus simplement, un conflit peut être défini comme « le résultat de la poursuite de besoins et de désirs qui sont en contradiction les uns avec les autres » (Cockburn, 1999 : 5).

sociétés, nous présenterons certaines dimensions sexospécifiques des conflits armés, en insistant essentiellement sur la pluralité des rôles qu'incarnent les femmes en pareil contexte. Enfin, nous discuterons de la nature des violences dont font l'objet les femmes ainsi que des effets spécifiques que peuvent engendrer les guerres sur leur vie. Nous évoquerons ainsi certains « gains » inattendus dont elles peuvent potentiellement bénéficier à l'issue des hostilités armées.

### 3.1.1 Conséquences générales des conflits armés

Les conflits armés provoquent inévitablement une déstabilisation de l'ordre social en entraînant d'importantes perturbations aux niveaux social, politique, économique et idéologique. En plus des violences et des violations des droits humains (décès, blessures, disparitions, viols, emprisonnements arbitraires, etc.), les conflits peuvent engendrer des déplacements massifs de population, une réduction des libertés fondamentales, une désintégration des moyens de subsistance et des réseaux sociaux, une radicalisation des mouvements politico-religieux ainsi qu'une précarité économique souvent accompagnée d'une diminution radicale des dépenses publiques (Byrne, 1996a ; Callamard, 2001 ; FFQ, 2008). En outre, selon Gardam et Charlesworth (1999), un fait ressort clairement de toutes les situations belliqueuses : les conflits armés ont pour conséquence d'exacerber les inégalités et les discriminations sociales préexistantes.

Ces conséquences générales des conflits armés affecteront différemment les individus selon leur statut social, leurs conditions de vie et leurs rôles et responsabilités au sein de la société. En effet, divers facteurs identitaires sont déterminants dans la façon dont les individus sont affligés par les guerres. À cet égard, Callamard mentionne que des travaux des Tribunaux pénaux internationaux ont démontré que « le genre, combiné à d'autres marqueurs identitaires comme l'appartenance ethnique ou la « race », détermine quelles victimes seront visées ainsi que les formes que prendront ces violations » (Callamard, 2001 :12)[21]. Ainsi, les hommes et les femmes, en fonction d'autres facteurs identitaires les caractérisant, présenteront des expériences distinctes des conflits et ne s'en trouveront pas affectés de la même façon.

### 3.1.2 Dimensions sexospécifiques des conflits armés[22]

Les rapports et études ont longtemps négligé les dimensions sexospécifiques des conflits armés et de leurs effets. Les femmes étaient fréquemment intégrées à la catégorie générale des populations civiles et ce, sans tenir compte des différences entre les hommes et les

[21] Rappelons par ailleurs que, puisque les « femmes » ne constituent pas un groupe homogène, elles ne feront pas toutes l'objet des mêmes situations et expériences en contexte de guerre.

[22] Bridget Byrne propose un cadre d'analyse pour évaluer les dimensions sexospécifiques d'un conflit. Celui-ci se décline selon différentes phases du processus de paix et de guerre et selon diverses catégories telles les aspects politiques, juridiques, socioculturelles, etc. (Byrne,1996 : 22).

femmes civils (Gardam & Charlesworth, 1999). Aussi, les préoccupations, les besoins et les intérêts particuliers des femmes étaient alors envisagés comme des questions périphériques. Or, il est maintenant largement reconnu par les organisations internationales[23] et les chercheurs qu'une approche sexospécifique, c'est à dire une analyse comparative entre les sexes, est essentielle afin de saisir les effets différenciés d'une situation de conflit sur les hommes et les femmes. De la même façon, ce type d'approche permet d'éviter l'invisibilisation de ces dernières (Reeves & Baden, 2000 ; Callamard, 2001 ; Moser, 2007). D'après Cockburn, les impacts sexospécifiques des guerres sont fonction, notamment, de la spécificité physique des hommes et des femmes, de leurs rôles caractéristiques dans la société et des idéologies en jeu dans le contexte de confrontations armées (Cockburn, 1999).

Entre autres avantages, une approche sexospécifique permet aussi de considérer la pluralité et la complexité des rôles incarnés par les femmes en situation de guerre. En effet, contrairement à la perception traditionnelle selon laquelle les femmes sont des victimes passives des guerres, des études récentes démontrent qu'elles contribuent au processus de conflit de multiples façons (Byrne, 1996b ; Cockburn, 1999). Cette contribution se traduit notamment par des activités militantes ou militaires, par le soutien logistique au combat ou encore en encourageant les hommes à se battre, en alimentant le conflit par le commérage et en gardant des armes à la maison (Moser, 2007).

En outre, les femmes mettent en oeuvre diverses stratégies de résistance et de survie durant les différentes phases du conflit et certaines d'entre elles participent également au processus de paix. Il apparaît donc que les femmes, comme les hommes, agissent, réagissent et s'adaptent activement aux situations imposées par la guerre ainsi qu'aux perspectives de paix. Les femmes doivent ainsi être envisagées à la fois comme victimes, survivantes, promotrices de la paix ou de la guerre, combattantes, résistantes et comme auteures de violences. Ce constat engage la remise en question de la vision stéréotypée de la « femme-victime-dispensatrice-de-soin » et de l' « homme-combattant-et-leader-communautaire » (Moser, 2007 : 234). En effet, bon nombre d'auteurs tendent à définir les femmes comme étant naturellement portées vers le pacifisme et les hommes comme étant fondamentalement liés à des comportements agressifs et belliqueux (Segal, 1987 ; Byrne, 1996a). Or, l'idée du conflit comme expression essentiellement masculine, et donc propre aux hommes, tend à masquer les manières dont les femmes sont engagées dans les conflits (Byrne, 1996a : 35, FFQ, 2008). Aussi, cette vision essentialiste sous-tend l'immuabilité des notions de masculinité et de féminité. Pourtant, les identités et les rapports entre les sexes varient selon l'époque et le contexte et apparaissent en perpétuelle fluctuation en période de conflit (Cockburn, 1999 ; El-Bushra & Sahl, 2005).

[23] Voir notamment la Déclaration de Beijing (ONU, 1995 : 34)

### 3.1.3 Effets des conflits armés sur les femmes

Les violences fondées sur le genre constituent l'une des composantes les plus répandues et systématiques des situations de conflits armés. Selon plusieurs auteures, ces actes renvoient à une manifestation extrême de la discrimination et des inégalités sociales qui existent en temps de paix (Byrne, 1996a ; El-Bushra & Piza Lopez, 1993 ; Cockburn, 1999 ; Amnistie internationale, 2008). En effet, le phénomène de violence à l'égard des femmes préexiste et survit au conflit armé : il participe d'un continuum dont les paramètres et les modalités fluctuent selon le contexte (Callamard, 1998). En plus des violences auxquelles les femmes sont confrontées dans la sphère publique, la littérature fait abondamment état de l'augmentation de la violence domestique en contexte de conflit armé (Gardam & Charlesworth, 1999 ; Callamard, 2001). Ainsi, s'il est clair que la guerre tend à exacerber, intensifier et systématiser les violences et discriminations fondées sur le genre, ce continuum de la violence suggère néanmoins une remise en question de la notion de paix (Byrne, 1996a ; Amnistie Internationale, 2008 ).

La nature des actes de violences dont font l'objet les hommes et les femmes diffèrent en raison de leurs spécificités physiques respectives et des différentes significations culturelles attribuées au corps de l'homme et de la femme (Cockburn, 1999). Dans le contexte des guerres modernes, et particulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale, la violence représente un « moyen par lequel les groupes expriment leur identité culturelle et leurs aspirations » (El-Bushra & Piza-Lopez, 1993 : 3). Ainsi, en période de conflit, les identités ethniques, religieuses, « raciales », nationales et « de genre » sont fortement politisées et participent à des stratégies et positionnements des divers groupes en confrontation. On constate notamment l'instrumentalisation des identités sexuelles (ou « de genre ») qui sont couramment reprises dans les discours et les campagnes de propagandes nationalistes et patriotiques. En pareille situation, la violence à l'égard des femmes se fonde particulièrement « sur leur sexualisation et leur rôle de transmettrices de la culture et de symboles de la nation ou du groupe » (Callamard, 2001 : 9). Le corps des femmes sert alors de symbole ethnique et sa violation constitue une façon de toucher l'ennemi et de l'envahir en « polluant » sa descendance (Amnistie Internationale, 2008 ; Cockburn, 1999).

En effet, la menace du viol et le viol lui-même constituent une arme de guerre, souvent envisagée en tant que stratégie militaire, et vise à attaquer l'identité d'une communauté ou d'un groupe. Cela est particulièrement le cas lorsque la pureté ethnique ou religieuse est en jeu (Callamard, 2001 ; Butalia, 2002). L'appartenance au genre représente ainsi un motif de persécution supplémentaire en ce que « les femmes sont visées à la fois en tant qu'objets sexuels et en tant que membres de certains groupes ethniques, raciaux, religieux ou nationaux » (Callamard, 2001 : 9). Par ailleurs, les violences perpétrées en situation de guerre ont des répercussions spécifiques sur les femmes. À titre d'illustration, lorsqu'elles survivent aux violences sexuelles, les femmes doivent faire face à de multiples

conséquences sur leur santé physique et psychologique, elles peuvent contracter le VIH-sida, subir une grossesse non-désirée et ce, en plus de faire l'objet de stigmatisation sociale et de rejet de la part de leur famille et de leur communauté (Byrne 1996a; Callamard, 2001).

Dans un autre ordre d'idées, l'absence des hommes (due aux décès, aux disparitions et aux emprisonnements) ainsi que la précarité économique inhérente au contexte de guerre, entraînent la multiplication des rôles et des responsabilités des femmes. Afin de subvenir aux besoins leur famille, celles-ci doivent assurer des responsabilités plus lourdes dans des conditions de vulnérabilité et de difficultés économiques accrues (Callamard, 2001; Moser, 2007). Aussi, les femmes sont touchées de façon disproportionnée par le manque de services de base engendré par la destruction des infrastructures et des déplacements des populations (Amnistie internationale, 2008 ; UNESCAP, 2009). Comme le soutient Byrne, les structures les plus affaiblies au cours du processus de conflit sont souvent celles qui sont le plus susceptibles de soutenir les intérêts spécifiques des femmes (Byrne, 1996a).

Nonobstant l'ampleur des répercussions négatives des guerres sur les populations et sur les femmes en particulier, toutes les transformations engendrées par les conflits ne sont pas nécessairement néfastes. En effet, les changements dans la distribution des rôles et des responsabilités ainsi que les fluctuations dans les représentations sociales relatives aux identités sexuelles (ou « de genre ») peuvent exercer une incidence positive sur les conditions de vie et la situation sociale des femmes (Moser, 2007, El-Bushra & Sahl, 2005 ; Byrne, 1996b)[24]. En participant davantage aux activités propres à la sphère publique, en se rassemblant au sein d'organisations et en organisant des actions en lien avec le conflit et avec la construction de la paix, les femmes acquièrent de nouvelles compétences et habiletés et peuvent développer leur conscience critique ainsi que leur estime de soi.

En outre, les modifications dans les rapports entre les sexes peuvent mener à une renégociation des rôles sociaux incarnés par les femmes au sein de la société et à des conséquences – positives ou négatives - à court, moyen et long terme. Lorsqu'ils ne sont pas pris en compte et consolidés, bon nombre des gains acquis par les femmes tendent à disparaître à l'issue du conflit. Ainsi, il apparaît impératif de tenir compte des changements provoqués par la situation de guerre et de les envisager comme des fenêtres d'opportunité pour le renforcement de l'*empowerment* des femmes (Amnistie International, 2008 ; Callamard, 2001).

[24] Il est toutefois important de mentionner les effets pervers pouvant émerger de la multiplication des responsabilités et de l'acquisition, par les femmes, de pouvoirs traditionnellement réservés aux hommes. En effet, l'accumulation des tâches tend à alourdir le quotidien des femmes et l'accumulation de pouvoirs ainsi que l'accès à des domaines et espaces essentiellement masculins peuvent engendrer une hausse de la violence domestique et sociale à leur égard.

## 3.2 *Empowerment* : la capacité de choisir et d'agir

Cette section se propose, dans un premier temps, de présenter quelques concepts, perspectives et typologies en vue de circonscrire le phénomène fort complexe de l'*empowerment.* Dans un second temps, nous nous questionnerons sur les différentes façons de mesurer ou d'évaluer ce processus en insistant sur l'importance d'une approche constructiviste en vue de définir la nature, les objectifs et les dimensions de l'*empowerment* de façon contextualisée, évolutive et participative. Finalement, nous nous attacherons à préciser la nature des liens entre l'*empowerment* des femmes et les conflits armés.

### 3.2.1 Définitions et approches

***Un processus dynamique pluridimensionnel***

L'*empowerment*[25] constitue une notion polysémique dont les incarnations et sources d'influence sont multisectorielles. Selon les auteurs et les paradigmes au sein desquels ils s'inscrivent, l'*empowerment* peut être conceptualisé à la fois comme un processus et comme le résultat de ce même processus. En dépit de la complexité, de la pluralité théorique et des multiples appréciations[26] dont l'*empowerment* fait l'objet, il est possible de dégager certaines constantes dans les définitions et les usages du terme. À cet effet, Le Bossé & Lavallée (1993) évoquent ses caractéristiques individuelles -- sentiment de compétence personnelle (Zimmerman, 1990), de prise de conscience (Freire, 1970 ; Kieffer, 1984 ; Ninacs, 2002) et de motivation à l'action sociale (Rappaport, 1987) -- de même que les caractéristiques liées à l'action, aux relations avec l'environnement et à son caractère dynamique.

Dans une perspective sensible aux problématiques liées aux inégalités structurelles entre les hommes et les femmes, Charlier et Caubergs définissent l'*empowerment* comme « un processus d'acquisition de pouvoir au niveau individuel et collectif ». Il désigne la capacité d'agir de façon autonome et les « moyens nécessaires ainsi que le processus pour atteindre cette capacité d'action et de prise de décision dans ses choix de vie et de société[27] » (2007 : 10). L'*empowerment* apparaît donc comme une construction identitaire

---

[25] D'autres appellations sont employées comme synonymes d'*empowerment* dans les écrits francophones : « appropriation ou réappropriation du pouvoir », « autonomisation », « (développement du) pouvoir d'agir », « capacité de choisir et d'agir », etc. Dans le cadre de cette recherche, nous retiendrons la terminologie anglophone « *empowerment*» puisqu'elle nous semble favoriser la compréhension pluraliste du concept et de ses usages en tant que processus et résultat.

[26] Dans la littérature sur l'*empowerment* on retrouve notamment les approches psychologique, organisationnelle, sociale, éthique, communautaire, politique, « développementale » et féministe.

[27] Naila Kabeer suggère que, en tant que résultat, l'*empowerment* peut être envisagé comme: « la capacité des personnes de disposer des choses et de faire des choix » (2001 : 21). En tant que processus elle le définit comme « l'acquisition de pouvoir, de contrôle sur sa vie et de capacité de réaliser des choix ». Pour Naila Kabeer et Caroline Moser, il existe deux types de choix : ceux en lien avec les besoins pratiques (liés aux conditions de vie, en vue d'assurer la subsistance) et

dynamique à double dimension : individuelle et collective. Au niveau individuel, il renvoie au pouvoir d'un individu sur sa propre vie. Plus précisément, Charlier et Caubergs affirment que l'*empowerment* individuel se réfère à « l'acquisition d'une plus grande autonomie, d'une capacité d'auto-détermination, de moyens permettant à chacun(e) d'élargir la palette de ses choix de vie » (Charlier & Caubergs 2007 : 6). L'*empowerment* collectif, quant à lui, renvoie au pouvoir d'un groupe, une organisation ou une communauté, au sein d'une plus grande entité sociale, dans une « vision collective de transformation de la société et d'action politique » (Charlier, 2006 : 7). Autrement dit, au niveau collectif, l'*empowerment* désigne la « capacité qu'un groupe peut développer afin d'influencer les changements sociaux, vers une société plus juste et égalitaire, en particulier dans les rapports entre les hommes et les femmes » (Charlier & Caubergs 2007 : 6). Globalement, l'*empowerment* peut être considéré comme un processus par lequel des individus et/ou un groupe d'individus acquièrent la capacité, les conditions de prendre un tel pouvoir et deviennent des agents de changement, de transformation de leur vie et de leur environnement (Kabeer, 2001 ; Charlier, 2006).

***Typologies de pouvoir***

Au cœur du concept d'*empowerment* se situe la notion de pouvoir qui peut être décomposée en quatre dimensions : le « pouvoir sur », le « pouvoir intérieur », le « pouvoir de » ainsi que le « pouvoir avec ». Cette typologie, inspirée des réflexions du philosophe Michel Foucault, est reprise par plusieurs auteurs dans la littérature sur la capacité de choisir et d'agir des femmes (Oxaal & Baden, 1997 ; Rowlands, 1997 ; ATOL, 2002 ; Charlier & Caubergs, 2007).

Le « pouvoir sur », renvoie à la capacité de contrôle des individus. Selon Charlier et Caubergs (2007) ce type de pouvoir est notamment lié au rapport de domination et de subordination et suppose que, puisqu'il existe en quantité limitée, l'augmentation du pouvoir chez une personne engage une diminution chez l'autre. Il correspond à la vision traditionnelle du pouvoir, est souvent envisagé négativement et suscite des résistances passives ou actives. Le type de pouvoir lié à la perception de l'individu sur soi-même (estime et conscience de soi, image, identité et force psychologique - aussi nommé « savoir-être ») et à l'impact de ces aspects sur sa capacité à influencer sa vie et à proposer des changements, renvoie au « pouvoir intérieur ». Le « pouvoir de », relève quant à lui de la « capacité de prendre des décisions, d'avoir de l'autorité, de solutionner des problèmes, de négocier, d'influencer et de développer une certaine créativité qui rend apte à accomplir des choses » (Charlier & Caubergs, 2007 : 10). Ce pouvoir s'exerce en fonction des capacités intellectuelles (« savoir » et « savoir-faire ») et économiques (« avoir »). Finalement, l'exercice du pouvoir social et collectif découle du « pouvoir avec ». Il renvoie

---

ceux en lien aux intérêts stratégiques (liés à la situation sociale, en vue d'orienter la vie et la société). (Moser, 1995 : 116-123 ; Charlier, 2006 : 4)

à l'idée selon laquelle le pouvoir d'un individu s'accroît lorsqu'il/elle se joint à d'autres individus partageant une même vision et un objectif commun, soit à la capacité de s'organiser et de négocier d'un groupe d'individus (Troutner & Smith, 2004 ; Datta & Kornberg, 2002).

Il est possible de décliner cette typologie selon les niveaux individuel et collectif d'expression du pouvoir. Sur le plan du changement individuel, l'*empowerment* représente un renforcement ou une acquisition de pouvoir « intérieur » et de « pouvoir de », tandis que sur le plan du changement collectif, il renvoie au renforcement ou à l'acquisition de « pouvoir avec ». Puisque le « pouvoir sur » relève d'une mise en œuvre négative et déséquilibrée du pouvoir, il peut être évalué de façon générale en regard aux rapports sociaux de distribution du pouvoir entre les individus (notamment entre les femmes et les hommes) mais ne sera pas envisagé dans le processus d'*empowerment* des individus (Alsop et al., 2006 ; Charlier, 2006).

### 3.2.2 Mesure et évaluation de l'*empowerment*

***L'importance d'une approche constructiviste***

S'il est possible d'évaluer l'*empowerment* en fonction d'objectifs de départ, de résultats attendus ou d'effets obtenus, il est fort difficile de mesurer le processus de changement en lui-même (Charlier & Caubergs, 2007). À cet égard, Kabeer (2001) affirme que les indicateurs d'*empowerment* doivent montrer le changement plutôt que d'en fournir une mesure ou un résultat précis. En effet, puisqu'il n'existe pas de modèle de changement linéaire unique et que chaque société, groupe et individu évolue selon un contexte particulier, il est impossible de prédire le processus de transformation impliqué par l'*empowerment*. Ainsi, les causes du *disempowerment*[28] ainsi que les effets du processus d'*empowerment* doivent faire l'objet d'une analyse fondée sur une démarche contextualisée et participative. Autrement, les chercheur(e)s et praticien(ne)s risqueraient d'imposer leur propre vision et définition de l'*empowerment* et d'en prescrire l'orientation. De la même façon, puisque l'essence même de l'*empowerment* réside dans le développement de la capacité d'autodétermination des individus, les objectifs d'*empowerment* doivent également être conçus de façon endogène. En somme, une démarche constructiviste permettra de définir la nature, l'orientation, les objectifs et les indicateurs d'*empowerment* de façon évolutive et participative avec les femmes engagées dans ce processus. Ainsi, l' « expérience subjective des femmes comme expertes de leur propre vie » (CESAF, s.d) et comme agentes de changement social et politique doit être au

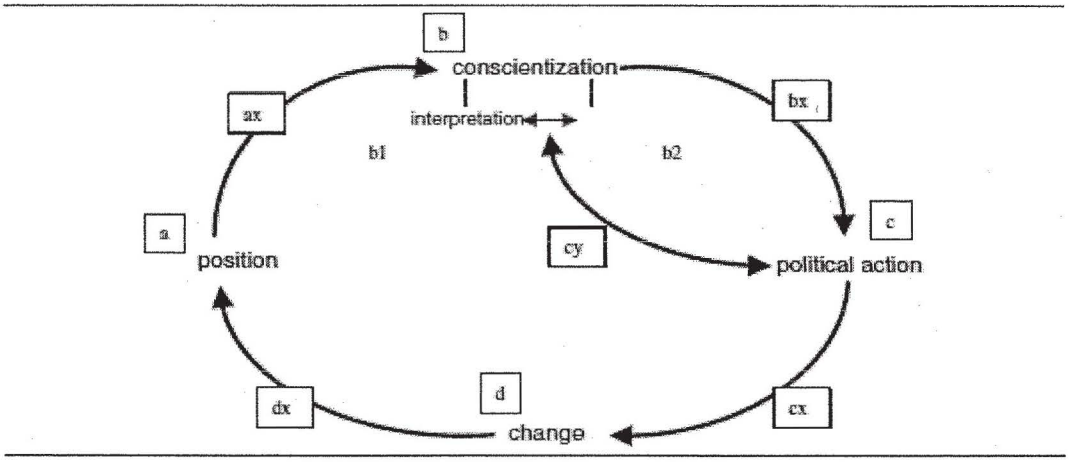
[28] Le *disempowerment* renvoie à l' « affaiblissement ou absence de pouvoir » (Charlier, 2006 :8). En lien avec la pauvreté, il peut être définit comme l'« absence de moyens pour combler les besoins basiques et empêcher de faire des choix significatifs » (Kabeer, rapporté dans Charlier, 2006 : 8).

cœur de l'évaluation de leur *empowerment* (Callamard, 2001 ; Kabeer, 2001 ; Charlier, 2006 ; Charlier & Caubergs, 2007).

***Les phases du processus d'empowerment***

S'il est difficile de déterminer l'issue d'un processus d'*empowerment* en amont, il est néanmoins possible de dégager certaines phases de ce même processus en vue d'évaluer la direction du changement amorcé. Tout en affirmant la nature cyclique et évolutive du processus, Carr (2003) propose la distinction de quelques phases de l'*empowerment* qu'elle envisage comme des « sous-processus » interconnectés qui se renforcent mutuellement.

**Figure 1- Processus d'empowerment selon E. Carr**




Source : CARR, E. Summerson (2003). « Rethinking Empowerment Theory Using a Feminist Lens: The Importance of Process ». *Affilia,* February 2003, p.14

En premier lieu, Carr (2003) mentionne le point de départ du processus, le « positionnement », soit en quelque sorte l'état des lieux du niveau de pouvoir initial des individus en fonction de leur réalité respective et de leur position dans la hiérarchie sociale. Afin de déterminer ce point d'origine, il convient de considérer les différents facteurs de nature socioéconomique, politique (Breton, 1989) et psychologique[29] qui peuvent représenter des obstacles et/ou des leviers pour l'*empowerment* des individus. Ce « positionnement » évolue à travers le processus d'*empowerment* : l'individu acquiert du pouvoir psychologique par le biais de la conscientisation et du pouvoir politique par le biais de l'engagement social (Carr, 2003). La seconde phase conceptualisée par Carr renvoie précisément au processus de prise de conscience de l'individu, soit la

[29] Selon Carr (2003), Breton (1989) et Solomon (1976), les facteurs psychologiques ne constitueraient pas les obstacles les plus déterminants quant au processus d'*empowerment*. En effet, si l'absence de pouvoir (ou *powerlessness*) est intimement reliée au manque d'estime de soi, ce dernier relève plutôt du manque de (ou de l'absence de) supports externes et de l'existence de « power blocks » qui sont peu à peu intégrés dans le développement individuel.

« conscientisation » qui représente, à son sens, une stratégie active (Carr, 2003 ; Alcoff, 1994)[30]. Cette phase inclut deux sous-processus : l'« interprétation », qui renvoie à l'importance de nommer la réalité[31] et la « construction d'une identité », essentielle dans le processus de conscientisation (Freire, 1970 ; Staples, 1990 ; Carr, 2003).

La « mobilisation », qui s'intègre partiellement au processus de prise de conscience, ainsi que l' « action politique » et le « changement » sont les derniers stades énoncés par Carr et correspondent principalement à l'*empowerment* collectif des individus. Nous reviendrons sur ces aspects dans la section suivante.

***Dimensions et indicateurs d'empowerment***

Plusieurs indicateurs quantitatifs ont été développés en vue de mesurer l'*empowerment* des femmes d'un point de vue macrosocial[32]. Néanmoins, afin de saisir le processus d'*empowerment* à l'œuvre dans les pratiques et les représentations des femmes, il convient plutôt d'opter pour une démarche qualitative. Charlier (2006) considère que les indicateurs d'*empowerment* varieront selon que l'on s'intéresse au développement personnel, au changement social et politique ou aux deux aspects. Ils doivent également être élaborés en fonction de l'objectif d'*empowerment* mesuré. Dans le cas de l'*empowerment* des femmes, rappelons que le but convoité est qu'elles soient elles-mêmes les agentes actives de la transformation de leur vie et de leur environnement (Reeves & Baden, 2000). Par ailleurs, Charlier et Caubergs (2007) soutiennent que les indicateurs doivent permettre d'évaluer le processus tant au niveau individuel que collectif puisque ces deux dimensions sont intimement reliées et que l'une renforce l'autre. En effet, puisqu'il suppose une relation avec les autres, l'*empowerment* personnel comporte une dimension transactionnelle en ce qu'il implique les plans social et collectif. Cette dimension transactionnelle ou intermédiaire peut également être conçue comme un type d'*empowerment* relationnel (Rowlands, 1997).

En vue d'évaluer l'*empowerment*, il convient donc de procéder à une double analyse : l'une individuelle et l'autre collective. Afin d'en apprécier la dimension individuelle, Ninacs (2003), à l'instar de Rappaport (1987), suggère la distinction de quatre étapes dans le processus, à savoir la participation (en lien avec le « pouvoir de » et le « pouvoir avec »), les compétences pratiques et aptitudes (qui correspondent au « pouvoir de »), l'estime de soi (relevant du « pouvoir intérieur ») et la conscience critique[33] (qui s'inscrit à la fois dans le « pouvoir intérieur », le « pouvoir de » et le « pouvoir avec ») (Charlier,

[30] Pour plus de détails sur le processus de conscientisation, voir Gutierrez (1995) et Carr (2003 : 15)

[31] À cet égard, Paolo Freire affirme que « To exist, humanly, is to *name* the world, to change it » (1970 : 69)

[32] Entre autres exemples, le PNUD a développé l'indice de l'Indice de Développement Humain (IDH), l'Index Genre et Développement (IGD) et le Gender Empowerment Measure (GEM).

[33] La conscience critique permet de saisir les composantes sociales de problèmes individuels (Charlier, 2006 :14 ; Ninacs, 2003). Pour Paulo Freire (1970), la conscience critique présente trois dimensions : conscience collective, sociale et politique (voir Charlier, 2006 : 14).

2006 : 14). D'un point de vue collectif, l'*empowerment* peut être organisationnel ou communautaire : il « correspond d'une part au processus d'appropriation d'un pouvoir par une organisation et, d'autre part, à la communauté à l'intérieur de laquelle une personne ou une organisation devient *empowered* » (Charlier, 2006 : 14). L'organisation est envisagée comme un lieu d'*empowerment* au sein duquel les individus connaîtront des processus de changement différents.

### 3.2.3 Conflits armés et *empowerment* des femmes

***La nature des liens entre l'empowerment et les conflits armés***

Si la notion de pouvoir est centrale dans le processus d'*empowerment*, elle l'est tout autant dans les rapports entre les sexes et dans les conflits sociopolitiques (Charlier, 2006). À cet égard, la Déclaration de Pékin stipule que « l'*empowerment* des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, incluant la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix » (ONU, 1995 : 3, §13). Tel que discuté précédemment, la capacité d'*empowerment* (soit le développement et le renforcement du pouvoir de choisir et d'agir) est fortement liée aux institutions, aux lois ainsi qu'aux aspects socioculturels propres à une société donnée (Charlier & Caubergs, 2007). Puisqu'une situation de guerre tend à déstabiliser l'ensemble des sphères de la société, il apparaît important de revisiter les notions de pouvoir et d'*empowerment* en lien avec les conflits armés.

Ainsi, malgré les violences subies, les difficultés économiques et les responsabilités additionnelles que les femmes doivent assumer, les conflits semblent présenter un potentiel pour des transformations sociales en contribuant, notamment, à la redéfinition des rôles traditionnels et à la reconfiguration des relations de genre au sein de la société (El-Bushra & Piza-Lopez, 1993 ; Byrne, 1996b ; Moser, 2007). À cet égard, Gutierrez (1994) affirme que les évènements stressants de la vie peuvent catalyser le processus d'*empowerment.* De surcroît, Hart (1996) ajoute que les nouvelles expériences et défis – positifs ou négatifs – participent souvent à enclencher un processus d'*empowerment.* Ainsi, les perturbations et les transformations engendrées par un conflit peuvent constituer des vecteurs d'*empowerment* en favorisant la création d'une identité et d'une vision collectives, le renforcement de la conscience critique, le développement d'habiletés politiques ainsi que l'engagement pour le changement collectif (Carr, 2003). Meintjes et al. abondent dans le même sens en soutenant que « les guerres présentent des opportunités aux femmes pour qu'elles transforment leur vie par rapport à leur image de soi, à leurs comportements à l'égard des hommes et des aînés et quant à leur indépendance » [traduction libre] (2001 : 7). Selon eux, les conflits contribuent à l'ouverture (volontaire ou involontaire) d'espaces pour l'*empowerment* des femmes, pour la réalisation de transformations sociales et pour

créer de nouvelles réalités économique, politique et sociale qui permettent la redéfinition du « genre » et des hiérarchies sociales (Meintjes et al., 2001).

***Gains potentiels et fenêtres d'opportunités pour les femmes***

Plusieurs études empiriques ont démontré les « gains » sociaux dont les femmes peuvent faire l'objet durant ou à l'issue d'un conflit armé. Parmi elles, une recherche conduite par Annalise Moser aux Iles Salomon a révélé que de nombreuses femmes ont perçu une augmentation significative de leur *empowerment* durant le conflit armé. En effet, plusieurs d'entre elles ont affirmé que leur position sociale et leurs conditions de vie s'étaient améliorées en raison des nouveaux rôles, traditionnellement réservés aux hommes, qu'elles ont dû assumer au cours du conflit. Cet *empowerment* s'est réalisé notamment à travers l'acquisition de nouvelles compétences et par la mise en œuvre d'initiatives qui ont mené à la remise en question des barrières culturelles liées à la répartition des rôles traditionnels (Moser, 2007). Dans le même ordre d'idées, Byrne affirme qu'un conflit peut être envisagé comme une « fenêtre d'opportunité » en vue d'élargir le rôle des femmes puisqu'il entraîne une division plus souple du travail et des responsabilités. La chercheure nuance néanmoins son propos en soutenant que, pour que cette situation soit bénéfique, l'augmentation des charges de travail et des responsabilités des femmes doit être accompagnée d'un contrôle accru sur les ressources donc de l'acquisition de pouvoir (Byrne, 1996a).

Par ailleurs, Moser ajoute que les femmes des Iles Salomon ont aussi le sentiment d'avoir gagné le respect de la communauté et elles s'y sentent plus importantes. Depuis la fin du conflit, elles témoignent d'une estime de soi renforcée, sont plus enclines à participer au sein de la communauté et de la société en général et ressentent une plus grande liberté à s'exprimer et à débattre des droits des femmes dans la sphère publique (Moser, 2007). À cet égard, Moser spécifie que, de façon corollaire, des tensions peuvent émerger suite à l'*empowerment* des femmes au sein d'une communauté. L'acquisition de pouvoir et de nouvelles capacités ainsi que la présence accrue de femmes dans la sphère publique et dans les lieux de pouvoir peuvent engendrer des résistances passives et actives (dont une augmentation de la violence à leur égard) de la part des autres membres de la société (Moser, 2007). Néanmoins, en dépit de ces effets pervers, on constate qu'une situation de conflit peut effectivement favoriser l'accès des femmes à des espaces de prise de parole et d'action traditionnellement réservés aux hommes. Ainsi, ces nouveaux rôles et lieux investis par les femmes peuvent contribuer au développement et au renforcement de leur *empowerment* en leur permettant de renégocier et redéfinir les paramètres de leurs vies (El-Bushra & Piza-Lopez, 1993 ; Cockburn, 1999).

***La perte des « gains » dans l'après-guerre***

Si les femmes peuvent bénéficier de certains « progrès » en termes de pouvoir, de rôle et de capacité à réaliser des choix, d'aucuns soutiennent que l'après-guerre entraîne une

restauration de la division antérieure des rôles et des activités traditionnels et que les nouveaux acquis des femmes tendent à disparaître (Meintjes et al., 2001 ; Cockburn, 1999). Cette situation découlerait notamment du manque de reconnaissance quant aux rôles et à la contribution des femmes en période de conflit ainsi que de leur exclusion des processus formels de construction de la paix (Byrne, 1996a ; Cockburn, 1999 ; Meintjes et al., 2001 ; Moser, 2007). Néanmoins, Moser affirme que le processus menant les femmes à incarner de nouveaux rôles et d'investir de nouveaux lieux d'action et de parole est en lui-même transformateur et occasionne souvent le développement et le renforcement de leur *empowerment*. De plus, selon la chercheure, le défi consiste à saisir les opportunités émergeant d'une situation de conflit et à supporter les femmes (et les organisations de femmes) en vue de consolider les acquis réalisés et afin d'éviter qu'ils ne disparaissent avec le retour à la vie normale (Moser, 2007). Ainsi, la fin d'un conflit doit être envisagée comme une période de transition où les relations entre les hommes et les femmes, incluant leurs rôles et leur identité sociale respective, peuvent faire l'objet d'une renégociation (El-Bushra & Piza-Lopez, 1993). Du point de vue de Byrne, cette période peut également offrir aux femmes la possibilité de formaliser leur participation accrue à la vie publique et faire valoir de nouvelles règles pour elles-mêmes (Byrne, 1996b).

## 3.3 Mobilisation collective et organisations de femmes

Dans la présente section, nous nous attacherons d'abord à présenter les différents concepts intrinsèquement liés à la notion de mobilisation collective, puis nous discuterons des conditions déterminant la participation des femmes auprès d'organisations de la société civile ainsi que l'émergence de ces organisations. Finalement, nous questionnerons l'impact potentiel de la mobilisation collective et de la participation des femmes en évaluant les contributions et bénéfices qui peuvent en découler. Dans une optique de raisonnement cyclique, ces propos seront peu à peu mis en lien avec le contexte de conflits armés et avec le processus d'empowerment des femmes.

### 3.3.1 Définitions et mise en contexte

***Participation, mobilisation et action collective***

Au sens de François Chazel, la mobilisation consiste essentiellement en « une création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications [...] ainsi qu'en un rassemblement, sur cette base, d'acteurs - ou de groupe d'acteurs - dans le cadre d'un mouvement social chargé [...] de promouvoir et parfois de « restaurer » des fins collectives » (Chazel, 1975 : 516). Plus simplement, la mobilisation renvoie au fait d'associer ses capacités et son énergie à d'autres individus en vue d'atteindre un résultat. Selon Alain Touraine, trois étapes composent et façonnent le processus de mobilisation collective. D'abord, des acteurs développent une identité commune fondée sur des buts et intérêts communs, puis le

groupe formé par ces acteurs développent une solidarité interne en s'opposant aux autres groupes concurrents (ou à une entité rivale). Enfin, Touraine affirme que les protagonistes développent et renforcent leur conscience des enjeux liés à leurs actions et à leur finalité (Touraine, 1984).

La notion de conscience[34] est au cœur des considérations relatives à la participation et à la mobilisation collective. Elle est également fortement liée au concept d'*empowerment.* À cet égard, dans un ouvrage paru en 2003, Carr soutient que la conscientisation, élément majeur du processus d'*empowerment,* est à la base de la mobilisation des individus et de l'action collective.

L'action collective, pour sa part, peut être définie comme toute action concertée dans un ou plusieurs groupes cherchant à atteindre des fins partagées (Mann, 1991 ; Fillieule & Péchu, 1994). Pour Mann, ce phénomène social « normal » consiste en le prolongement de la politique en dehors des institutions formelles traditionnelles. Mancur Olson affirme que l'action collective s'explique au niveau microsocial. Selon lui, il convient de s'intéresser aux motivations individuelles de la participation, au processus de mobilisation lui-même ainsi qu'au rôle des organisations qui structurent l'action collective (Olson, 1965).

La mobilisation des acteurs passe généralement par la constitution d'organisations qui tendent, à leur tour, à renforcer les possibilités d'action collective (Mann, 1991). Ainsi, à l'instar de Crozier et Friedberg (1977), il est possible d'envisager l' « organisation », en tous ses sens, comme un instrument d'action collective. Par ailleurs, toute action de changement dans l'organisation entraîne « la découverte et l'acquisition de nouvelles capacités collectives, de nouvelles façons de raisonner et d'être ensemble » pour les acteurs collectifs (Sabourin et al., 2003 : 4). De cette façon, on constate l'existence de liens indéniables entre l'*empowerment* et la mobilisation et participation des individus au sein d'organisations et donc à des actions collectives.

***La mobilisation des femmes et les conflits armés***

Si l'ampleur des conséquences négatives du conflit sur la situation des femmes (et des populations en général) ne fait aucun doute, il serait néanmoins réducteur d'occulter leur rôle actif dans le conflit et dans les processus de construction de la paix. En effet, tel qu'il a été discuté dans les sections précédentes, bien que la plupart des écrits sur les femmes les présentent comme des victimes passives du conflit armé celles-ci agissent et réagissent de maintes façons face aux évènements et aux changements survenus au cours des situations de guerre. Ainsi, nous avons vu que les femmes doivent ainsi être perçues à la fois comme

[34] Selon Charlier (2006) et en référence à la typologie de Paolo Freire (1970), la conscience critique permet de saisir les composantes (causes et solutions) sociales des problèmes individuels. « Elle renvoie à la conscience collective (ne pas être seul à avoir un problème) ; à la conscience sociale (les problèmes sont une construction de la société) ; à la conscience politique (la solution des problèmes est structurelle et passe par le changement social)».

victimes, combattantes, survivantes, auteures ou complices de violence, résistantes et comme potientielles promotrices et actrices de la paix. Bon nombre d'entre elles agissent individuellement ou se mobilisent collectivement de diverses manières en vue de survivre, résister et se positionner face aux enjeux et aux aléas des conflits. C'est notamment à cet égard qu'une situation de guerre (et particulièrement d'après-guerre) peut présenter de nouvelles opportunités pour les femmes en matière d'accès aux espaces d'action et de prise de décision (El-Bushra & Piza-Lopez, 1993 ; Byrne, 1996b ; Cockburn, 1999). La création de mouvements et d'organisations de femmes et la participation sociopolitique accrue de celles-ci au cours et à l'issue de la période de conflit illustrent leur mobilisation ainsi que leur capacité à agir et à se convertir en agentes de changement.

La plupart des écrits sur les rôles des femmes, et des organisations de femmes[35], dans les conflits armés relèvent majoritairement les initiatives en faveur de la paix, du désarmement et de la reconstruction post-conflit (Byrne, 1996b ; Kumar, 2000 ; Newbury & Baldwin, 2000 ; Moghadam, 2007 ; Amnistie Internationale, 2008). En période d'hostilités, les motivations inspirant la mobilisation des femmes semblent s'articuler principalement autour de leur rôle nourricier et reproductif (soit particulièrement leur statut de mère et d'épouse) au sein de la société ainsi qu'autour des notions de paix et de réconciliation. Entre autres exemples, certaines femmes s'unissent et s'organisent pour exiger la démobilisation de leurs fils, retrouver leur mari disparu ou réclamer leur libération auprès des centres de détention (Cockburn, 1999). D'autres encore manifestent pour la fin des violences et pour dénoncer les violations des droits humains (JKCCS, 2009). Or, cette tendance au pacifisme, bien qu'importante, ne doit pas encourager une vision essentialiste des femmes comme naturellement et fondamentalement artisanes de la paix. Si cette tendance est notable et indéniable, Cockburn l'explique en affirmant que puisqu'elles ont « échappé à la socialisation masculine, les femmes peuvent se sentir plus libre de formuler une vision non-violente et porteuse de changement » (1999 : 16).

De la même manière, cette mobilisation de nombreuses organisations de femmes en faveur de la paix ne doit pas masquer la diversité des positionnements, attitudes et aspirations que présentent les femmes et les organisations qu'elles créent. Quelques écrits soulignent la contribution de certaines femmes aux opérations liées au conflit et aux violences elles-mêmes, ainsi que leur participation à des groupes et mouvements politiques et/ou religieux à tendance radicale (DasGupta, 2002 ; Shekhawat, 2006). Ainsi, on constate que la participation accrue de femmes dans la vie publique ne mène pas nécessairement à des résultats positifs pour la société, ni pour toutes les femmes. En effet, les rapports de pouvoir et de domination au sein même du groupe social hétérogène auquel renvoie « les

[35] Entre autres exemples d'organisations de femmes créées lors de conflit ou dans la période d'après conflit, notons les Women in black, le camp des femmes pour la paix à Greenham Common, la Ligne internationale des femmes pour la paix et la liberté, le Lysistrata, Pro-femmes au Rwanda, etc. Ces organisations ont développé, chacune à leur façon, des formes expressives d'action directe non-violente.

femmes » ne doivent pas être occultés : les femmes n'ont pas toutes des conditions de vie et un statut comparables au sein de la société, elles ne présentent pas toutes les mêmes intérêts, objectifs et croyances et n'ont pas toutes accès avec la même facilité aux espaces d'action et de prise de parole. Reste néanmoins que les organisations de femmes jouent bien souvent un rôle clé dans la promotion de la démocratie et des droits humains pour tous les citoyens (Kumar, 2000). Pourtant, en dépit de cette participation et mobilisation active de la part de nombreuses femmes et organisations en faveur de la paix et du désarmement, celles-ci sont généralement exclues des tables de négociations qui mettent fin aux hostilités et aux autres processus formels de reconstruction et de rétablissement de la paix (Amnistie Internationale, 2008 ; Byrne, 1996b).

### 3.3.2 Les femmes et les organisations de la société civile

***Participation des femmes aux organisations***

En situation de conflit, notamment en raison des responsabilités additionnelles et des nouveaux rôles qu'elles doivent assumer, on constate que les femmes sont amenées à être davantage impliquées dans les processus décisionnels au sein de la famille et de la communauté et qu'elles sont plus enclines à accroître leur participation à la vie publique et ainsi, à développer des capacités de leadership, des compétences personnelles et une estime de soi accrue (Meintjes et al. 2001 ; UNESCAP, 2009). En outre, certains auteurs soulignent qu'une période de conflit prolongée peut amener la population à souhaiter un changement majeur de styles de leadership et de prise de décision, ce qui peut représenter une ouverture pour les femmes dans la sphère publique et notamment dans le domaine politique (GSDRC, 2009). Dans le même ordre d'idées, la configuration sociétale induite par un conflit peut faciliter le rassemblement des femmes autour de certains intérêts et expériences communes dans la perspective, notamment, d'y trouver un soutien émotionnel et de s'unir pour organiser des actions collectives (Bayard de Volo, 2006). Puisqu'elle constitue un instrument permettant aux femmes de faire entendre leur voix et de développer leur sens civique, leur conscience collective et leurs capacités personnelles et professionnelles, la participation des femmes auprès d'organisations de la société civile peut être envisagée comme un véritable vecteur d'*empowerment* (Pearce, 2007). Or, puisque les changements liés à l'*empowerment* se réalisent dans l'action, on peut envisager que l'action collective puisse renforcer l'*empowerment* individuel qui peut, à son tour, contribuer à l'*empowerment* collectif du groupe (Charlier & Caubergs, 2007).

Tel que présenté plus tôt, les concepts d'*empowerment* et de mobilisation collective, puisqu'ils renvoient à des processus et des changements, sont intrinsèquement liés à l'action et ainsi, à la participation des individus. À cet égard, Ninacs (2001) propose un continuum de la participation en terme d'acquisition de pouvoir d'agir. La participation

silencieuse en constitue la première étape ; assister à une rencontre, même sans mot dire, représente un premier pas vers l'engagement et l'action. Peu à peu, l'individu prend confiance en lui, en ses moyens, ce qui mènera ultérieurement à sa « participation avec prise de parole ». Ensuite, l'individu développera sa capacité d'argumenter, en formulant son opinion ou encore en réfutant celle d'autrui, pour enfin participer en développant sa capacité d'analyse critique (Ninacs, 2001). En quelque sorte, cette déclinaison des différents types de participation met en lumière la progression de l'implication des individus au sein d'une organisation. Elle peut ainsi servir de grille en vue d'observer l'interinfluence entre la mobilisation et l'*empowerment* au niveau individuel et collectif. Bien entendu, la participation des individus auprès d'organisations, en temps de conflit comme en temps de paix, est tributaire de divers facteurs internes et externes qui doivent être mis en exergue.

La littérature permet de dégager certains obstacles et contraintes quant à la participation et à l'engagement des femmes auprès d'organisations de la société civile et dans la sphère publique en général. D'abord, les facteurs socioculturels liés aux rôles traditionnels prescrits pour les femmes et au scepticisme de la population quant à la capacité des femmes à diriger et à exercer un leadership, les résistances des individus face au changement ainsi que la réticence à exprimer leurs opinions en public constituent des barrières importantes à la participation des femmes (GSDRC, 2009). Par ailleurs, en contexte de pauvreté, les femmes présentent souvent un faible niveau d'éducation, ce qui complique leur accès à l'information et tend à exercer une incidence négative sur leur confiance en elles (Hoare & Gell, 2009). En outre, la restriction de leur mobilité imposée par la situation sociopolitique, par la recrudescence des violences ou encore suite à des pressions sociales ou religieuses peut entraver significativement l'accès des femmes à la sphère publique et leur participation auprès d'organisations (Hoare & Gell, 2009). Enfin, le manque de ressources financières et la difficulté à concilier un engagement social avec leurs obligations et responsabilités quotidiennes (souvent multipliées durant et après le conflit) représentent également des obstacles quant à leurs disponibilité et disposition à intégrer des organisations. Malgré ces multiples obstacles, plusieurs auteurs ont observé l'engagement des femmes auprès d'organisations ainsi que leur présence et leur participation accrues aux actions collectives menées en période de guerre et de transition vers la paix (Kumar, 2000 ; USAID, 2000 ; Moghadam, 2007).

***Émergence et développement des organisations de femmes***

Dans une étude portant sur les dimensions sexospécifiques de sociétés en situation d'après-guerre, des chercheurs du USAID ont analysé l'émergence des organisations de femmes[36] durant la transition post-conflit ainsi que les facteurs affectant leur performance et leur

[36] La définition de « organisation de femmes » employée par le USAID est : « all volontary women – run organizations that promote women's welfare and gender equality » (USAID, 2000 : 2).

impact (USAID, 2000). Selon eux, quatre facteurs contribuent à l'émergence et au développement de ces organisations. En premier lieu, l'effondrement de l'ordre social (dû à des perturbations sur le plan social, économique et politique inhérentes au conflit) et la participation accrue des femmes dans la sphère publique constitueraient des leviers majeurs (Kumar, 2000). En second lieu, le retour au statu quo à l'issue du conflit (malgré des engagements formels pris par les organisations, les mouvements politiques et/ou les gouvernements en faveur de la condition des femmes et de leurs revendications) engendrerait le désillusionnement de certaines d'entre elles qui seraient ainsi encouragées à s'unir pour faire entendre leur voix et réclamer des changements. Ensuite, l'espace politique créé par la transition gouvernementale faciliterait l'émergence d'organisations de femmes. Enfin, la communauté internationale, par le biais d'ONG et d'aide bilatérale, contribuerait substantiellement à la consolidation de la société civile - par le renforcement des organisations locales - durant la transition et la période d'après-guerre[37] (USAID, 2000).

Ces organisations font également face à de multiples contraintes et limitations tant sur le plan externe qu'interne pour se développer et pour mener à bien leurs activités. Selon Kumar (2000), ces obstacles relèvent principalement de facteurs culturels et sociaux (dont le faible statut social des femmes et le peu de soutien accordé par leur mari, leur famille ou encore par leur communauté), de problèmes économiques, de l'absence de compétences effectives en matière d'administration et de gestion ainsi que le manque de communication et de coopération entre les organisations (USAID, 2000). Rappelons par ailleurs que certaines organisations de femmes peuvent être instrumentalisées et servir de véhicules à des fins de promotion des valeurs et d'intérêts patriotiques nationaux plutôt que servir les intérêts des femmes et de contribuer à leur *empowerment* (Byrne, 1996a ; Callamard, 2001). Malgré ces nombreuses contraintes et dérives potentielles, l'émergence d'organisations de femmes durant la période de transition post-conflit (ou en période de paix relative) constitue un fait relativement répandu et tend à augmenter l'*empowerment* des femmes en tant qu'individu et en tant que groupe (USAID, 2000).

### 3.3.3 Impact des organisations et de la participation des femmes

L'existence d'organisations de la société civile sensibles aux besoins, aux intérêts et aux préoccupations des femmes, la mobilisation collective de ces dernières et la mise en œuvre d'actions et d'activités semblent ainsi exercer un impact sur l'*empowerment* des femmes de multiples façons (USAID, 2000). D'une part, certaines organisations viennent en aide aux femmes victimes du conflit en leur fournissant, notamment, un soutien moral et

[37] Notons, qu'il existe toutefois des effets pervers à cette assistance massive dont la dépendance financière des organisations de la société civile vis-à-vis des bailleurs de fonds étrangers et de l'aide internationale.

psychologique. D'autre part, les activités génératrices de revenus réalisées peuvent préserver les bénéficiaires de situation de pauvreté extrême et contribuer à leur autonomie financière (Kumar, 2000). En outre, en facilitant la participation politique des femmes par le développement de la conscience critique, du sens civique et du leadership, ces organisations peuvent contribuer à l'*empowerment* politique des femmes au sein de la société. Ainsi, en plus de favoriser leur accès à l'espace public, de leur fournir une tribune pour faire entendre leur voix et d'accroître la visibilité de modèles féminins non-traditionnels, ces entités peuvent développer un discours « au féminin », participer à sensibiliser le public sur certains enjeux sexospécifiques et, à long terme, contribuer à changer les pratiques coutumières et à remettre en question les structures et les relations de pouvoir (AWID, 2008). Enfin, pour certaines chercheures, en consolidant peu à peu leur légitimité et leur capacité d'action, certaines organisations de femmes pourront être en mesure de cibler et de réclamer de nouvelles ressources concrètes et adaptées aux besoins des femmes, voire même contribuer à faire changer des lois et à influencer des politiques (Bouta et al., 2005).

Selon plusieurs chercheures, la consolidation des « gains » acquis par les femmes ainsi que le développement et le renforcement de leur *empowerment* sont tributaires de l'existence et de la pérennisation des organisations de femmes durant et après le conflit (Cockburn, 1999 ; Meintjes et al., 2001 ; Moser, 2007). Néanmoins, bien que les organisations puissent être flexibles et qu'elles sachent s'adapter aux besoins changeants des femmes et des sociétés, divers facteurs peuvent entraver leur pérennité. À titre d'exemple, d'un point de vue économique, bon nombre d'entre elles font l'objet d'une dépendance importante vis-à-vis de l'aide internationale en raison de l'absence de soutien financier de la part de l'État (Kumar, 2000). Si elles sont consolidées et qu'elles parviennent à perdurer dans le temps ces organisations pourront contribuer à la constitution d'une société civile forte et dynamique qui représente un élément essentiel au maintien de la paix et à la reconstruction de la société au lendemain de la guerre (Bouta et al., 2005).

## 3.4 Synthèse du cadre conceptuel

Le cadre conceptuel proposé a été élaboré en fonction d'une revue de littérature essentiellement composée d'écrits féministes ainsi que d'ouvrages sur les conflits armés et sur le développement international. Les principaux aspects théoriques et pratiques abordés et retenus dans le cadre de notre projet de recherche relèvent d'approches fondées sur le genre et sur les droits humains. Dans cette section, nous exposerons une brève synthèse des conclusions tirées de la présentation des trois notions au cœur de notre étude, soit les femmes et les conflits armés, l'*empowerment* et la mobilisation collective.

***Les femmes et les conflits armés***

En premier lieu, grâce à divers ouvrages arborant une approche sexospécifique, nous avons démontré que les guerres génèrent des effets différenciés sur les hommes et les femmes et qu'ils provoquent des changements majeurs dans la configuration des sociétés (Gardam & Charlesworth, 1999 ; ONU, 2000 ; Callamard, 2001). En outre, nous avons constaté la complexité et la pluralité des rôles incarnés par les femmes en situation de conflit. À cet effet, en rejetant les visions essentialiste et « victimiste » qui cantonnent les femmes à des rôles stéréotypés et réducteurs, il a été démontré que les femmes contribuent et participent de multiples façons aux guerres et aux processus de paix. Les écrits ont également démontré que les femmes peuvent se convertir en agentes de changement social, positif ou négatif, et qu'elles doivent être envisagées comme telles (ONU, 1995 ; Byrne, 1996a ; Reeves & Baden, 2000 ; Moser, 2007). Enfin, bien qu'ils entraînent l'intensification des discriminations et des violences à l'égard des femmes, les conflits provoquent des transformations qui peuvent bénéficier aux femmes. À cet égard, nous avons notamment vu que la multiplication des responsabilités assumées par les femmes peuvent créer des changements dans la distribution des rôles et dans la division du travail entre les sexes. De cette façon, les transformations induites par les conflits peuvent contribuer à la participation des femmes dans la sphère publique ainsi qu'au développement et au renforcement de leur *empowerment* (Byrne, 1996b ; Cockburn, 1999 ; El Bushra & Sahl, 2005 ; Moser, 2007).

***L'empowerment ou le pouvoir de choisir et d'agir***

En second lieu, nous avons abordé la notion d'*empowerment* qui peut être envisagée comme un processus par lequel les individus acquièrent les moyens et les capacités de choisir et d'agir en fonction de leurs besoins et aspirations en vue d'induire des changements dans leur propre vie et dans leur environnement (Kabeer, 2001 ; Charlier, 2006 ; Charlier & Caubergs, 2007). En d'autres termes, l'*empowerment* peut être considéré comme un processus d'acquisition de divers types de pouvoir (« de », « avec » et « intérieur ») aux niveaux individuel, relationnel et collectif (Oxaal & Baden, 1997 ; Rowlands, 1997 ; ATOL, 2002) Rappelons que, à l'instar du modèle épistémologique suggéré par Charlier (2006), il convient d'arborer une approche constructiviste et participative pour permettre aux enquêtées de définir l'*empowerment* et ses dimensions en fonction de leur réalité et de leurs perceptions. À partir de ces définitions endogènes, il est possible de dégager des indicateurs permettant de montrer la direction du changement induit par le processus d'*empowerment* (Kabeer, 2001). Le modèle théorique de Carr (2003) peut-être employé afin d'évaluer l'orientation de ce processus. Celui-ci envisage l'*empowerment* comme un processus cyclique et évolutif composé de « sous-processus » interdépendants : le positionnement dans la hiérarchie sociale, la conscientisation (comprenant l'interprétation et la construction d'une identité) et la mobilisation menant à l'action politique et au changement individuel et social. Au niveau individuel, il est

possible de détailler le processus d'*empowerment* en nous inspirant du modèle suggéré par Ninacs (2003) qui en distingue quatre composantes, chacune liée aux différents types de pouvoir. Ces composantes sont : la participation (« pouvoir avec » et « pouvoir de »), les compétences pratiques et les aptitudes (« pouvoir de »), l'estime de soi (« pouvoir intérieur ») ainsi que la conscience critique (« pouvoir avec », « pouvoir intérieur » et « pouvoir de »). Enfin, nous considérerons le conflit armé comme un potentiel catalyseur de l'*empowerment* des femmes en ce qu'il tend à favoriser la création d'une identité et d'une vision collective, le renforcement de la conscience critique, le développement d'habiletés politiques et l'engagement pour le changement collectif (Meintjes et al., 2001 ; Carr, 2003)

***La mobilisation collective***

Finalement, la dernière section du cadre conceptuel s'est attachée à explorer la notion de mobilisation collective en l'envisageant comme une expression de la participation des femmes à des organisations de la société civile. D'abord, il a été démontré que, si la mobilisation et l'action collective des femmes sont souvent orientées en faveur de la paix et des droits humains, cette tendance ne doit pas occulter la participation de certaines femmes et organisations aux violences et au conflit lui-même (Byrne, 1996b ; Cockburn 1999 ; Kumar, 2000 ; Newbury & Baldwin, 2000 ; DasGupta, 2002; Moghadam, 2007). En outre, nous avons vu qu'en plus de contribuer à l'accès des femmes à de nouveaux espaces d'action et de prise de parole, les périodes de conflit (et particulièrement d'après-guerre) peuvent encourager le rassemblement des femmes autour de certains intérêts spécifiques et d'expériences communes. En s'unissant pour agir collectivement, les femmes tendent à développer une vision, une identité ainsi que des objectifs partagés (Carr, 2003). Par ailleurs, en ce qu'elle permet aux femmes de faire entendre leur voix et de développer leur sens civique, leur conscience critique ainsi que leurs capacités personnelles et professionnelles, la mobilisation collective peut être conçue comme un vecteur d'*empowerment* (Pearce, 2007 ; AWID, 2008) Ainsi, conformément à l'hypothèse formulée précédemment, nous considérerons que le conflit peut entraîner la mobilisation collective des femmes et que cette mobilisation peut renforcer leur *empowerment* individuel et collectif.

Ce bref portrait du cadre conceptuel développé nous a permis de dégager certaines perspectives épistémologiques, théories et grilles d'analyse servant à appréhender, à circonscrire et à détailler notre objet d'étude. Ces différentes observations d'ordre conceptuel ont ainsi été employées dans l'élaboration de la méthodologie qui a guidé la collecte et le traitement des données recueillies sur le terrain.

* * * *

# CHAPITRE 4 - MÉTHODOLOGIE

À l'issue de la présentation des concepts qui fondent l'étendue, la portée et la nature de notre recherche, nous détaillerons maintenant la méthodologie mise en oeuvre dans le cadre de la collecte et de l'analyse des données. Nous présenterons d'abord un rappel des questions de recherche soulevées, puis nous préciserons les contraintes et limites de notre terrain d'étude, notre positionnement et rôle en tant que chercheure ainsi que l'échantillonnage et les modalités de recrutement des participantes. Ensuite, nous aborderons les aspects liés à la confidentialité et à la sécurité des participantes et les différentes étapes composant la collecte et le traitement de données. Nous conclurons cette section en évoquant quelques limites relatives aux tenants et aux abouttissants de notre recherche.

## 4.1 Questions de recherche

Tel que présenté dans le premier chapitre, notre étude cherche à vérifier l'hypothèse selon laquelle les conflits catalyseraient la mobilisation collective des femmes qui entraînerait subséquemment le renforcement de leur *empowerment* individuel et, éventuellement, collectif. Afin d'explorer cette hypothèse dans le cas particulier des femmes cachemiries, nous nous intéresserons à la question générale suivante :

*Quelle est la nature des liens entre l'empowerment et la mobilisation collective des femmes dans le contexte particulier du conflit armé au Cachemire?*

Rappelons que cette situation de conflit et d'occupation militaire s'additionne au contexte socioculturel propre à la région et tend ainsi à exacerber et à modifier certains paramètres liés aux conditions de vie, à la situation sociale des femmes cachemiries et aux rapports entre les genres. Les observations et analyses qui seront détaillées ci-après concernent ainsi ces deux aspects contextuels majeurs.

En vue de répondre à notre question principale nous avons procédé à une analyse en trois temps. Dans un premier temps, nous nous sommes attachées à présenter quelques éléments définitionnels apportés par les enquêtées en ce qui a trait aux concepts d'*empowerment* et de mobilisation et à leur mise en contexte dans le cas particulier du Cachemire. Puis, à partir de ces définitions endogènes et des écrits disponibles, nous avons analysé deux volets spécifiques de notre sujet d'étude ; les conditions structurelles ainsi que les conditions individuelles qui favorisent et/ou inhibent les processus d'*empowerment* et de mobilisation chez les femmes cachemiries. Ainsi, dans un second temps, nous avons envisagé les conditions structurelles de l'*empowerment* et de la mobilisation des femmes

cachemiries en analysant certaines transformations sociales et politiques, ainsi que leurs impacts en termes de gains et de pertes. Ces données contextuelles nous ont permis de saisir l'environnement sociopolitique au sein duquel évoluent les femmes enquêtées de même que les changements qui ont marqué les dernières décennies dans la région. Dans un troisième temps, nous nous sommes intéressées aux conditions individuelles, soit à la situation spécifique d'*empowerment* et de mobilisation des femmes ayant participé à l'étude, afin de dégager les leviers et obstacles que celles-ci ont rencontrés dans leur parcours de vie, en fonction de leur caractéristiques personnelles et de leur positionnement social.

À l'issue de ces analyses, nous avons considéré simultanément les processus individuel et collectif d'*empowerment* et de mobilisation des femmes cachemiries afin d'en dégager des constats relatifs à l'orientation des changements amorcés. Ainsi, à partir des données collectées sur le terrain, de leur objectivation et de leur mise en relief avec la littérature existante, nous avons été en mesure de répondre à notre principale question de recherche et de vérifier notre hypothèse de départ. Pour ce faire, nous avons tâché d'apporter toutes les nuances nécessaires à l'analyse de ces questions complexes en considérant, entre autres, la diversité et l'hétérogénéité intrinsèques du groupe social que représentent les femmes. Étant donné notre positionnement épistémologique ainsi que la nature des questionnements qui nous animent, cette recherche s'inscrit dans une perspective de recherche qualitative et exploratoire.

## 4.2 Contraintes du terrain

L'étendue de la recherche, l'échantillonnage et la méthodologie déterminés sont tributaires des contraintes de notre terrain d'étude. La réalisation d'un séjour de recherche au Cachemire présente certaines limites d'un point de vue linguistique, socioculturel, politico-militaire et géographique, notamment en ce qui a trait à la mobilité (transport et sécurité) et à l'accès à des participantes ayant un niveau d'anglais et de scolarité suffisant pour qu'elles soient à même de saisir la teneur et les implications d'une recherche de ce type. La barrière linguistique soulève une limite importante de chercheure, puisqu'elle ne présentait pas une connaissance suffisante du *kashmiri* ni du *urdu* (les deux principales langues locales) pour conduire la collecte de données dans ces langues. Cette limite linguistique a également restreint notre accès aux femmes issues de classes socioéconomiques moins favorisées et ayant une faible maîtrise de l'anglais. Notons qu'en réalisant des entretiens en anglais dont l'interprétation a ensuite été effectuée en français, nous avons fort probablement perdu certaines nuances sémantiques. Cet obstacle pose certainement des limites dans l'interprétation des propos recueillis. Les contraintes ont aussi été liées au temps dont nous disposions (la durée du séjour sur le terrain était de trois mois) et aux ressources

financières qui limitaient notre capacité à recourir au service d'une interprète professionnelle, à titre d'exemple. Enfin, l'insécurité liée à la situation de conflit et d'occupation militaire a aussi complexifié la réalisation de la collecte de données. En effet, les couvre-feux imposés par l'État, la méfiance de la part de la population ainsi que le contrôle et la censure imposés par le gouvernement et les services secrets locaux concernant les informations liées au conflit et aux violations des droits humains ont également représenté des contraintes significatives lors du séjour de recherche.

## 4.3 Rôle de la chercheure

En outre, il est impératif de considérer le rôle de la chercheure et la perception des participantes à son égard dans la démarche de recherche et ce, d'autant plus que nous n'avons pas investi un rôle classique et neutre durant le séjour sur le terrain.

### 4.3.1 Séjour antérieur

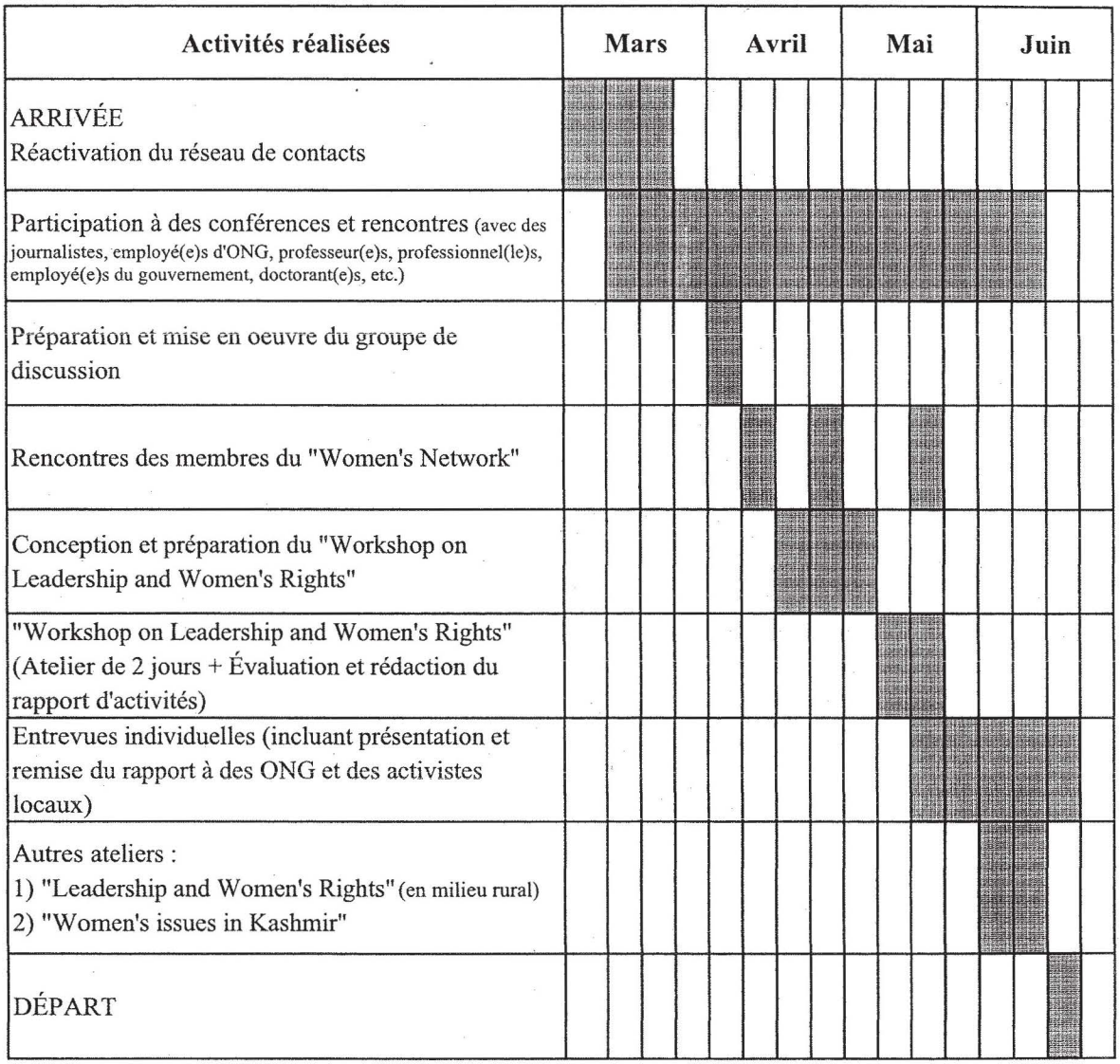
D'abord, le fait d'avoir préalablement séjourné au Cachemire durant quelques mois au cours de l'année 2009 nous avait permis d'établir un réseau de contacts, dont quelques relations d'amitié. Ce réseau a nettement facilité la prise de contact avec les organisations et avec les participantes à l'étude. Il a aussi contribué à instaurer un climat de confiance avec les acteurs et actrices rencontrés sur le terrain. Aussi, le premier séjour effectué dans la communauté nous a permis d'apprendre les rudiments des deux langues locales, de comprendre les enjeux liés aux questions de sécurité dans le contexte de conflit et d'occupation militaire et, enfin, de saisir certaines pratiques, croyances et traditions propres à la culture cachemirie. De cette façon, nous avons pu adapter notre discours et notre approche en fonction du contexte local afin de mieux interagir avec les femmes enquêtées.

### 4.3.2 Déroulement du séjour terrain

Le séjour réalisé dans le cadre de l'actuelle recherche a ainsi débuté par la réactivation du réseau développé depuis 2009 et par la création de nouveaux contacts. Le réseautage a été renforcé par notre participation à des séminaires, des conférences de presse et des assemblées générales. Nous avons également rencontré divers acteurs et actrices locaux dont des journalistes, des employé(e)s et directeurs d'ONG, des professeur(e)s, des professionnel(le)s, des employé(e)s du gouvernement et des doctorant(e)s. Les informations tirées de ces rencontres ont permis d'alimenter notre compréhension des enjeux et de problématiques et, ainsi, de nourrir nos observations et analyses du contexte cachemiri. Le bouche à oreilles s'est aussi avéré efficace. En effet, plusieurs personnes entraient d'elles-mêmes en contact avec nous pour nous rencontrer en vue de connaître les

tenants et les aboutissants de la recherche en cours et d'y participer. Bien entendu, nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour saisir ces opportunités en toute sécurité.

**Figure 2- Chronogramme des activités réalisées sur le terrain**




Le recrutement des participantes pour le groupe de discussion s'est ainsi fait assez rapidement. Au cours des rencontres précédant l'atelier, nous avons généralement perçu un intérêt assez marqué de la plupart des gens quant à l'initiative de recherche. En effet, si quelques personnes semblaient dubitatives, méfiantes et que certaines d'entre elles ont même refusé catégoriquement de participer à l'atelier, la plupart des femmes et des organisations contactées ont aussitôt démontré leur motivation et leur envie à y participer

et à travailler sur d'autres projets. À titre d'exemple, après leur avoir brièvement présenté la nature et les objectifs de notre recherche, des étudiant(e)s rencontrés lors d'une visite à l'Université du Cachemire nous ont suggéré d'organiser un autre atelier portant cette fois sur la responsabilité et les devoirs des hommes et des femmes cachemiries pour l'amélioration de la situation des femmes dans la région du Cachemire. Cet exercice a d'ailleurs été organisé en collaboration avec certains d'entre eux et conduit quelques semaines plus tard.

### 4.3.3 Réalisation du groupe de discussion

Lors du groupe de discussion mené en début de séjour de recherche, nous avons dû composer avec la méfiance et les soupçons de certaines participantes qui s'inquiétaient de nos intentions et de notre positionnement politique[38]. Constatant un manque de clarté eu égard à notre rôle de chercheure, nous avons pris le temps nécessaire pour clarifier à nouveau le processus et la finalité de la recherche en cours en précisant que celle-ci visait entre autres à répondre au manque de connaissances, à diffuser la voix des femmes cachemirie à l'étranger et à sensibiliser certains acteurs occidentaux quant au conflit du Cachemire et à la situation des femmes. Nous avons ensuite rappelé notre désaccord face aux violations des droits humains perpétrées dans la région et avons réaffirmé notre volonté de contribuer, dans la mesure de nos capacités, au travail mené par les organisations locales quant à l'amélioration de la situation des femmes cachemiries. Après avoir répondu aux questions des participantes et les avoir rassurées sur notre rôle et nos intentions, l'atmosphère s'est trouvée détendue et nous avons pu poursuivre les activités de l'atelier.

### 4.3.4 Appui à la création d'un réseau de femmes

À la fin du groupe de discussion, plusieurs participantes ont souhaité reconduire l'expérience avec d'autres actrices et organisations cachemiries afin de créer une plateforme de femmes et d'organisations. Cette initiative visait à répondre à l'une des principales problématiques discutées lors des exercices, soit le manque de coordination des ONG locales et des activistes travaillant à améliorer la situation des femmes cachemiries. En plus de permettre d'améliorer la coordination de la société civile eu égard aux problématiques rencontrées par les femmes, cette plateforme (ou réseau) était envisagée comme un tremplin pour diffuser la voix des Cachemiries (de différents milieux, âges et localités) aux niveaux local, national et international et pour contribuer à promouvoir l'émergence de jeunes femmes leaders dans les domaines social, économique et politique.

[38] Nous avons su, un peu plus tard, que certaines d'entre elles craignaient que nous soyions mandatée par l'État indien pour agir comme espionne en vue de rapporter des informations auprès des services secrets locaux.

S'appuyant sur nos connaissances en gestion de projets, les participantes au groupe de discussion ont souhaité que nous les accompagnions dans les premières étapes de la création du réseau. Durant ce séjour de recherche, nous avons participé à plus de cinq réunions officielles du *Kashmiri Women Network* qui, au meilleur de nos connaissances, est toujours en cours de développement.

### 4.3.5 Mise en œuvre d'ateliers en lien avec la situation des femmes

En vue de contribuer aux objectifs définis par les membres du réseau de femmes, nous avons également conçu et organisé quelques ateliers en collaboration avec des actrices locales. Intitulé « *Leadership and Women's Rights : Empowering Young Women to Lead Change* » le premier était un atelier de deux jours portant sur le leadership et les droits humains des femmes. Conçu comme un projet pilote, il visait principalement à créer un espace d'échanges et de débats pour de jeunes cachemiries et à promouvoir leur engagement citoyen au sein de la communauté. Un certain nombre d'obstacles ont été rencontrés au cours de la préparation de cet atelier. La chercheure a notamment été menacée d'être déportée par la police militaire et certaines personnes ont tenté, en vain, de provoquer l'annulation de l'atelier. Il est évident que ces évènements, qui ont été portés à la connaissance du milieu des ONG et des activistes, ont eu un impact - probablement plus positif que négatif - sur la perception des femmes enquêtées à notre égard. De fait, plusieurs d'entre elles nous ont affirmé leur appui et se sont dites désolées de la situation.

À l'issue de ce premier atelier, un rapport présentant le contenu des activités, les leçons apprises, des recommandations pour le futur ainsi qu'une trousse à outils ont été remis à des ONG et à des activistes locales (voir Annexe III). L'objectif était de suggérer des initiatives et d'encourager la conduite de pareilles activités par des organisations et des actrices locales, dont le « *Kashmiri Women's Network* ». Ce projet pilote a ensuite donné lieu à deux autres ateliers, l'un mené auprès de professeures en milieu rural (« *Introduction to Leadership and Women's Rights* ») et l'autre réalisé auprès de filles, de garçons, de femmes et d'hommes âgés entre 12 et 65 ans et s'inspirant de la proposition faite par les étudiants et étudiantes rencontrés quelques semaines plus tôt (« *Women's Issues in Kashmir : A Plan of Action* »).

### 4.3.6 Rapport entre la chercheure et les participantes

Après avoir présenté les principales activités ayant jalonné le séjour de recherche, il convient de souligner quelques observations quant au rapport entre la chercheure, jeune femme occidentale, et les participantes cachemiries. Si le fait d'être une femme étrangère a probablement facilité l'accès et le rapport à la plupart des participantes, certains défis ont

néanmoins été rencontrés dans le déroulement des activités de recherche. En ce qui a trait à la perception des femmes locales face à la chercheure, nous avons pu constater trois tendances qui s'inscrivent en partie dans la dynamique des rapports entre les femmes cachemiries elles-mêmes. Cette dynamique est caractérisée, entre autres, par une hiérarchisation sociale assez importante et fondée sur la caste, l'âge, l'origine socioéconomique et le lieu de résidence. Elle est également marquée par la compétition, les commérages et la stigmatisation mutuelle au sein de certains groupes de femmes.

La plupart des femmes rencontrées (majoritairement issues de milieux socioéconomiques assez favorisés) étaient enthousiastes et motivées à l'idée de participer à la recherche. Conformément à la tradition locale, plusieurs d'entre elles nous ont traitées avec beaucoup de bienveillance et de chaleur, comme une amie, une fille ou une sœur. Un rapport franc et positif a pu facilement être établi avec ces femmes. Dans d'autres cas, nous avons ressenti que certaines participantes nous considéraient comme une « opportunité » pour leur organisation (notamment en termes de financement), pour leur carrière professionnelle ou pour l'amélioration de leur situation personnelle. À cet égard, nous avons pris soin de bien clarifier notre démarche et de rectifier les attentes de certaines d'entre elles. Finalement, la dernière tendance observée quant au comportement des femmes rencontrées était caractérisée par la méfiance et par la suspicion. À titre d'exemple, au cours du groupe de discussion, des questions ont été soulevées par rapport à notre « agenda politique » – pour reprendre les termes utilisés par une participante. Nous avons alors à nouveau mis au clair la nature de notre rôle en tant que chercheure d'une part, et en tant que conseillère en gestion de projets auprès du réseau de femmes, d'autre part.

Or, notons que la plupart des organisations et des personnes contactées au cours du séjour de recherche étaient généralement très collaboratrices et répondaient assez facilement à nos invitations. Il nous a d'ailleurs été mentionné à plusieurs reprises par différentes personnes sur le terrain que les Cachemiris tendent à se mobiliser plus facilement lorsque les propositions sont faites par des étrangers que lorsque ce sont des locaux qui suggèrent des activités. On pourrait probablement expliquer cette tendance par la curiosité et les opportunités que peuvent représenter une rencontre avec des chercheurs ou professionnels de l'extérieur de la région. Aussi, on pourrait suggérer que la méfiance et l'insécurité qui caractérisent la situation sociopolitique cachemirie tendent à diviser la population et sèment des doutes sur la nature et les objectifs réels des initiatives prises par des locaux.

Dans un autre ordre d'idées, les bases linguistiques en *kashmiri* et en *urdu* acquises en 2009, ont été largement approfondies lors de ce second séjour de recherche. Si nos connaissances étaient insuffisantes pour réaliser les entrevues dans ces langues, le simple fait de démontrer un intérêt et de faire un effort pour en faire l'apprentissage a été très bien accueilli par les répondantes et par la plupart des gens rencontrés sur le terrain. En effet,

puisque ceux-ci semblaient y voir un signe de respect et de considération, cela permettait généralement d'instaurer un sain équilibre dans le rapport avec les participantes, particulièrement lorsque celles-ci étaient moins à l'aise en anglais.

## 4.4 Échantillonnage et recrutement des participantes

Selon divers auteurs (Glaser & Strauss, 1967; LeCompte & Preissle, 1993; Pirès, 1997; Schwandt, 1997 ; Cresswell, 1998), un échantillonnage scientifiquement valide en recherche qualitative doit être intentionnel, pertinent par rapport à l'objet et aux questions de l'étude, accessible et il doit répondre aux balises éthiques encadrant la recherche (Savoie-Zajc, 2007). Compte tenu de ces critères, des contraintes imposées par le terrain d'étude et de la nature de nos questionnements de recherche, notre échantillon de base a été composé de femmes membres d'organisations de la société civile dont la mission et/ou le motif de la création sont liés au conflit armé.

Dès notre arrivée sur le terrain, nous avons rencontré quelques femmes et organisations répondant à ces critères en leur exposant la nature de notre recherche, ses objectifs, son déroulement, les risques possibles, les bénéfices et avantages qui pourraient en découler ainsi que les règles de confidentialité qui seraient observées. Nous avons dès lors invité les femmes volontaires à nous communiquer leur intérêt à participer à l'étude et les avons conviées au groupe de discussion. Afin de constituer un échantillon plus large, nous avons utilisé la méthode « boule de neige » (Combessie, 2003) afin de cibler d'autres femmes et organisations intéressées à s'y associer.

### 4.4.1 Participantes au groupe de discussion

Parmi l'échantillon constitué pour le groupe de discussion, la majorité des femmes étaient impliquées auprès d'ONG ou d'organismes à but non lucratif en tant qu'employées ou bénévoles, tandis que d'autres étaient plutôt impliquées dans une démarche individuelle de mobilisation et d'activisme politique et social. En outre, notons que les femmes et les organisations ciblées pour le groupe de discussion étaient toutes basées à proximité de Srinagar, la capitale du Cachemire « indien », afin de faciliter la logistique et la conduite de l'activité. Par ailleurs, si la plupart des dix femmes qui ont participé au groupe de discussion proviennent de milieux socioéconomiques favorisés (de classes moyennes à classes supérieures), elles représentent néanmoins une diversité intéressante en termes d'âges (20 à 60 ans), de champs d'action et d'occupations principales (politique, social, santé, journalisme et éducation), d'aspirations et de perspectives. De plus, les organisations représentées par certaines d'entre elles diffèrent par leur envergure, leurs objectifs, leurs ressources, leurs activités et leur visibilité sociale et politique. Cet échantillon nous a ainsi

offert un spectre relativement vaste et riche de perspectives et d'expériences. Par ailleurs, puisque dans la majorité des cas elles ont eu accès à des études supérieures et/ou qu'elles sont employées et/ou membres d'organisations, ces femmes étaient toutes à même de communiquer assez aisément en anglais. Or, afin d'éviter de limiter leur liberté et capacité d'expression, celles qui étaient moins confortables en anglais se sont exprimées dans la langue de leur choix. Une interprète était présente pour faire la traduction lorsque cela s'avérait nécessaire.

### 4.4.2 Participantes aux entrevues individuelles

Au total, quatorze femmes ont été recrutées pour la réalisation d'entrevues individuelles. Parmi elles, quatre avaient préalablement participé au groupe de discussion, tandis que les autres participantes avaient été contactées suivant la méthode « boule de neige », soit en demandant à chaque enquêtée de suggérer d'autres participantes potentielles. En fin d'entrevue, il leur était indiqué que, pour faire partie de l'échantillon, les femmes suggérées devaient répondre à au moins deux des critères suivants : travailler sur au moins une thématique en lien à la situation des femmes cachemiries ; faire partie d'une ou de plusieurs organisations de la société civile ; et être considérée comme une « leader » par ses pairs au niveau personnel, professionnel, social ou politique.

Les femmes enquêtées répondent à certains profils et positionnements sociaux qu'il convient de détailler. D'abord, on peut distinguer trois groupes d'âges parmi l'échantillon de femmes ayant participé aux entrevues individuelles. D'abord, le groupe de femmes âgées entre 25-35 ans sont les plus jeunes de l'échantillon. Ces six femmes ont connu l'avant-guerre, soit avant les années 1990, étant enfants ou jeunes adolescentes. Elles ont grandi et fait leurs études durant la période de conflit et sont, pour la plupart entrées sur le marché du travail à partir des années 2000. Les femmes relevant du second groupe d'âges, les 35-45 ans, ont quant à elles, bien connu l'avant guerre ; elles étaient alors adolescentes ou adultes. Ces femmes, au nombre de cinq dans l'échantillon, ont complété leurs études et ont accédé au milieu du travail durant la période de conflit. Le dernier groupe, celui des 45-55 ans, est représenté par trois participantes. Celles-ci ont connu l'époque précédant la guerre étant adultes et se souviennent bien de la période de conflit des années 1990.

Ensuite, en ce qui concerne leur lieu de résidence, toutes sont issues de milieu urbain ou périurbain et vivent dans des quartiers plus ou moins sécuritaires. La cellule familiale au sein de laquelle résident les participantes varie en fonction de leur âge, de leur statut marital et de leur autonomie financière. En effet, les jeunes femmes célibataires ou fiancées demeurent toutes dans leur famille d'origine (soit leur famille biologique, généralement nucléaire mais parfois élargie aux grands-parents, oncles, tantes, etc.), tandis que presque toutes les femmes mariées vivent avec leur époux et leurs enfants dans une

résidence unifamiliale qu'elles ont fait construire et dont elles ont assumé une partie ou une majorité des coûts. Cette situation des répondantes plus âgées est particulière dans la mesure où, traditionnellement, les femmes cachemiries mariées vivent systématiquement dans la demeure de leur belle-famille. Selon nos observations sur le terrain, peu de femmes cachemiries ont les moyens financiers et la capacité de choisir de vivre dans une maison à l'écart de leur belle-famille. Notons néanmoins que l'une des enquêtées s'éloigne largement de cette tendance. En effet, puisqu'elle a été mise à la porte par sa belle-famille après l'assassinat de son mari et que sa famille biologique a refusé de l'héberger, la participante vit dans un appartement loué qu'elle habite avec ses deux fils.

En ce qui a trait à l'appartenance religieuse, toutes les participantes à l'étude sont des musulmanes de naissance[39], c'est-à-dire dont les deux parents sont musulmans, comme c'est le cas pour la majorité de la population cachemirie. Le positionnement social des participantes converge également par rapport à leur milieu d'origine. De fait, les participantes sont toutes issues de milieux socioéconomiques favorisés et leurs parents sont, pour la plupart, tous deux scolarisés et travaillent dans les domaines de l'éducation, du politique et dans le milieu des affaires. En outre, les mères de la majorité des enquêtées sont (ou ont été) actives professionnellement et ce, particulièrement chez le groupe des plus jeunes participantes. Finalement, les quatorze femmes répondantes ont un emploi et relèvent de catégories socioprofessionnelles relativement uniformes ; elles sont journalistes, professeures au collège et à l'université, employées et dirigeantes d'ONG, cadres au gouvernement tandis que d'autres sont médecins et politiciennes.

Il est impératif de noter que, conformément à la nature de l'approche qualitative, cet échantillon, qui reste relativement homogène, ne se prétend d'aucune représentativité par rapport à la réalité de l'ensemble des femmes cachemiries. L'homogénéité relative de notre échantillon nous permettra toutefois de comprendre en profondeur certaines pratiques et perceptions des femmes enquêtées en lien avec leur *empowerment* et leur mobilisation individuelle et collective.

[39] En raison de tabous sociaux et pour ne pas créer de malaise au cours de l'entrevue, nous n'avons pas pu connaître la communauté religieuse (chiite ou sunnite) ni la caste d'appartenance des participantes (qui se comptent par centaines dans la région).

## 4.5 Collecte des données[40]

À l'instar de ce que soutiennent Charlier et Caubergs « l'*empowerment* des femmes ne procède pas d'une évolution linéaire, ni constante dans chaque société », mais bien d'un processus dynamique qui se construit en fonction d'un contexte particulier (2007 : 6). Ainsi, il nous a paru nécessaire de mettre en œuvre une méthodologie qui favorise la construction endogène d'une définition, de dimensions et d'indicateurs afin qu'ils soient réellement adaptés au contexte local. Cette démarche constructiviste et participative visait également à permettre aux femmes enquêtées de s'approprier le concept et, dans une certaine mesure, à prendre conscience de leur propre *empowerment*. En vue de répondre à cet impératif éthique et épistémologique, nous avons privilégié une collecte de données en deux étapes, l'une fondée sur une approche groupale et l'autre sur une approche individuelle.

Dans un premier temps, nous avons conduit un atelier, sous forme de groupe de discussion, afin que les femmes enquêtées puissent définir, dans leurs propres termes, les concepts d'*empowerment* et de mobilisation et leurs dimensions. En vue de conduire cet atelier, nous nous sommes inspirées de la méthodologie participative proposée par Sophie Charlier (2006) dans une étude sur l'*empowerment* des femmes membres d'organisations de commerce équitable. Dix femmes membres d'organisation de la société civile cachemirie ont été conviées au groupe de discussion.

En début de rencontre, nous avons d'abord clarifié la nature et les objectifs de notre recherche, le rôle de la chercheure ainsi que l'aspect de confidentialité et le droit de non-réponse des participantes. Puisque certaines participantes ont signalé un inconfort quant à l'enregistrement des discussions entourant les activités proposées, nous avons privilégié la prise de notes[41]. Nous avons poursuivi la rencontre avec une activité brise-glace visant à créer une ambiance positive de confiance mutuelle et à permettre aux participantes d'apprendre à se connaître. Cette activité introductive a également permis, dans une certaine mesure, de briser la hiérarchie existant entre les femmes et de favoriser la création d'un espace d'échange empreint d'égalité et de respect mutuel. Après avoir formé des équipes de deux, chaque femme devait poser quelques questions d'ordre personnel (en lien avec sa famille, ses passe-temps, son occupation principale, etc.) à sa consoeur. Cette étape a été suivie par un tour de table au cours duquel chaque participante a présenté sa consoeur au groupe.

---

[40] Une partie de notre méthodologie de collecte de données est inspirée d'une recherche conduite par Sophie Charlier. Pour en connaître les détails, voir CHARLIER, S. (2006). « L'analyse de l'*empowerment* des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique ». in, AUROI C. et YEPEZ I., *Économie solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine.* Presse Universitaire UCL/IUED.

[41] Nous avons aussi suggéré aux participantes d'inscrire leurs réponses sur de grands cartons qui leur avait été fournis pour l'exercice. Cette mesure nous a permis de porter davantage attention aux interactions entre les participantes et au contenu de leur discussion.

Ensuite, les enquêtées ont été divisées en deux groupes[42] afin de discuter de leurs pratiques et perceptions relatives aux notions de mobilisation et d'*empowerment*. À cette fin, nous avons suggéré quatre questions pour stimuler la discussion au sein de chaque équipe tout en évitant d'orienter les réponses en employant du vocabulaire spécifique (ATOL, 2002). À la fin de l'exercice, les pistes de réponses et les observations de chaque équipe ont été mises en commun et ont fait l'objet d'une discussion pour convenir des définitions et dimensions à retenir dans le cadre de la recherche.

QUESTIONS DISCUTÉES

***Empowerment***

- Pourquoi pensez-vous qu'il est important de travailler à améliorer la situation des femmes et à défendre les droits des femmes ?
- Sur quels aspects devrions-nous nous focaliser pour améliorer la situation des femmes au Cachemire ?

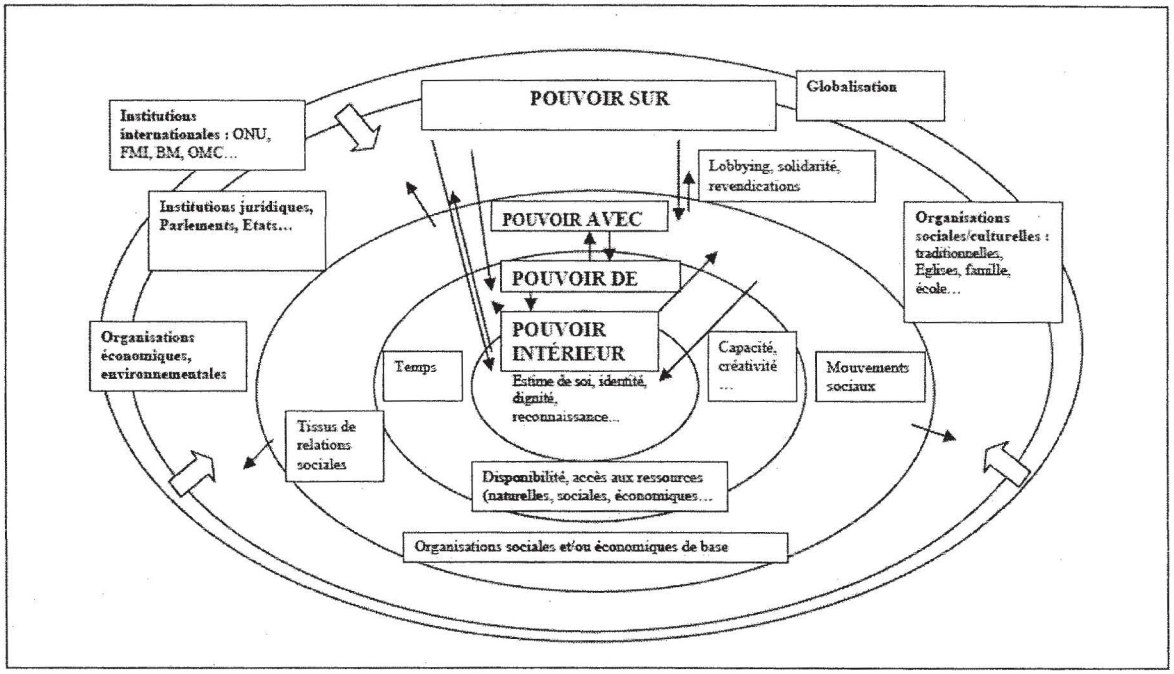
**Mobilisation**

- Quelles raisons vous ont poussées à créer/joindre votre organisation ?
- Quels types de projets et initiatives mettez-vous (ou votre organisation) en œuvre pour améliorer la situation des femmes cachemiries ?

À partir des informations recueillies au cours de cette activité, nous avons élaboré une grille d'entretien reprenant les principales dimensions dégagées par les participantes. À cette fin, nous avons utilisé la méthode dite de la « représentation par les cercles de pouvoir » afin de commencer à organiser et à visualiser les différents niveaux et dimensions de pouvoir ayant émergé des ateliers sous forme de cercles « de pouvoir » et/ou d' « *empowerment* » et « de montrer leurs interactions et leurs interdépendances » (Charlier, 2006 : 12). Cet outil, issu de travaux de recherche conduits par ATOL (2002) et adapté par Sophie Charlier (2006), nous a permis de faire apparaître la complexité du processus d'*empowerment,* tout en procurant un cadre dans lequel les différents aspects de l'*empowerment* et les divers types de pouvoir ont pu être « identifiés, ordonnés et liés sur le plan interne (à l'intérieur des cercles) et sur le plan externe (avec les institutions et les organisations) » (ATOL, 2002 : 11). Nous avons également tâché de faire une distinction entre les niveaux individuel et collectif de l'*empowerment* tout en reconnaissant leur interaction permanente.

[42] En prenant soin de jumeler des femmes de différents domaines, âges et milieux en vue d'enrichir les discussions.

**Figure 3 - Les cercles d'empowerment selon S. Charlier**




Source : CHARLIER, Sophie (2006). « L'analyse de l'*empowerment* des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique » in, AUROI C. et YEPEZ I., *Economie Solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine*. Presse Universitaires UCL/IUED. p.13

La mise en œuvre de cette première activité nous a permis, d'une part, de travailler avec des concepts et des variables conformes à la réalité locale et aux perceptions des femmes cachemiries et, d'autre part, d'engager une prise de conscience pouvant contribuer au renforcement de leur *empowerment*. En outre, cet exercice a mené à la construction du guide d'entretien qui a aiguillé la seconde étape de notre collecte de données. À partir des éléments dégagés lors du groupe de discussion, le guide d'entretien semi-directif a été bâti selon deux principales dimensions, soit les conditions individuelles et les conditions structurelles en lien avec les processus individuel et collectif de mobilisation et d'*empowerment* des femmes cachemiries. D'une part, les conditions individuelles liées à leur processus d'*empowerment* ont pu être examinées à travers leur trajectoire et expérience personnelle en tant que femmes actives et chef de fil dans leur domaine respectif. À cet égard, les femmes ont été entre autres questionnées sur les leviers et les obstacles rencontrés à travers leur parcours et ce, notamment quant à la situation de conflit armé. D'autre part, en ce qui a trait aux conditions structurelles de l'*empowerment* et de la mobilisation des femmes cachemiries, nous avons pu explorer les connaissances[43], perceptions et représentations des enquêtées en ce qui concerne les gains et les pertes

[43] En raison de leur expertise professionnelle, certaines participantes présentaient un point de vue suffisamment nourri et documenté pour qu'il puisse être envisagé au-delà de perceptions subjectives, mais bien comme des données relativement objectives fondées sur leurs connaissances et leurs expériences dans certains domaines précis.

issues des transformations sociopolitiques qui ont marqué le contexte cachemiri au cours des dernières décennies. Ce guide d'entretien a également évolué au fil des quatorze entrevues semi-dirigées réalisées auprès des participantes.

## 4.6 Confidentialité, sécurité et éthique

La majorité des entretiens (dix sur les quatorze) ont été enregistrés sur dictaphone puis retranscrits. Nous avons pris soin de conserver en lieu sûr toutes les informations issues de la collecte de données de façon à préserver la confidentialité des propos tenus par nos enquêtées ainsi que leur anonymat. À cet égard, les noms des participantes ont été codifiés pour éviter que celles-ci puissent être reconnues si les copies avaient été égarées ou volées. Aussi, tous les enregistrements et documents électroniques ont été conservés dans un dossier caché sur un support électronique – clé USB et disque dur externe. Afin d'assurer l'anonymat des participantes et pour les mettre en confiance, le formulaire de consentement leur a été présenté verbalement plutôt que sous forme écrite. Les documents physiques (dont les fiches complétées lors de l'atelier) issus de la collecte de donnés ont été retranscrits à l'ordinateur et placés dans les dossiers cachés prévus à cet effet ; les originaux ont été détruits. En outre, les participantes ont été assurées de la plus stricte confidentialité quant aux réponses qu'elles ont fournies lors des entrevues individuelles. Elles ont également été informées que seules la chercheure et la directrice du mémoire auraient accès aux données issues des entrevues. Par ailleurs, au début du groupe de discussion, il a été mentionné aux participantes que les informations échangées au cours des exercices devaient rester confidentielles et qu'elles ne devaient donc pas être rapportées à l'extérieur.

En ce qui a trait à l'aspect éthique de notre démarche de recherche, c'est notre positionnement épistémologique qui en constitue le point d'ancrage. Celui-ci s'est principalement traduit par l'importance accordée à la dimension participative de cette recherche et par la contribution de la chercheure à l'action menée par des organisations et activistes locales[44]. En effet, tel que discuté précédemment, il nous semble fondamental que les femmes enquêtées soient au cœur du processus de recherche et que, par le fait même, elles puissent en bénéficier. Aussi, il nous est apparu impératif d'entreprendre une démarche dans le respect des expériences vécues par ces femmes et en concordance avec leurs propres objectifs et aspirations. Enfin, tel qu'il a été discuté précédemment, nous avons pris le temps de répondre aux questionnements et de clarifier les objectifs de la recherche et le rôle de la chercheure afin de lever les soupçons sur la démarche entreprise.

[44] Par le biais de l'appui à la création d'un réseau de femmes, par la mise en œuvre d'ateliers et par l'élaboration d'un rapport de recommandations remis à des acteurs et actrices locaux

En outre, par souci de confidentialité et de sécurité, les femmes enquêtées ainsi que les autres répondants rencontrés au cours des séjours de recherche terrain ne seront pas identifiés lorsqu'ils et elles seront cités dans le cadre de ce mémoire. Or, afin de démontrer que les voix de toutes les femmes participantes à l'étude ont été prises en compte, nous avons attribué à chacune d'entre elles une lettre. Ainsi, la formule « (Participante + Lettre) » sera utilisée lorsque nous les citerons dans les sections ultérieures[45].

## 4.7 Traitement des données

À la suite de la conduite du groupe de discussion, nous avons procédé à une analyse préliminaire des données collectées et nous avons présenté les quelques conclusions tirées de cette analyse à un groupe de discussion[46], composé majoritairement de femmes ayant participé à la rencontre. Cette démarche a présenté deux avantages. D'une part, elle a permis de valider notre interprétation des données auprès des enquêtées. D'autre part, les résultats de cette première analyse et les conclusions provisoires tirées ont pu bénéficier au travail du réseau de femmes nouvellement créé et à ses participantes.

À l'issue de la collecte de données et du séjour sur le terrain, nous avons retranscrit l'ensemble des entrevues qui avaient été enregistrées. Puis, en vue d'organiser et de traiter les données recueillies, nous avons développé une grille d'analyse générale en fonction des différentes variables relatives à notre questionnement de recherche et au contexte propre au Cachemire. Ainsi, notre grille d'analyse a été construite à partir de la question suivante :

*Dans quelle mesure le contexte socioculturel et la situation de conflit armé et d'occupation militaire créent-ils des défis (obstacles ou contraintes) ainsi que des conditions favorables (leviers et opportunités) pour la mobilisation et l'empowerment des femmes cachemiries aux niveaux individuel et collectif ?*

---

[45] Notons que, dans le cas des quelques entrevues qui n'ont pas été enregistrées étant donné le refus des participantes, les propos recueillis ont été intégrés dans le corps de texte sans citation. Ainsi, bien que les participantes D, E, L et M (qui préféraient que leur entrevue ne soit pas enregistrée) n'apparaissent pas explicitement dans le texte, leur voix et leurs perspectives sont néanmoins représentées dans les résultats discutés. Nous avons également évité d'utiliser la formule « (Participante + Lettre) » lorsqu'il est possible de reconnaître la participante à partir des informations qui sont fournies à son égard (son titre professionnel, par exemple). C'est pourquoi certaines citations ne sont pas suivies d'une référence.

[46] Nous avons profité de la première rencontre du réseau de femmes (*Kashmiri Women Network*) pour présenter ces conclusions provisoires aux participantes du groupe de discussion et à d'autres membres désireuses de se joindre au réseau.

**Figure 4 - Analyse transversale des données issues de la collecte**

| EMPOWERMENT ET MOBILISATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DIMENSIONS / CONTEXTE | NIVEAU INDIVIDUEL<br>*En lien avec la singularité des expériences, des visions du monde, identité et caractéristiques individuelles* | | | NIVEAU COLLECTIF<br>*En lien avec les rapports sociaux, statut et condition de la femme, mouvements et regroupements, etc.* | | |
| | Contraintes | Leviers | Manifestations | Contraintes | Leviers | Manifestations |
| **CONFLIT ARMÉ ET OCCUPATION MILITAIRE**<br>(périodes pré-90s, durant les années 90 et post-90s) | | | | | | |
| **CULTURE ET TRADITIONS**<br>*(aspects socioculturels)*<br>**Sphère domestique** (relation avec la famille d'origine, la relation conjuguale et au sein de la belle-famille)<br>**Sphère publique** (intistitution d'enseignement, milieu professionnel et société) | | | | | | |
| AUTRES THÉMATIQUES ET DÉFINITIONS : | | | | | | |

À partir de cette grille, une analyse longitudinale de chaque entrevue a été réalisée en dégageant les thèmes centraux et en les plaçant systématiquement dans la case correspondante. Suivant cette étape, nous avons procédé à l'analyse transversale des données en fonction des thèmes ayant émergé dans chaque section. Nous avons ensuite choisi de diviser notre analyse en trois sections de résultats : les définitions endogènes, les conditions structurelles et les conditions individuelles à l'*empowerment* et à la mobilisation des femmes.

Dans un premier temps, nous avons cherché à regrouper les informations liées aux définitions des concepts d'*empowerment* et de mobilisation proposées par les répondantes. Cela nous a permis de mettre en exergue les représentations et perceptions endogènes de ces phénomènes dans le contexte particulier du Cachemire. Dans un second temps, nous avons cherché à distinguer les conditions structurelles (selon les perceptions des femmes enquêtées, leurs connaissances en tant qu'expertes, dans certains cas, et selon la littérature disponible) ainsi que les conditions individuelles (selon la position sociale, l'expérience et la trajectoire de vie des femmes enquêtées) relatives à l'*empowerment* et à la mobilisation des femmes cachemiries.

La section traitant des conditions structurelles vise à explorer les gains et opportunités ainsi que les pertes et contraintes liés à l'*empowerment* et à la mobilisation collective en fonction de l'évolution du contexte socioculturel et sociopolitique propre au Cachemire. Les résultats discutés sont issus des propos tenus par les femmes enquêtées qui, dans la

plupart des cas, présentent une expertise quant à des aspects spécifiques de la situation des femmes cachemiries. Ces informations ont également été mises en relief à partir de données macrosociologiques provenant de différentes sources et ouvrages et qui permettent de retracer certaines transformations socioculturelles et sociopolitiques qui se sont opérées depuis la période de conflit dans les années 90.

La section correspondant aux conditions individuelles s'attache quant à elle à présenter certains facteurs qui se sont avérés déterminants dans le parcours des enquêtées. Ceux-ci ont été divisés en deux parties, les leviers et les obstacles, qui rassemblent quelques thématiques sous lesquelles sont discutés des facteurs façonnant la capacité individuelle de choisir et d'agir. À cet égard, rappelons que les participantes aux entrevues individuelles proviennent toutes de milieux sociaux favorisés et que, si elles représentent un groupe relativement homogène, celui-ci n'est absolument pas représentatif de la réalité de l'ensemble des femmes cachemiries. En effet, on peut d'emblée affirmer qu'en raison de leur positionnement social, de leur milieu d'origine et de leur statut socioéconomique, les femmes enquêtées présentaient un niveau initial d'*empowerment* nettement supérieur à celui de la femme cachemirie moyenne. Ainsi, bien que les données traitées puissent permettre de dégager certaines conditions qui contribuent à l'*empowerment* des femmes et d'autres qui, au contraire, inhibent le processus, il n'est pas possible d'extrapoler ces résultats à l'ensemble de la population féminine du Cachemire en raison de la diversité des réalités vécues par les femmes et des rapports de pouvoir existants au sein de ce même groupe social.

Finalement, l'ensemble des données et résultats interprétés ont été analysés à la lumière des théories et notions développées dans le cadre conceptuel présenté précédemment.

## 4.8 Limites de l'étude

En raison de la nature et la portée de nos questionnements de recherche, des différentes contraintes rencontrées sur le terrain ainsi que de l'accès compliqué à certaines données statistiques macrosociales, cette étude présente plusieurs limites qu'il convient de souligner. D'abord, rappelons que le groupe « femmes » n'est pas homogène et que les expériences, pratiques sociales et réalités des Cachemiries sont multiples et complexes. L'échantillon retenu dans le cadre de cette recherche ne se prétend ainsi d'aucune exhaustivité ou représentativité par rapport à l'étendue du champ d'étude examiné. Autrement dit, le discours et les représentations des femmes enquêtées - toutes des musulmanes vivant en milieu urbain ou péri-urbain, ayant en majorité réalisé des études supérieures et provenant de classes sociales aisées – ne reflètent certainement pas la perspective de l'ensemble de la population féminine de la région. Ainsi, il aurait été

intéressant de sonder la réalité spécifique des femmes vivant en milieu rural, celles de milieux socioprofessionnels et socioéconomiques moins favorisés, les femmes hindouistes, sikhs et boudhistes ainsi que celles qui ont migré durant la période de conflit. Notons, à cet effet, que les deux participantes à l'étude provenant de milieux moins nantis et ayant vécu des épisodes dramatiques liés au conflit présentaient un niveau très limité d'usage de l'anglais et que la traduction de leur entrevue par une interprète a été assez ardue ; beaucoup d'informations et de nuances nous semblent avoir été perdues dans le processus.

La section traitant des conditions structurelles de l'*empowerment* et de la mobilisation vise en partie à palier le manque de représentativité des informations traitées en cherchant à dégager des considérations macrosociales sur la situation des femmes ainsi que son évolution dans le temps. La décomposition de ces données en fonction d'autres facteurs identitaires tels la religion, l'âge, le milieu de résidence (rural ou urbain), la caste, etc. aurait pu fournir des nuances supplémentaires fort intéressantes quant à la diversité des perspectives et réalités des femmes cachemiries. Malheureusement, cette sensibilité statistique était généralement inexistante dans les sources consultées. Plus généralement, le manque de données statistiques et qualitatives pertinentes (ou le difficile accès à ces données) pour l'analyse de l'évolution de certains aspects de la réalité collective des femmes cachemiries limite également la portée de l'étude. Entre autres exemples, cela a parfois complexifié la distinction claire entre l'impact du conflit de celui du contexte socioculturel en ce qui concerne la situation d'*empowerment* et de mobilisation collective des femmes.

En outre, peu d'informations sur les rapports de pouvoir entre les femmes ont pu être tirées des entretiens individuels réalisés. Il nous aurait paru intéressant d'approfondir davantage ce volet de la recherche puisque qu'il renvoie à des questions centrales dans les débats féministes actuels. De la même façon, nous aurions souhaité explorer plus en profondeur l'impact de l'Islam, de son interprétation et de la mise en œuvre de certains de ses préceptes sur la situation sociale des femmes cachemiries ainsi que sur leur capacité de choisir et d'agir individuellement et collectivement. Enfin, l'approche socioethnologique privilégiée dans l'appréhension et l'analyse des données qualitatives issues des entrevues et des statistiques retenues pour illustrer l'évolution de la situation des femmes aurait pu être enrichie par une considération plus soutenue des aspects juridiques, politiques et économiques propres au contexte cachemiri.

* * * *

# CHAPITRE 5 - RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION

À l'issue de la présentation de notre problématique de recherche, du contexte propre à notre cas d'étude, du cadre conceptuel balisant l'analyse des questions explorées ainsi que de la méthodologie employée, cette section s'attache à exposer les résultats issus du traitement des données collectées et à proposer certaines interprétations en lien au contexte cachemiri. Nos propos seront regroupés sous quatre parties. La première se propose d'explorer les définitions endogènes des concepts d'*empowerment* et de mobilisation à partir des discours des participantes. La seconde vise à présenter certaines conditions structurelles positives (gains et opportunités) et négatives (pertes et contraintes) concernant l'évolution de la situation des femmes cachemiries. Enfin, en troisième et dernière partie, nous explorerons quelques conditions individuelles de l'*empowerment* et de la mobilisation des femmes, en dégageant divers leviers et obstacles rencontrés par les enquêtées à travers leur parcours de vie.

## 5.1 Définitions endogènes

Tel qu'il a été mentionné précédemment, il nous apparaît essentiel d'envisager les femmes enquêtées comme les expertes de leur propre expérience subjective et, ce faisant, de chercher à comprendre les phénomènes d'*empowerment* et de mobilisation en fonction de leur contexte particulier, de leurs perceptions et de leurs propres définitions des concepts.

### 5.1.1 *Empowerment*

Plusieurs éléments définitionnels ont été apportés par les enquêtées quant au processus d'*empowerment*. Nous tâcherons ici de présenter ces principaux éléments en respectant autant que possible la terminologie employée par les participantes et en établissant certains parallèles avec les approches et concepts théoriques qui ont été exposés dans le cadre conceptuel présenté plus tôt.

#### *Le pouvoir décisionnel : pour soi-même et pour autrui*

De prime abord, le paramètre d'*empowerment* le plus récurrent dans le discours des participantes est celui du pouvoir décisionnel. Selon bon nombre d'entre elles, au-delà du simple accès à des ressources matérielles et financières, ce pouvoir est essentiel dans la mesure où il permet un contrôle sur les ressources et sur leurs bénéfices. On constate ainsi une similarité avec la perspective soutenue par Kabeer qui définit *l'empowerment* comme l' « acquisition de pouvoir, de contrôle sur sa vie et de capacité à réaliser des choix» et qui distingue deux types de choix : ceux liés aux besoins pratiques et ceux liés

aux intérêts stratégiques » (Kabeer, 2001 : 21). Ainsi, en plus d'assurer leur subsistance par des ressources matérielles et financières, l'exercice d'un pouvoir décisionnel sur ces ressources permet aux femmes d'orienter leur vie et celle de leur famille en fonction de leurs intérêts et perspectives.

En outre, à plusieurs reprises au cours des entrevues, les enquêtées soutiennent que ce type de pouvoir doit d'abord être développé et appliqué pour soi-même, dans sa propre vie et selon ses désirs et aspirations. Or, pour qu'il y ait « réel *empowerment* », certaines considèrent que ce pouvoir doit également exister dans la sphère domestique, notamment à travers la participation aux prises de décisions liées aux enfants, à la maison et à la famille en général. À cet égard, si la plupart des enquêtées affirment se sentir *empowered* individuellement et exercer un pouvoir décisionnel effectif sur leur propre vie, certaines affirment ne pas avoir une véritable influence sur les décisions prises au sein de leur famille. À titre d'exemple, l'une d'entre elles soutient que, lorsqu'elle fait une suggestion en lien aux affaires familiales ou par rapport à leurs enfants, celle-ci n'est généralement pas prise au sérieux et a peu de chance d'être mise en œuvre et respectée.

> *Even if I feel empowered individually, even if I feel conscious and aware of many things, I'm not really empowered at this point in time. Because I am not allowed to make decisions that concern me and my own family. My decisions are not taken seriously.... they say "oh... she is a woman... no..." And this is everywhere. In our society men have the supreme authority to decide on things. Even if a woman makes the right decision and even if the husband is wrong, we have to follow what he says... It is the same for the in-laws, father and mother-in-law, they have the decision making power.* (Participante A)

Dans les narratifs recueillis, on constate que ce paramètre varie en fonction du statut marital et de l'âge des femmes enquêtées. En effet, les participantes les plus jeunes – et qui résident toujours dans leur famille d'origine puisqu'elles ne sont pas encore mariées – semblent se sentir moins limitées dans leur capacité à choisir et à agir au sein du foyer. Les femmes mariées qui vivent généralement dans la famille de leur mari avec leurs enfants tendent, quant à elles, à se sentir davantage contraintes dans les prises de décision en lien à la cellule familiale. C'est d'ailleurs notamment en vue d'accroître leur pouvoir décisionnel que la plupart des femmes mariées qui ont été interviewées ont choisi de vivre avec leur famille nucléaire, soit seulement avec leur mari et leurs enfants, plutôt que dans la demeure de leur belle-famille et ce, contrairement à la tradition cachemirie[47]. Cette différence entre les perceptions des femmes célibataires et des femmes mariées pourrait entre autres être attribuée au statut qui est octroyé aux femmes en fonction de la cellule familiale (famille d'origine, belle-famille ou famille nucléaire) au sein de laquelle elles se retrouvent. Ainsi, les femmes enquêtées provenant de milieux sociaux les plus favorisés semblent avoir une

[47] Cette stratégie semble être le fait des femmes détenant les moyens financiers (pour se construire une maison ou contribuer à sa construction) et provenant de milieux sociaux favorisés et progressistes.

marge de manœuvre plus importante dans leur famille d'origine – au sein de laquelle elles sont davantage traitées comme des individus à part entière – que dans la famille de leur époux, où elles sont traditionnellement perçues comme de la main d'œuvre domestique.

Dans le même ordre d'idées, plusieurs participantes mentionnent un phénomène que l'on pourrait désigner comme une « façade » d'*empowerment* ou un *empowerment* cosmétique, comme le nomme l'une des participantes. Ce phénomène renvoie à la situation des femmes cachemiries occupant des emplois élevés dans la hiérarchie sociale et présentant d'importantes responsabilités professionnelles mais qui, de retour à la maison, n'exercent que peu de pouvoir décisionnel sur leur propre vie et sur la vie de leur famille.

> *The real empowerment is when we will acquire decision makin powers. Today, women even occupying top positions, have no decision making powers in their own home. That's not empowerment.* (Participante J)

On constate ainsi qu'un *empowerment* dans la sphère publique ne signifie pas pour autant une situation d'*empowerment* dans la sphère domestique. De plus, les discours des femmes enquêtées suggèrent que l'acquisition et la mise en œuvre d'un pouvoir décisionnel au niveau individuel apparaît comme une étape décisive et une condition essentielle à l'*empowerment* au sein de la famille. De la même façon, selon plusieurs participantes, un *empowerment* individuel minimal précède nécessairement à l'*empowerment* dans la sphère professionnelle et, éventuellement, à l'exercice d'un leadership au sein de la société. Or, rappelons que l'influence s'exerce également dans l'autre sens ; l'*empowerment* dans la vie publique pouvant contribuer à renforcer l'*empowerment* individuel.

### *L'autonomie et l'indépendance : des ressources et des idées*

L'autonomie et l'indépendance apparaissent également comme des paramètres fondamentaux de l'*empowerment* dans les narratifs des participantes. En effet, plusieurs d'entre elles définissent l'*empowerment* comme la capacité de s'occuper de soi-même et de ne pas rencontrer de problème en l'absence d'un homme (père, mari, frère, beau-père, etc.). En outre, l'indépendance financière est désignée comme importante mais insuffisante puisque, tel que mentionné plus tôt, l'accès aux ressources doit être accompagné d'un contrôle sur ces mêmes ressources. Autrement dit, en plus de posséder de l'argent et un compte en banque, quelques participantes relèvent la nécessité de pouvoir décider de leur utilisation et leur gestion pour être réellement *empowered.* Aussi, afin d'accroître leur pouvoir de décision au sein de la famille, certaines d'entre elles évoquent l'importance d'exercer un droit de regard sur les ressources financières familiales, soit notamment sur les revenus de leur mari, tout comme lui a le droit de regard sur leurs avoirs. Outre les questions pécuniaires, l'autonomie et l'indépendance d'idées et d'opinions apparaissent

également comme des facteurs déterminants dans les discours des participantes. Nous reviendrons sur cette question ultérieurement.

***La notion de conscience***

La conscience (« awareness » et « consciousness ») est aussi une notion souvent utilisée par les participantes pour définir le concept d'*empowerment.* Celle-ci apparaît entre autres liée à la capacité de jugement de l'individu (distinguer ce qui est bien de ce qui est mal) et à son aptitude à réfléchir pour soi-même et pour son bien-être personnel. Cette dernière composante est également liée à la connaissance de soi, qui peut être décrite comme le fait d'être conscient de ses propres forces, de ses faiblesses et de sa situation. L'écoute de soi est aussi un aspect relevé par différentes enquêtées et renvoie au fait d'être attentive à ses sentiments et d'y réagir si nécessaire. L'exemple apporté par l'une des participantes est que, si elle se sent inconfortable dans une situation, une femme *empowered* n'hésitera pas à le signaler et à réagir face à la personne qui crée l'inconfort. En outre, la conscience sociale, soit la capacité à comprendre sa place et ses rôles dans la société, à saisir les enjeux sociopolitiques qui ont une influence sur sa vie et à savoir en tirer son épingle du jeu constitue un paramètre important qui a été rapporté par diverses femmes enquêtées. Il en va de même quant au fait de connaître ses droits et de savoir les faire respecter; un autre élément d'*empowerment* récurrent dans le discours des participantes. À cet égard, l'éducation familiale et scolaire est présentée par la plupart d'entre elles comme le meilleur outil pour renforcer l'*empowerment* des femmes soit en vue de connaître et de comprendre leurs droits, leur positionnement au sein de la société et pour favoriser leur prise de conscience personnelle et sociopolitique.

> *Education is essential for empowerment. And not only from degrees! Education is when you understand things, when you understand your rights and position. That is essential.* (Participante C)

Aux dires de plusieurs participantes, ce processus de conscientisation doit être le fait des femmes comme des hommes afin d'exercer un effet tangible sur la situation d'*empowerment* collectif des femmes, soit sur leur pouvoir collectif et leur statut au sein de la société cachemirie. À l'issue de ces différentes observations, on constate d'importantes similitudes avec le concept de « conscience critique » développé par Freire (1970) et théorisé par divers chercheurs dont Ninacs (2002). Selon eux, cette prise de conscience présenterait trois dimensions : la conscience collective (« la personne ou la collectivité n'est pas seule à avoir un problème donné »), la conscience sociale (« les problèmes individuels ou collectifs sont influencés par la façon dont la société est organisée ») et la conscience politique (« la solution aux problèmes d'ordre structurel passe par le changement social ») (Ninacs, 2002 : 53). En fonction des éléments définitionnels apportés par les enquêtées, nous pourrions suggérer une autre dimension à la conscience critique : la

« conscience de soi », qui constituerait en fait la première étape de la prise de conscience individuelle contribuant à l'*empowerment* et, par le fait même, posant les jalons d'une mobilisation individuelle et collective.

***La capacité à faire fi des diktats sociaux***

Toujours questionnées sur la définition du concept d'*empowerment,* certaines enquêtées ont souligné la capacité à refuser ce qui est prescrit et imposé par les attentes, les conventions et les normes sociales. À cet égard, Nyandwi (2000) soutient que la « capacité à se défaire de l'oppression intériorisée » (rapporté dans CQFD, 2004 : 32) constitue un volet décisif de *l'empowerment* individuel. En s'émancipant, dans une certaine mesure, des diktats de la société, l'individu développerait la capacité d'innover dans ses comportements et attitudes et ainsi, à choisir et agir en fonction de sa propre conception du bien et du mal. « *If you don't go by the book, don't follow the precedents, break what is being dictated on you... That is empowerment* ». Cette même participante insiste également sur le fait que l'*empowerment* relève de la volonté propre des individus, de leur capacité à faire fi de l'opinion des autres et de tracer leur voie en fonction de leur personnalité, objectifs, besoins et aspirations. Cette dernière proposition s'avère en accord avec la vision de différentes chercheures – dont Charlier et Caubergs (2007) et Kabeer (2001) – qui affirment qu'il n'existe pas un modèle unique et linéaire de changement pour tous les individus et que l'essence même du phènomène d'*empowerment* réside dans la capacité individuelle d'autodétermination.

Dans un autre ordre d'idées, certaines participantes ont souligné que l'*empowerment* des femmes n'implique pas de nier ou de négliger systématiquement leurs rôles traditionnels liés à la sphère domestique mais qu'il renvoie plutôt au fait de détenir les moyens et la capacité nécessaires pour concilier ces différents rôles et composer avec les normes et les attentes sociales. Ainsi, l'harmonisation et la combinaison des rôles productifs (liés à la sphère professionnelle) et reproductifs (liés à la sphère domestique), si tel est désiré, semblent nécessaires pour qu'il y ait réel *empowerment.* À cet égard, quelques enquêtées soutiennent que des femmes sont parfois exploitées au nom de l'*empowerment*, dans la mesure où, entre autres exemples, leur belle-famille peut les encourager à travailler afin de bénéficier de leurs rémunérations mais sans égard pour leur bien-être et leur réalisation personnelle.

***Une (auto)définition endogène***

Toutes les femmes ayant participé à l'étude affirment se sentir « *empowered* » individuellement mais rencontrer des obstacles au sein de la famille, de leur milieu de travail et/ou de la société qui tendent à limiter leur capacité de choisir et d'agir. On

remarque ainsi un décalage entre leur sensation individuelle d'*empowerment* (qui semble notamment issue de leur environnement familial d'origine) et la société dans laquelle elles évoluent. Tel que suggéré par l'extrait suivant, cette nuance souligne l'importance de la distinction entre les niveaux individuel et collectif de l'*empowerment* ainsi que ses variations en fonction de l'espace social : la famille, la sphère professionnelle et la société.

> *Empowerment depends on the class of the society you belong to. I was fortunate to belong to a family which didn't impose any real restrictions on me and I was also allowed to go abroad... But then that is on an individual basis, on a family basis. When you go out in the society, then you meet the actual structural and symbolic violence and discrimination... And it becomes very difficult for people like us to "merge" into the society, to accept our society and for the society to accept us. Either we are termed as radical, or rebels or we have to conform. So it remains a huge problem. Yes I feel empowered individually, but definitely not socially.* (Participante B)

En outre, les caractéristiques relatives au processus d'*empowerment* qui apparaissent de façon récurrente dans les narratifs des femmes enquêtées sont la proactivité dans la prise de décisions, d'initiatives et de parole ainsi que la réactivité face à différentes situations; l'indépendance financière (accès et contrôle des ressources) et intellectuelle (avoir ses propres idées et opinions); la conscience de soi et la conscience critique (collective, sociale et politique) et la capacité à faire fi des normes et attentes sociales et à développer sa propre personnalité.

En somme, à la lumière des narratifs des femmes enquêtées et de leurs perceptions eu égard à la notion d'*empowerment* et à ses manifestations et incarnations dans la vie courante, on constate la concordance générale de leur vision avec la définition du processus d'*empowerment* qui a été suggérée dans le cadre conceptuel. L'*empowerment* peut ainsi être défini comme un processus par lequel les individus aquièrent les moyens et la capacité de choisir et d'agir en fonction de leurs besoins pratiques (liés au conditions matérielles) et leurs intérêts stratégiques (liés à leur statut, position sociale et à leurs aspirations) en vue d'induire des changements au niveau individuel, soit dans leur propre vie, et au niveau collectif c'est-à-dire en tant que groupe au sein de la société (Rowlands, 1997 ; Kabeer, 2001 ; Charlier, 2006 ; Charlier & Caubergs, 2007).

### 5.1.2 Mobilisation individuelle et collective

À partir de la littérature relative à la situation des femmes au Cachemire, des narratifs recueillis au cours du groupe de discussion et des entrevues individuelles conduits sur le terrain, il est possible de dégager certains paramètres permettant de circonscrire le concept de mobilisation ainsi que sa portée dans le contexte cachemiri contemporain. Ces

différentes considérations seront mises en comparaison avec les écrits théoriques portant sur cette même thématique et qui ont été présentés plus tôt dans le cadre conceptuel.

### *Le caractère sporadique de la mobilisation collective*

On constate d'emblée la nature plurielle du phénomène de mobilisation sociopolitique des femmes cachemiries en général et des femmes enquêtées en particulier depuis le début de la période de conflit. En effet, si le soulèvement populaire et la militarisation de la région ont entraîné la mobilisation collective des femmes par leur participation à des manifestations et à des rassemblements citoyens en réaction au conflit, plusieurs répondantes soulignent le caractère sporadique de cette participation. Selon une directrice départementale d'une université cachemire, ces élans mobilisateurs, parfois fomentés par des groupes d'hommes, n'ont donné lieu qu'à peu d'initiatives durables dans le temps. Ainsi, bien que quelques femmes leaders se soient démarquées au cours des vingt dernières années en créant et en dirigeant des organisations et/ou des actions sociopolitiques en lien avec le conflit, aucun mouvement ni organisation représentant spécifiquement les intérêts et les besoins des femmes n'a émergé[48]. En outre, comme le mentionne l'une des représentantes d'un collège de la région, la participation des femmes aux mouvements collectifs semblent être aujourd'hui principalement réservée à certaines classes de la société en raison du stigmat social auquel elle est liée.

> *If you look at last year's protests[49] for example, most of the women who protested belong to low socioeconomic class and maybe to lower middle class. (...) Because of insecurity, and because of the social stigma (...) none of the women from the elite class (doctors, professors, etc.) took to the streets.*

### *La participation et la mobilisation individuelles*

Or, différentes participantes soulèvent la prédominance du volet individuel de la mobilisation des femmes et ce, particulièrement durant la période marquée par d'intenses confrontations armées dans les années 90. En effet, que ce soit suite à des menaces, par conviction idéologique ou contre rémunération, de nombreuses femmes ont accueilli des militants, les ont soignés, nourris, logés et ont caché leurs armes. D'autres encore ont agi comme espionnes ou informatrices pour l'État indien. En outre, nous avons déjà évoqué l' « activisme domestique » dont plusieurs Cachemiries ont fait preuve en partant à la recherche de leur mari, fils, frère disparu et en résistant face aux soldats lors des fouilles et perquisitions dans les maisons. La mobilisation individuelle des femmes s'est également

---

[48] Cet aspect sera développé ultérieurement : nous présenterons entre autres quelques pistes de réponses en vue de mieux comprendre l'inexistence de regroupement actif et durable de femmes au Cachemire.

[49] Au cours de l'automne 2010, plusieurs manifestations ont eu lieu au Cachemire afin de dénoncer les violences et abus perpétrés en toute impunité par les forces de sécurité indiennes. Au total, 117 jeunes manifestants ont été abattus par l'armée qui tirait à balles réelles sur la foule. (Al Jazeera, 2011)

manifestée par leur négociation avec les forces armées pour obtenir la libération d'un être cher ainsi que par l'entreprise de démarches légales et juridiques afin d'obtenir justice et réparation après des violations de leurs droits ou de ceux de leurs proches. Eu égard aux multiples volets et à l'importance de la mobilisation individuelle des Cachemiries et à la faible participation et mobilisation collective durable des femmes, une journaliste spécialisée dans les thématiques liées à la situation des femmes affirme qu'il existe « beaucoup de voix individuelles mais aucune voix commune et forte chez les Cachemiries » (traduction libre). Le concept de mobilisation individuelle qui, contrairement à celui de mobilisation collective, est pratiquement absent de la littérature, apparaît ainsi fort important dans le cas particulier des femmes du Cachemire. À partir de notre analyse, nous suggérerons que ce concept renvoie à un ensemble de dispositions prises par un individu sur le plan matériel, légal, juridique, économique et/ou politique pour promouvoir ou restaurer la justice, telle que conçue par cet individu.

***Quelques paramètres définitionnels***

Outre cette distinction sémantique individuel-collectif, plusieurs paramètres permettent d'apprécier et de circonscrire la participation et la mobilisation des femmes dans le contexte particulier du Cachemire. En effet, à partir des discours des enquêtées, on constate que la mobilisation des femmes peut être définie comme directe ou indirecte (lorsque des femmes encourageaient leurs fils à se rendre dans les camps de formation au Pakistan pour devenir des militants, par exemple, ou lorsqu'elles apportaient un soutien moral et matériel aux résistants et aux militants) et comme positive ou négative, en fonction de l'allégeance politique et des croyances de chacune. À cet égard, une professeure et spécialiste des questions relatives au genre et au conflit, souligne que si certaines femmes cachemiries se sont avérées des agentes de changement positif pour la société et pour la situation d'*empowerment* des femmes, d'autres se sont imposées comme des agentes actives de destruction et de répression. En outre, la participation des femmes peut également être envisagée selon sa visibilité (notamment sur la scène politique[50]) ou sa clandestinité (au sein de réseaux informels). Enfin, à l'instar de la typologie proposée par Ninacs, on peut distinguer divers degrés de participation des femmes collaborant auprès d'organisations de la société civile, allant de la simple présence muette à la participante active aux discussions, débats et, éventuellement, aux décisions prises par le groupe (Ninacs, 2002 : 53).

Dans le même ordre d'idées, cinq volets peuvent être dégagés dans le discours des participantes quant à la mobilisation des femmes cachemiries. Effectivement, celle-ci peut

[50] À cet effet, il nous semble intéressant de noter que la leader de l'organisation cachemirie *Dukhtaran-E-Millat*, Asiya Andrabi, présente une importante visibilité politique en ce qu'elle apparaît régulièrement dans les médias locaux. Néanmoins, celle-ci reste impossible à reconnaître en raison de la *burqa* qu'elle porte en toute occasion.

être sociale (par la participation auprès d'ONG par exemple), politique, journalistique, académique (par la publication ou la présentation de conférence) ou communautaire (lorsqu'un village se mobilise face à la disparition d'un membre de la communauté, par exemple). La mobilisation peut également être volontaire ou involontaire, dans le cas où, par exemple, les femmes étaient forcées à soutenir des militants ou à collaborer auprès du gouvernement indien. En outre, bien que ce phénomène soit encore très peu répandu chez les Cachemiries, les réseaux sociaux constituent également une forme de mobilisation en expansion dans la région (entre autres la publication de commentaires sur *Facebook* ou *Twitter* et la participation à des groupes virtuels).

### *Une (auto)définition endogène*

Les éléments de définition apportés par les participantes convergent sur quelques aspects. D'une part, selon plusieurs répondantes, la mobilisation individuelle et collective devrait renvoyer au fait de travailler pour la société, de soulever les problématiques réelles (dont celles liées au conflit) et d'œuvrer pour les résoudre. Autrement dit, la plupart des enquêtées soulignent le caractère concret des démarches qui doivent être menées pour qu'il y ait une réelle participation ou mobilisation sociopolitique. L'individu doit ainsi se montrer actif; présenter une volonté de changement social, porter un message en ce sens et poser des gestes en vue de contribuer à ces transformations. À cet égard, une participante mentionne son désaccord face aux personnes qui se définissent comme « activistes » en raison de leur simple participation à des séminaires, des conférences et des ateliers. À son avis, cette démarche - que Ninacs désigne comme une « assistance muette » (2002 : 53) - est insuffisante puisqu'elle n'implique généralement aucune action tangible à l'issue des discussions et qu'elle n'engage pas de véritable critique du système en place[51]. De plus, on remarque, une fois de plus, la prépondérance du processus de conscientisation, qui à l'instar de ce que soutient Carr (2003), constitue la pierre angulaire de la mobilisation des individus et, éventuellement, de l'action collective.

Un autre paramètre probant émerge des discours des enquêtées en ce qui a trait aux concepts de participation et de mobilisation des femmes cachemiries et à l'autodéfinition de ces dernières quant à leur engagement sociopolitique. De fait, il est intéressant de noter que, lorsqu'elles discutent de leur propre mobilisation ou participation, la majorité des participantes évitent d'employer les termes « politique » et « activisme ». En effet, bien qu'elle puisse sembler adaptée, la plupart d'entre elles refusent d'utiliser cette appellation

[51] À cet égard, il est important de mentionner que, dans le contexte d'occupation militaire et de répression actuel, il est fort difficile de prendre position contre l'État indien et, surtout, contre les violations des droits humains perpétrées dans la région. Ces difficultés sont vécues par les hommes et, peut-être encore plus significativement, par les femmes puisque, dans leur cas, la stigmatisation sociale s'additionne aux risques et aux obstacles liés à la sécurité et à la liberté de parole et d'action.

pour s'autodéfinir en raison, notamment, des risques que cela pourrait entraîner dans le contexte cachemiri. Elles préfèrent, en général, se référer à leur engagement en le qualifiant de « travail social » plutôt que d' « activisme social ou politique». On constate ainsi que l'insécurité issue des violences et de la situation sociopolitique dans la région semble contribuer à ce rejet terminologique et ce, en plus de restreindre la propension des femmes à se mobiliser collectivement au sein de la société. Selon plusieurs enquêtées, pour ces mêmes raisons, il n'y aurait que très peu de réels « activistes » - soit des individus qui se prononcent publiquement contre le gouvernement, soulignent les problématiques inhérentes au contexte de conflit et qui exigent l'imputabilité de l'État - hommes et femmes confondus, dans la région du Cachemire. Selon nos observations, ces dernières resteraient les moins représentées, voire quasi absentes, en matière d'engagement sociopolitique dans la société cachemirie. Enfin, s'il est impossible de distinguer une véritable mobilisation collective qui soit conforme aux besoins et aspirations des femmes au sein de la société, on constate leur participation, à différents niveaux et degrés, au mouvement de revendications animant une partie de la population cachemirie eu égard au respect de leurs droits fondamentaux, à l'imputabilité de l'État ainsi qu'à son caractère démocratique. C'est principalement là que s'applique la définition de mobilisation proposée par Chazel soit « la création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications [...] ainsi qu'en un rassemblement, sur cette base, d'acteurs - ou de groupe d'acteurs - dans le cadre d'un mouvement social chargé [...] de promouvoir et parfois de « restaurer » des fins collectives » (Chazel, 1975 : 516).

À l'issue de ces différentes remarques d'ordre sémantique et contextuel, nous tenterons de clarifier la nature des liens entre ces deux concepts en explorant les facteurs qui renforcent et ceux qui freinent les processus d'*empowerment* et de mobilisation dans le cas particulier des femmes cachemiries. Afin d'y parvenir et en fonction des éléments définitionnels et des quelques paramètres dégagés quant aux notions d'*empowerment* et de mobilisation et à leurs incarnations dans le contexte cachemiri, nous nous intéresserons maintenant aux conditions structurelles et individuelles balisant le parcours des femmes enquêtées.

## 5.2 Conditions structurelles

Avant d'explorer les conditions individuelles d'*empowerment* et de mobilisation des femmes enquêtées, nous nous intéresserons à l'évolution du contexte au sein duquel elles s'inscrivent. Cette section s'attachera ainsi à présenter quelques pertes et gains issus des transformations structurelles propres au contexte cachemiri et qui ont des répercussions sur la situation collective des femmes dans la région. À cette fin, nous nous appuierons à la fois sur la littérature disponible, sur les connaissances d'expert(e)s de domaines spécifiques (dont quelques participantes à l'étude), sur les perceptions et l'expérience des femmes

enquêtées (que nous tâcherons d'appuyer par des faits relevés de la littérature[52]) ainsi que sur des observations réalisées par la chercheure à la suite de multiples rencontres avec des journalistes, doctorant(e)s, directeurs et directrices de différentes institutions locales, de sociologues et de politologues cachemiris[53].

### 5.2.1 Pertes et contraintes pour l'*empowerment* et la mobilisation

Il va s'en dire que, en raison du contexte de conflit armé et de la situation d'occupation militaire, les dernières décennies au Cachemire ont été marquées par de profondes transformations néfastes notamment pour les femmes dans la région. Nous traiterons ici de cinq thématiques relatives à ces changements qui ont toutes exercé un impact sur le processus d'*empowerment* et sur la propension des femmes cachemiries à se mobiliser individuellement et collectivement. Les différentes parties de cette section porteront sur la violence et l'insécurité, le conservatisme et le fondamentalisme religieux, l'érosion de la cohésion sociale, l'émergence d'un discours « prioritariste » ainsi que le contrôle étatique sur la société civile.

***La violence et l'insécurité***

La situation de violence et d'insécurité persistante dans la région a entraîné de multiples conséquences sur la situation des femmes cachemiries. Outre les effets sexospécifiques du conflit qui ont été recensés précédemment, il convient d'insister sur quelques aspects ayant eu un impact notable sur l'*empowerment* et la mobilisation collective des Cachemiries. Nous discuterons ici plus amplement des conséquences des nombreuses disparitions d'hommes dans les foyers cachemiris et nous explorerons les effets de l'insécurité et de la violence sur l'accroissement des restrictions et du contrôle sur la mobilité et la liberté de parole de la population en général et des femmes en particulier.

*La multiplication des responsabilités*

Tel qu'il a été question plus tôt, si la disparition d'hommes (notamment en raison des violences et des emprisonnements) a provoqué des changements dans la division traditionnelle du travail et des rôles au sein des foyers affectés en amenant les nouvelles veuves à accéder au marché du travail, plusieurs enquêtées et spécialistes soulignent l'aspect cosmétique et forcé de cet apparent *empowerment*. En effet, la multiplication des

---

[52] Cette approche vise à envisager les femmes enquêtées comme les observatrices et les témoins des changements opérés au sein de la société cachemirie au cours des dernières décennies. Nous pourrons ainsi entrevoir leur vision des transformations ayant marqué la situation des femmes ainsi que leur communauté depuis la période de conflit armé.

[53] Notons que, pour des raisons de confidentialité et d'éthique, aucun répondant ne sera identifié à l'exception des cas où l'information rapportée provient d'articles de presse ou d'ouvrages (publiés et accessibles au public cachemiri) comportant leur nom et/ou position professionnelle.

tâches et les responsabilités financières qui ont incombé aux veuves semblent bien plus souvent perçues comme un fardeau que comme une avancée par les femmes concernées. À cet égard, une journaliste et chercheure affirme que la plupart des femmes se satisfaisaient, dans une certaine mesure, dans la division traditionnelle des rôles et des responsabilités.

> *Take the example of a woman living a happy life in a village, with her husband and children. She works along with her husband all day in the field, knowing that she is supporting her husband who is the main income earner, head of the household and the sole decision maker. She has to concentrate on work only, and not deal with decisions. Now, if all of a sudden, her husband disappears or he gets killed (in a bomb blast, a crackdown, whatever), she has to shoulder the burden of all decisions, in addition to all her work. This can be very stressful, but she has no choice but to do it.*

En plus d'être souvent rejetées par leur belle-famille, par leur famille d'origine et par la communauté, rappelons que la recherche d'emploi pour une femme peu ou non-qualifiée est très ardue dans une société conservatrice comme celle du Cachemire. Les emplois auxquels ont accès la plupart des femmes ayant bénéficié d'un faible niveau d'éducation sont généralement peu rémunérateurs et peu valorisés socialement (artisanat, agriculture, tâches de maintenance et d'entretien, etc.). Par ailleurs, les veuves cachemiries dont le mari était soupçonné ou accusé de « militantisme » se trouvaient - et se trouvent toujours - d'autant plus stigmatisées et exclues qu'elles se voient souvent refuser des emplois (notamment au sein d'organismes gouvernementaux et d'écoles publiques), l'accès à certains services publics et l'obtention d'un passeport, entre autres exemples (Rashid, 2011). Enfin, selon le directeur d'une ONG cachemirie qui travaille auprès de femmes et d'enfants affectés par le conflit armé, puisque la plupart des 35 000 veuves et des 80 000 orphelins cachemiris ne seraient toujours pas enregistrés par les agences gouvernementales et par les ONG, seules 2000 ou 3000 femmes recevraient de l'assistance de la part du gouvernement (Parvaiz, 2008). On peut également questionner la volonté politique d'apporter cette aide financière dans la mesure où, dans plusieurs cas, elle signifierait, pour le gouvernement, de reconnaître les assassinats et les disparitions perpétrés par les forces de sécurité indienne au cours des vingt dernières années.

*Les restrictions sur la mobilité et la liberté des femmes*

La période de conflit armé et la situation actuelle d'occupation militaire ont également eu un impact important sur la mobilité et sur certaines libertés des femmes cachemiries. De fait, plusieurs enquêtées, dont les plus âgées qui ont bien connu la période d'avant- guerre, perçoivent des restrictions et un contrôle accrus sur les femmes depuis le début du conflit et jusqu'à aujourd'hui. Tandis que l'une des répondantes affirme que les femmes étaient certainement plus libres avant le conflit, une autre suggère que l'insécurité constitue l'un des principaux obstacles à l'épanouissement et au développement personnel des femmes :

> *Insecurity became a very difficult thing... From the beginning of the conflict, and for 3 to 4-5 years it was really difficult for women leave their house. Especially during the 90s and until 2000 it was very difficult. Even today it is not always simple... In the 90s, most of people around my age really wanted to work but they had to stay back. Some of my friends from college could not make it to university. They were not able to attend because of the insecurity caused by bombings, explosions, security forces... A sense of fear and insecurity prevailed... Because of that, women were locked up and could not do anything.* (Participante A)

Bien que la situation actuelle soit caractérisée par une certaine accalmie en termes de violences politiques et militaires par rapport à la situation qui prévalait dans les années 90, on constate que la période de conflit a donné lieu à une explosion du taux de criminalité dans l'État de Jammu et Cachemire. De fait, selon le rapport « *Crime in India* » publié en 2010 par le *National Crimes Record Bureau,* l'État de Jammu et Cachemire présente aujourd'hui le second taux de criminalité le plus élevé en Inde (Kashmir Dispatch, 2011). Pour Dabla, cette tendance est directement liée au contexte de conflit puisque le taux de criminalité était quasiment nul dans les années précédant le soulèvement armé (Dabla, 2007). On constate aussi que le souvenir des violences politico-militaires, allié à l'accroissement des violences sociales, contribuent à faire perdurer l'insécurité chez les femmes et dans leur entourage. Ainsi, les restrictions imposées sur la mobilité des femmes qui étaient autrefois expliquées et légitimées par le contexte de confrontations armées, le sont aujourd'hui par les nouvelles problématiques de violences sociales et de criminalité dans la région. Conscientes de cette insécurité, on constate que des femmes qui ont vécu les violences des années 90 appliquent à leur tour certaines restrictions en vue de préserver leurs filles des problèmes qui pourraient survenir à l'extérieur du foyer. À ce propos, l'une des répondantes raconte :

> *Before the conflict I could cycle to my friends house and meet people on the streets... But my daughters have never cycled outside their home because I am very scared... We never know what is the situation outside... And now, if you look at the society it has become very bad... You'll have boys running after them. I have never had such kind of problems. You know the situation outside can become volatile at any moment. So you don't want to risk the lives of your children, especially girls who are more vulnerable now.* (Participante K)

*La disparition d'espaces traditionnels de rencontre pour les femmes*

En outre, l'une des enquêtées qui est une journaliste spécialisée dans les problématiques vécues par les femmes cachemiries affirme que l'insécurité et les restrictions en découlant ont mené à la disparition de certains espaces de socialisation et de rencontre pour les femmes. Selon ses recherches, depuis les années 90, les femmes vivant en milieu rural sont davantage confinées dans leur maison en raison notamment de l'insécurité ambiante. Ainsi, plusieurs femmes ont perdu l'accès à des lieux où elles pouvaient parler de leurs problèmes, obtenir conseil, partager des idées et des stratégies en lien à leur vie de tous les jours. Pour la journaliste, aujourd'hui, ces espaces manquent :

*Before, in the rural area, women used to go to the river, they used to fetch water, wash clothes... Women used to share things, share ideas, share their problems, and all that. They offered each other support. Today, that space is missing, so they are mostly confined within four walls...* (Participante F)

### *Le conservatisme et le fondamentalisme religieux*

Dans un autre ordre d'idées, en dépit du caractère religieux syncrétique et modéré propre à la tradition cachemirie, les années 90 ont été marquées par la radicalisation de l'Islam dans la région et, conséquemment, par le renforcement du conservatisme sociétal (Ali Khan, 2009). En effet, suscitée, entre autres, par le soutien matériel, financier et logistique pakistanais à l'endroit de certaines organisations politico-religieuses et par la formation de militants dans des camps tenus et dirigés par des entités islamiques radicales, cette montée du fondamentalisme religieux a eu divers effets sur la situation des femmes cachemiries depuis le début de l'intensification du conflit.

À titre d'exemple, l'organisation *Dukhtaran-E-Millat*, fondée et dirigée par une femme, met de l'avant une idéologie et des mesures qui prônent « une culture homogène dénuée des libertés dont les femmes cachemiries ont traditionnellement joui » (traduction libre, Ali Khan, 2009 :104). De fait, à l'instar d'autres mouvements radicaux, la leader de ce regroupement, Asiya Andrabi, a encouragé et soutenu la mise en œuvre de la *purdah*[54] imposant ainsi un contrôle accru sur les femmes ; sur leurs activités (en promouvant la ségrégation physique entre les sexes et en restreignant leur accès à l'espace public), sur leurs corps (en provoquant l'interruption de l'accès à la contraception et à l'avortement) et sur leurs mobilités et libertés en général (Manchanda, 2001b ; Malik, 2010). En guise d'illustration, dans les années 1990, un code vestimentaire strict a été imposé aux femmes qui devaient dès lors porter la *burqa* (ou minimalement le voile) en tout temps dans la sphère publique. Les femmes qui contrevenaient à ce règlement étaient sanctionnées par des représentants et membres des organisations, dont le *Dukhtaran-E-Millat*, qui en faisaient la promotion. À cet égard, l'une des enquêtées affirme que, durant cette période, une de ses amies a reçu une balle dans la jambe puisqu'elle portait des jeans. D'autres participantes ont raconté avoir reçu de la peinture (et avoir été menacée de jet d'acide) sur leurs habits pour les punir de ne pas respecter l'obligation du port du voile ainsi que les restrictions qui leur étaient imposées. Selon Ali Khan :

(...) *their draconian methods to enforce purdah reinforce a patriarchal structure in which an unaccompanied woman is rendered vulnerable, and curtail the*

[54] *Purdah* (ou *pardah*) est un terme urdu qui signifie « rideau » et qui renvoie à la ségrégation physique entre les hommes et les femmes et la restriction des activités personnelles, sociales et économiques de ces dernières. Le vêtement caractéristique de la *purdah* est la *burqa*.

*mobility of the technology-savvy youth in an attempt to arabize the syncretic ethos of Kashmir.* (Ali Khan, 2009 : 104)

Aux dires de l'auteure, on constate que la structure patriarcale conservatrice propre à la société cachemirie aurait été renforcée par ces épisodes de violence physique et symbolique à l'endroit des femmes et par l'idéologie de genre prônée par certains acteurs et organisations durant cette période. Entre autres vestiges de la radicalisation de l'Islam et de la montée du conservatisme durant les années 90, l'une des directrices départementales d'un collège cachemiri observe l'utilisation persistante et accrue de la *burqa* et du *hijab* depuis le début du conflit :

*Before the conflict you could see old women in burqa, but just women in the late adulthood, around 55-60. But now, since the conflict, we see more young women, girls and middle-age women covering their heads. It's not only burqa but also hijabs. If you see women in the college they are all in head gears (...) which was definitely not the case before the 90s.*

Or, pour l'une des répondantes, dont le travail touche aux questions de genre et de conflit, les femmes cachemiries ont néanmoins fait preuve d'une grande résilience face à la radicalisation de certains discours politico-religieux et face aux menaces qui leur été adressées. Cette attitude réactionnaire collective a certainement permis de limiter les effets néfastes de ce mouvement conservateur sur les conditions de vie et la situation sociale des Cachemiries. À cet effet, la répondante raconte :

*Kashmiri women were so resilient... many of them decided not to follow what was dictated, they said: "they throw colours on us, we will wash it off. We are not going to allow someone to radicalise our society. You know, if it's about our religion then we have a choice to accept it or not. And we are not going to let anybody impose anything on us". I think that is really one of the most resilient faces of Kashmiri women that I have seen. Because otherwise we would have been inside our homes, all of us, like the Taliban regime in Afghanistan. But because of the resilience of the Kashmiri women, that we were able to overcome of that phase... and ultimately those people gave up.*

### *L'érosion de la cohésion sociale*

Le Cachemire étant une société traditionnellement très unie, la cohésion sociale et le soutien communautaire représentaient des aspects fondamentaux de sa composition. Or, le conflit semble avoir conduit à la détérioration du tissu social en divisant la population suivant, entre autres, l'appartenance religieuse et l'affiliation politique ; en créant un climat d'insécurité et de méfiance ; et en entraînant l'érosion de la solidarité communautaire et la fragilisation des liens familiaux. Cette tendance exerce bien entendu des effets notables sur la situation d'*empowerment* des femmes cachemiries ainsi que sur leur propension à se mobiliser collectivement.

*La méfiance et la perte de confiance envers autrui*

D'abord, nous avons vu, lors de la présentation des tenants et des aboutissants du conflit au Cachemire, que la situation sociopolitique issue de la période de soulèvement armé a mené à une multiplication des acteurs et à la polarisation de l'opinion publique et des forces sociales eu égard à la présence indienne. Ainsi, les Cachemiris ont été socialement divisés en fonction de leur positionnement politique ; d'un côté ceux et celles qui soutenaient les revendications des militants (prônant l'annexion du Cachemire au Pakistan ou encore l'obtention de son indépendance) et, de l'autre, ceux et celles qui souhaitaient le *statu quo* et manifestaient leur allégeance à l'Union indienne. Ces derniers qui, dans la plupart des cas, bénéficiaient du régime en place, devenaient parfois des collaborateurs du régime indien, des renégats, et étaient employés par l'État ou par l'armée pour surveiller et dénoncer les militants, leurs familles ainsi que toute personne leur venant en aide. Rappelons que, durant les années 1990, s'ils étaient dénoncés et retrouvés par les forces indiennes, les militants ou leurs sympathisants étaient généralement emprisonnés, torturés et/ou exécutés. Les femmes soupçonnées de soutenir les militants en leur offrant à manger et en les logeant, par exemple, étaient quant à elles souvent violées et parfois abattues. Notons qu'il existe aujourd'hui encore des collaborateurs et collaboratrices cachemiris, des espions en quelque sorte, qui travaillent comme agent(e)s pour les services secrets indiens dans la région.

Il va sans dire que cette situation, renforcée par l'occupation militaire massive toujours caractéristique du contexte cachemiri, a conduit à la création d'un climat social fortement empreint d'insécurité et de méfiance. Ainsi, en plus d'entraîner le repli sur soi et l'utilisation répétée et extensive de mensonges en vue de se protéger ou afin d'éviter les tabous et les interdictions sociales, cette fragmentation de la population a mené a une perte de confiance en autrui quasi généralisée. Selon un journaliste rencontré sur le terrain, la situation prolongée de méfiance et d'insécurité aurait menée à une « culture du mensonge » et à une atomisation de la société cachemirie.

Ce climat social a nécessairement un impact sur la propension des femmes à se mobiliser collectivement. En effet, puisque l'insécurité et la méfiance tendent à compliquer la coordination des actions individuelles liées au changement social et politique ainsi que la mise en œuvre d'initiatives collectives, elles constituent ainsi des freins majeurs et indéniables à la mobilisation des femmes. On constate en outre que la perte de confiance et la méfiance envers autrui, parfois même envers ses proches, a également contribué à éroder certains pôles et réseaux de soutien, un élément clé de l'équilibre personnel et du développement du leadership. À cet effet, une journaliste cachemirie affirme que, en pareil contexte, toute information n'est pas bonne à communiquer :

*You have to see which information you can share with whom... That's another thing. Living in a conflict zone, thrust has gone down... So you have to be careful with whom you can share things.*

*La fragilisation et la rupture des liens familiaux et sociaux*

Une autre manifestation de la détérioration du tissu social cachemiri consiste en la fragilisation des liens familiaux et sociaux. Celle-ci découlerait du stress et des traumatismes issus du conflit armé ainsi que de certaines transformations socioculturelles liées, entre autres, à la situation des femmes. Effectivement, comme le soutient une professeure-chercheure s'intéressant aux questions de paix, de conflits et de genre :

*Because we live in a conflict zone there is so much of stress.. and stress is reflected in domestic life as well. As a result, there has been an increase rate of divorce and broken families...*

Le taux de divorce, qui constitue un indicateur certain de la fragilité des liens familiaux, a connu une augmentation significative au cours des vingt dernières années dans l'État de Jammu et Cachemire. Depuis 1990, on observe notamment une hausse de plus de 40% dans le taux de divorce parmi les Cachemiris Pandits qui ont migré durant la période de conflit (Bali, 2006). Cette tendance s'expliquerait entre autres par le niveau élevé de stress au sein des foyers, des syndromes de choc post-traumatiques issus d'épisodes de violences ainsi que par le fait que les femmes, de plus en plus conscientes de leurs droits, refusent d'accepter des situations conjugales violentes, comme le soutiennent plusieurs professionnels rencontrés sur le terrain. Rappelons que la violence domestique a également connu une hausse importante au cours des dernières décennies (Akhter, 2007 ; Dabla, 2009).

En outre, selon une recherche conduite par le *Psychiatric Diseases Hospital* du Cachemire, le taux de suicide dans la région du Cachemire aurait été multiplié par 40 depuis le début du soulèvement armé il y a deux décennies. En effet, avant 1989, le taux de suicide était de 0.5 pour 100 000 personnes soit le plus bas en Inde. Or, en 2007, ce taux était estimé à 20 sur 100 000 soit le double de la moyenne indienne (Kashmir Times, 2011). Pour Médecins sans Frontières (2006), les femmes sont les plus touchées par ce fléau, souvent parce qu'elles se retrouvrent seules, sans ressources ni soutien familial ou social suivant des épisodes de violence. À titre d'exemples, rappelons que les veuves sont souvent victimes de ce manque de soutien familial et communautaire. À cet égard, l'auteure d'un ouvrage portant sur ces questions explique :

*Community support is absolutely missing. There is no support even by the in-laws. They kick her out, if herhusband is killed orhas disappeared... They just throw her out, she ends up on the street and has no choice but to return to her parents' house. In most of the cases, she lives there no more than a month or so, before she is forced out again. Maybe her family thinks that they have to look not only after her but also*

*her children.(...) The brother thinks that he has his own family to take care of. And sometimes the parents are old... They married her, but now they get her back, with all the additional responsibilities.In very few cases, very very few, the widows I have met were welcomed back at their parents' place. Forced to move out, once again she finds no support from the community. In many cases she has to live in a rented accommodation. But most of these women unemployed, with little qualifications and some are illiterate. So they have to look for manual jobs, where they get exploited ... We must admit it : in our society, social contacts and social ties have totally broken down.*

***L'émergence d'un discours « prioritariste »***

Dans un autre ordre d'idées, diverses répondantes et répondants constatent l'émergence d'un discours sociopolitique qui contribue à entraver la mise en œuvre d'initiatives politiques, sociales et communautaires pouvant contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de la situation sociale de femmes cachemiries. Effectivement, on constate que plusieurs acteurs dont des imams, des politiciens et politiciennes ainsi que divers leaders locaux tendent à hiérarchiser les problématiques sociales et à prioriser le règlement du conflit du Cachemire par rapport à tout autre défi de société, dont les questions touchant les femmes. Ainsi, bon nombre de femmes enquêtées qui travaillent au sein d'ONG et d'agences gouvernementales rapportent qu'il est commun d'entendre que l'amélioration de la situation des femmes et la réponse aux problèmes auxquels elles font face ne pourront se réaliser que lorsque le conflit sera résolu. Cette situation tend à reléguer les questions relatives aux femmes, et plus largement au développement social, au second rang et à freiner la mise en place d'initiatives consensuelles et efficaces.

***L'instrumentalisation et le contrôle étatiques de la société civile***

Vers la moitié des années 90, la situation politique est relativement contrôlée par l'État indien grâce à sa présence militaire massive et à la réussite grandissante de sa stratégie visant à miner le support populaire à l'endroit du militantisme. En 1996, le Gouvernement souhaite organiser des élections justes et libres - ou qui semblent l'être - afin de démontrer sa bonne volonté et la légitimité de son action militaire (Suri, 2003). Pour ce faire, la présence d'autres institutions démocratiques apparaît nécessaire aux autorités afin de rétablir un semblant de paix et de normalité dans la région aux yeux de la nation indienne et de la communauté internationale. Incluant principalement des médias et certaines ONG[55], plusieurs institutions de la « société civile » ont alors été créées puis instrumentalisées et contrôlées en vue de projeter une image démocratique sur la scène nationale et internationale (Suri, 2003).

[55] Ainsi que certaines institutions évoquées plus tôt telles que le *State Human Rights Commission* et le *State Women Commission.*

Ainsi, à partir des années 1996-1997, une prodigieuse augmentation du nombre d'ONG a pu être observée dans la région. Notons que celles-ci étaient, à l'époque, en grande majorité financées par le Gouvernement ou par des agences gouvernementales de l'État de Jammu et Cachemire (Suri, 2003). Ces organisations, aussi nommées « ONG gouvernementales », se sont multipliées rapidement sur une courte période de temps et continuent, pour la plupart, d'exister jusqu'à aujourd'hui. Depuis le début du militantisme et particulièrement depuis les années 2000, la situation de conflit et ses conséquences sur les populations ont aussi mené à la venue de différentes ONG nationales (ANHAD, IGSSS, WISCOMP, HRLN, etc.) et internationales (Médecins sans Frontières, Human Rights Watch, Amnesty International, Handicap International, CARE, Mercy Corps, etc.).

Or, il apparaît clair que l'instrumentalisation et le contrôle étatiques tendent à limiter l'émergence et l'expansion d'une société civile efficace, sincère et coordonnée dans la région. De la même façon cette situation contraint nécessairement la mobilisation collective et la mise en œuvre d'initiatives pour et par les femmes cachemiries. Dans sa recherche portant sur les ONG au Cachemire, Suri (2003) dénombre un certain nombre de paramètres et facteurs qui obstruent le développement d'organisations dans la région. D'abord, s'il n'existe que très peu d'organisations défendant les droits humains et pratiquement aucun groupe de pression exigeant la reddition de compte de la part du Gouvernement et des forces armées face aux actions commises par le passé, ce serait notamment en raison de l'insécurité et de la méfiance - dont il a été question précédemment - ainsi que de la mainmise et l'omniprésence du gouvernement et de ses agents qui mettent la sécurité des activistes en danger. En outre, beaucoup de restrictions sont imposées sur leurs démarches sous prétexte de préserver des intérêts nationaux et pour des raisons dites de sécurité et de maintien de la paix (Suri, 2003).

De la même façon, durant les années 90, le Gouvernement aurait tenté de freiner l'émergence d'ONG actives et effectives puisque celles-ci auraient pu atténuer l'impact négatif du militantisme (l'impact des violences perpétrés par des militants armés, par exemple) menant ainsi la population à considérer que le militantisme pouvaient être maintenu et développé sans perturber leur vie. Cela s'inscrivait alors dans la stratégie gouvernementale du milieu des années 90 qui visait à arrêter de défendre la population face aux militants pour que celle-ci cesse de soutenir le militantisme dans la région (Suri, 2003). Parfois soupçonnés de constituer des façades pour financer des actions politico-militantes, les regroupements citoyens ont souvent beaucoup de mal à former une organisation reconnue par l'État et, surtout, à obtenir du financement extérieur afin de préserver leur indépendance face au gouvernement. En effet, bien que les financements internationaux sont généralement relativement abondants suivant une situation de conflit armé (USAID, 2000), il apparaît très difficile d'obtenir du financement provenant de l'étranger pour les ONG cachemiries. Il y a fort à parier que le gouvernement cherche à maintenir au

minimum l'implication et l'intervention de la communauté internationale dans la région afin d'éviter que l'attention internationale soit attirée sur la situation sociopolitique et sur le conflit du Cachemire. De la même façon, la présence des ONG internationales semble également limitée par les restrictions imposées par le Gouvernement indien. De fait, afin de pouvoir s'établir dans la région, celles-ci doivent signer un « Memorandum of understanding » qui stipule que toute ONG internationale doit obtenir la permission du Gouvernement et être accompagnée par des agents gouvernementaux pour pouvoir se rendre dans une région sensible (Suri, 2003).

***Synthèse de la section***

Bien que non-exhaustif, le portrait des pertes et de contraintes ayant émergé des changements survenus au cours des deux dernières décennies permet de constater l'ampleur des conséquences du conflit sur la situation d'*empowerment* et sur la mobilisation collective des femmes. D'abord, nous avons vu que, si elle leur permet d'accéder à la sphère publique et de développer de nouvelles connaissances et aptitudes, la multiplication des rôles et responsabilités des femmes suivant le décès de leur mari semble également être perçue comme un *empowerment* « forcé » par certaines d'entre elles. Ensuite, nous avons discuté des restrictions et du contrôle imposé sur les femmes quant à leur mobilité et habitudes vestimentaires. En effet, en raison, de l'insécurité liée au conflit, de la hausse du taux de criminalité suivant la période d'intensification du conflit ainsi que du conservatisme et du fondamentalisme religieux, les femmes semblent avoir connu un recul en ce qui a trait aux libertés qui leur étaient traditionnellement reconnues et donc, à leur capacité de choisir et d'agir collectivement. De façon corollaire, nous avons pu constater que l'effritement de la solidarité et de la cohésion sociale, ainsi que la méfiance et la perte de confiance en autrui semblent largement contribuer à restreindre la propension des femmes à se mobiliser et à développer une voix commune et forte pour défendre leurs intérêts. Cette situation apparaît d'autant plus décisive qu'elle se trouve renforcée par l'instrumentalisation et le contrôle exercés par l'État sur la société civile. Finalement, le fait que le discours officieux et officiels de nombreux acteurs et institutions cachemiris tende à présenter les problématiques touchant les femmes comme des questions secondaires qui ne pourront faire l'objet de réelles interventions que lorsque le conflit sera résolu et que la paix sociale sera revenue apparaît également comme facteur indéniablement néfaste eu égard à l'*empowerment* collectif des femmes au Cachemire.

### 5.2.2 Gains et opportunités pour l'*empowerment* et la mobilisation

Outre les nombreux défis et pertes qui ont été présentés dans la section précédente, les transformations sociopolitiques ayant marqué les vingt dernières décennies laissent entrevoir quelques gains et opportunités inattendus quant à la situation des femmes cachemiries. La présente section vise à faire état de certaines de ces avancées ainsi qu'à

discuter des implications concrètes qu'elles ont pu amener en termes d'*empowerment* et de mobilisation pour les femmes. Nous explorerons ici cinq grands thèmes : l'éducation et la scolarité, la vie conjugale et professionnelle, la participation et l'engagement politique, l'introduction de nouveaux concepts dans le discours sociopolitique ainsi que le développement de la société civile et l'émergence de médias locaux et nationaux. Tel que mentionné précédemment, les informations suivantes sont issues à la fois des entrevues conduites auprès des femmes enquêtées, d'informations et de statistiques collectées auprès de différents acteurs et ressources cachemiris ainsi que d'observations réalisées par la chercheure au cours de deux séjours de recherche dans la région.

### *L'éducation et scolarité*

Des changements substantiels peuvent être observés quant à la scolarisation et à l'éducation des filles et des femmes cachemiries au cours des dernières décennies. Il apparaît évident que ces aspects ont un impact sur la situation des femmes, sur leur *empowerment* ainsi que sur leur disposition à se mobiliser individuellement et collectivement dans une visée de changement sociopolitique. Nous présenterons ici quelques remarques sur l'évolution de l'accès à l'éducation pour les filles, sur les causes potentielles de cet accroissement ainsi que sur les effets de ces changements sur la capacité collective de choisir et d'agir des Cachemiries.

#### *L'évolution de l'accès des femmes à l'éducation*

Durant la période de militarisation et de confrontations armées, soit de la fin des années 80 jusqu'à l'an 2000, l'accès à l'éducation a été largement entravé par la destruction des infrastructures et par la violence politique et militaire[56]. L'insécurité ambiante engendrait également une restriction sur la mobilité des individus et, de la même façon, sur l'accès aux établissements d'enseignement, des filles et des femmes - qui risquaient d'être agressées ou violées - ainsi que sur les garçons et les hommes, qui risquaient, quant à eux, d'être emprisonnés et torturés sous prétexte d'être des militants. Pour ces mêmes raison, l'une des directrices départementales d'un collège gouvernemental affirme que c'est à partir des années 90 que les familles ont commencé à envoyer leurs enfants, en majorité des jeunes hommes mais aussi des femmes, pour étudier à l'extérieur de l'État de Jammu et Cachemire et se retrouver, ainsi, loin des violences et de l'insécurité. À cet effet, d'après la directrice d'un centre de recherche local, le conflit a amené plus de femmes à étudier à l'extérieur de la région :

> *It has been positive for some women, because the first thing is that people started sending their kids outside Kashmir to study. So you interact more, you learn more about the world.*

[56] Selon Matoo (2002), cela a également été le cas lors des soulèvements survenus suivant la Partition des Indes en 1947.

En outre, plusieurs enquêtées, dont quelques journalistes séniors et des professionnelles dans le milieu de l'éducation, ont évoqué l'augmentation substantielle du taux d'alphabétisation des filles depuis les années 2000. Cette tendance est d'ailleurs confirmée dans les recensements de 2001 et de 2011 qui présentent respectivement un taux de 41.82% et de 57.11%[57] soit une hausse de plus de 15% sur dix ans (Government of India, 2001; Government of India, 2011)[58]. Plusieurs enquêtées provenant de classes sociales moyenne et supérieure soutiennent que leur grand-mère était analphabète, leur mère était analphabète fonctionnelle (« *half-way literate* ») ou alphabétisée et qu'elles-mêmes sont parfaitement alphabétisées et lettrées.

*Quelques facteurs explicatifs*

Bien qu'aucune donnée officielle ne soit disponible à ce sujet, il est possible d'envisager cet accroissement du taux d'alphabétisation comme issu de la poursuite d'un processus entamé avant le début du conflit des années 90. À cet égard, Neerja Matoo, l'une des premières professeures du premier *Government College for Women* fondé au Cachemire en 1950 raconte :

> *In 1950s to the 70s in Kashmir, everything seemed within reach. Anything seemed possible with hard work and determination. The achievements of women during these decades were so significant that they altered the gender lanscape of schools, colleges, offices, courts, police stations, hospitals, hotels and business establishments.* (Mattoo, 2002 : 1)

La valorisation et l'accès facilité à l'éducation – ainsi que l'ascension progressive des femmes dans divers domaines de l'espace public – auraient ainsi été brusquement freinés lors du conflit des années 1990 et reprendraient peu à peu aujourd'hui. Or, si une certaine culture valorisant l'éducation des filles était déjà instaurée dans la région avant 1980-90, celle-ci était principalement réservée à une certaine partie de l'élite cachemirie. À cet effet, Mattoo affirme que :

> *The poorer classes were, of course completely unaware of the need for education, but the upper classes – as well as the middle class in its unrelenting desire for respectability – would not encourage it out fear of opening the doors of subversion. Only a few could break the mould in which they had been cast from birth.* (Mattoo, 2002 : 1)

Par ailleurs, l'accroissement constant du taux d'alphabétisation chez les filles depuis les années 2000 pourrait être attribué à différents facteurs dont le réinvestissement dans les

[57] À titre comparatif, les taux d'alphabétisation chez les hommes sont de 65.75% en 2001 et de 75.30% en 2011 (Government of India, 2001; Government of India, 2011).

[58] Il est malheureusement impossible de comparer ces informations avec des données sexospécifiques officielles illustrant la période précédent le conflit puisque aucun recensement n'a été effectué dans l'État de Jammu et Cachemire avant les années 90.

infrastructures et les services par le gouvernement de la région et la pacification relative de la situation sociopolitique et militaire depuis le début des années 2000 (Al Jazeera, 2011). Entre autres facteurs explicatifs, une professionnelle du milieu de journalisme et des communications rapporte que, depuis l'intensification du conflit jusqu'au début des années 2000, le risque d'être emprisonnés ou de disparaître pour les garçons fréquentant l'école aurait amené beaucoup de parents à préférer garder leurs fils près d'eux, pour qu'ils gagnent de l'argent et qu'ils n'aient pas à aller dans des zones risquées. D'autres parents auraient, quant à eux, préféré envoyer leurs fils dans d'autres États indiens pour qu'ils puissent gagner leur vie en toute sécurité et contribuer au revenu familial largement miné par le contexte économique en constante détérioration depuis le début du conflit au Cachemire. La situation semblait alors différente pour les filles qui, dans certains cas et - peut-être notamment en raison de l'exil de leurs frères -, étaient incitées à poursuivre des études. D'après quelques enquêtées, dont la professionnelle précitée, l'école et l'université étaient alors perçues comme des lieux plus sécuritaires pour les filles pour que les garçons.

En outre, à l'instar de ce qui est proposé par l'une des participantes à l'étude, cette augmentation de la fréquentation scolaire des filles pourrait être attribuée au fait que, ayant elles-mêmes vécu des conditions difficiles – que ce soit en raison du conflit ou de leur statut de femme au sein de la société – les mères désiraient un avenir différent pour leurs filles.

> *As a mother, if I have suffered because of certain situations, I don't want my daughters to suffer, I want them to get a better life, to become independent financially and otherwise. There is a shift regarding this... because nowadays every generation is getting more and more independent.* (Participante I)

De façon similaire, les discours de certaines enquêtées suggèrent que l'accès et la valorisation accrus de l'éducation pour les jeunes filles peut constituer une stratégie de protection sociale contre les violences et les viols. En effet, tel qu'il sera discuté ultérieurement, le fait de réaliser des études supérieures peut être perçu comme un facteur de protection dans la mesure où, voyant leur statut et leur position sociale rehaussés par leurs titres académiques, professionnels et/ou par leur présence à des postes de pouvoir dans la société, les femmes seraient plus respectées socialement et donc moins enclines à faire face à des violences et des viols[59].

[59] Notons que cette tendance semble surtout répandue dans les classes moyenne et supérieure puisque l'accès aux études universitaires représente des coûts importants que les gens de milieux socioéconomiques moins favorisés ne peuvent pas toujours se permettre. Les femmes vivant en milieu urbain ont également plus de chance de réaliser des études supérieures puisqu'elles vivent à proximité des services éducatifs et qu'elles ne sont pas contraintes à travailler dans les champs d'agriculture familiale. De plus, on observe que la culture en milieu rural tend à être moins incitative à la réalisation d'études supérieures pour les femmes.

*Les effets sur l'empowerment des femmes*

Des participantes évoluant dans le milieu de l'éducation apportent certaines nuances quant à l'impact de la valorisation accrue des études supérieures sur l'*empowerment* des femmes cachemiries. D'abord, une jeune enquêtée soulève le fait que, si certains parents croient aux bénéfices de l'éducation et encouragent leur fille à étudier, leurs efforts peuvent être anéantis suivant le mariage.

> *On one hand, we say that we are educating our girls, so that they can earn and have their own lives without facing difficulties. And parents are certain that their daughters won't face any problems in the future... but on the other hand, nobody can ensure what will happen with their lives after marriage...* (Participante H)

En effet, nos observations nous porte à constater que l'avenir des femmes cachemiries et leur situation d'*empowerment* semblent, encore aujourd'hui et même dans les classes sociales favorisées, souvent tributaires de leur mari et de leur belle-famille qui ont le pouvoir et les moyens de décider de leur sort. Dans le même ordre d'idées, une professeure de l'Université du Cachemire affirme que beaucoup de parents facilitent l'accès aux études universitaires afin d'accroître la valeur sociale de leur fille (tant sur le marché du mariage que dans la société en général) sans considération réelle pour le développement individuel et la réalisation personnelle de la jeune femme.

> *At this point in time, the parents usually want to make their girl an educated person, no an individual... Because in our society, girls are expected to be submissive. They will have to leave their home, so they have to be more listeners than "reactor"...*

Si les intentions de certains parents semblent davantage axées sur le statut et la position sociale de leur fille, l'éducation exerce tout de même un effet positif indéniable sur l'*empowerment* individuel des femmes et ce, en plus d'agir potentiellement sur leur environnement familial. À cet effet, une professeure et chercheure raconte :

> *When a girl gets education, when she goes to school, she comes back home and she brings a new atmosphere to the house. You know what we say: if you educate a man, you educate a single person but if you educate a girl, you educate the whole family*[60]*. So it's not about only one dimension, it's a whole dynamic... So because of education now, Kashmiri girls and women have become aware of the political scenario. Now we are able to argue, to face arguments, to speak out and to understand the social and political dynamics of the situation. Literacy rate is now higher among the girls and the access to university is increasing too. I think that this is creating another kind of awareness in the society.*

[60] Cette citation d'origine incertaine (certains affirment qu'elle provient de Gandhi mais cela n'a jamais été officialisé) est souvent employée par les femmes au Cachemire en référence au fait que le bien-être de la famille dépend en bonne partie de celui de la femme.

Il apparaît ainsi clairement que, pour cette participante et conformément à la littérature existante, l'éducation constitue un levier fondamental d'*empowerment* et, éventuellement, de mobilisation pour l'action sociopolitique dans la mesure où elle contribue à développer des aptitudes en matière de communication et d'argumentaire et permet de renforcer la prise de conscience et la compréhension des enjeux sociopolitiques propres à la société cachemirie.

***La vie conjugale et professionnelle***

Des changements éloquents apparaissent également quant à la situation des femmes dans leur vie conjugale et professionnelle. À cet effet, on note entre autres une augmentation substantielle du nombre de divorces, un recul de l'âge au mariage ainsi qu'une capacité accrue, pour certaines femmes, à choisir leur époux et à négocier les conditions de leur union maritale. On constate également un accès facilité des femmes aux emplois traditionnellement masculins.

*La diminution de l'acceptation de la violence*

L'accès accru à l'éducation et la prise de conscience individuelle issue entre autres, de la scolarisation aurait également eu un effet sur le rapport des femmes à la violence conjugale et domestique. En effet, selon une répondante occupant une position importante au sein d'une institution étatique de la région, *« il n'y avait pas de divorce avant le conflit puisque les femmes enduraient tout sans mot dire »* (traduction libre). Toujours selon elle, ce ne serait plus le cas aujourd'hui puisque les femmes tendent à réagir davantage et qu'elles n'acceptent plus tout ce qui pouvait leur être infligé auparavant. Dans le même ordre d'idées, une enquêtée suggère que cette nouvelle tendance serait surtout le fait de femmes qui ont eu accès à un haut niveau d'étude et qui, de par leur travail, ont bénéficié d'une certaine indépendance financière. *« I know more and more females around me, doctors, engineers and other women who have high degrees and diplomas demanding the divorce »* (Participante H). Le discours d'une avocate spécialisée dans les thématiques relatives aux femmes appuie ce constat en suggérant que la conscientisation issue de la scolarisation aurait contribué à renforcer l'*empowerment* des femmes en leur permettant de faire des choix pour elles-mêmes et en les amenant à questionner et à refuser l'assujettissement dont elles peuvent faire l'objet en situation de vie conjugale.

> *There has been an increasing awareness amongst women over the years. Past generations of women were mostly illiterate. I am educated so I can fight for my rights. Why should my husband oppress me? Why should he tell me to quit my job and look after the kids? Why should he do that? So there is a change; thoughts are changing, ideas and priorities are changing also. Education is the biggest change that has happened; it has given power to women.*

*La possibilité de choisir son mari et de négocier les conditions du mariage*

À la lumière de l'expérience et des discours des participantes à l'étude - dont l'âge varie entre 25 et 55 ans - on constate que des modifications importantes sont survenues dans le processus précédant le mariage. En effet, les femmes cachemiries qui, il y a quelques décennies, ne voyaient souvent pas leur futur époux avant le jour des fiançailles, semblent avoir de plus en plus leur mot à dire par rapport au choix de leur mari. Ainsi, contrairement à la tradition voulant que ce soit les parents ou les hommes de la famille qui choisissent le futur époux - sans nécessaire consultation de la future mariée - plusieurs femmes enquêtées[61] affirment aujourd'hui être à même de suggérer et de décider de l'homme qu'elles marieront. Ainsi, une participante âgée de 45 ans raconte :

> *My marriage was entirely an arranged marriage. My parents arranged this match for me. But they did ask me whether there was someone else I wanted to marry, but I had nobody in mind at the time. My mother asking me, was uncommon thing then... but now it is becoming more common.* (Participante K)

Selon une répondante occupant une position importante au sein d'une institution étatique cachemirie, ce changement serait notamment dû au fait que les jeunes femmes ont davantage accès aux espaces publics qu'auparavant, et ce même en milieu rural : « *Now young women come out of their houses, so they meet boys... Even in villages there are love marriages nowadays.*»

Le discours d'une enquêtée de 28 ans démontre aussi la marge de manœuvre et la capacité de choisir dont jouissent bon nombre de jeunes femmes cachemiries contrairement à leurs aînées. « *I they ask me today if I want to get married... Well, no ! I want to do my PhD first, then I will get a job and only then I would consider marriage*» (Participante I). Une autre participante dans la vingtaine affirme que si sa mère a marié son père sans même l'avoir vu, elle est certaine que cela ne lui arrivera pas puisque, de toute façon, elle ne l'accepterait pas. De fait, toutes les participantes qui étaient célibataires au moment de l'entrevue ont affirmé qu'elles n'accepteraient de se marier que lorsqu'elles auront rencontré le candidat au mariage et que celui-ci aura accepté les conditions posées. Pour la majorité d'entre elles, la condition *sine qua none* à leur union concerne leur carrière professionnelle qu'elle souhaite poursuivre après le mariage.

*Le recul de l'âge au mariage et l'accès accru à l'emploi*

En raison, entre autres, de la disparition de plusieurs dizaines de milliers de jeunes hommes au cours de la période de conflit des vingt dernières années, il est aujourd'hui plus difficile

[61] Rappelons que ces femmes proviennent majoritairement de milieux socioéconomiques favorisés. Ce constat est donc applicable principalement pour ce groupe particulier de femmes plutôt qu'à l'ensemble des femmes cachemiries. Nous avons néanmoins souhaité illustrer cette réalité du groupe enquêté puisqu'elle constitue une avancée fort prometteuse quant à la capacité de choisir et d'agir de ces femmes.

pour les Cachemiries de se trouver un mari[62] (Ahluwalia, 2006). Cette situation semble notamment mener au recul de l'âge au mariage pour plusieurs jeunes femmes, tel que suggéré dans les propos d'une jeune enquêtée :

> *The trend now is that, unless the girl is very well qualified, she will not get a proper match; she will not get married... that is leading to late marriages also... You won't find girls getting married in their twenties or even early thirties. You see women 33 or older getting married. It takes a lot of time to get a right person for a female.* (Participante H)

On remarque ainsi que, pour certaines classes de la société cachemirie, la valeur sociale attribuée à une jeune femme sur le marché du mariage dépend notamment de son niveau d'études. À cet effet, on peut suggérer que le recul de l'âge au mariage permet aux Cachemiries de milieux aisés de disposer de plus de temps pour consolider leur personnalité, développer leur conscience de soi et ce, en plus de leur permettre de réaliser des études supérieures.

À ceci s'ajoute un autre changement majeur perçu par les femmes enquêtées et appuyé par la littérature : l'accès accru des femmes au marché du travail et, particulièrement, à des emplois traditionnellement masculins (Dabla, 1992 ; Shafi, 2002). Ainsi, plusieurs répondantes constatent une présence féminine croissante, bien que relativement faible, dans des secteurs tels que le journalisme, les affaires, l'administration, le commerce ainsi que la politique. Selon l'observation de l'une d'entre elles :

> *Twenty years ago, there was barely no creches* [day care] *in Srinagar... There was no need because most of the women would not go out to work. Now, it is really common ; there are creches everywhere in town!* (Participante C)

### *La participation et l'engagement politiques*

Les dernières décennies au Cachemire ont donné lieu à divers changements en ce qui a trait à la participation et à l'engagement politique des femmes cachemiries. En effet, on constate entre autres que le conflit armé aurait mené à une prise de conscience sociopolitique accrue chez les femmes qui, alliée à d'autres facteurs tels que la démocratisation de l'éducation, aurait contribué à l'accroissement progressif du nombre de candidates aux élections ainsi que du nombre d'électrices dans la région.

[62] Notons, à cet égard, que la tradition cachemirie reste, encore aujourd'hui, relativement stricte sur les critères à respecter quant à l'union maritale. En effet, l'homogamie de caste, de classe sociale, de religion et de communauté religieuse (sunnite et chiite) constitue une norme sociale assez rigide qui limite et complexifie la quête d'un mari pour la famille des jeunes femmes.

*La conscientisation sociale et politique*

Plusieurs participantes ont évoqué le fait que le conflit peut être envisagé comme un phénomène catalyseur de changements et de questionnements en ce qu'il a conduit à une conscientisation et un intérêt accrus des femmes pour la politique et les affaires de société. En effet, une avocate défenseure des droits humains affirme que l'insécurité ressentie par les femmes les ont amenées à prendre conscience de leur environnement, de leur situation et à s'intéresser davantage aux enjeux publics et politiques.

> *Women became more and more insecure since the conflict. That is one change that I see; the insecurity contributed to their consciousness. Because when you are free, you are not worried, you don't think when you are free.*

De la même façon, selon la directrice d'une centre de recherche cachemiri, si la conscientisation collective des femmes est toujours dans une phase embryonnaire, le processus est bel et bien entamé.

> *I think conflict has brought awareness in Kashmir. It's still in it's infancy, but it's emerging. As far as women are concerned, I see a very positive change that has taken place since the conflict. Obviously, they have also faced negative impacts and some, very badly. But regarding leadership, I think Kashmiri women have gained a lot during these last twenty years. They have started working towards understanding what rights are, what their rights are, where is their place in the society and what is their role in promoting social cohesion and peace building.*

La prise de conscience individuelle et collective issue des transformations majeures qui se sont opérées dans la vie en général et dans le quotidien des femmes cachemiries apparaît ainsi avoir mené à la connaissance et à la compréhension renforcées de leurs droits et libertés, des ressources et recours existants en cas de violations ainsi que de leurs devoirs et rôles au sein de la société.

*La progressive démocratisation de la participation et de l'engagement politique*

En outre, le processus de conscientisation sociopolitique vécu par les femmes cachemiries se manifeste également à travers leur participation au processus électoral, en tant qu'électrices et en tant que candidates. De cette façon, on peut évoquer une certaine démocratisation progressive de la participation et de l'engagement politique des femmes du Cachemire, comme le rapporte une chercheure s'intéressant aux questions de genre et de conflit dans la région:

> *From the Panshayat elections*[63] *to the Kashmiri elections, we see more participation of women, as electors and as candidates also. It's still a male dominated field but*

[63] Les « Panshayat elections » sont des élections locales qui ont lieu partout à travers l'Inde et qui vise officiellement à accroître l'*empowerment* citoyen au sein des différentes communautés en leur permettant d'élire un représentant local qui puisse être près de leurs besoins et préoccupations et dont le mandat a pour objet de défendre les intérêts de sa collectivité auprès des échelons politiques supérieurs.

*women participation is increasing. Sakeena Yatoo, Mehbooba Mufti... we have examples of women political leaders coming up also. Good or bad this is another question... but women are definitely coming up!*

En effet, les statistiques permettent de constater une légère hausse de la proportion de candidates féminines aux élections au cours des dernières décennies. En effet, le ratio de femmes candidates aux élections de l'Assemblée de l'État de Jammu et Cachemire est passé de 1,38% (7 femmes sur 505 candidats) en 1983, à 2,46% (13 femmes sur 528 candidats) en 1987. Les élections suivantes, conduites en 1996, soit durant la période de conflit armé, ont mené à une diminution du pourcentage de femmes candidates en le ramenant à 1,46%. Néanmoins, 2002 a connu une augmentation significative du nombre de candidates féminines avec 30 femmes sur 709 candidats, pour un total de 4,23% (Parvaiz; 2008). De plus, ces élections ont été marquées par l'émergence d'une figure politique féminine importante : Mehbooba Mufti - fille de l'ancien Ministre de l'intérieur de l'Inde et Premier ministre du Cachemire - qui dirige jusqu'à aujourd'hui le *People's Political Party* (PDP) principal parti de l'opposition dans la région (Al Jazeera, 2011).

En plus de présenter un taux de participation supérieur chez les électrices que chez les électeurs cachemiris (60% des électeurs étaient des femmes), les élections tenues en 2008 attestent également d'un accroissement de la proportion de femmes candidates avec 4,95% soit 67 femmes sur un total de 1354 candidats (Parvaiz, 2008). Bien que la part de femmes reste encore négligeable, Ray (2009) affirme que : "*The state elections have helped provide the women of Kashmir with a platform to raise concerns about their status in society*" (Ray, 2009 : 2). Kaul ajoute que *"These elections provided the women with an opportunity to translate their experiences of conflict into policies for better governance"* (Kaul, 2008 : s.p). En outre, selon certains, la légère hausse de la participation des femmes aux élections pourrait notamment être attribuée au succès de Mehbooba Mufti qui, de par sa présence sur l'avant-scène, aurait démontré que la politique est aussi « une affaire de femmes » en suscitant, de la même façon, la curiosité, l'intérêt des femmes ainsi que la reconnaissance par les Cachemiries du rôle qu'elles peuvent et doivent jouer dans le paysage politique de la région (Parvaiz, 2008).

*Quelques nuances concernant la participation politique des femmes*

Si la participation des femmes en politique est en hausse, elle reste néanmoins très faible statistiquement. À cet égard, le sociologue Bashir Ahmad Dabla soutient qu'au sein de la société cachemirie conservatrice, les femmes sont généralement perçues comme moins compétitives que les hommes et moins capables de représenter les masses (Dabla, 1992). La directrice d'une institution cachemirie soulève quant à elle la stigmatisation sociale dont font l'objet les femmes qui entrent en politique en rappelant que seules celles qui réussissent leur ascension politique seront respectées socialement : « *When a woman enters into politics, people say that she is not a good woman. But once she reaches high spheres,*

*she is respected* ». En outre, Mehboob Beig, un leader politique cachemiri, ajoute que la faible participation des femmes dans le processus politique au Cachemire serait attribuable aux conventions traditionnelles et religieuses :

> *It has been a convention in our society that we don't allow our women to take part in activities which require public exposure; it is more so done in the light of teachings of religion* (cité dans Parvaiz, 2008 : s.p).

Dans le même ordre d'idées, une journaliste soutient que plusieurs femmes avec qui elle a discuté avant les élections locales tenues en 2011, lui ont affirmé être intéressées à se présenter comme candidates mais s'en trouver incapable en raison de leur manque de compétence (en milieu rural beaucoup de femmes sont analphabètes et la plupart n'ont aucune connaissance en gestion) et du manque de soutien de la part de leur famille. D'un autre côté, toujours selon cette journaliste, des candidates aux élections locales sont parfois placées sur la scène politique par leur mari qui, si elles sont élues, sera celui qui prendra véritablement les décisions. La journaliste suggère que, puisqu'elles ne sont pas venues d'elles-mêmes en politique, avec leurs propres idées et convictions à défendre, ces femmes pourront difficilement faire une différence et apporter des changements conformes aux besoins et préoccupations des femmes. On peut néanmoins considérer que leur simple présence et visibilité dans un poste à responsabilités politiques pourra éventuellement mener à un effet d'enchaînement en encourageant d'autres femmes de la communauté à se présenter aux élections locales dans le futur.

*Des femmes en politique active*

Comme l'ont souligné divers répondants, malgré les freins à la participation politique des femmes, celles-ci semblent plus présentes en politique active qu'avant le conflit[64]. Il est toutefois intéressant de remarquer que la plupart - voire la quasi totalité - des femmes présentes sur la scène politique proviennent de classes sociales favorisées et de milieux familiaux très politisés. En outre, plusieurs d'entre elles ont intégré la sphère politique active suivant l'assassinat ou la disparition de leur père ou de leur mari. À ce propos, la directrice d'un centre universitaire affirme :

> *Most of the women in politics are there because of their husband, their father, their brother... Even in mainstream politics women are there because of their family background. See Mehbooba Mufti, Sakeena Yatoo, Shabnum Gani Lone they are there because of something... That could explain why they are not able to deliver much when it comes to women... But at least they are there.*

Bien que la présence des femmes en politique active reste limitée et semble principalement tributaire de la politisation de leur milieu d'origine et de l'appui de leur famille, ces

[64] En fait, l'arrivée des premières femmes cachemiries actives en politique remonte aux années 30, quelque peu suivant le premier soulèvement populaire revendiquant l'indépendance du Cachemire face au régime de l'époque (Ali Khan, 2009).

quelques femmes apparaissent néanmoins comme de nouveaux modèles féminins d'exercice du pouvoir qui contribuent à élargir le spectre des possibilités pour les femmes dans l'imaginaire collectif de la société cachemirie.

***De nouveaux concepts et institutions dans le paysage sociopolitique***

La situation de conflit ainsi que les revendications sociopolitiques des diverses parties prenantes semblent avoir permis d'introduire et de mettre au goût du jour certains concepts pouvant être repris individuellement et collectivement dans le discours des femmes. De fait, les concepts de « droits humains » (et de droits civils), d' « autodétermination », d'« indépendance» et de « liberté » (ou « *azadi* » en urdu) sont aujourd'hui couramment employés dans les discours de leaders politiques et religieux en référence, entre autres, à la violation du droit à l'autodétermination des peuples, un principe historiquement violé au Cachemire.

Ainsi, le concept de « droits humains » serait apparu suivant la vague de violences perpétrées par les forces de l'État et par les organisations militantes. Selon une avocate spécialisée sur les questions de droits humains, les ressources et les recours individuels et institutionnels permettant de remédier à la violation de ces droits ou d'obtenir réparation seraient aussi de plus en plus connus et répandus au Cachemire. Autrement dit, les femmes cachemiries seraient aujourd'hui beaucoup plus conscientes du fait qu'elles ont des droits et qu'il existe des moyens pour les faire respecter. Bien qu'elle considère que cette conscientisation a été très cher payée par la population, cette même avocate affirme que la violence sociale et militaire a effectivement eu pour effet d'introduire la notion même de droits humains et de droits civils dans la région. À cet effet, elle raconte :

> *Violence taught us... I know that if a paramilitary force kills me or if he does anything wrong to me.. I know that I have a recourse. Human rights came only because there was a conflict. Because human rights have been violated... So I think that women are getting aware of it... Now that they know that they have rights, they want to know what they can do – and some of them know what to do - when these rights are violated.*

Il en va de même concernant la perception générale du phénomène de violence domestique au Cachemire. Autrefois, celui-ci se trouvait normalisé et banalisé par la société et, étant donné l'intériorisation du système d'oppression et de domination masculine, les femmes tendaient à tolérer des situations que plusieurs d'entre elles n'endurent plus aujourd'hui (Akhter, 2007). À ce titre et comme nous l'avons vu précédemment, une répondante occupant un position importante au sein d'une institution étatique soutient que, puisque la violence est traditionnellement perçue comme un mal inhérent à la vie conjugale, les femmes acceptaient généralement leur condition : « *most of them were not aware that it was against their rights* ». De nos jours, il serait de plus en plus reconnu dans la société

cachemirie que la violence familiale et conjugale, à l'instar de la violence sociale, militaire et politique, constitue une violation des droits humains fondamentaux et qu'il existe des recours possibles afin de se prévaloir et de faire respecter ces droits. Parmi les recours possibles, il existe aujourd'hui quelques institutions telles que le *State Women Commission* et le *State Human Rights Commission,* des organes para-gouvernementaux officiellement chargés de sensibiliser la population, d'enregistrer et de répondre aux plaintes des citoyens et citoyennes quant à leurs droits fondamentaux[65].

L'omniprésence du concept d'indépendance dans le discours social et politique semble également avoir une incidence sur la situation de certaines femmes cachemiries. À cet égard, une répondante spécialisée dans la défense des droits humains soutient que :

> *The concept of independence is there... and it is increasing. As we are talking about an independent nation we are also talking about independent selves. Because times are changing. So if we talk about independence, then why should my husband shoulder all my expenses? Why should my family pay my expenses? I want to take responsibility for all my expenses, alone! Why can't I do that? So this concept is changing, the whole idea is changing...*

En somme, la (re)connaissance de plus en plus généralisée des droits humains fondamentaux et de l'importance discursive accordée à l'indépendance et à l'autodétermination des peuples et des individus, peuvent constituer des tremplins pour la situation des femmes cachemiries. À tout le moins, ces « nouveaux » concepts et les quelques institutions qui y sont rattachées peuvent être envisagés comme des opportunités significatives pour la construction de l'argumentaire et pour la défense des droits des femmes dans la sphère privée et, éventuellement, dans le domaine public.

### *L'émergence et le développement de la société civile et des médias*

La période de conflit des années 90 a donné lieu à l'émergence massive d'organisations non-gouvernementales et de médias spécialisées dans divers domaines au Cachemire. Ceux-ci travaillent entre autres sur des thématiques ayant trait à l'*empowerment* des femmes et exercent ainsi potentiellement un effet sur la situation des Cachemiries.

#### *La multiplication des ONG locales, nationales et internationales*

[65] Or, ces deux institutions semblent très peu actives ; selon plusieurs acteurs rencontrés sur le terrain et tel que discuté précédemment, elles apparaissent plutôt comme des façades démocratiques, des instances pratiquement vides et très politisées. En effet, leurs dirigeants sont connus pour être nommés en fonction de leurs affiliations politiques et pour leur sympathie à l'égard du gouvernement indien. Leur marge de manœuvre ainsi que les impacts réels de leurs programmes et actions seraient donc fortement limités. À titre d'exemple, une doctorante de l'Université du Cachemire souligne que, si le Gouvernement de l'État de Jammu et Cachemire a créé le *State Women Commission* en 2000 afin de permettre aux femmes de faire entendre leurs problèmes, cette institution est restée plus de quatre ans sans dirigeante à sa tête. « *Such is the level of non-seriousness towards the plight of women* » (citée dans Parvaiz, 2008 : s.p).

Tel que nous l'avons vu, le Cachemire est une société traditionnellement très soudée. Ainsi, puisque la solidarité et l'entraide communautaires étaient inscrites dans la tradition locale, la pertinence et la nécessité de créer des institutions sociales et communautaires étaient très peu ressenties avant la période de conflit[66] (Suri, 2003). Néanmoins, à partir des années 1990, en raison de l'intensification des violences, de l'érosion de la cohésion sociale ainsi que de la multiplication des problèmes liés à la situation économique, sociale, politique et au déclin de la santé physique et psychologique de la population, d'importants besoins sont apparus en matière de ressources en lien à la santé, au développement social et communautaire ainsi qu'à la défense des droits humains. Pour ces diverses raisons[67], la région a été marquée par l'émergence de nombreuses organisations non-gouvernementales aux niveaux local et régional ainsi qu'à l'arrivée de nombreux organismes nationaux et internationaux sur le territoire (JKCCS, 2009).

Conséquemment, il existe aujourd'hui plusieurs milliers d'ONG dans la région du Cachemire ; selon différentes sources consultées sur le terrain, dont le JKCCS, le nombre total se situerait entre 5000 et 25000. Parmi ces organisations, seules quelques centaines seraient officiellement enregistrées auprès du Gouvernement[68]. Pour une chercheure spécialisée dans les questions de conflit : *« NGOs sector has become an industry now. A whole parallel economy has come up with the conflict in Kashmir – as it happens in all conflict zones - and NGOs is one of them ».* Bien que se soient les populations en régions éloignées qui présentent le plus de besoins et qui ont souvent vécu le plus durement la période de conflit, la majorité de ces organisations sont installées à Srinagar, la capitale de la région (Suri, 2003). Celles-ci présentent de multiples champs d'action : orphelinats, groupes d'entraide, groupes de dialogues, soins médicaux, développement rural et regroupement pour la création d'emploi, soutien aux veuves, soutien aux parents de personnes disparues, coalitions d'ONG, groupes écologiques et groupes de sensibilisation, etc.

*L'empowerment des femmes : un discours à la mode, des effets mitigés*

Les notions de genre et d'*empowerment* apparaîssent également de façon récurrente dans les projets, les objectifs et les priorités fixés par les ONG installées au Cachemire. Plusieurs enquêtées oeuvrant au sein d'organisations de la société civile affirment que la dimension genre et le concept d'*empowerment* sont aujourd'hui largement répandus dans

---

[66] À titre d'exemple, dans la période pré-89, un orphelin était immédiatement adopté par un de ses parents ou de ses voisins en fonction de leurs pratiques sociales et religieuses (Suri, 2003). En outre, les femmes veuves étaient généralement remariées (Rashid, 2011).

[67] À l'instar de ce qui a été présenté précédemment, en plus des raisons d'ordre matériel et liées aux effets du conflit armé, l'émergence massive d'organisations de la société civile dans la région au début des années 90 s'expliquerait également par la mise en œuvre de stratégies gouvernementales visant à créer une façade de libre expression et de libre action afin de renforcer l'image démocratique de l'État aux yeux de la population indienne et de la communauté internationale (Suri, 2003).

[68] En dépit de diverses tentatives, nous n'avons pas pu obtenir de données officielles à cet égard.

les discours et les plans d'action des ONG. À l'instar de plusieurs de ses consoeurs, l'une d'entre elles soutient que cela répond à la tendance actuelle marquant le domaine du développement au niveau international. Or, cette tendance ne serait nullement garante d'une réelle attention accordée à ces questions.

> *Women's empowerment... I think it's the fashion now to talk about that. Whether you believe it or not. Because it's fashionable and it sells, you talk about it. How sincere you are about it, it depends on how effective you've been. If you try to analyse the global effect it hasn't been much...* (Participante B)

À cet égard, une chargée de programmes d'une ONG indienne affirme que le simple fait de mentionner les notions de « genre » et d'*empowerment* permet d'accéder à plusieurs sources de financement. Ainsi, selon elle et tel que nous avons pu le constater sur le terrain, beaucoup de programmes d'ONG oeuvrant au Cachemire incluent un ou plusieurs projets en lien à la situation des femmes. Ceux-ci interviennent entre autres sur l'*empowerment* économique des femmes par l'accès au micro crédit et l'appui à la création de coopératives, sur la formation de groupes d'entraide (ou « self-help groups ») ainsi que sur la mise en œuvre de campagnes pour la santé maternelle et d'ateliers sur le développement personnel et l'estime de soi des jeunes femmes. Si d'aucuns restent nuancés quant à l'ampleur et l'étendue de l'impact des projets mis en œuvre pour accroître l'*empowerment* des femmes, il reste néanmoins que de plus en plus d'initiatives existent et que plusieurs d'entre elles exercent des effets forts positifs sur la situation des femmes dans certaines régions du Cachemire. En guise d'exemples, la chargée du programme « Women's Empowerment » d'une ONG locale témoigne de quelques effets bénéfiques ayant émergé des groupes d'entraide créés dans certaines communautés en milieu rural :

> *There were some examples, where women were not participating in the decision making of the family and the children. But by becoming income earners, benefiting the family, they have been able to influence their men in their families... Their works is being appreciating. Initially, we were organizing meetings with women, and sometimes their husband would not allow them to come and sit with us. But now, they are encouraging them to come to the meetings!*

De plus, cette même répondante affirme observer de plus en plus de nouvelles initiatives et d'exemples de prise de parole de la part des femmes dans les communautés où sont menés leurs projets de développement.

*Quelques nuances et limites*

Outre ces quelques témoignages positifs, la littérature et le discours des répondantes permettent de recenser différentes limites et contraintes eu égard au travail mené par les ONG en général et en ce qui a trait à la situation des femmes cachemiries. D'abord, il est clair qu'en plus du manque de volonté politique et de réelle implication gouvernementale,

l'impact mitigé du travail des ONG s'explique par l'absence de structures efficaces et spécialisées quant aux problématiques rencontrées par les femmes cachemiries. En effet, tel que discuté plus tôt, le Cachemire est marqué par l'inexistence de groupe, de mouvement ou d'organisation permanente et active dont le mandat serait spécifiquement orienté vers l'amélioration de la situation des femmes.

Par ailleurs, les ONG existantes qui présentent un ou quelques volets d'action liés aux femmes travaillent généralement en vase clos. Ainsi, le manque de coordination dans les actions mises en œuvre semble concourrir à diminuer l'efficacité du travail des organisations locales en ce qui a trait aux questions touchant les Cachemiries. Aussi, selon plusieurs acteurs et actrices rencontrés, le nombre d'ONG locales dans la région serait excessif d'autant plus que nombre d'entre elles constitueraient des coquilles vides, c'est-à-dire des organisations dont les actions concrètes sont inexistantes ou inefficientes. Par ailleurs, les ONG tendent à avoir mauvaise presse au Cachemire ; la population les perçoit souvent comme des organes participant de la mainmise du gouvernement indien dans la région et/ou encore comme des organisations corrompues et inefficaces qui utilisent des donations et des fonds publics à mauvais escient. Le soutien et la confiance de la société envers la plupart des organisations de la société civile apparaîssent ainsi très mitigés et assez faibles. Effectivement, si plusieurs ONG offrent des emplois intéressants et réalisent un excellent travail dans différents secteurs d'activités, dont ceux liés aux droits des femmes, il existe également beaucoup d'ONG locales dirigées par des gens intéressés par le prestige personnel et les bénéfices financiers que peut conférer cette position (JKCCS, 2009).

*L'émergence de médias locaux et nationaux*

Depuis les années 2000, de plus en plus de femmes travaillent à titre de journalistes de la presse écrite et télévisuelle au Cachemire. Aux dires d'une journaliste cachemirie - qui a été l'une des premières femmes journalistes au Cachemire - cette nouvelle tendance a contribué à mettre en lumière la situation des femmes et à faire davantage entendre leur voix dans la région et à l'étranger. Selon une professionnelle du domaine du journalisme et des communications, la période de conflit a également été marquée par une multiplication significative des médias locaux et régionaux dans la région. Cela aurait conduit à la création de nouveaux emplois dans le secteur en facilitant, par le fait même, l'accès des femmes au milieu du journalisme. Ainsi, bien que ces médias aient été largement contrôlés par l'État durant les années 90, la situation belliqueuse semble avoir permis d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation sociale, politique et économique au Cachemire.

> *A lot of journalists from outside came during the conflict to talk with people, especially with women directly affected by the conflict; they wrote books and spread the word about the ongoing situation.*

Ces nouveaux organes de presse écrite, télévisée et électronique ont ainsi contribué à l'arrivée de certaines organisations onusiennes et internationales d'importance en plus de permettre l'émergence de nouveaux espaces d'expression et de prise de parole pour la population cachemirie et donc notamment pour les femmes. Certains de ces médias ont ainsi servi de tribune afin de débattre de la situation des femmes dans la région.

***Synthèse de la section***

En définitive, on constate que les principaux gains et opportunités issus des transformations des dernières décennies et ayant trait à la situation des femmes concernent l'accès à de nouveaux espaces d'action et de parole ainsi que le développement et le renforcement du processus de conscientisation collective, sociale et politique. En effet, nous avons vu que l'accès accru et croissant des femmes à la scolarisation et aux études supérieures (dont à l'extérieur du Cachemire), à des emplois traditionnellement masculins et à la sphère politique constituent des avancées notables quant à la situation collective des femmes cachemiries. Ces changements ont amené certaines femmes à élargir et diversifier leurs interactions dans l'espace social, à acquérir et à développer des compétences et aptitudes pratiques et théoriques, à renforcer leurs autonomie financière ainsi qu'à accroître leur conscientisation sociopolitique, leur capacité et leur volonté de transformer leur société. De plus, il a été démontré que la multiplication des organisations de la société civile a permis d'élargir l'éventail d'actions mises en œuvre en vue d'améliorer les conditions de vie et la situation sociale des Cachemiries. De la même façon, la présence renforcée de femmes journalistes et d'informations concernant les femmes dans les médias locaux, régionaux et internationaux représente également une opportunité importante pour accroître la visibilité des femmes dans la sphère publique. Ces espaces progressivement investis par des femmes[69] constituent ainsi de nouvelles tribunes d'action et d'expression leur permettant de faire entendre leur voix et d'intervenir en fonction de leurs besoins et aspirations.

De façon corollaire, on remarque le renforcement de la conscience critique et du pouvoir de choisir et d'agir des femmes à divers égards. En effet, nous avons vu que les changements survenus dans la structure sociale (entre autres en raison du conflit armé) ont entraîné des effets sur le plan socioculturel, d'une part, et sociopolitique, d'autre part. D'abord, il a été démontré que certaines femmes ont connu une augmentation de leurs moyens et de leur capacité de choisir (par rapport à leur futur époux, au moment et aux conditions du mariage et par rapport à leur champ d'études et à la profession) et d'agir (qui s'est traduit entre autres par un refus de la violence conjugale et par une augmentation des

[69] Rappelons une fois de plus que toutes les femmes ne bénéficient pas également de ces avancées et opportunités ayant émergé des changements survenus au cours des dernières années.

demandes de divorce rendus possibles grâce à leur indépendance financière et à l'évolution des mentalités dans certaines classes sociales favorisées). Ensuite, nous avons vu que le conflit semble constituer un vecteur de renforcement de la conscience et de l'intérêt face aux affaires sociales et politiques. Les changements ayant marqué les dernières décennies ont ainsi eu une incidence au niveau sociopolitique en engendrant, entre autres, un accroissement progressif de la participation et de l'engagement politique des femmes. À cet égard, on constate un nombre croissant, bien que toujours très faible, de femmes en politique active dans la région ce qui, à défaut de mener à des avancées concrètes majeures en termes de politiques et de programmes, participe à la création de nouveaux modèles de leadership et de gouvernance. De la même façon, cela tend à ouvrir la voie à de nouvelles visions et à l'utilisation de tribunes politiques pour mettre en exergue les problématiques vécues par les femmes cachemiries et leurs solutions propres.

Enfin, l'émergence et l'omniprésence de concepts tels que l'indépendance, l'autodétermination, les droits humains et la liberté dans le discours sociopolitique actuel ont clairement contribué à la prise de conscience individuelle et collective des femmes. On peut également considérer que cette tendance présente des opportunités discursives indéniables eu égard aux revendications des femmes, à titres d'individus ou de collectivité.

## 5.3 Conditions individuelles

Les conditions structurelles qui viennent d'être explorées ont permis de dégager quelques tendances macrosociales par rapport à la situation des Cachemiries en ce qui a trait au processus d'*empowerment* et de mobilisation des femmes au niveau collectif. En détaillant ces quelques constats structurels et en démontrant certaines évolutions et transformations en cours ainsi que les gains et les pertes qui en sont issus, nous avons pu saisir certains indicateurs relatifs à l'orientation du processus collectif d'acquisition du pouvoir de choisir et d'agir des femmes cachemiries. Ces diverses considérations ont également permis de mieux comprendre le contexte au sein duquel s'inscrivent les femmes ayant participé à cette recherche. La présente section s'attache à exposer différents facteurs qui encouragent et d'autres qui inhibent le processus d'*empowerment* individuel des femmes ainsi que leur propension à se mobiliser individuellement et collectivement. Rappelons que les données discutées ci-après sont issues d'entrevues individuelles conduites auprès d'un échantillon relativement homogène de femmes cachemiries qui ne prétend à aucune représentativité par rapport à la réalité des femmes du Cachemire. À la lumière des conditions structurelles caractéristiques du contexte cachemiri qui ont été présentées dans la section précédente, nous analyserons les différents obstacles et leviers rencontrés par les femmes enquêtées à travers leur cheminement de vie.

### 5.3.1 Obstacles à l'*empowerment* et à la mobilisation

Les narratifs des femmes enquêtées témoignent de maints obstacles croisés à divers moments dans leur parcours de vie. Ceux-ci apparaissement principalement issus du contexte socioculturel ainsi que de la situation de conflit qui ont tous deux généré de multiples effets sur la société en générale et sur la situation sociale et les conditions de vie des femmes en particulier. Nous présenterons ici certains de ces défis et difficultés ainsi que leur impact sur la capacité de choisir et d'agir des répondantes. Les données analysées ont été rassemblées sous cinq thèmes: la violence et l'insécurité, la vie après le mariage, la pression et la stigmatisation sociales, la trajectoire professionnelle et les rapports entre femmes.

*La violence et insécurité*

Depuis les années 90, le conflit armé et la situation d'occupation militaire ont engendré de nombreux effets négatifs sur la situation des femmes enquêtées et, plus particulièrement, sur leur processus d'*empowerment* et de mobilisation individuelle et collective. Ces effets varient en fonction de divers facteurs identitaires dont l'âge, le milieu d'origine et la zone de résidence.

Plusieurs participantes ont confié avoir été menacées, harcelées ou agressées par les forces de sécurité indienne ou par les militants depuis les années 90 jusqu'à aujourd'hui. De fait, plus leur visibilité et leur action politique - allant à l'encontre des intérêts de l'État ou de certains acteurs puissants - étaient importantes dans la sphère publique, plus la violence et l'insécurité semblent avoir été présentes dans leur vie. Parmi les répondantes, les quelques femmes de milieux socioéconomiques moins favorisés apparaissent aussi plus enclines aux violences et aux menaces. À cet effet, l'une des enquêtées dont le mari a été assassiné et qui, depuis, cherche à obtenir justice, dit avoir reçu plusieurs appels et messages la menaçant ou menaçant la vie de ses enfants pour qu'elle cesse ses démarches judiciaires et ses campagnes de dénonciation. Une autre répondante qui a vu deux de ses collègues – toutes deux membres de l'organisation qu'elle a fondée – être assassinées juste après la création de l'organisme au début des années 90. Cette même enquêtée a également déclaré avoir reçu des menaces la sommant de cesser ses activités mobilisatrices. Aussi, la participante active politiquement et ancienne membre-fondatrice d'un parti indépendantiste dit avoir été victime d'un complot politique qui a mené à son emprisonnement et à des séances de torture. Outre ces cas plus extrêmes, quelque soit leur milieu d'origine, toutes les participantes ont été exposées à des scènes de violence ou ont elles-mêmes été victimes de harcèlement ou d'agressions. Dans certains cas, des participantes affirment que ces évènements ont mené à des traumatismes, un sentiment d'insécurité et de peur constant ainsi qu'à des épisodes dépressifs qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. L'une d'entre elles,

qui avait dix ans lors des premiers soulèvements armés et qui a donc grandi dans un contexte de violence et d'insécurité raconte :

> *It has really impacted my life... I had a narrow escape from death.I experienced an explosion...It was such an horrible experience for me... I have not slept for nights. You know death kills you once, but fear of death kills you thousands times in a day. (...) It is so difficult to live in such a fear. I am a very fearful person and I think this is one of the reasons. Because throughout my childhood, I have seen only fear fear and fear...*
> (Participante I)

Par ailleurs, à l'instar de ce qui a été soulevé en ce qui a trait aux pertes et contraintes issues de la violence et de l'insécurité inhérentes au conflit armé, la majorité des participantes affirment avoir personnellement vécu des restrictions sur leur mobilité. Dans certains cas, ces restrictions étaient issues de leur propre volonté (par exemple en refusant de sortir de la maison par crainte d'être harcelées ou agressées) tandis que dans d'autres cas, elles leur étaient imposées (par les couvre-feux, les grèves générales, par leur famille ou leur belle-famille). L'une d'entre elles se souvient des années 90 :

> *The security forces coming by night, staring at you all the time on the roads, stopping you, harassing you... That was the biggest torture once you come out. At that point of time I don't blame anybody who would prevent their sons and daughters to go out of their houses. In that kind of atmosphere you don't feel free to walk... So it was very difficult at that point of time.* (Do you feel it is the same now?) *Yes it is.. of course it is, but not on the same scale. Now the oppression is more subtle... it's more like under the table... but that time, during the 90s, it was completely open...*
> (Participante A)

Pour sa part, une autre participante, âgée de seize ans lors de l'éclatement des hostilités armées, affirme avoir pu personnellement observer les transformations radicales apportées par le conflit puisque celles-ci contrastaient nettement avec sa personnalité, son mode de vie et son sentiment général d'avant-guerre.

> *There has been drastic change in all aspects of my life... in10th grade, I was 16 years old, I was such an easy going girl, carefree, I felt freedom of thoughts and expression.. I could come home late at night, go to public gardens and various tourist spots. Everything was going so well... Even my parents were relax, cool, actually everybody was...* (Participante J)

### *La vie après le mariage*

En outre, plusieurs participantes reconnaissent avoir rencontré des obstacles après leur passage à la vie maritale. Rappelons que le système de mariage cachemiri est fondé sur la patrilocalité, c'est-à-dire que traditionnellement, la nouvelle épouse quitte son foyer d'origine et intègre la famille de son mari. Ce passage engage des changements majeurs

dans la vie de la jeune femme à qui l'on exige dès lors de laisser dernière elle tout ce qu'elle connaît (son domicile, tous ses vêtements, ses accessoires, etc.) ainsi que toutes ses façons de faire (le ménage, la vaisselle, la cuisine, etc.). Autrement dit, on exige qu'elle abandonne son identité antérieure pour que celle-ci soit « refaçonnée » par son nouveau milieu de vie et, surtout, par son mari. Elle doit intégrer un espace où les règles sont différentes et où l'on s'attend, le plus souvent, à ce qu'elle se conforme à ce nouvel environnement sans mot dire. À cet égard, l'une des participantes témoigne :

> *You have to conform... if you don't then it ends in a disaster in the new family unit and if you do conform, it ends in a personal, an individual disaster. Like an internalized violence against yourself. So that's tough, for me it was really tough.* (Participante B)

Pour ces femmes, le processus de construction d'une identité et d'une individualité propres semble ainsi contraint par les ajustements inhérents aux nouvelles configurations du milieu familial auquel elles doivent se fondre. On pourrait suggérer que, pour ces femmes qui proviennent de milieux familiaux favorisant généralement le développement individuel et personnel ainsi que la liberté d'être et de penser[70], il peut s'avérer particulièrement complexe de se conformer à des exigences nouvelles tout en régressant dans le processus d'affirmation de soi. Or, en plus de l'adaptation nécessaire à la nouvelle cellule familiale, plusieurs femmes ont souligné les restrictions auxquelles elles ont dû faire face concernant leur accès à l'extérieur, leurs heures de rentrée, la possibilité de travailler ou non et le domaine professionnel choisi ainsi que la possibilité de poursuivre des études et de voyager dans le cadre du travail. À titre d'illustration, l'une des répondantes relate son expérience : « *Definitely, my husband, my in-laws they said "no, you cannot go into the active media, but you can join teaching or a 10am to 4pm job"* » (Participante A). Selon certaines enquêtées et comme le démontre l'extrait suivant, ces obstacles et restrictions proviennent parfois davantage des femmes que des hommes de la belle-famille, particulièrement de la belle-mère, puisque c'est souvent avec elle que la femme entretient le plus de contact.

> *I think obstacles come from both men and women. But in our traditional family structure, we are more in contact with the women of the family, because men are usually out, so obviously it becomes women against women (...) There is a specific mentality, the women will have it, the men will have it, like the same in the family. It is just that you are more in contact with the face of the family, which is the women.* (Participante J)

Malgré les obstacles rencontrés, à l'instar des propos tenus dans l'extrait suivant, plusieurs participantes affirment avoir su obtenir l'appui de leur mari et/ou négocier leur place au

[70] Cet aspect sera abordé dans la partie « caractéristiques individuelles » de la section « Leviers à l'*empowerment* et à la mobilisation.

sein de leur belle-famille. En outre, quelques participantes ont décidé de quitter la résidence de leur belle-famille pour s'établir dans une nouvelle demeure avec leur mari et leurs enfants.

> *My life changed a lot after marriage because my father-in-law was a very strict man even though he had an important position at a university. He did not want his daughter-in-law to go out, to talk to people. But I did manage to do my things on my own, with the support of my husband. I had lived in a joint family system for nearly 14 years when I finally moved to my own house which I had constructed with my husband, but mostly with my contribution. Ever since I have moved out from my in-laws house I have been able to do a lot of things.* (Participante K)

***La pression des normes et des attentes sociales***

Un autre facteur qui semble contraindre le processus d'*empowerment* des femmes relève des normes et conventions sociales relatives aux comportements et attitudes attendus de la part des femmes. En effet, ces diktats et leurs effets apparaissent dans plusieurs entrevues conduites auprès des participantes. À titre d'exemple, l'une d'elles soutient que, dans la société cachemirie, on attend des filles et des femmes qu'elles soient passives, silencieuses et qu'elles se soumettent plutôt que de réagir et de prendre la parole. Selon l'idéologie de genre en place, ces caractéristiques favoriseraient entre autres l'intégration (ou l'assimilation) des femmes au sein de la famille de leur époux après le mariage. Une autre répondante ajoute : « *Women here are expected to be humble, side lined and, most of all, behind men* » (Participante G). Les concepts d' « humilité » et de « modestie » reviennent souvent dans les narratifs des femmes enquêtées.

> *Modesty is like... if you are a girl child, you have to make sure that you behave very decently in front of people, you should not raise your voice, you shouldn't have to wear any clothe which reveals your body parts. That's the way people understand the concept of modesty.* (Participante I)

Les femmes qui vont à l'encontre de ces attentes sociales, qui adoptent des comportements considérés comme « masculins » et qui font fi des normes et des conventions établies font habituellement face à la stigmatisation de la part de leurs pairs et de la société en général. La stigmatisation à l'endroit des femmes qui défient les diktats sociaux prend ainsi souvent la forme de commérages et de médisances au sein du voisinage et de la communauté. Selon certaines participantes, cette tendance trouverait naissance notamment dans l'envie et la jalousie que suscitent les femmes hors-normes.

> *For a woman like me, it is definitely difficult to tolerate people who say that "oh no why is she so outspoken, what does she think of herself, how can she say she has an opinion, who is she, she is a woman..." (...) If you have some kind of success in your life, you raise your voice, definitely you have people who don't like it, they say "she is a woman, it's her duty to work in the kitchen" and all that.* (Participante A)

Dans la société cachemirie qui, rappelons le, est une société conservatrice, tissée très « serrée » (c'est-à-dire où tout le monde se connaît) on dira entre autres que la femme en question ne s'occupe pas bien sa famille, qu'elle reçoit des bénéfices sans réellement travailler, qu'«elles n'ont pas de caractère[71] », qu'elles ne sont pas des « bonnes femmes [72]» ou encore qu'elles ne proviennent pas de « famille respectable ». À cet égard, l'une des enquêtées témoigne :

> *One day a person in a very high position told me: "what are you doing? you know that the females who are doing social work they don't have a good name here..."* (What does it mean, "not to have a good name"?) *He was referring to the females who are on the streets, roaming and going out late at night... in Kashmir people think that these women are not from good families, from respectable family.* (Participante J)

Puisque la stigmatisation et les critiques adressées à l'endroit des femmes rejaillissent sur le statut social et l'honneur de la famille d'origine et, le cas échéant, sur leur mari et leur belle-famille, ces derniers tendent parfois à exercer une pression sur elles en vue de les inciter à se conformer aux attentes et aux diktats sociaux. Cette pression se manifeste notamment par un contrôle sur les activités menées par la femme concernée ainsi que sur une restriction de sa mobilité. En effet, tel que mentionné plus tôt, plusieurs enquêtées ont mentionné rencontrer ou avoir rencontré par le passé des contraintes quant aux heures passées à l'extérieur de la maison. De fait, il est généralement attendu pour une femme cachemirie qu'elle soit rentrée à la maison aux environs de 17h, ce qui représente souvent un obstacle à la poursuite d'engagement professionnel ou social. À cet égard, une participante soutient que :

> *As a female, it is not easy to be in social work here... this is a very conservative society. You know, sometimes I reach my home at 8pm, sometimes even at 9pm, even my mother tells me that it doesn't look nice... she says she knows who I am, and the kind of work that I am doing, but the society doesn't allow women to be out until late. So there are family implications, definitely.* (Participante J)

Toujours en ce qui a trait à la pression et aux attentes sociales, il est intéressant de noter la nuance apportée par plusieurs participantes quant aux femmes accédant aux hautes sphères en politique ou à d'autres positions professionnelles hiérarchiquement élevées. L'une d'entre elles le résume ainsi : « *At first, they will say that she is not a good woman... but once she reaches high sphere then she will definitely be respected* » (Participante C). Une répondante évoque quant à elle sa propre expérience en affirmant qu'avec le temps, les

[71] « To be caractered » est une expression cachemirie couramment employée pour désigner une femme qui répond aux attentes sociales et à l'idéologie de genre en place. Autrement dit, dans la société cachemirie, on attend généralement d'une femme « caractered » qu'elle soit soumise ou passive, qu'elle ne parle pas trop fort, qu'elle n'attire pas l'attention en public, etc.

[72] Traduction libre de « good women » tirées de certaines entrevues avec les participantes.

gens changent d'opinion et tendent à accepter les comportements préalablement perçus comme déviants.

> *See people will talk about me, they will say: "oh look, she doesn't cover her hair, she is liberal, she talks to men very freely, she doesn't care, she goes home with men around... She is seen more with men, not much with women", etc. This is a very closed society... Ultimately they draw their own conclusion: "I don't know whether she is caractered... why is she in contact with so many men? How can she be so liberal?" It takes time but they finally realise that I live on my own terms and conditions. But it takes time...* (Participante A)

À l'instar de ce qui sera détaillé dans la section portant sur les leviers à *l'empowerment,* l'une des caractéristiques propres à l'ensemble des participantes de l'étude est leur capacité, dans une certaine mesure, à faire fi de la pression sociale et à agir sans trop se soucier des commérages et de la stigmatisation dont elles peuvent faire l'objet. Cette tendance souligne leur résilience et leur capacité à faire face aux obstacles imposés par leur communauté.

> *In Kashmir, for a woman to be alone... it creates different kind of problems, it puts a question mark on you... But if you are sincere and confident you will be a good trooper and you will face the world. Maybe it will be with the support of people around but it much depends on yourself... On how you are able to face the world.* (Participante N)

***La trajectoire professionnelle***

Dans un autre ordre d'idées, l'un des aspects qui tend à contraindre l'accès des femmes à une carrière professionnelle et, ce faisant, à l'indépendance financière et au développement de compétences, provient du découragement provenant de leur entourage personnel, académique et professionnel. En effet, les trajectoires de plusieurs participantes apparaissent avoir été entravées (vainement ou avec succès) par des commentaires négatifs et démotivants de leurs pairs et ce, particulièrement lorsqu'il était question de carrière dans des sphères traditionnellement masculines.

> *My teachers at the University they used to tell me: "You know you should consider a teaching career because after marriage you will not be able to do this journalism". It was their way of discouraging me. They were telling me : "Tomorrow your husband, your mother-in-law, they will not allow you to do it". (...) Then, when I was about to join the field there was not much encouragement neither. In fact, I was discouraged, by people directly or indirectly connected to this field, by saying:"Oh you are a woman, you can't do it... being in journalism you can't do much, you will have to rub shoulder with men, can you do it?" Once a man told me: "It's not a women's cup of tea. It's better you do some teaching and all that". So I don't have many examples of support and encouragement in the field.* (Participante F)

Comme le démontre l'extrait précédent, des professeurs et/ou des collègues de travail soutenaient qu'ils seraient trop difficile pour une femme de concilier les responsabilités inhérentes au travail et à la famille et que certains secteurs sont inadéquats pour les femmes pour des raisons de sécurité ou de capacités.

La discrimination et les préjugés fondés sur le genre se présentent ainsi comme des entraves indéniables à l'accès, à l'exercice et à la progression des femmes dans le marché de l'emploi et ce, particulièrement lorsque le milieu professionnel est traditionnellement dominé par des hommes. À cet égard, une enquêtée mentionne la sensation de stagnation qu'elle vit au travail depuis plusieurs années et qui pourrait être mise en parallèle avec le concept occidental de plafond de verre. Dans le même ordre d'idées, quelques participantes, dont une qui évolue dans le domaine du journalisme, soulignent notamment le traitement préférentiel réservé aux hommes dans son corps de métier.

> *Seniors prefer to send men to certain assignments, not women. And I believe it is probably common at many work places. Conflict is one of the reasons; security is certainly another reason. But those reasons can be justified if they want to send you out of the city, to remote areas on assignment.... But even in the city, the big and the major assignments were often given to men, women were always second class. It remains the case today.* (Participante G)

En outre, plusieurs participantes ont mentionné la difficulté à obtenir le respect et la reconnaissance ainsi qu'à être prise au sérieux par certains hommes dans leur milieu professionnel. De la même façon, il a été souligné par diverses répondantes que, souvent, une faute professionnelle est aussitôt attribuée au genre lorsque l'individu est une femme. À cette effet, une journaliste témoigne :

> *If your story is a hit, nobody will talk about you. But if there is something wrong in the story then everybody will... and the first thing they will say will be... "oh woman... she is a woman". Being a woman is the very first factor they will mention. They will not take it as a story, as a profession, they will say "look, she is a woman, she can't do it".* (Participante F)

### *Les femmes elles-mêmes*

Selon certaines enquêtées, une autre contrainte à l'émergence des femmes dans les secteurs traditionnellement masculins et dans le milieu de l' « activisme » sociopolitique relèverait des femmes elles-mêmes, d'un point de vue intrinsèque, d'une part, et quant aux relations de pouvoir existant entre les divers groupes de femmes au sein de la société[73], d'autre part. En effet, quelques caractéristiques individuelles telles que le manque de confiance en soi,

[73] Ce dernier aspect a été peu abordé par les participantes au cours des entrevues. Il aurait toutefois été très intéressant d'obtenir davantage d'informations à cet égard dans la mesure où la nature des rapports entre les femmes constitue un aspect fondamental de l'analyse des relations de pouvoirs (en termes de privilèges et de situation d'oppression) au sein d'une société. Cela permet, en outre, de mieux saisir et illustrer la pluralité et la diversité des expériences vécues par les femmes.

de débrouillardise, d'autonomie, de persévérance et de motivation à agir et à travailler constitueraient des obstacles intrinsèques importants chez certaines femmes. À cet égard, une participante qui travaille en journalisme souligne quelques-uns de ces aspects.

> *For me, the major factor why they are not that many women in this field is... women themselves. If you come out, and you work, you can change the opinion of the people around you. If you live with the first opinion, then nothing will change, nothing is going to happen. Nothing will come to you easily. Especially in those fields where there are no women.* (Participante F)

De plus, l'autre aspect probant soulevé par quelques participantes renvoie au manque de solidarité ainsi qu'à l'envie et à la jalousie dont font preuve certaines femmes face à leurs consoeurs dont les comportements sortent de la norme ou des conventions établies et/ou qui réussissent bien dans la sphère professionnelle. L'une des participantes affirme même préférer travailler avec des hommes plutôt qu'avec des femmes « *(...) because of jealousy... Women they want to be best. They still have to accept others as leaders and as a boss, and to accept that there are better women than them* » (Participante I). Ce dernier facteur apparaît également lié au phénomène de stigmatisation par les pairs dont nous avons discuté précédemment. En effet, la pression et la stigmatisation sociales ainsi que la rigidité inhérente à la hiérarchie sociale caractéristique de la société cachemirie semblent diviser les femmes dans leurs efforts de mobilisation et de revendications sociopolitiques. À cet égard, l'une des enquêtées raconte :

> *Even if you look at last year protests, most of the women who protested belonged to low socio-economic class and maybe to lower-middle class. Did you see, elite class, doctors, professors... see our college it's huge, more than 7000 people and 150 faculties... but none of the faculty members will be there on the streets protesting...* (Why?) *Because of security and also because of social stigma... People think like "if I am seen on the street protesting, then what will happen to my family? To me? To my daughters?... To my people?". In my opinion, social stigma plays a bigger factor than the safety and security issues. Kashmir is a very small place, people are closely related to each other, everybody knows everybody, and they know each other's family history, so people would say... "Look at this woman, she belongs to such a good family and now she is on the streets doing all this..."* (Participante K)

***Synthèse de la section***

Selon les discours tenus par les répondantes, les principaux obstacles qu'elles ont rencontrés au cours de leur vie semblent davantage relever du contexte socioculturel que de la situation de conflit en tant que telle. Comme en témoigne un rapport publié par Médecins sans frontières (2006), on peut supposer que la réalité des femmes cachemiries provenant de milieux socioéconomiques moins favorisés, vivant en milieu rural et détenant un plus faible niveau de pouvoir social (en termes d'éducation et de position

professionnelle) est probablement beaucoup plus marquée par la situation d'insécurité et de violence. En ce qui a trait aux répondantes de cette étude, outre les menaces et les violences dont elles ont été victimes ou témoins ainsi que les restrictions sur leur mobilité (également imposées pour des questions d'honneur et de réputation de la famille et du mari), les difficultés mentionnées s'inscrivent davantage dans les sphères domestique, socioculturelle et professionnelle. Ainsi, nous avons notamment vu que le passage à la vie maritale tend à forcer les femmes à abandonner une part de leur identité individuelle pour se conformer à leur nouveau rôle et statut social en tant qu'épouse et belle-fille. En cela, on constate un recul indéniable de leur affirmation, de leur estime de soi et donc de leur *empowerment* individuel.

En outre, il a été démontré que les attentes et conventions sociales à l'égard des femmes les encouragent à être passives, silencieuses, soumises et plutôt effacées dans la sphère publique. Il apparaît ainsi évident que ces diktats sociétaux ainsi que la stigmatisation sociale sanctionnant les comportements « déviants », constituent des obstacles importants au développement individuel et à la capacité de choisir et d'agir des femmes cachemiries. Nous avons également pu constater que le découragement de la part de l'entourage et la discrimination fondée sur le genre (dont le traitement préférentiel réservé aux hommes) constituent des défis notables dans le cheminement professionnel de certaines femmes. Finalement, les rapports de pouvoir entre les femmes, qui apparaissent entre autres caractérisés par la rigidité hiérarchique propre à la société cachemirie, sont parfois marqués par la jalousie et l'envie ainsi que par une solidarité limitée à certains groupes sociaux. Ce dernier aspect exerce un effet indéniable sur la propension des femmes à se mobiliser collectivement dans une visée commune de changement social qui serait bénéfique aux femmes cachemiries en général.

### 5.3.2 Leviers à l'*empowerment* et à la mobilisation

Maints leviers peuvent être décelés dans le positionnement social et la trajectoire personnelle des femmes enquêtées quant à leur capacité de choisir et d'agir individuellement et collectivement. Ceux-ci peuvent être regroupés selon quatre grandes dimensions : les caractéristiques individuelles, le milieu familial, les études supérieures et les expériences à l'étranger ainsi que l'emploi et l'indépendance financière.

#### *Les caractéristiques individuelles*

Plusieurs caractéristiques psychologiques et psychosociales en lien avec la capacité de choisir et d'agir apparaissent de façon directe (par l'autodéfinition) ou indirecte (à travers le discours sur les pratiques) dans les narratifs des participantes. Au niveau individuel, on constate que la plupart des enquêtées présentent une personnalité forte (plusieurs se définissent comme *« bold »)* et affirment être conscientes de qui elles sont, de leurs forces

et capacités ainsi que de leurs faiblesses. De plus, plusieurs mentionnent disposer d'une voix forte (au sens figuré) et être à même d'émettre des opinions et ce, même si elles vont à l'encontre de celles d'autrui. Comme le suggère l'extrait suivant, cet aspect semble constituer un élément central de l'autodéfinition chez certaines d'entre elles :

> *I have my own opinion on things and that is the most important thing. You may agree or disagree with my point of view, that is fine! This is how I have become an individual and how I have pushed myself forward. (Participante A)*

Dans le même ordre d'idées, tel qu'évoqué dans la section précédente, la quasi-totalité des enquêtées soulèvent la question de la résilience et d'une certaine indifférence face aux jugements d'autrui, aux commérages et à la stigmatisation par leurs pairs. Entre autres exemples, plusieurs participantes affirment ne pas se soucier, dans une certaine mesure, de ce que les autres pensent d'elles. Certaines démontrent aussi une approche critique face aux désaccords ou aux commentaires négatifs qui leur sont adressés :

> *What I perceive, what I think, is what I speak. I don't care what people think about me, I am an individual. I appreciate people who disagree but the disagreement should be substantial. It should not be just for the sake of it, or just because I am a woman.* (Participante G)

Par ailleurs, l'indépendance, la détermination et la persévérance face aux obstacles ainsi que la capacité à percevoir ces derniers comme des défis plutôt que comme des entraves insurmontables apparaissent également de façon récurrente dans les discours des participantes et ce, quels que soient leur âge et leur milieu d'origine. De façon similaire, en dépit des épisodes de violences sociales et politiques dont elles affirment toutes avoir été témoins et/ou victimes à différents moments de leur vie, plusieurs enquêtées disent se sentir courageuses et peu craintives face aux dangers potentiels. C'est notamment le cas de l'activiste politique, emprisonnée pendant plusieurs années, ainsi que celui des deux enquêtées qui se sont mobilisées après la disparition d'un être cher. Toutes trois affirment se battre pour la justice et n'avoir plus « rien à perdre ». Ces femmes démontrent une grande résilience quant aux épreuves qu'elles ont connues par le passé et face aux menaces et risques auxquels elles s'exposent encore aujourd'hui.

On dénote également des dimensions relationnelles et sociales quant aux composantes d'*empowerment* présentées par les participantes. D'abord, plusieurs femmes soulignent leur capacité à maintenir de bonnes relations avec les autres malgré la jalousie et l'envie dont elles sont parfois l'objet. En outre, si seules quelques enquêtées s'autodéfinissent comme des leaders, toutes arborent des caractéristiques pouvant être attribuées au leadership. Le pouvoir de conviction, la capacité à négocier, l'influence sur les pairs (dont la capacité à changer l'opinion des autres par rapport à soi) et le fait d'être perçue comme un modèle par l'entourage en sont quelques exemples. Dans plusieurs cas, ces

caractéristiques sont considérées par les participantes comme innées ou comme ayant « toujours été présentes » dans leur vie.

> *I have always wanted to become a leader... I was captain in my school in 10th grade, college captain in my final year and even in my masters I have been very active.* (Participante K)

> *I don't know if it is inherited, because when I was in school my teachers used to choose me for various duties, like maintaining the class discipline , I was even the head girl of one of the houses, and I was the class representative in the university. So I guess somewhere that leadership has been inherited.* (Participante H)

Les extraits précédents mettent en exergue deux caractéristiques qui semblent être le propre de toutes les femmes enquêtées : la proactivité et le dynamisme dans la mise en œuvre d'initiatives. En outre, on observe chez la plupart des participantes la conviction profonde de pouvoir faire une différence dans leur propre vie et dans la société et, de fait, une volonté affirmée d'apporter leur contribution à la société. Dans le même ordre d'idées, plusieurs femmes mentionnent leur volonté d'être « différentes des autres » et de laisser une marque dans leur domaine respectif en posant les jalons d'un avenir meilleur pour leur communauté et notamment pour les autres femmes.

### *Le milieu familial*

En ce qui a trait au milieu familial, divers aspects apparaissent décisifs dans la trajectoire des femmes. À cet effet, l'un des leviers émergeant des entretiens réalisés consiste en le soutien et l'encouragement reçus de la part de leur famille d'origine, avant leur mariage, puis de la part de leur époux et de la belle-famille. Effectivement, toutes les femmes enquêtées évoquent à un moment ou l'autre l'environnement familial chaleureux et l'appui parental dont elles ont bénéficié et qui auraient joué un rôle déterminant tout au long de leur parcours. Ce soutien s'est manifesté de diverses façons, que ce soit par l'encouragement à poursuivre des études ou une carrière dans un domaine traditionnellement masculin ou encore en les aidant à s'occuper des enfants en bas âge pour leur permettre de travailler. À cet égard, l'une des participantes raconte :

> *It's after many years of marriage, after my daughters were born that I decided to do a PhD. My husband supported me, and so did my parents. I kept my young daughter with my mother and my elder daughter stayed with my husband. He sent her to school and he did everything. I also travelled to Jammu often. He never objected and he should not have: I wasn't going to take it and he knew it.* (Participante K)

Un autre facteur qui semble déterminant dans le parcours des enquêtées est le fait que, pour la plupart d'entre elles, la socialisation au sein de la structure familiale et l'éducation prônée par leurs parents favorisaient la construction de leur individualité, soit le

développement d'une personnalité et d'opinions propres. Comme le mentionne quelques participantes, leur milieu familial d'origine leur a permis de grandir en tant que personne, en tant qu'être humain, en leur donnant l'espace nécessaire pour devenir qui elles sont aujourd'hui.

> *My parents always told me that I was an individual. The environment I was brought up in was the biggest and the most defining part of my life. Because I didn't end up only as an educated person but it made me an individual, in my own way. That made me an outspoken person: If I had something to say, I would speak out, without fear of offending anyone. I expressed what I felt. If I agree with a person I will say I agree, and if I don't I'll say that I am sorry but that I don't agree with this opinion. That was given by my family's education: the right to disagree, to express a dissent. I was taught that if you feel uncomfortable with other person's idea, you may be right or wrong, but you have the right to disagree and to express it. That was my basic education and it helped me a lot to become a person.* (Participante A)

Cet extrait démontre efficacement l'impact positif d'un milieu familial d'origine qui promeut la construction d'une identité individuelle allant au-delà de l'éducation traditionnelle cachemirie et des diktats y étant rattachés. Aussi, de la même façon que pour la participante précitée, la plupart des enquêtées ont affirmé provenir d'un milieu familial au sein duquel elles ont pu jouir d'un espace pour s'exprimer en toute liberté. L'ouverture à la discussion, les occasions de débats et le droit d'être en désaccord et de présenter une opinion divergente semble avoir permis à certaines d'entre elles de développer leur personnalité, leurs visions du monde et leur capacité à argumenter tout en leur permettant de renforcer leur conscience de soi et leur conscience critique. En outre, la plupart des participantes ont souligné le caractère égalitaire du traitement réservé aux enfants - garçons et filles – au sein de leur famille et, plus généralement, la façon non discriminatoire d'être élevée en tant que fille ainsi que les conditions et opportunités équitables dont elles ont bénéficié. Les citations suivantes illustrent bien le fait qu'une approche et un traitement égalitaire semblent constituer un levier déterminant dans le parcours des femmes enquêtées.

> *Just because we were sisters, we had no brother... so we were brought up like that... like we used to do the work of a boy and a girl. Our parents never made us feel that because we were girls, we could not go out or do things that are reserved to boys.* (Participante H)

> *In fact after two daughters, my brother was born. My parents were craving for a son. But then, we never faced any kind of discrimination. Actually, my brother was the one who did most of the work at home. We had a servant but my brother would wash his own clothes. We never felt that he had any superiority as the only son in the family.* (Participante N)

> *For my family it was equally important to give girls education as it was for boys. It was in my family structure.* (Participante G)

Le dernier facteur relatif au milieu familial qui semble avoir constitué un levier probant quant au processus d'*empowerment* de certaines des femmes enquêtées est le modèle parental présent au sein de la famille. Dans la plupart des cas, l'un ou les deux parents sont présentés par les participantes comme des gens « progressistes », c'est-à-dire des gens qui agissent sans se soumettre systématiquement aux façons de faire et de penser propres à la tradition, aux idéologies de genre, aux normes et conventions sociales ainsi qu'aux prescriptions religieuses.

> *My father is a very progressive and liberal man. And so is my mother. She studied after marriage, she obtained her bachelor and master's degree in education. She did all that after we were born. My father is very liberal. We never had any restriction on what we wore. He always wanted us to have very short hair because otherwise, with long hair, we would look like a typical woman and it could be difficult to walk on the street... I cycled, I swam, did things that were uncommon for girls at that time.* (Participante K)

En outre, contrairement à la tradition, les mères de la majorité des participantes ont exercé (ou exercent toujours) un emploi rémunéré et quelques-unes ont réalisé des études supérieures et ce, parfois même après la naissance des enfants. Certaines d'entre elles travaillaient par ailleurs bénévolement à diverses causes sociales, ce qui semble avoir inspiré la démarche de quelques participantes dans leur propre trajectoire de vie et dans leur engagement sociopolitique. L'attitude de la figure paternelle quant aux rôles et statut de la femme apparaît également comme un aspect décisif. En effet, selon plusieurs participantes, leur père était peu restrictif et, conscient des obstacles que rencontrent les femmes dans la société, il cherchait plutôt à les outiller et à minimiser les contraintes qu'elles pourraient rencontrer. Dans cette perspective, une jeune participante déclare :

> *The only apprehension of my father was whether I'll be able to get a job, to empower myself, or not. Because he wanted me to be empowered and he thought that it would not happen if I was dependant on my parents or if I was sitting at home.* (Participante H)

***Les études supérieures et les expériences à l'étranger***

La quasi totalité des répondantes ont effectué des études supérieures (du premier cycle jusqu'au doctorat) et la plupart d'entre elles ont déclaré avoir eu la chance de vivre des expériences de travail et d'études à l'étranger. Ces paramètres semblent avoir eu un impact fort positif - et décisif dans certains cas - sur le parcours de ces femmes.

En premier lieu, cela leur a permis de développer leur confiance en soi ainsi que diverses aptitudes, comme le soulignaient l'une des enquêtées qui a réalisé une maîtrise en droits humains : *"It brought me more into oration, conversation, discussion and debates, so that*

*I could develop different range of skills as well as my self confidence"* (Participante I). Ces expériences semblent par ailleurs avoir favorisé une prise de conscience de leurs propres capacités par l'acquisition de nouvelles connaissances et par le développement d'un regard nouveau sur elle-même et sur le monde. Par rapport à son premier séjour à l'extérieur du Cachemire, au cours d'un atelier d'une semaine dans le Sud de l'Inde, une participante dit avoir été transformée par l'expérience : *"I discovered myself there, I really did. I didn't know before that I could do all this"* (Participante B). On remarque également que les études et les expériences en contexte différent de celui du Cachemire ont permis une prise de conscience sociopolitique quant à la réalité cachemirie ainsi que le développement d'une volonté d'apporter des changements. En effet, comme le souligne l'une des participantes :

> *After studying Humanities, Law and Peace and Conflict in Delhi I came back to Kashmir and it was kind of a frustrating because I felt that nothing was happening here. Human rights were just in the books... So I have felt a pull from inside... I had an oportunity abroad, and I felt that I had to come back to Kashmir to contribute as much as possible to my society.* (Participante C)

En second lieu, plusieurs participantes ont affirmé avoir été encouragées et inspirées par des professeurs et par d'autres étudiants côtoyés au cours de leur parcours académique ou leur séjour à l'étranger, ce qui, pour certaines, semble avoir encouragé leur engagement et leur mobilisation dans leur communauté.

> *It's not that I was born with this burning desire to change the world... I got this chance to go to Costa Rica for my studies. When I was there I met so many different people... some of them were impressive driving forces... and I realised how much work they were doing and I felt that I really hadn't done anything at all and that I was wasting my life. I decided then that I had to do something to contribute in some ways.* (Participante B)

Finalement, la réalisation d'études supérieures est perçue par les plus jeunes enquêtées comme un atout pour la négociation pré-maritale et pour le choix du mari. En effet, tel que mentionné précédemment, en plus de reculer l'âge au mariage, le fait de poursuivre des études universitaires tend à élever le statut social et permet ainsi aux jeunes femmes de présenter une certaine valeur ajoutée sur le marché du mariage. Aussi, tel qu'il a été discuté dans la section portant sur les conditions structurelles de l'*empowerment* des femmes, les études supérieures – et les positions de pouvoir auxquelles elles permettent d'accéder – semblent considérées par certaines répondantes comme une forme de protection sociale contre la violence et le viol. En effet, comme le suggère l'extrait suivant, puisqu'elles permettent d'hisser l'individu dans la hiérarchie sociale, les études supérieures tendent à être perçues comme un levier d'*empowerment* et, de la même façon, comme un facteur permettant de diminuer la vulnérabilité en se prémunissant socialement contre les violences.

*Because my chastity is threatened, I should be a police, I should be somebody with power... because then, people will respect you, otherwise people take you for granted. Judges, doctors and lawyers won't be raped as often as any ordinary woman would be. So when it affects your chastity then you start looking for ways out to secure it. I know many people who say that they want to secure themselves so they need to elevate themselves to a position where they can be safe. A position where people will be scared of them and where people with bad intentions will not even dare to think of... I know that being an ordinary woman I am not safe, so what am I suppose to do? Go for higher education, be independent, be powerful, obtain a social status.* (Participante I)

### *L'emploi et l'indépendance financière*

Certains leviers peuvent être dégagés dans la trajectoire des enquêtées eu égard à leur carrière professionnelle. D'abord, en plus des aptitudes pratiques développées dans le cadre du travail, les ressources financières issues de leur emploi semblent avoir une incidence décisive sur leur confiance en soi, sur leur pouvoir d'agir et sur leur liberté de mouvement en leur permettant, par exemple, de s'acheter une voiture et, dans certains cas, de se construire une maison pour pouvoir quitter la résidence de leur belle-famille et vivre en toute indépendance. Rappelons néanmoins que le pouvoir décisionnel sur l'utilisation des ressources est parfois limité par la belle-famille ou le mari qui exigent un droit de regard et de gestion sur celles-ci. Il en va de même pour le phénomène de la « façade d'*empowerment* » qui a été décrit précédemment. Une femme peut occuper un emploi socialement valorisé et élevé dans la hiérarchie sociale et y exercer certains pouvoirs sans pour autant détenir de réel pouvoir décisionnel dans la sphère domestique que ce soit au sein de sa famille ou de sa belle-famille. En outre, à l'instar de ce qui a été mentionné par rapport aux études supérieures, un statut professionnel élevé peut être perçu comme un facteur de protection contre les violences dans la sphère publique en ce qu'il contribue à accroître le pouvoir d'un individu au sein de la société et aux yeux d'autrui. Enfin, un autre aspect qui semble favoriser *l'empowerment* et la mobilisation des femmes est leur capacité à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales ainsi que le soutien qu'elles reçoivent de la part de leur époux quant à cette conciliation.

### *Synthèse de la section*

En somme, les leviers qui apparaissent les plus probants dans le parcours et le profil des femmes enquêtées ont été développés et/ou renforcés grâce à leur milieu familial (soutien et encouragement des proches, espace d'expression et de développement d'une individualité, traitement égalitaire des genres au sein de la famille et modèle parental non-traditionnel) ; par leurs expériences d'apprentissage formel et informel (notamment au cours d'études supérieures et de séjours à l'étranger) ; ainsi que par leur trajectoire

professionnelle (acquisition de compétences pratiques et indépendance financière). Ces divers contextes favorables semblent avoir permis à la plupart des femmes participantes d'accroître leur pouvoir de choisir et d'agir, soit leur *empowerment* et leur propension à se mobiliser, en laissant émerger et en consolidant différentes caractéristiques personnelles. De fait, la résilience de plusieurs d'entre elles face aux jugements d'autrui et aux difficultés indique une autonomie, une confiance en soi ainsi qu'une aptitude à se défaire des effets de l'oppression intériorisée qui constituent des composantes essentielles de l'*empowerment* individuel. Ces facteurs apparaissent également déterminants quant à la disposition individuelle à se mobiliser. Aussi, la capacité à concilier leurs différents rôles sociaux, à négocier et à influencer leurs pairs représentent également des leviers indéniables quant à leur pouvoir de choisir et d'agir au niveau relationnel. Enfin, le fait de disposer d'une individualité forte et affirmée (conscience de soi), de comprendre les enjeux sociopolitiques et de vouloir apporter des changements dans la société (conscience critique) apparaissent comme des atouts majeurs à l'*empowerment* et à la mobilisation de ces femmes tant au plan individuel que collectif.

* * * *

# CHAPITRE 6 - DISCUSSION GÉNÉRALE

*Si tu veux construire un bateau,*
*ne rassemble pas tes hommes et femmes pour leur donner des ordres,*
*pour expliquer chaque détail, pour leur dire où trouver chaque chose...*
*Si tu veux construire un bateau,*
*Fais naître dans le cœur de tes hommes et femmes le désir de la mer*

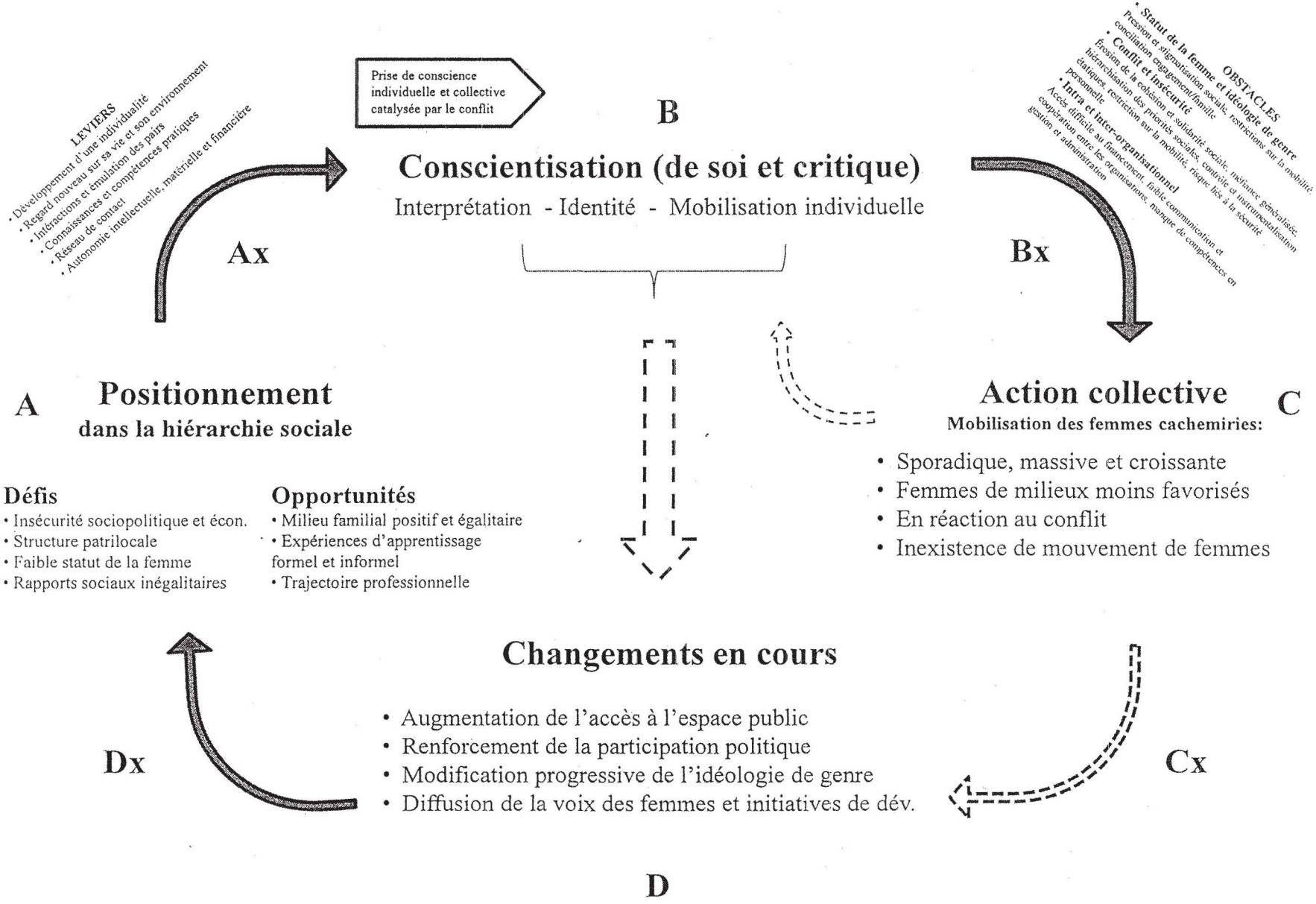
-- Antoine de Saint-Exupéry

À la lumière des données analysées et présentées dans les sections précédentes, il convient maintenant de proposer quelques pistes de réponse à notre question de recherche principale et de vérifier notre hypothèse de départ. Ainsi, cette dernière partie s'attachera à discuter de la nature des liens entre l'*empowerment* et la mobilisation des femmes dans le contexte particulier du Cachemire. À l'instar de ce qui a été énoncé précédemment, la situation des femmes cachemiries se situe au carrefour de deux systèmes d'oppression majeurs, d'une part le système d'occupation militaire et de violence sociopolitique et, d'autre part, le système socioculturel patriarcal conservateur renforcé, à certains égards, par le contexte de conflit. Conséquemment, ces deux aspects contextuels seront envisagés en vue d'illustrer à la fois le développement personnel des participantes à l'étude ainsi que certains changements sociopolitiques liés à la situation collective des femmes dans la société cachemirie. À cette fin, nous utiliserons d'abord le cadre théorique féministe privilégiée par Carr (2003) afin d'évaluer la nature de l'*empowerment* et de la mobilisation des femmes de même que l'orientation des changements en cours. Ensuite, nous emploierons la typologie foucaldienne du pouvoir et la représentation par cercles de pouvoir suggérée par Charlier (2006) en vue de proposer un état des lieux du pouvoir de choisir et d'agir des femmes cachemiries enquêtées ainsi que quelques pistes de réflexion sur la situation collective des femmes dans la région. De façon complémentaire, l'utilisation de ces deux modèles, conçus par leurs auteures pour illustrer le développement de l'*empowerment*, nous permettra d'intégrer le concept de mobilisation tout en démontrant l'interconnectivité et l'interdépendance inhérentes à ces processus. De plus, ces schémas participeront à faire apparaître l'articulation des niveaux individuel et collectif des phénomènes observés. Enfin, nous conclurons en présentant une discussion à partir de notre hypothèse initiale.

## 6.1 Évaluation du processus d'*empowerment* et de mobilisation

Dans le but d'évaluer les processus d'*empowerment* et de mobilisation de même que les liens les unissant, nous explorerons successivement les quatre sous-processus théorisés et schématisés par Carr (2003) : le positionnement, la conscientisation, l'action collective et le changement. Cette appréciation de l'orientation du processus en cours sera réalisée en fonction de l'objectif global d'*empowerment* des femmes qui a été défini précédemment, c'est-à-dire que celles-ci soient les agentes actives de la transformation de leur vie et de leur environnement.

**Figure 5 - Processus d'*empowerment* et de mobilisation des femmes au Cachemire**[74]




[74] Cette figure a été adaptée à partir du schéma conçu par Carr (2003 : 14). Notons que si une certaine linéarité est employée aux fins de la schématisation, celle-ci ne doit pas gommer les dimensions dynamique, cyclique et évolutive du processus et de ses sous-parties.

### 6.1.1 Le positionnement dans la hiérarchie sociale : leviers et obstacles

Cette première phase, le positionnement (voir Figure 5, A), renvoie à l'état du pouvoir détenu par un individu ou par un groupe d'individus au sein de la société (Carr, 2003). Dans le cas qui nous occupe, elle évoque la situation sociale et les conditions de vie des femmes et doit être perçue comme une position dynamique dans la hiérarchie sociale étant donné qu'elle évolue à travers le processus d'*empowerment*. Selon Breton (1989), les principaux facteurs qui balisent et déterminent le positionnement sont d'ordre économique, socioculturel, politique et psychologique.

À cet égard, les défis rencontrés par les Cachemiries relèvent de l'insécurité sociopolitique et économique liée à la situation de conflit et, particulièrement, de certains aspects du contexte socioculturel. En effet, la structure patrilocale ainsi que le statut social de la femme au sein de la société engendrent d'importantes entraves à la construction de l'identité, au développement du pouvoir décisionnel et à la progression des femmes dans la sphère professionnelle. De la même façon, nous avons vu que l'idéologie de genre traditionnelle, qui façonne les comportements et rôles associés aux femmes, contribue à établir des rapports sociaux inégalitaires entre les hommes et les femmes. La discrimination fondée sur le sexe, la stigmatisation sociale et la violence à l'endroit des femmes qui remettent en question ces conventions et diktats culturels en sont quelques manifestations. En outre, nos observations réalisées sur le terrain nous ont permis de constater que la rigidité hiérarchique caractéristique de la société cachemirie tend à diviser les femmes ou, à tout le moins, à limiter la solidarité et la collaboration intergénérationnelles, entre autres, ce qui contribue à nuire à l'ascension collective des femmes au sein de la société.

Par ailleurs, l'analyse du cas particulier des femmes ayant participé à l'étude nous a permis de dégager différents facteurs contributifs à leur situation d'*empowerment* et à leur positionnement dans la hiérarchie sociale. À ce titre, le milieu familial d'origine apparaît comme un élément déterminant et décisif. Les principaux leviers qui y sont rattachés sont le soutien et l'encouragement des proches, l'existence d'un espace d'expression et de développement d'une individualité, le traitement égalitaire des genres et la présence d'un modèle parental progressiste prônant une approche non-traditionnelle. En outre, d'autres leviers - que l'on pourrait qualifier de transitoires puisqu'ils constituent des voies d'accès vers les phases suivantes du processus - peuvent être décelés dans le parcours des enquêtées. Ceux-ci relèvent à la fois des expériences d'apprentissage formel et informel ainsi que de la trajectoire professionnelle des femmes. Dans ces diverses sphères, elles développent un regard nouveau sur leur propre réalité et sur leur environnement, bénéficient des interactions et de l'émulation de leurs pairs, acquièrent et développent des connaissances, des compétences pratiques ainsi qu'un réseau de contact

et voient leur autonomie intellectuelle, matérielle et financière s'accroître (voir Figure 5, Ax). Ces divers leviers semblent aussi avoir largement contribué à la phase subséquente du processus d'*empowerment* théorisée par Carr (2003), c'est-à-dire à la prise de conscience des femmes enquêtées.

### 6.1.2 La conscientisation: au cœur du processus d'*empowerment*

À l'instar de ce qu'a observé Gutiérrez (1994) qui suggère que les évènements stressants de la vie peuvent catalyser le processus d'*empowerment*, la situation de conflit armé au Cachemire semble avoir stimulé la conscientisation individuelle et collective des femmes. Cet aspect représente d'ailleurs l'un des éléments prédominants qui émanent des résultats issus de la recherche. Ainsi, conformément à ce que soutiennent Freire (1970), Gutiérrez (1995), Ninacs (2002) et Charlier (2006), nos observations nous ont permis de constater la prépondérance de cette phase cruciale du processus d'*empowerment* chez les femmes du Cachemire. En effet, notre analyse a mis en exergue le développement accéléré de la conscience critique des femmes à travers le renforcement de leur conscience collective (saisir la composante sociale des problèmes personnels), de leur conscience sociale (comprendre que les problèmes individuels et collectifs sont influencés par la manière dont la société est organisée) ainsi que leur conscience politique (soit l'acceptation d'une responsabilité individuelle pour le changement social).

Pour Carr (2003), la phase de conscientisation du processus d'*empowerment* se divise en trois sous-processus interconnectés : l'interprétation, la construction d'une identité et la mobilisation (voir Figure 5, B). En ce qui a trait au premier sous-processus et dans le cas des femmes cachemiries, on constate que le conflit a permis d'introduire de nouveaux concepts, tels que l'indépendance, l'autodétermination et la liberté, qui ont pu être repris dans les narratifs des femmes et agir ainsi sur leur interprétation du monde et de leur réalité individuelle et collective (Mc Kinnon, 1989). De la même façon, à l'instar de ce que propose de Lauretis (1986), nous avons vu que l'expérience du conflit et son interprétation ont permis de révéler certaines possibilités pour l'action et de stimuler les transformations personnelles.

La construction identitaire apparaît également comme un élément inhérent au processus de conscientisation et, plus généralement, à celui de l'*empowerment*. À la lumière de nos observations et analyses, on remarque que la plupart des enquêtées présente une identité et une individualité fortes ou, en d'autres termes, une conscience de soi, de leur personnalité, de leurs conditions et capacités personnelles et psychosociales. Cet aspect, la conscience de soi, nous apparaît d'ailleurs préalable et complémentaire aux volets collectif, social et politique de la conscience critique théorisés par Freire (1970) et repris par Rappaport (1987) et Ninacs (2002). Or, si les participantes à l'étude font état d'une

identité individuelle relativement assumée et affirmée, il en va différemment pour l'identité collective des femmes cachemiries qui, à notre sens, apparaît peu clamée et revendiquée. De même que l'identité nationale s'est forgée et consolidée en opposition à l'entité oppressive (c'est-à-dire face à l'occupation indienne du territoire) on peut suggérer que la prise de conscience collective, sociale et politique des femmes semble s'être principalement manifestée par rapport à leur identité de *kashmiriyat* plutôt qu'en tant que femmes au sein d'une société dominée par les hommes.

De façon similaire, la mobilisation des femmes cachemiries au cours des dernières décennies semble plutôt s'être érigée face aux affres de la guerre en s'articulant particulièrement autour de leur statut de mère et d'épouse, soit autour de leur rôle nourricier et reproductif au sein de la société. En effet, à l'instar de ce qui a été observé par diverses chercheures dans d'autres contextes de conflit (Byrne, 1996a ; Cockburn, 1999 ; Moser, 2007), les femmes cachemiries ont été très actives face au conflit tant au niveau collectif (leur résistance, leurs manifestations et leurs revendications à travers diverses actions pacifiques, et parfois violentes, en sont quelques illustrations – nous y reviendrons dans la prochaine partie) qu'au niveau individuel. À cet égard, notre étude à permis d'observer l'importance du phénomène de mobilisation individuelle des femmes du Cachemire et de proposer une définition pour ce concept pratiquement inexistant dans la littérature et peu développé de la modélisation de Carr (2003). Ainsi, à la lumière des données issues de notre recherche, nous avons défini la mobilisation individuelle comme un « ensemble de dispositions prises par un individu sur le plan matériel, légal, juridique, économique et/ou politique pour promouvoir ou restaurer la justice, telle que conçue par cet individu ».

En outre, notre démonstration de la centralité de la prise de conscience individuelle et collective chez les femmes du Cachemire, confirme l'idée de Carr (2003) selon laquelle le processus de conscientisation constitue la pierre angulaire de la mobilisation des individus et, éventuellement, de l'action collective pour le changement social. Or, il est intéressant de remarquer que, contrairement à la logique circulaire apportée par Carr (2003) qui présente l'action collective comme phase nécessaire entre la conscientisation et le changement, notre analyse du cas cachemiri démontre que la prise de conscience individuelle et collective peut mener, en elle-même, à des changements de diverses natures aux plans personnel et sociopolitique. Ceux-ci seront détaillés ultérieurement.

### 6.1.3 L'action collective: la mobilisation sociopolitique des Cachemiries

Comme le dépeignent plusieurs écrits et recherches sur le sujet (Kumar, 2000 ; USAID, 2000 ; Moghadam, 2007), le conflit au Cachemire a contribué à accroître substantiellement la participation des femmes à la vie publique en général ainsi qu'à des

actions collectives en lien à la situation belliqueuse (voir Figure 5, C). La présence massive et croissante des femmes lors des manifestations et des mouvements collectifs a ainsi été constatée depuis le début du conflit. De la même façon, on remarque que ce contexte a encouragé le rassemblement des femmes autour d'expériences communes relatives au conflit en amenant certaines d'entre elles à mettre sur pied des organisations visant à offrir un soutien psychologique à leurs consoeurs, à unir leurs forces pour obtenir justice et dénoncer les abus perpétrés par les forces de l'ordre et/ou pour défendre certaines idées politiques et religieuses. Les organisations cachemiries *Association for Parents of Disappeared Persons* (APDP), *Muslim Khawateen Markaz* (MKM), *Kashmiri Women Initiatives for Peace and Democracy* (KWIP) et *Dukhtaran-E-Millat* (DM), en sont quelques exemples.

Si la mobilisation sociopolitique des femmes s'est manifestée lors d'actions collectives et à travers leur participation auprès d'organisations de la société civile, cette mobilisation semble généralement restreinte à des activités ponctuelles et irrégulières. De plus, bien que plusieurs organismes présentent des projets adressés aux femmes, on constate l'inexistence d'organisation et de mouvement collectif dont le mandat serait spécifiquement lié aux problématiques vécues par les femmes. Ainsi, aucune organisation cachemirie (détenant un minimum de ressources humaines, matérielles, financières et démontrant une réelle efficacité de même que des actions concrètes et pérennes) ne se voue exclusivement à la promotion des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des femmes dans la région.

Plusieurs éléments font obstacle à la mobilisation collective des femmes en nuisant, entre autres, à l'émergence et au développement d'organisations représentant leurs voix (voir Figure 5, Bx). Tel qu'il a été discuté précédemment, d'un point de vue socioculturel, les principales entraves à la participation sociopolitique des femmes renvoient au statut de la femme dans la société, aux idéologies de genre et aux définitions normatives de la féminité qui y sont rattachées. Ainsi, à l'instar de ce que rapportent divers écrits (USAID, 2000 ; Kumar, 2000 ; GSDRC, 2009 ; Hoare & Gell, 2009), la pression et la stigmatisation exercées par les pairs, le scepticisme de la population par rapport à la capacité des femmes à exercer un leadership, les restrictions sur la mobilité des femmes (en raison des violences et des pressions sociales et religieuses) ainsi que la difficulté à concilier un engagement sociopolitique avec les responsabilités quotidiennes, constituent des contraintes qui peuvent s'avérer décisives.

De la même façon, quelques facteurs sociopolitiques limitent la participation et la mobilisation collective des femmes. En effet, en plus de créer un climat d'insécurité où la prise de position contre l'État s'avère ardue et risquée, le contexte de conflit et d'occupation militaire prolongé a largement contribué à la détérioration de la cohésion et

de la solidarité sociales, entraînant du même coup une méfiance généralisée qui entrave la collaboration entre les individus et les organisations. Un autre obstacle déterminant constitue la hiérarchisation des priorités en termes de revendications sociopolitiques. À cet égard, la résolution du conflit apparaît prioritaire dans les discours pour le changement social tandis que les problématiques liées aux femmes sont, quant à elles, souvent reléguées au dernier rang des priorités. En outre, le contrôle et la coercition étatiques visant à préserver la sécurité et les intérêts nationaux ainsi que l'instrumentalisation de certaines organisations à des fins politiques ou à titre de façade démocratique représentent également des freins majeurs à l'action collective des femmes.

Enfin, les obstacles d'ordre organisationnel à l'émergence et au développement d'organisations de femmes au Cachemire relèvent principalement du difficile accès aux financements nationaux et internationaux, au manque de communication et de coopération entre les organisations ainsi qu'à l'absence de compétences effectives en matière de gestion et d'administration (USAID, 2000). Néanmoins, il est important de souligner que, bien que ponctuelle et limitée, la mobilisation collective des femmes pour l'action et le changement sociopolitique a tout de même été (trans)formatrice et peut être envisagée comme prémisse d'un mouvement futur. En effet, tel que le soutient Carr (2003), qu'elle atteigne ou non l'objectif convoité, l'action collective contribue à modifier le positionnement des individus ainsi que leur perception d'eux-mêmes.

### 6.1.4 Les changements individuels et collectifs

Diverses transformations structurelles peuvent être décelées quant au pouvoir d'agir et de choisir des femmes cachemiries. Certaines d'entre elles semblent avoir été catalysées par le contexte de conflit lui-même et par les bouleversements sociopolitiques qu'il a engendrés, tandis que d'autres semblent s'être appuyées directement sur les processus de conscientisation et de mobilisation des femmes aux niveaux individuel et collectif. Notre recherche a permis de mettre en lumière quatre changements (certains mitigés et toujours à l'état embryonnaire) en ce qui a trait à l'amélioration des conditions de vie et de la situation sociale des femmes au Cachemire[75].

***Augmentation de l'accès à l'espace public***

D'abord, on remarque une présence accrue des femmes dans l'espace public cachemiri. Leur accès relativement démocratisé et croissant à l'éducation supérieure, aux professions non-traditionnelles et à la sphère politique a permis l'élargissement et la diversification de leurs interactions sociales, le développement de nouvelles compétences et

[75] Bien entendu, d'autres facteurs auraient pu être pris en compte en vue d'expliquer la genèse de ces transformations individuelles et structurelles. Le développement économique préalable aux années 90 ainsi que l'explosion mondiale des télécommunications et la démocratisation de l'accès à l'information en sont quelques exemples.

connaissances (notamment quant à l'exercice d'un leadership), l'acquisition d'une autonomie financière, morale et intellectuelle ainsi que d'une estime de soi renforcée (Meintjes et al., 2001 ; Moser, 2007 ; UNESCAP, 2009). Si toutes les femmes n'ont pas un accès égal aux différents domaines de la sphère publique, on peut suggérer que l'émergence de certaines d'entre elles permet peu à peu d'élargir le spectre des possibilités pour la gente féminine dans l'imaginaire collectif cachemiri.

***Renforcement de la participation et de l'engagement politiques***

En outre, sans qu'il y ait eu mobilisation collective durable et soutenue des femmes eu égard aux questions liées au genre, le processus de conscientisation en lui-même semble avoir contribué à développer et à renforcer la capacité de choisir et d'agir de certaines Cachemiries. En effet, la situation belliqueuse est apparue comme un vecteur de prise de conscience individuelle et collective tout en suscitant un intérêt accru des femmes pour les enjeux politiques et sociaux. Ce changement majeur aurait ainsi exercé une influence considérable sur leur participation et leur engagement sociopolitique facilitant, du même coup, l'apparition de nouveaux modèles féminins de leadership et de gouvernance.

***Modification progressive de l'idéologie de genre***

Dans la continuité de l'accès accru des femmes à l'espace public, quelques changements embryonnaires peuvent être observés dans la structure sociale ainsi que dans les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes. Ceux-ci renvoient entre autres à la division sexuelle du travail qui s'est trouvée assouplie par la nouvelle configuration sociétale, donnant ainsi lieu à une certaine remise en cause des barrières culturelles liées à la répartition traditionnelle des rôles sociaux (Moser, 2007). Or, rappelons que pour bénéficier aux femmes, cet élargissement des responsabilités et des rôles doit s'accompagner d'un pouvoir décisionnel renforcé - c'est-à-dire d'un contrôle accru sur les ressources (Byrne, 1996a ; Kabeer, 2001). Si l'acquisition de pouvoir décisionnel s'avère entravée par la structure sociale et l'idéologie de genre traditionnelles, on constate néanmoins, chez certaines femmes de milieux socioéconomiques favorisés, une capacité de choisir accrue par rapport aux conditions de leur vie conjugale et professionnelle, une avancée non-négligeable pour leur *empowerment.*

***Diffusion de la voix des femmes et nouvelles initiatives de développement***

L'émergence et le développement d'organisations et de médias dans la région, de même que la présence croissante des femmes comme actrices et bénéficiaires des différentes initiatives mises en place concourent à la visibilité des problématiques vécues par les femmes et encouragent l'élaboration de projets directement liés à l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur situation sociale. De surcroît, ces espaces récemment investis par les femmes représentent de nouvelles tribunes pour faire entendre leur voix et, éventuellement, pour développer un discours (au féminin) commun et revendiquer leurs droits tout en proposant des changements conformes à leur vision du monde (USAID,

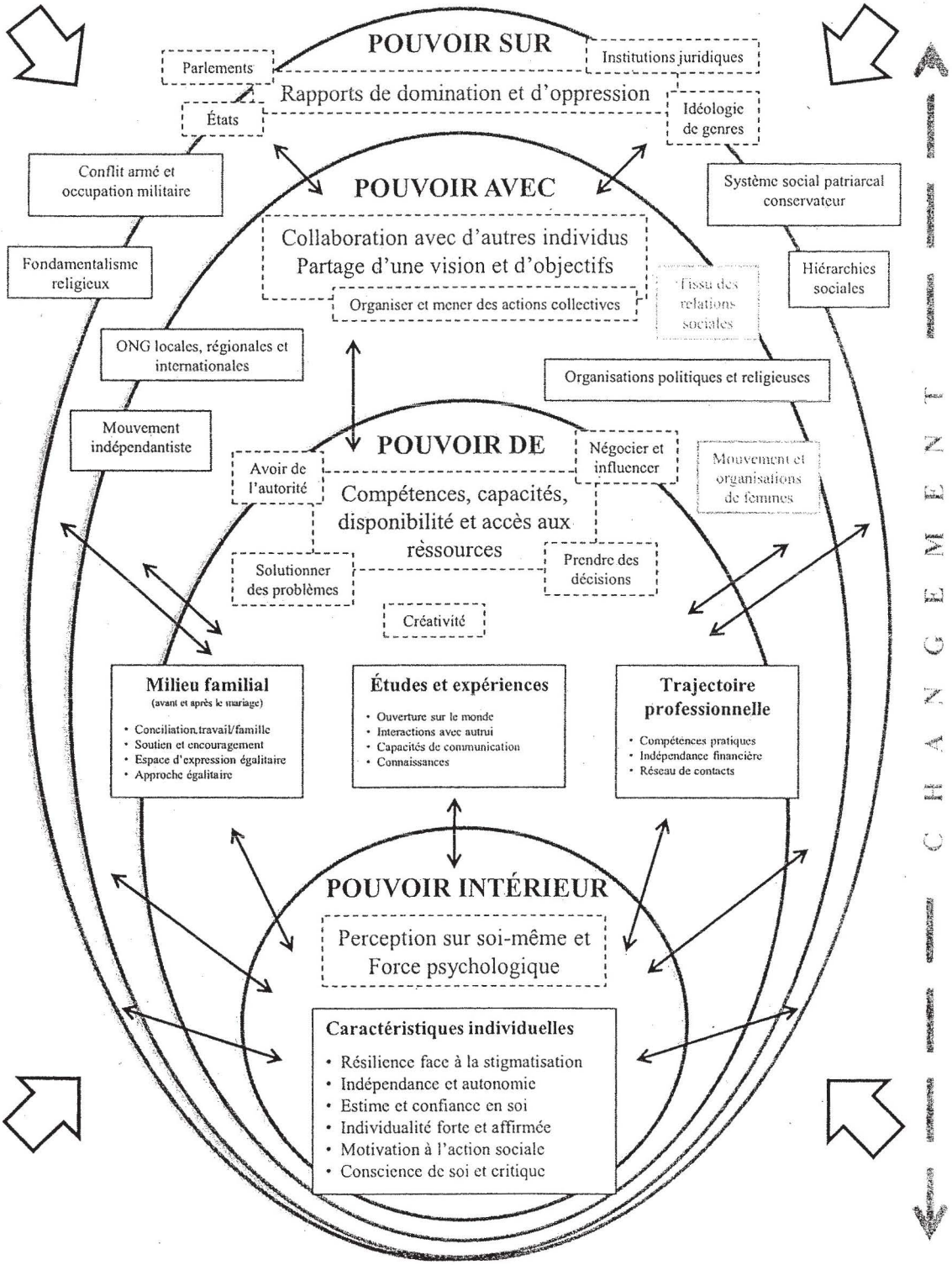
2000; Bouta et al., 2005; AWID, 2008). À long terme, l'existence d'organisations sensibles à leurs besoins pratiques, à leurs intérêts stratégiques et à leurs préoccupations exercera nécessairement un impact de plus en plus significatif sur l'*empowerment* des femmes. D'ailleurs, selon plusieurs chercheures, la consolidation et la pérennisation des gains acquis par les femmes sont tributaires de l'existence d'organisations de femmes et d'initiatives *ad hoc* (Cockburn, 1999 ; Meintjes et al., 2001 ; Moser, 2007).

## 6.2 État des lieux : la capacité de choisir et d'agir des femmes au Cachemire

À l'instar du modèle de Carr (2003), celui de Charlier (2006) permet d'illustrer les liens unissant les processus d'*empowerment* et de mobilisation, que nous définissons conjointement comme la capacité, ou le pouvoir, de choisir et d'agir. Ainsi, dans cette seconde partie, la représentation par cercles de pouvoir développée par Charlier (2006) à partir de la typologie du pouvoir inspirée de Foucault, sera utilisée afin de proposer un état des lieux de la capacité de choisir et d'agir des femmes enquêtées dans le cadre de cette étude. Cette illustration nous permettra également de suggérer quelques pistes de réflexion par rapport à la situation générale des femmes au Cachemire et donc, au processus d'*empowerment* collectif en cours dans la région. Autrement dit, de façon complémentaire au modèle suggéré par Carr (2003) qui nous a permis de rendre compte des dimensions dynamique et itérative des processus ainsi que de certains changements en cours, le schéma de Charlier (2006) présente une image statique de la situation individuelle des participantes à l'étude et de la situation collective des femmes au Cachemire à un moment précis dans le temps. Cette seconde modélisation permet, de la même façon, d'identifier les types de pouvoir dont jouissent certaines femmes ainsi que les facteurs qui favorisent et entravent leur propension à se mobiliser et à développer leur pouvoir en tant qu'individu et en tant que groupe au sein de la société.

Ainsi, dans un premer temps et à la lumière des entretiens réalisés auprès des participantes, on constate que la majorité d'entre elles témoignent de plusieurs caractéristiques individuelles relatives au « pouvoir intérieur », soit le type de pouvoir lié à la force psychologique et à la perception des individus sur eux-mêmes (Charlier & Caubergs, 2007). Ces femmes qui, rappelons-le, proviennent de milieux socioéconomiques favorisés, présentent généralement une individualité forte, une estime de soi affirmée, une conscience de soi et une conscience critique, une motivation à l'action sociale – c'est-à-dire une volonté d'apporter leur contribution à la société –, une résilience face à la stigmatisation des pairs ainsi qu'une relative autonomie et indépendance sur les plans intellectuel et financier (Freire, 1970 ; Rappaport, 1987 ; Bossé & Lavallée, 1993 ; Ninacs, 2002).

**Figure 6 - Les cercles d'*empowerment* des femmes au Cachemire**[76]




[76] Cette figure a été adaptée à partir du schéma conçu par Charlier (2006 : 13).

Ces différentes caractéristiques ont été développées notamment grâce à leur milieu familial d'origine puis renforcées par diverses expériences d'apprentissage formel et informel (dont les études et les expériences à l'étranger), par leur trajectoire professionnelle et, dans certains cas, par leur engagement sociopolitique. En dépit des obstacles générés par le conflit et par certains facteurs socioculturels, le cheminement parcouru par ces femmes, leur ont ainsi permis de consolider leur « pouvoir de », autrement dit, leurs compétences et capacités à prendre des décisions, à avoir de l'autorité, à négocier, à influencer leurs pairs ainsi qu'à démontrer de la créativité, notamment pour solutionner des problèmes (Charlier & Caubergs, 2007). Leur milieu socioéconomique d'origine ainsi que leur lieu de résidence (situé en milieu ubain) ont également concouru à la disponibilité et à l'accès aux ressources nécessaires pour jouir de ce type de pouvoir.

C'est par rapport à ces deux types de pouvoir que la plupart des participantes à l'étude ont affirmé ressentir un *empowerment* individuel tout en percevant de nombreuses entraves à leur *empowerment* collectif c'est-à-dire dans les sphères familiale, sociale, professionnelle et politique. On remarque ainsi que les caractéristiques de l'acquisition de pouvoir liées à l'action et aux relations avec l'environnement (Le Bossé & Lavallée, 1993) sont celles qui présentent le plus de défis et de résistance pour ces femmes dans la société cachemirie. En effet, bien qu'il se manifeste de façon croissante à travers des actions collectives ponctuelles, le développement du « pouvoir avec » des Cachemiries se voit contraint par divers facteurs dont la détérioration du tissu social. De plus, ce type de pouvoir - qui renvoie à la mise en commun des forces individuelles et au partage d'une vision et d'objectifs – apparaît largement tributaires des différentes forces sociales qui composent le cercle de pouvoir suivant : le « pouvoir sur ». En fait, tel qu'il a été démontré précédemment, les femmes sont de plus en plus présentes dans la vie publique en générale ainsi que dans divers organes relevant de la société civile. Or, la capacité des femmes à s'organiser et à mener des actions communes durables en lien à leur situation collective dans la société apparaît limitée par les systèmes inégalitaires en place ainsi que par les rapports de domination et de subordination qui les caractérisent. L'insécurité liée au conflit et à l'occupation militaire, les contraintes relatives à la hiérarchie sociale ainsi que les restrictions fondées sur le patriarcat, le conservatisme et le fondamentalisme religieux, constituent des obstacles structurels auxquels font face, à divers degrés, toutes les Cachemiries. Ces divers facteurs expliquent également l'inexistence de mouvement de femmes qui, à son tour, participe de l'absence d'une vision et d'une identité collective forte pour les femmes du Cachemire.

## 6.3 Vérification de l'hypothèse de départ

À l'issue de l'exploration des liens entre les processus d'*empowerment* et de mobilisation, il convient maintenant de faire le point sur notre hypothèse de départ qui suggérait que les conflits armés entraînent la mobilisation collective des femmes qui, à son tour, contribue à leur *empowerment* individuel et collectif.

Maintes nuances ont été apportées à ce postulat tout au long du processus de recherche. D'abord, il est essentiel de rappeler que, si le conflit a eu des conséquences considérables sur la situation des femmes, ce facteur ne doit pas gommer l'importance du contexte socioculturel quant au pouvoir de choisir et d'agir des Cachemiries. À cet égard, et conformément à notre hypothèse initiale, il s'est avéré que le conflit armé - combiné à certains facteurs socioculturels - a conduit à la mobilisation collective des femmes, par leur rassemblement ponctuel autour de revendications ou de messages communs liés au contexte belliqueux.

Or, et tel qu'il a été largement discuté dans les sections précédentes, leur mobilisation collective n'a pas directement entraîné le renforcement du pouvoir collectif des femmes au sein de la société. En effet, puisque les actions concertées ont été essentiellement mises en œuvre spontanément, majoritairement par des femmes de milieux socioéconomiques moins favorisés, en réaction au conflit, et qu'aucun mouvement social féminin n'existe dans la région, ces rassemblements épisodiques n'ont pas donné lieu au développement d'une vision et de demandes partagées relatives à leur identité sociale commune. De façon similaire, la contribution spécifique de cette mobilisation quant à l'*empowerment* individuel des Cachemiries a difficilement pu être analysée en raison, d'une part, de son caractère sporadique et, d'autre part, de l'inexistence de structures actives et durables auprès desquelles elles pourraient participer et renforcer leur pouvoir de choisir et d'agir.

En outre, le concept de mobilisation individuelle et son importance dans le cas particulier des femmes du Cachemire constitue, à notre sens, un apport théorique intéressant et ce, d'autant plus qu'il est quasi inexistant dans la littérature. Ce processus, de même que celui de prise de conscience individuelle et collective auquel il est fortement lié, pourrait éventuellement constituer les prémisses d'un futur mouvement de femmes dans la région. De plus, catalysés par le conflit à divers égards, ces deux processus ont également contribué aux embryons de changements évoqués plus tôt en lien au pouvoir collectif des femmes au sein de la société cachemirie. Par ailleurs, du point de vue de l'*empowerment* individuel, il est important de noter l'amélioration progressive et substantielle de la situation et de la position sociales des jeunes femmes de milieux aisés par rapport aux

générations qui les ont précédés. Ce constat peut ainsi laisser présager des transformations plus vastes dans l'avenir.

Finalement, nous estimons que notre hypothèse de départ pourrait être reformulée comme suit : dans le cas particulier du Cachemire, le conflit armé (en interaction avec le contexte socioculturel) a catalysé la conscientisation des femmes (tant individuelle que collective) et leur mobilisation individuelle qui ont, à leur tour, participé au renforcement de *l'empowerment* de certains groupes de femmes (en fonction, entre autres, de leur classe socioéconomique d'appartenance) et à l'amélioration progressive, à certains égards, de la situation collective des femmes au sein de la société.

En somme, si les transformations qui ont marqué la région au cours des dernières décennies n'ont pas permis aux femmes de développer un discours sociopolitique commun et d'avoir une existence et un statut autonomes vis-à-vis des hommes, il demeure néanmoins évident qu'un processus d'acquisition et de renforcement du pouvoir individuel et collectif est bel et bien amorcé chez les Cachemiries. Ce processus, dont le parcours est jalonné de multiples défis et obstacles, ouvre ainsi la voie à des changements structurels qui, au fil du temps et des efforts consentis par les femmes bénéficiant d'un positionnement social plus favorable, sauront bénéficier à l'ensemble de la société.

* * * *

## CONCLUSION

Définir les défis et les opportunités auxquels sont exposés les femmes dans leur développement personnel et leur cheminement social nous a permis de mieux saisir les facteurs décisifs des processus individuel et collectif d'*empowerment* et de mobilisation. En analysant à la fois le contexte socioculturel et le contexte de conflit, ce mémoire a également démontré que les structures et idéologies inégalitaires ainsi que les pratiques discriminatoires et violentes à l'égard des femmes existent bien au-delà de la période de guerre. Ce constat rappelle ainsi l'importance cruciale de la remise en question de la notion de paix – qui ne peut être définie simplement comme l'absence de guerre – notamment en ce qui a trait à la situation des femmes au sein de la société. Or, nos observations ont également apporté certains éclairages sur la manière dont un conflit peut contribuer à l'ouverture d'espaces pour l'*empowerment* des femmes facilitant, du même coup, la réalisation de transformations sociales et la création progressive de nouvelles réalités économiques, politiques et sociales pouvant bénéficier aux femmes. En plus de permettre une certaine redéfinition du genre et des hiérarchies sociales, il a été démontré que ces changements peuvent encourager les femmes à investir davantage la sphère publique, à s'approprier peu à peu des domaines traditionnellement réservés aux hommes et à se rassembler pour unir leur voix et leurs forces dans une visée commune.

Dans le cas particulier du Cachemire, nous avons vu que plusieurs changements ont marqué la configuration de la société et la place des femmes dans la vie publique. Toutefois, afin d'éviter qu'ils ne disparaissent, ces quelques gains doivent être pris en compte et consolidés. À cette fin, il importe que les femmes continuent à façonner un espace social et politique pour elles-mêmes en contribuant, de la même façon, à bâtir une société à leur image. De la même façon, la création d'un mouvement ou d'organisations de femmes apparaît essentielle à la formalisation de ces différentes transformations dans les mentalités, les structures et les institutions cachemiries. Aussi, ces entités favoriseraient l'édification et le renforcement progressif d'une identité et d'une vision collectives au féminin et contribueraient au développement d'un discours sociopolitique qui fasse écho aux intérêts et aux préoccupations des femmes tout en tenant compte des rapports de pouvoir entre les sexes au sein de la société. Enfin, la consolidation d'organisations actives et crédibles encouragerait certainement l'inclusion des femmes dans les processus formels de résolution du conflit et, éventuellement, de construction de la paix.

En outre, la pérennisation de ces changements et la répartition équitable de leurs bénéfices parmi les femmes, dépendront de la solidarité et de la volonté d'entraide et de collaboration à l'intérieur même du groupe hétérogène qu'elles représentent. À cet égard, rappelons que, bien qu'elles partagent maints intérêts et expériences, il est essentiel

d'envisager les asymétries de pouvoir existant au sein de ce groupe afin de promouvoir un développement véritablement équitable, juste et inclusif.

En somme, en plus de militer pour l'autodétermination, la liberté et la paix au sein de leur nation, les femmes du Cachemire seront appelées à se mobiliser individuellement et collectivement pour se défaire de l'idéologie de genre en place et de l'oppression intériorisée qu'elle suscite tout en définissant et en faisant valoir de nouvelles règles pour elles-mêmes.

Pour que la justice sociale et l'égalité prévalent pour tous et toutes.
Et parce que le changement, finalement, se situe en chaque individu.

*If there is to be peace in the world,*
*There must be peace in the nations.*

*If there is to be peace in the nations,*
*There must be peace in the cities.*

*If there is to be peace in the cities,*
*There must be peace between neighbors.*

*If there is to be peace between neighbors,*
*There must be peace in the home.*

*If there is to be peace in the home,*
*There must be peace in the heart.*

-- Lao Tzu (570-490 B.C.)

## BIBLIOGRAPHIE


AHLUWALIA, A. (2006). «Fewer grooms for Kashmiri women», *BBC News*, November 12th. [En ligne] http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/south_asia/6109092.stm (Page consultée le 7 octobre 2010)

AKHTER, C. (2007). *Violence against women in Kashmir. A sociological study of district Srinagar*. Thesis (PH.D), Department of Sociology and Social Work, Faculty of Social Sciences, University of Kashmir, 246 p.

ALCOFF, L. (1994). « Cultural feminism versus post-structuralism: The identity crisis in feminist theory », in N. Dirks, G. Eley, and S. Ortner (eds.), *Culture/power/history: A reader in contemporary social theory,* Princeton, NJ, Princeton University Press, pp. 96-122.

AL JAZEERA (2011). « In Depth - Kashmir : The Forgotten Conflict » [En ligne] http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/kashmirtheforgottenconflict (Page consultée le 25 août 2011)

ALI KHAN, N. (2007). « The Land of Lalla-Ded: Politicization of Kashmir and Construction of the Kashmiri Woman ». *Journal of International Women's Studies,* vol 9, n°1, November, pp. 22-41.

ALI KHAN, N. (2009). *Islam, Women and Violence in Kashmir: Between India and Pakistan.* New Delhi, Tulika Books, 185 p.

ALSOP, R., M. BERTELSEN and J. HOLLAND (2006). *Empowerment and Practice : From Analysis to Implementation*. Washington, D.C., The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, 386 p.

ALSOP R. and N. HEINSOHN (2005). « Measuring Empowerment in Practice: Structuring Analysis and Framing Indicators ». *World Bank Policy Research Paper*, n°3510, February, 87 p.

AMNISTIE INTERNATIONALE (2008). *Femmes victimes de violence dans les conflits armés – Évaluer pour mieux agir*. Compte rendu de colloque, Paris, France. 10 p.

ANJUM, A. (2011). « The militant in her : Women and resistance. Kashmiri women defy state oppression by being on the frontlines. » *Al Jazeera*, 2 August 2011, [En ligne] http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/kashmirtheforgottenconflict/ (Page consultée le 25 août 2011)

ATHER, Z. (2007). « Kashmiri Women: Concerns, Milestones & Solutions », *Kashmir Affairs,* August. [En ligne] http://www.kashmiraffairs.org/Zia_Ather_Kashmiri_women.html (Page consultée le 10 novembre 2009)

ATHER, Z. (s.d). *Kashmir and Elections*, in Women, Power and Politics. Online Exhibition. International Museum of Women. [En ligne] http://www.imow.org/wpp/stories/viewStory?storyid=1693 (Page consultée le 20 novembre 2011)

ATHER, Z. (s.d). *A Collage of Her Severally-Inspected Parts. Kashmiri Women Choose Sides and Engage in Politics,* in Women, Power and Politics. Online Exhibition. International Museum of Women. [En ligne] http://www.imow.org/wpp/stories/viewStory?storyId=101 (Page consultée le 20 novembre 2011).

ATOL (2002). *L'AURA ou l'auto-renforcement accompagné, manuel pédagogique destiné au formateur-rice-s, animateur-rice-s pour l'accompagnement de groupes dans un processus d'empowerment*. Leuven, ATOL. 58 p.

AWID (2008). *Changing Their World. Concepts and Practices of Women's Movements*, by S. Batliwala, Scholar Associate, AWID (Association for Women's Rights in Development)-BFEMO. 68 p.

BALI, P. (2006). « Family ties divorcing Kashmir ». *CNN-IBN*, May 7th. [En ligne] http://origin-www.ibnlive.com/news/family-ties-divorcing-kashmir/9715-3.html (Page consultée le 2 novembre 2011)

BAYARD DE VOLO, L. (2006) « The Nonmaterial Long-Term Benefits of Collective Action: Empowerment and Social Capital in a Nicaraguan Women's Organization », *Comparative Politics,* vol. 38, n°2, pp.149-167.

BHAGAT, P. (2003). « Women in Kashmir, Citizens at Last ». *The South Asian*, March 24th. [En ligne] http://www.thesouthasian.org/archives/2003/women_in_kashmir_citizens_at_1.html (Page consultée le 13 mars 2010)

BRETON, M. (1989). « Liberation theology, group work, and the right of the poor and oppressed to participate in the life of the community ». *Social Work With Groups*, n°12, pp. 5-18.

BRETON, M. (1994). « On the meaning of empowerment and empowerment-oriented social work practice ». *Social Work With Groups*, n°17, pp. 23-37.

BOSE, S. (2005). *Kashmir: Roots of Conflicts, Paths to Peace*. Harvard University Press, 320 p.

BOUTA, T., G. GRERKS and I. BANNON (2005). *Gender, Conflict and Development*. Washington, D.C., The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, 224 p.

BUTALIA, U. (1997). « A question of silence: Partition, women and the state » in Ronit Lentin (eds.) *Gender and Catastrophe*. London and New York, Zed Books, pp. 92-110

BUTALIA, U. (2002). *Speaking Peace : Women's voices from Kashmir*. London, Zed Books, 256 p.

BYRNE, B. (1996a). « Gender, conflict and development. Volume I. An Overview ». *BRIDGE Development - Gender Institute of Development Studies*. Report no° 34. 63 p.

BYRNE, B. (1996b). « Towards a Gendered Understanding of conflict », *IDS/Bulletin*, vol. 27, n° 3, Institute of Development Studies, Brighton, 14 p.

CALLAMARD, A. (1998). « Breaking the Collusion of Silence », in Indai Lourdes Sajor (dir.), *Common Grounds : Violence Against Women in War and Armed Conflict Situations*, Quezon City, Asian Center for Women's Human Rights, pp.5-11.

CALLAMARD, A. (2001). *Enquêter sur les violations des droits des femmes dans les conflits armés.* Amnesty International et Centre international des droits de la personnes et du développement démocratique, Vanier, Ont., Montréal, 244 p.

CARR, E. S. (2003). « Rethinking Empowerment Theory Using a Feminist Lens: The Importance of Process ». *Affilia,* February, vol.18, pp.8-20.

CHARLIER S. (2006). « L'analyse de l'*empowerment* des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique », dans C. Auroi et I. Yepez, *Economie Solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine*. Presses Universitaires UCL/IUED. 23 p.

CHARLIER, S. et L. CAUBERGS (2007). *L'approche de l'empowerment des femmes : Un guide méthodologique*, Commission Femmes et Développement, Bruxelles, 40 p.

CHAZEL, F. (1975). « La mobilisation politique : problèmes et dimensions », *Revue française de Science Politique*, vol.15, p. 502-516.

COCKBURN, C. (1998). *The Space Between Us: Negotiating Gender and National Identities in Conflict*, London and New York, Zed Books, 256 p.

COCKBURN, C. (1999). « La problématique hommes-femmes, le conflit armé et la violence politique », Site internet du *Gender and Peacekeeping*, p.1-23 [En ligne] http://www.genderandpeacekeeping.org/resources-f.asp (Page consultée le 13 mars 2010)

COMBESSIE, J-C. (2003). *La méthode en sociologie*. Paris, Repères, La Découverte, 124 p.

CQFD (Centre québécois femmes et développement) (2004). *Trousse de formation. Genre et développement.* Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). 148 p.

CRESWELL, J.W. (1998). *Qualitative Inquiry and Research Design : Choosing Among Five Traditions*. Thousand Oaks, Sage Pub. 416 p.

CROZIER M. et E. FRIEDBERG (1977). *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Paris, Éditions du Seuil, 436 p.

DABLA, B.A. (1992). *Working women in Kashmir*. New Delhi, Rawat Publications, 124 p.

DABLA, B.A. (2007). *Multi-Dimensional Problems of Women in Kashmir.* New Delhi, Gyan Publishing House, 345 p.

DABLA, B.A. (2009). *Domestic violence against women in the Kashmir Valley*. New Delhi, Young Publishing House, 115 p.

DABLA, B.A., S.K. NAYAK and K. UL-ISLAM (2000). *Gender discrimination in the Kashmir Valley. A survey of Budgam and Baramulla Districts*. New Delhi, Gyan Publishing House, 219 p.

DASGUPTA S. (2002). «Women During Wartime: Organizing for Peace. Case study: Kashmir», In *More Than Victims: The Role of Women in Conflict Prevention. A Conference Report.* 12th September 2002, Washington, D.C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, pp. 19-20.

DATTA, R. and J. KORNBERG (2002). « Introduction: Empowerment and Disempowerment». In Rekha Datta and Judith Kornberg (eds.), *Women in Developing Countries: Assessing Strategies for Empowerment*, Boulder Colorado, Lynne Rienner Publishers. pp.1-9.

EL-BUSHRA, J. and E. PIZA LOPEZ (1993). *Development in conflict: the gender dimension*, Report of an Oxfam AGRA East Workshop held in Pattaga, Thailand, 1- 4th February, Oxfam UK/I, ACORD - Agency for Co-operation and Research in Development, 106 p.

EL-BUSHRA, J. and I.M.G. SAHL (2005). *Cycles of violence, gender relations and armed conflict*. ACORD - Agency for Co-operation and Research in Development. 91 p.

EL JACK, A. (2003). *Gender and Armed Conflict. Overview Report*. BRIDGE Development – Gender. Institute of Development Studies. 48 p.

FAYYAZ, A. A. (2011). « 25000 women are in prostitution in Srinagar alone: Justice Kirmani », *Early Times*. July 17th. http://www.earlytimes.in/newsdet.aspx?q=76752 (Page consultée le 2 août 2011)

FFQ (2008). *Femmes et guerres : Comment développer une perspective féministe sur les conflits armés ?,* Document de réflexion produit par le Comité Femmes et Mondialisation de la Fédération des Femmes du Québec. 27 p.

FILLIEULE O. et C. PÉCHU (1994). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris, L'Harmattan, 218 p.

FREIRE, P. (1970). *The pedagogy of the oppressed*. New York, Pantheon. 183 p.

GANGULI, A. (2008). « Amarnath Row: A Test for Kashmir's Syncretic Culture ». *Boloji Magazine*. [En ligne] http://www.boloji.com/index.cfm?md=Content&sd=Articles&ArticleID=5236 (Page consultée le 5 novembre 2010)

GANGULY, S. (2001). *Conflict unending: India-Pakistan tensions since 1947*, New York, Columbia University Press, 200 p.

GARDAM, J. et H. CHARLESWORTH (1999). « La protection des femmes lors de conflits armés ». Site internet du *Gender and Peacekeeping*, 24 p. [En ligne] http://www.genderandpeacekeeping.org/resources-f.asp (Page consultée le 13 mars 2010)

GLEDITSCH, N. P. et al. (2002). « Armed Conflict 1946-2001: A New Dataset », *Journal of*

*Peace Research*, vol. 39, n° 5, pp. 615-637.

GOVERNMENT OF INDIA (2001). « Census of India 2001 », site of the Indian Ministry of Home Affairs, [En ligne] http://www.censusindia.gov.in/2011-common/censusdataonline.html (Page consultée le 15 novembre 2011)

GOVERNMENT OF INDIA (2011). « Census of India 2011 », site of the Indian Ministry of Home Affairs, [En ligne] http://www.census2011.co.in/census/state/jammu+and+kashmir.html (Page consultée le 15 novembre 2011)

GREENBERG, M. and E. ZUCKERMAN (2009). « The Gender Dimensions of Post-Conflict Reconstruction: The Challenges in Development Aid » in Tony Addison and Tilman Brück (eds.), *Making Peace Work: The Challenges of Social and Economic Recontruction*, Palgrave MacMillan, UNU-WIDER. 33 p.

GSDRC (2009). *The Impact of Conflict on Women's Voice and Participation*, Helpdesk Research Report. Governance and Social Development Resource Centre. [En ligne] http://www.gsdrc.org/docs/open/HD591.pdf (Page consultée le 2 mars 2011)

GUTIERREZ, L. (1994). « Beyond coping: An empowerment perspective on stressful life events », *Journal of Sociology and Social Welfare*, vol. 21, pp. 201-219.

GUTIERREZ, L. (1995). « Understanding the empowerment process: Does consciousness make a difference? » *Social Work Research*, vol. 19, pp. 229-237.

HABIB, A.J. (2011). *Prisoner No. 100*. New Delhi, Zubaan Books, 160 p.

HART, J. (1996). *New voices in the nation : women in the greek resistance, 1941-1964*. Ithaca, New York, Cornell University Press, 313 p.

HOARE, J. and F. GELL (eds.) (2009). « Women's Leadership and Participation: Case studies on learning for action », *Practical Action Publishing*, Oxfam, 133 p.

HUMAN RIGHTS WATCH (2006). « "Everyone Lives in Fear" : Patterns of Impunity in Jammu and Kashmir ». *Human Rights Watch*, September, vol. 18, n°11, 152 p.

HUSSAIN, A. (2005): « Kashmir women fight 'obscenity'», *BBC News,* August 31st. [En ligne] http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/4198768.stm (Page consultée le 15 novembre 2011)

INDURTHY, R. (2003). « Kashmiri Between India and Pakistan: An Intractable Conflict, 1947 to Present ». 38 p. [En ligne] http://www1.appstate.edu/~stefanov/Kashmir%20Between%20India%20and%20Pakistan.pdf (Page consultée le 10 décembre 2010)

JAMWAL, A.B. (2010). « Women's Identity and Politics in Jammu and Kashmir » in Rekha Chowdhary (eds.), *Identity Politics in Jammu and Kashmir*, New Delhi, Vitasta Publishing, 470 p.

JKCCS (2009): Données issues d'un rapport réalisé par le *Jammu and Kashmir Coalition of Civil Society* et d'entretiens avec l'un de ses leaders à Srinagar, Cachemire, en mai 2009.

JONES, R. (2008). *Rising Up In Response: Women's Rights Activism In Conflict Situations*, A review of a report just released by the Urgent Action Fund for Women's Human Rights (UAF), Association for Women's Rights in Developement (AWID). [En ligne] http://www.awid.org/Library/Rising-up-in-Response-Women-s-rights-activism-in-conflict-situations (Page consultée le 13 mars 2011)

KABEER N. (2001). « Resources, Agency, Achievements : Reflections on the Measurement of Women's Empowerment », in SIDA/Swedish International Development Cooperation Agency, *Discussing women's Empowerment. Theory and Practice*, SIDA Studies n°3, pp. 17-57.

KAK, M.L. (1998). « "Adam for field, Eve for hearth" no longer relevant. We have to change de patriarchal system », *The Tribune*, June 19th, http://www.tribuneindia.com/50yrs/women.htm#top (Page consultée le 8 novembre 2011)

KASHMIR DISPATCH (2011). « J&K has second highest crime rate : Report », *Kashmir Dispatch*, October 27th, [En ligne] http://kashmirdispatch.com/headlines/27106661-jak-has-second-highest-crime-rate-report-kashmir.htm (Page consultée le 15 décembre 2011)

KASHMIR TIMES (2011). « 40-fold rise in Kashmir's suicide rate: Study », *Kashmir Times,* November 23rd, [En ligne] http://www.kashmirtimes.com/news.aspx?ndid=21974 (Page consultée le 2 décembre 2011)

KAUL, A. (2008). « Kashmiri women see a window of opportunity ». *News Blaze.* OneWorld South Asia, [En ligne] http://southasia.oneworld.net/todaysheadlines/kashmiri-women-see-a-window-of-opportunity/?searchterm (Page consultée le 12 juillet 2010)

KAW, M.A. (2010). « Multi Cultural Traditions in Kashmir: Central Asian Linkages », *Journal of Peace Studies*, April-September, vol. 17, n°2-3, 18 p. [En ligne] www.icpsnet.org/adm/pdf/1291709954.pdf (Page consultée le 5 novembre 2011)

KAZI, S. (2009). *Between Democracy and Nation: Gender and Militarisation in Kashmir*. New Delhi, Women Unlimited, 222 p.

KIEFFER, C.H. (1984). « Citizen Empowerment : A Developmental Perspective », *Prevention in Human Services*, vol. 3, no° 2-3, pp. 9-36.

KUMAR, K. (2000). *Women and Women's Organizations in Post-Conflict Societies : The Role of International Assistance*, Washington, Centre for Development Information and Evaluation, USAID, 60 p.

LAMB, A. (1997). *Incomplete Partition : Genesis of the Kashmir Dispute 1947-48*, London, Roxford Books, 374 p.

LE BOSSÉ, Y., et M. LAVALLÉE (1993). « *Empowerment* et psychologie communautaire : Aperçu historique et perspectives d'avenir », *Cahiers internationaux de psychologie sociale*, vol. 20, p. 7-20.

LE BOSSÉ, Y. (2003). « De l'"habilitation" au "pouvoir d'agir" : vers une appréhension plus circonscrite de la notion d'empowerment », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 2,

2003, p. 30-51. [En ligne] http://id.erudit.org/iderudit/009841ar (Page consultée le 12 juillet 2010)

LECOMPTE, M.D., J. PREISSLE and R. TESCH (1993). *Ethnography and Qualitative Design in Educational Research*. Emerald Group Publishing, 425 p.

MACKINNON, C. (1989). *Toward a feminist theory of the state*. Cambridge, MA, Harvard University Press, 350 p.

MALIK, I. (2010). *Muslim Women in Kashmir : Family, Separatism And Militarization*. Site de countercurrents.org, April 12th [En ligne] http://www.countercurrents.org/malik120410.htm (Page consultée le 19 juin 2010)

MANCHANDA, R. (2001a). « Ambivalent Gains in South Asian Conflicts », in Sheila Meintjes et al. (eds.), *The Aftermath : Women in Post-Conflict Transformation*, London, Zed Books, pp. 99-121.

MANCHANDA, R. (2001b). « Guns and Burqa : Women in the Kashmir Conflict », in Rita Manchanda (eds), *Women, War and Peace in South Asia : Beyond Victimhood to Agency*, New Delhi, Sage Publications, pp. 42-101.

MANN, P. (1991). *L'action collective, mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Armand Colin, 155 p.

MATOO, N. (2002). « A Kashmiri education », in Urvashi Butalia (eds.), *Speaking Peace : Women's Voices from Kashmir,* New Delhi, Kali for Women, 316 p. Article disponible [En ligne] http://www.indiatogether.org/women/education/kashcoll.htm (Page consultée le 5 novembre 2011)

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES (2006). *Kashmir : Violence and health. A quantitative assessment on violence, the psychological and general health status of the Indian Kashmiri population*, Médecins sans Frontières, Srinagar, 30 p.

MEINTJES, S., A. PILLAY, and M. TURSHEN (2001). « There is No Aftermath for Women » in Sheila Meintjes and al. *The Aftermath : Women in Post-Conflict Transformation* », London, Zed Books, pp 3-18.

MC GUINNESS, M. E. (2006). « Women as Architects of Peace: Gender and the Resolution of Armed Conflict », *Michigan State Journal of International Law*, vol. 15, p. 63-85

MISRI, K. (2010). « Identity Politics of Women and Dalits », in Rekha Chowdhary (ed.), *Identity Politics in Jammu and Kashmir*, New Delhi, Vitasta Publishing, p. 470.

MOGHADAM, V. M. (ed.) (2007). *From Patriarchy to Empowerment : Women's Participation, Movements, and Rights in the Middle East, North Africa and South Asia (Gender and Globalization)*, Syracuse, Syracuse University Press, 414 p.

MOSER, A. (2007). « The Peace and Conflict Gender Analysis : UNIFEM's research in the Solomon Island's ». *Gender & Development*, vol. 15, n°2, pp. 231-239

MOSER, C. (1995). *Planificación de género y desarrollo. Teoría, practica y capacitación*, Lima, Perú, Entre Mujeres y Flora Tristán Ediciones.

MOSER, C. and F. CLARK (2001). *Victims, Perpetrators or Actors? - Gender, Armed Conflict and Political Violence,* London, Zed Books, 208 p.

NARAGHI ANDERLINI, S. (2006). « Mainstreaming Gender in Conflict Analysis: Issues and Recommendations », *Social Development Papers*. Conflict Prevention and Reconstruction, February, n°33, 26 p.

NEWBURY, C. and H. BALDWIN (2000). *Aftermath : Women's Organizations In Post-Conflict Rwanda,* Working Paper n° 304, Center for Development Information and Evaluation. USAID - US Agency for International Development, Washington, 22 p.

NINACS, W.A. (2001). « *Empowerment* individuel et *empowerment* communautaire : quels liens? », dans Association des intervenants en toxicomanie du Québec, *L'empowerment en toxicomanie. Autonomie et pouvoir d'agir*, p. 23-31.

NINACS, W.A. (2002). *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec*. Thèse (PH.D), École de service social, Faculté des sciences sociales, Université Laval, 332 p.

NINACS, W.A. (2003). *L'empowerment et l'intervention sociale : document d'accompagnement : créer des liens pour comprendre et agir sur notre monde favoriser l'inclusion*. Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF), Montréal. 46 p.

OLSON, M. (1965). *Logic of Collective Action*, Harvard University Press, 186 p.

ONU (Organisation des Nations Unies) (1995). *Déclaration et Programme d'action de Beijing. Quatrième Conférence mondiale sur les femmes.* [En ligne] http://www.un-eu.org/international-womens-day/207-declaration-et-programme-daction-de-beijing.html (Page consultée le 20 février 2010)

ONU (Organisation des Nations Unies) (2000). *Review and Appraisal of the Implementation of the Beijing Platform for Action : Report of the Secretary-General.* Division for the Advancement of Women, Department of Economic and Social Affairs, [En ligne] http://www.un.org/womenwatch/daw/followup/session/presskit/fs5.htm (Page consultée le 20 février 2010)

OXAAL Z. and S. BADEN (1997). *Gender and empowerment : definitions, approches and implications for policy*, BRIDGE, Briefing prepared for the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), Report no°40. 35 p.

PARTHASARATHY M. (2010). « Reviving true kashmiriyat ». *The Hindu,* August 19th, [En ligne] http://www.thehindu.com/opinion/lead/article580514.ece?homepage=true# (Page consultée le 20 novembre 2011)

PARVAIZ, A. (2008). « Kashmiri Women Repose Faith in Electoral Politics », *IPS News,* December 26th. [En ligne] http://ipsnews.net/news.asp?idnews=45223 (Page consultée le 7 février 2010)

PEARCE, J. (2007). *Violence, Power and Participation : Building Citizenship in Contexts of Chronic Violence*, Development Research Centre : Citizenship, Participation and Accountability, Institute of Development studies, Working Paper 274, 66 p.

PIRÈS, A.P. (1997). « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, P. Mayer et A.P. Pirès (dir.), *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques,* Boucherville, G. Morin, p.113-172.

PURI, B. (1995): « Kashmiriyat: The vitality of Kashmiri identity », *Contemporary South Asia*, vol. 4, no°1, pp. 55-63, [En ligne] http://dx.doi.org/10.1080/09584939508719751 (Page consultée le 20 novembre 2011)

RACINE, J-L. (2002). *Cachemire. Au péril de la guerre.* Paris. CERI/Autrement. 128 p.

RAPPAPORT, J. (1987). « Terms of Empowerment / Exemplars of Prevention : Toward a Theory for Community Psychology », *American Journal of Community Psychology*, vol. 15, n° 2, pp. 121-145.

RASHID, A. (2011). *Widows and Half Widows. Saga of extra-judicial arrests and killings in Kashmir.* New Delhi, Pharos Media, 192 p.

RAY, A. (2009). *Kashmiri Women and the Politics of Identity.* Paper prepared for presentation at the SHUR Final Conference on Human rights and Civil Society, June 4-5th, Rome, Luiss University, 20 p.

REEVES H. and S. BADEN (2000). *Gender and Development: Concepts and Definitions.* BRIDGE, Report n°55, Institute of Development Studies, Brighton, University of Sussex. 40 p.

RESHI, S. (2011) : « Kashmiri Males to Travel to Unknown Lands to get Brides in Future : Reveals 2011 Census », *Kashmir Watch*, June 17th, [En ligne] http://kashmirwatch.com/index.php/2011/06/17/kashmiri-males-to-travel-to-unknown-lands-to-get-brides-in-future-reveals-2011-census.html%C2%ABKashmirWatch%C2%BB (Page consultée le 5 septembre 2011)

REUTERS (2007). « 87 pct in Kashmir Valley want independence - poll », *Reuters*, August 13th, [En ligne] http://www.reuters.com/article/2007/08/13/idUSDEL291796 (Page consultée le 4 novembre 2011)

ROWLANDS, J. (1995). « Empowerment examined », *Development in Practice,* vol. 5, n°2, May, Oxford, Oxfam, pp. 101-107.

ROWLANDS, J. (1997). *Questioning Empowerment : Working with Women in Honduras*, Oxford, Oxfam, 180 p.

SABOURIN, E., M. ANTONA et N. BUYSE (2003). *L'action collective en sciences sociales. Note sur les définitions du concept selon le positionnement disciplinaire.* Complément au séminaire, CIRAD, Montpellier, France, 7 p.

SAVOIE-ZAJC, L. (2007). « Comment peut-on construire un échantillonage scientifiquement

valide ? » *Recherches qualitatives*, Hors série (5), pp. 99-111 [En ligne] http://www.recherchequalitative.qc.ca/Revue.html (Page consultée le 24 septembre 2010)

SCHWANDT, T.A. (1997). *Qualitative Inquiry : A Dictionary of Terms*, Thousand Oaks, Sage, 208 p.

SOLOMON, B. (1976). *Black empowerment*, New York, Columbia University Press. 438 p.

SHAH, S. (2011). « Women Fighters of Kashmir », *Greater Kashmir,* February 26th, [En ligne] http://www.greaterkashmir.com/news/2011/Feb/27/women-fighters-of-kashmir-10.asp (Page consultée le 20 septembre 2010)

SEGAL, L. (1987). *Is the Future Female : Troubled Thougths on Contemporary Feminism*, London, Women's Press, 272 p.

SHAFI, A. (2002). *Working Women in Kashmir*, New Delhi, APH Publishing, 212 p.

SHEKHAWAT, S. (2006). *Conflict and Displacement in Jammu and Kashmir: The Gender Dimension*. New Delhi, Saksham Books International, 221 p.

STAPLES, L. H. (1990). « Powerful ideas about empowerment », *Administration in Social Work*, vol. 14, pp. 29-42.

SURI, A. (2003). « NGOs in Kashmir. Agets of Peace and Development? », *IPCS Research Papers*, Institute of Peace and Conflict Studies, New Delhi, 18 p.

TOURAINE, Alain (1984). « Le retour de l'acteur ». Paris, Fayard, 341 p.

TROUTNER, Jennifer L. and Peter H. SMITH (2004). « Introduction : Empowerming Women : Agency, Structure, and Comparative Perspective », in Peter H. Smith, Jennifer L. Troutner, and Christine Hunefeldt (ed.), *Promises of Empowerment : Women in Asia and Latin America*, Maryland, Rowman & Littlefield Publishers, Inc. pp.1-30.

UNESCAP (United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific) (2009). *Women and Armed Conflict. A Regional Analysis on Asia and the Pacific*, [En ligne] http://www.unescap.org/ESID/GAD/Publication/Information_Materials/Women_and_Armed_Conflict_final.pdf (Page consultée le 5 avril 2010)

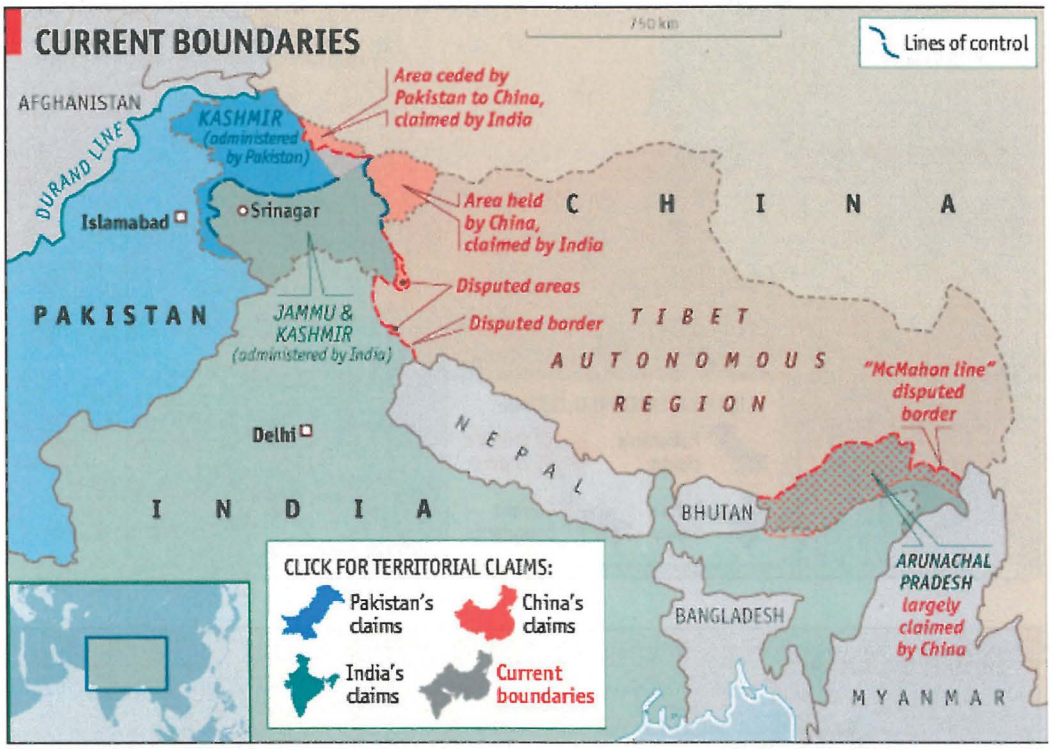
USAID (United States Agency for International Development) (2000). « Intrastate Conflict and Gender ». *Gender Matters Information Bulletin*, n°9, December, Office of Women in Development, 4 p.

VERMURI. S. (2007). *Kashmir Drenched in Women's Tears. Hostilities in the border state between India and Pakistan over its autonomous status have scarred women for life.* Site internet du *Isis international*, [En ligne] http://www.isiswomen.org/index.php?option=com_content&task=view&id=611&Itemid2007 (Page consultée le 25 février 2010)

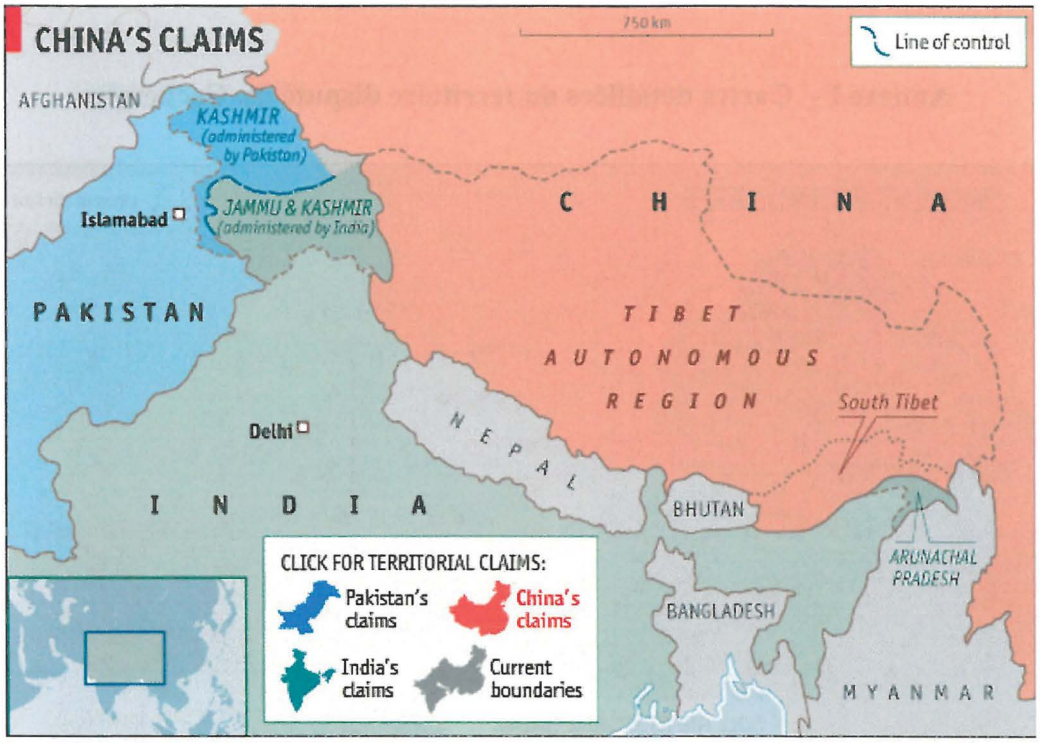
ZIMMERMAN, M.A. (1990). « Taking Aim in Empowerment Research : On the Distinction Between Individual and Psychological Conceptions », *American Journal of Community Psychology*, vol. 18, n°1, pp.169-177.

## ANNEXES

### Annexe I - Cartes détaillées du territoire disputé du Cachemire









Source : The Economist (2011). « Indian, Pakistani and Chinese border disputes. Fantasy frontiers » [En ligne] http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/05/indian_pakistani_and_chinese_border_disputes (Page consultée le 20 octobre 2011)

## Annexe II – Répartition de la population du Cachemire

| Régions | Population | % de musulmans | % d'hindouistes | % de sikhs | % de boudhistes et autres |
|---|---|---|---|---|---|
| Cachemire (53,9%) | 5 476 970 | 97,16% | 1,84% | 0,88% | 0,11% |
| Jammu (43,7%) | 4 430 191 | 30,69% | 65,23% | 3,57% | 0,51% |
| Ladakh (2,3%) | 236 539 | 47,40% | 6,22% | n/a | 45,87% |
| **État de Jammu et Cachemire** | 10 143 700 | 66,97% | 29,63% | 2,03% | 1,36% |

Source: Données tirées du Recensement indien 2001 – Profiles par district. [En ligne]
http://www.censusindia.gov.in/Tables_Published/Basic_Data_Sheet.aspx (Page consultée le 25 novembre 2011)

**Annexe III – Rapport de l'atelier « Leadership et droits des femmes »**

# A Report

## Workshop on Leadership and Women's Rights

*"Empowering Young Women to Lead Change"*



*"Never doubt that a small group of thoughtful committed citizens can change the world. Indeed, it is the only thing that ever has!*

*- Margaret Mead*

**Dominique Lavoie**

**Workshop Director & Researcher**

**Srinagar, May 2011**

# Workshop "Leadership and Women's Rights"
## - FINAL REPORT -

## INTRODUCTION

The Workshop "Leadership and Women's Rights" was organized on 11th and 12th of May 2011 in Srinagar, Jammu and Kashmir. It was coordinated and facilitated by Dominique Lavoie, Gender and Development Specialist and Masters of Art candidate in the International Management Program at École nationale d'administration publique (ENAP) located in Montreal, Canada. This workshop was supported by the *Chaire la Capitale en leadership dans le secteur public,* a research center located in Quebec, Canada. It was organized with the collaboration of *Kashmir Book Trust,* a Srinagar-based book publisher and distributor. Some of the exercises conducted during the Workshop were adapted from a training manual published by the YWCA and the UNFPA under the title: "Empowering Young Women to Lead Change"[1].

## OBJECTIVES OF THE WORKSHOP

The global objective of the workshop was to **empower young Kashmiri women to lead change** in their community. In order to contribute to this objective, the workshop aimed at:

1) Creating a space of reflection and speech about leadership and women's human rights;
2) Giving an opportunity to share experiences, visions and knowledge;
3) Promoting networking among dynamic female students and workers of different ages and fields, as well as with more experienced women.

## PARTICIPANTS

The group was composed of 18 young Kashmiri women, including students and social workers from different fields and backgrounds. They were all between 20 to 28 years old and four of them were from rural areas.

STUDENTS
The students (12) represented various departments of Kashmir University: Law (2), Social Work (2), Education (2), Political Science (2), Women's Studies (3) and English (1).We contacted the head of department (HOD) as well as teachers within each department asking them to recommend 2-3 outstanding and dynamic female students to be invited to the workshop.

SOCIAL WORKERS
The social workers (6) were from different NGOs based in Srinagar: Indo Global Social Service Society - IGSSS (2), Act Now for Harmony and Democracy - ANHAD (2), HELP Foundation (1) and Human Rights Lawyer Network - HRLN (1). Most were selected by the Direction/Head of their organization and referred to us.

## PURPOSE AND CONTENT OF THIS REPORT

This workshop was conceived as a pilot project. Therefore, the main purpose of the following report is to present the lessons learned from the experience and to suggest avenues of action linked to young Kashmiri women's leadership. This report, as well as the training manual partly used to develop this workshop, will be given to various local NGOs and individuals working on similar issues. Workshop participants will also receive a copy of this report.

### Content of the report:


1. Workshop Program Agenda ..... p.2
2. Detailed Program and Exercises ..... p.3
3. Evaluation and Feedback ..... p.8
4. Lessons Learned and Scope for the Future ..... p.10
5. Appendix ..... p.11


[1] Also available online : http://www.worldywca.org/content/download/3748/38413/file/EYW%20Manual%20english.pdf

## Workshop "Leadership and Women's Rights"
### - PROGRAM AGENDA -

**MAY 11 - Women's leadership**

**INTRODUCTION**

**10:30 – 11:00** Presentation of the Participants
Objectives of the Workshop
Ground Rules

**LEADERSHIP**

**10:30 – 12:30** Objectives of the Module
What is Leadership?
Exercises on Leadership
Discussion

**12:30 – 1:00** LUNCH BREAK

**1:00 – 2:30** Exercises on Leadership
Discussion

**2:30 – 4:00** **ROUND TABLE**: "Leadership: Challenges and Opportunities"

CHAÏ BREAK

**CONCLUSION**

**4:00 – 4:30** Closing of the day: feedback and homework

**MAY 12 - Women's rights**

**INTRODUCTION**

**10:30 – 11:00** Discussion and debate: "Quotes for a better world"

**WOMEN'S RIGHTS**

**11:00 – 1:00** Objectives of the Module
What are the fundamental Women's Rights?
Exercises on Women's Rights
Discussion

**1:00 – 1:30** LUNCH BREAK

**1:30 – 2:00** Exercise on Women's Rights
Discussion

**2:00 – 3:30** **ROUND TABLE**: "Women Rights: Law and Practice"

CHAÏ BREAK

**WORKSHOP CLOSING**

**3:30 – 4:30** "Pay it forward challenge"
Feedback and Evaluation
Certificates of Participation
Invitation to the "International Youth Summit"

# Workshop "Leadership and Women's Rights"
## - DETAILED PROGRAM–

## FIRST DAY – WOMEN'S LEADERSHIP

**10:30 – 10:35 Introduction** (5 min.)

- Welcome and introduction
- Role of the facilitator: to suggest activities and exercises in order to stimulate discussions and debates among the participants;
- Role of the participants: to lead the discussions and debates according to their own interests and concerns; to create a space of equality and respect where all participants can freely express their opinion.
- A brief review of the "Commitment Contract" signed by the participants before attending the workshop *(See Appendix p.12)*

**10:35 – 11:00 Presentation of the Participants** (30 min.)

- All participants sat in a circle;
- Names of all participants were placed in a bag;
- Each participant selected one name from the bag and asked a few questions to that person *(a list of suggested questions was provided).* They were encouraged to ask other questions.
- Participants wore their name tags to help participants learn each others' names.

*Excellent ice-breaker; the participants went beyond the suggested questions and it created a very positive and friendly atmosphere among the participants.*

**11:00 – 11:05 Objectives of the Workshop** (5 min.)

Global objective: "Empowering young women to lead change"
Specific objectives:

- To create a space of reflection and speech about leadership and women's human rights;
- To share experiences, visions and knowledge;
- To inspire change among the Kashmiri youth and especially among young women;
- To promote networking among young female students and workers from various fields and experiences;

*The participants were asked if they had expectations regarding this workshop. One of them said that this gathering should not end after the two days but that it should rather be the beginning of more meetings and activities. The objectives of the workshop (as well as the objectives of both the modules) were pasted on the wall for all the duration for the workshop.*

**Our Rules (X)** - See Training Manual p.6

*We did not have enough time to carry out this exercise although it appears to be an important step in order to create a positive atmosphere among a group (Examples of rules: space of equality, respect and confidence, peer learning, openness and fun!).The ground rules were presented briefly in the introduction and partly discussed with the participants when they signed the "Commitment Contract" (See Appendix p.12)*

## WOMEN'S LEADERSHIP

**11:05 – 12:30 Objectives of the Module** (2 min.)

- To explore different leadership qualities
- To identify your own leadership style
- To create a plan for developing your leadership potential ("Pay it forward Challenge")

**What is Leadership?** (1 hour)
*Objective: To define the concept of leadership*

- Create teams of 5 women (*Participants were asked to create the teams in order to be with women they did not know)*
- Each group was asked to answer the following questions on a large sheet:
    - What is leadership?
    - Give examples of leaders
- Presentation to the broader group and discussion

**Good leader/Bad leader** (30 min) – See Training Manual p.17
*Objective: To explore the qualities of good and bad leadership*

Group discussion (10 min)
- Each group was invited to share the good and bad qualities they had identified
- The qualities were listed on two large sheets: 1) Good leader 2) Bad leader
- They discussed the similarities and differences in the qualities that came out:
    - Anything surprising?
    - Are there similarities with the qualities for a good leader and a bad leader?
    - Do the leaders we do not admire have similar qualities to ones we do admire?
    - How can we avoid becoming bad leaders?
    - What can we do to be effective leaders?

Individual reflection (20 min)
- Participants were asked to reflect on all the qualities that the group identified for both good and bad leaders and to write in their personal notebook:
    - Positive qualities that they believed they already had
    - Positive qualities that they wanted to develop
    - Negative qualities that they wanted to manage or eliminate

*This list was meant to be used in a further activity ("I have a dream" – Training Manual p.20) that we did not have time to do, but nevertheless it was useful to reflect on their own leadership style and potential.*

**12:30 – 1:00** LUNCH BREAK

**1:00 – 2:30** **I have a dream** (1h30 hours) – See Training Manual p.20
*Objectives: To enable participants to set goals and develop a plan for their leadership development*
*To promote solidarity and support among young women leaders*

Individual Reflection (15 min)
- Participants were asked to relax with their eyes closed; take deep breaths and relax their mind and body
- Then they were invited to think about their community:
    - What do they love about Kashmir?
    - What do they wish was different about Kashmir? (no need to be realistic, the idea is to allow the mind to dream a wonderful future)
- After a few minutes, participants were asked to open their eyes and take notes about Kashmir's current reality (What do they like? What should be improved?)
- Then, participants were asked to think about their dream for the future of Kashmir and to write it down on a sheet of paper

**MY DREAM FOR KASHMIR**

"I have a dream for Kashmir. A dream that I live everyday in my imagination.
A place where peace prevails. A place where the snow is no longer stained with the innocent blood.
A place where tears are a natural, temporary halt to the river of happiness and not the norm.
A place where the minds of people widen like horizon, where the sun of intellect merges
with the waters of humility. A place where respect and freedom rule.
A place where the beauty of nature compliments the beauty of humanity."

- A participant

Team discussion (30 min)

- Create teams of 4 women
- Participants presented their "dream for Kashmir" to their peers (5-10 min/pers.)
- Discussion: "See if there are similar dreams in the team; How do you think you can contribute to this dream future becoming reality?; How can you help each other in making this dream reality?; How can you work with men and boys to make your dreams a reality?"
- Then, participants were invited to think about and discuss how they could contribute to make this dream a reality through the design and implementation of a concrete project in their community.

*This activity aimed to be the introduction of the "Pay it Forward Challenge" which refers to the project (of their own choice) that they committed to organize in the next 6 months following the workshop. This project could be a meeting, a debate, a workshop, or any other activity benefiting young women. It could be organized (alone or in team) and conducted in their neighbourhood, their community, with a group of friends, at the University, with their NGO, etc.*

Group discussion

- Each team presents their dreams for Kashmir as well as the concrete project they have designed to contribute to this dream. Discussion.

**2:30 – 3:30** **ROUND TABLE**: "Leadership: Challenges and Opportunities"

*Three experienced Kashmiri women, leaders and activists in different fields, were invited to give a short lecture (10-15 minutes) regarding specific aspects of women's leadership as well as regarding their own experience as female leaders.*

CHAÏ BREAK

**3:30 – 4:00** **Conclusion of the day** (10 min)

- Feedback of the participants: "What did you like? Did not like? What could be improved? Suggestions? Ideas?"

**Quotes for a better world** (5 min) – See Appendix p.13

- Each participant chose one of the quotes posted on the wall of the room
- Participants were asked to write down the chosen quote and, before the second day, to answer the following questions:
  - Do you agree/disagree? Why?
  - How can it be linked to "leadership"?
  - How can it be linked to the situation in Kashmir?

*This activity aimed to enable the participants to develop their own perspectives regarding the issues and concepts discussed during the day. The idea was also to create a transition between Day-one and Day-two.*

## SECOND DAY – WOMEN'S RIGHTS

**10:30 – 11:30** **Introduction**(2 min)
**Quotes for a better world** (1hour)
- Team discussion about the chosen quote. Summary on a large sheet.
- Presentation of the quotes and broader group discussion.

### WOMEN'S HUMAN RIGHTS

**11:30 – 12:00** **Objectives of the Module** (2 min.)
- To educate the participants about their human rights
- To raise awareness of human rights issues facing women worldwide and in Kashmir

**Human rights Quick Quiz (X)**– See Training Manual p.55
*This exercise was cancelled due to a lack of time. However, the worksheet was given to the participants so that they could do it at home if wanted.*

**What are the fundamental Women's Human Rights?** (30 min.) – See Training Manual p.59
*Objective: To educate the participants about their human rights*
- Short introduction about the Universal Declaration of Human Rights *(Presented by the participants: students of Law)*
- Training Manuals were distributed and participants were asked to go page 59
- Participants were asked to read (randomly and one after the other) the articles out loud

**12:00 – 1:00** **My rights in picture** (1 hour) – See Training Manual p.56
*Objective: To introduce the Universal Declaration of Human Rights in a fun and interactive way*

Team discussion
- Create groups of 4-5 women
- Hand out one large sheet of paper and a marker to each group
- Each group was asked to select one piece of paper out of the bag *(List of Rights - p.58 – was previously cut out and the pieces of paper were placed into a bag)*
- Team members drew a picture depicting the human right they selected; the drawing could illustrate the right being denied, being enjoyed, or being defended)
- Each group discussed whether everyone in Kashmir, including young women, enjoys this right, and if not, which groups are excluded from this right.
- A spokesperson recorded the discussion on a large sheet for reporting back to the broader group.

Group discussion
- The broader group guessed what right was depicted on each picture.
- Each group presented the summary of the discussion they had about the enjoyment of rights in Kashmir.

**1:00 – 1:30** LUNCH BREAK

**Treasure Hunt(X)**– See Training Manual p.65-66
*This exercise was cancelled due to a lack of time.*

**1:30– 3:30** **ROUND TABLE**: "Women's Rights: Law and Practice"

*A few local female human rights activists were invited to give a short lecture (10-15 minutes) regarding specific aspects of women's rights as well as regarding their own experiences as women in their field.*

CONCLUSION

**3:30 – 4:30** **Pay it forward challenge** (5 min.)

*Objective : To develop the participant's management and leadership skills and to spread positive change among their community*

- Participants were asked to organize a project of their choice within the next six months following the workshop. This could be a meeting, debate, workshop, or any other activity benefiting young women or another group in Kashmir. It could be conducted within their neighbourhood, community, circle of friends, at the University, or other venue, and can be organized alone or in teams.

**Workshop closing**

- Obtained feedback on the workshop *(See Appendix p.17)*
- Provided certificates of participation *(See Appendix p.15)*
- Issued invitations to the "International Kashmiri Youth Summit"

---

*If you have any comments or questions and for further information regarding the proceedings and content of the workshop, please contact:*

Dominique Lavoie (Workshop Director and Facilitator)
dominique_ml@hotmail.com

## Congratulations to all the participants !!!



# Workshop "Leadership and Women's Rights"
## - EVALUATION AND FEEDBACK -

*The evaluation section was drawn from the feedback provided verbally by the participants as well as through the written evaluation forms at the end of the two-day workshop. It also includes some observations of the facilitator. This report was reviewed by some of the participants who suggested modifications and additions.*

### Most beneficial aspects of the session

According to the evaluation forms collected, the participants were generally very satisfied by the workshop's course and content. The aspects of the activity from which they gained the most benefit are the following:

**Workshop's proceedings**

- The interactivity of the discussion sessions and the team exercises as it allowed them to learn from the diversity of issues, perspectives, experiences and visions raised by their peers and to develop their own leadership qualities;
- The fact that the objectives of the workshop and of the modules were clearly stated and the space given to express their expectations and interests;
- The very positive and friendly atmosphere created among the group;
- The fact that the facilitator was encouraging discussion and freedom of speech among the group instead of giving rigid orientations. Nevertheless, it was stated that when the debates and discussions diverged from the primary topic, the facilitator should bring the session back to the initial topic to ensure the achievement of the objectives of the sessions.

**Workshop's content**

- The exercises "Quotes for a better world" *(See p.5-6 and Appendix p.13)* and "My rights in picture" *(See p.6)* were especially appreciated by the group. The participants found them fun, inspiring, creative and innovative. For the latest, despite of the short time available, the participants enjoyed the fact of working on a concrete project, i.e. a road map from their dreams for Kashmir to the reality.
- The focus given to the peer learning through team exercises and discussions. The group was composed by participants from different personal, academic and professional backgrounds and, therefore, represented a rich diversity of perspectives, visions and concerns;
- The fact of having local experts (at the round-tables) talking about specific and concrete aspects of leadership and women's rights and about their own experience as women;
- The second day session on Women's Rights *(See p.6)* seems to have been the most valued by participants as, in certain cases, it gave them a structural understanding of their rights. They also perceived this session as more inclusive and interactive.

*COMMENTS OF THE PARTICIPANTS*

***"This workshop really helped me in increasing my understanding of these issues and in broadening my vision"***

***"It is clearly a step forward"***

***"Now I feel more self-confidence"***

***"I personally feel really benefited from the experience"***

## Suggestions for the improvement of the workshop

### Duration and follow-up

In order to contribute to the global and specific objectives of the workshop, most of the participants suggested that the session should last more than two days. Activities (such as workshops, meeting-debates and awareness campaigns about leadership and especially about human rights) should be organized at regular periodical intervals to deepen the learning and the networking among the participants and to facilitate the follow-up of the issues discussed. The ideas and recommendations which come up during the sessions could hence be re-visited and acted upon.

### Definition of ground rules

Another aspect cited by participants was the importance of defining and establishing common ground rules (such as respectful listening, arriving on time, openness, respect of others' right to speech and expressing different opinions, etc.) in order to be productive and to set a tone of respect and equality for the workshop's proceedings. This measure aims to ensure a successful workshop and to promote the active participation of all participants *(See Training Manual p.6)*. Furthermore, to contribute to the last objective, each team could designate a different spokesperson and secretary for each activity. It could also be specified that it is the participants' role to take initiative during the sessions and also to encourage and facilitate equal participation and opportunity of speech for all participants.

### Focus on field experience

Various participants suggested enhancing the focus on grassroots level experiences with the aim of maximizing the linkage between theory and practice. For instance, there could be specific activities and more opportunity given to address and learn from the field experiences of the working participants. It was also mentioned that more resource professionals from different fields as well as women directly affected by the situation of conflict should be invited to join the debate and discussion. As the round-tables were concerned, participants stated they would have preferred the sessions to be more interactive as some were frustrated by the lack of opportunities to express their own ideas and opinions.

### "Pay it forward Challenge"

More time could have been dedicated to present the "Pay it forward challenge" *(See p.7)* and to start developing the participants' projects. We could also have given more time on the introduction of the training manual "Empowering Women to Lead Change" (given to all the participants at the end of the session) as it appears to be a very interesting and user friendly tool to organize workshops and activities on different topics. The chapters of the training manual include several topics such as leadership, economic justice, HIV and AIDS, human rights, peace, self esteem and body image, sexual and reproductive health and violence against women. We could have stressed on the experience of the working participants who could have shared tools and project management tips and methodology.

# Workshop "Leadership and Women's Rights"
## - LESSONS LEARNED AND SCOPE FOR FUTURE –

### Proceeding and content

In summary, the proceeding of the sessions and the evaluation of the participants helped to highlight six important aspects for the success of such a workshop:

- Interactivity of the activities (team exercises, group discussions and round-tables);
- Peer learning (diversity of experiences, knowledge and perspectives);
- Linkage between theory (concepts and ideas) and practice (field work, personal experiences and sharing of the same);
- Promotion of the active participation of all the participants;
- Diversity, creativity and innovation of the exercises;
- Creation of a positive and friendly atmosphere among the group and healthy and fruitful networking.

### Tools and resource material

Furthermore, the "Commitment Contract" *(See Appendix p.12)* - presented to and signed by the participants during a meeting with the facilitator before the workshop - appeared to be an effective tool in order to formalize their participation and to stress on their responsibilities and benefits in attending the workshop. The certificate of participation *(See Appendix p.15)* given to the participants at the end of the two days also appeared to be a good way to motivate the participants and to recognize their work and efforts during the workshop. Participants were also given a list with the contacts of all the participants at the end of the workshop to encourage the networking among them and to promote their collaboration in future projects and events. Finally, the training manual will certainly be a helpful document to learn about other issues and to organize further activities on their own.

### Steps forward

Few days after the workshop, the participants created a Facebook group (Women's Effort for Social Service – WESS) in order to stay in touch, to engage discussions and debates on different issues and to organize further meetings and events. It appears to be an excellent initiative that could be very fruitful for the follow up of the activities and for the networking among the participants.

As far as the "Pay it Forward Challenge" is concerned, the participants have committed to organize a project within the next six months following the workshop. The facilitator will stay in touch with the group through the Facebook group and through emails to answer their questions and, as far as possible, to help them design and implement their projects.

### Recommendation for further activities

A future workshop or activity with this group could focus on how to become an "agent of change in your community". It could stress on the design and implementation of the participants' projects by the presentation of concrete tools and strategies to organize activities and to bring change (e.g activities on result-oriented project management; tools such as SWOT analysis, SMART goals definition, information on awareness raising campaigns, etc.). We encourage the participants themselves, as well as local NGOs involved into this type of activities, to organize such kind of activity in the next months.

As it was stated by the participants at the end of the workshop:

*"We cannot prepare the future for our women, but we can certainly prepare our women for the future..."*

Dominique Lavoie
Workshop Director and Facilitator
dominique_ml@hotmail.com

# APPENDIX

**TABLE OF CONTENTS:**

Commitment Contract ..... p.12
"Quotes for a better world" ..... p.13
Certificate of participation ..... p.15
Feedback and Evaluation Sheet ..... p.16

# COMMITMENT CONTRACT

**Your participation at the Workshop "Leadership and Women's Rights"**

**DATE**: 11th and 12th of May 2011, from 10AM to 4:30PM

**LOCATION**: Lassa Bhat Guest House, near NIT, Srinagar, J&K

**YOUR NAME:** _____

**As a participant of the Workshop, I will be provided:**

- All the material for the exercises (except a notebook and a pen that you have to bring)
- Tea, biscuits and a food pack for each day of the Workshop
- Certificate of participation at the end of the two days
- Training Manual "Empowering Young Women to Lead Change" (UNFPA and YWCA)
- List of the participants with their names and contacts

**As a participant of the Workshop, I understand that I have to:**

- Attend both days of the Workshop and BE PUNCTUAL
  *If, for a serious reason, you are unable to come to the Workshop, please contact us at least 72 hours before the Workshop so that we can give your place to another young woman*
- Pay the Registration fee of Rs100
- Bring a notebook and a pen
- Participate actively in the exercises and discussions
- Respect other participants' opinions and speaking time
- "Pay it Forward Challenge": Organize a project of your choice in the next 6 months following the Workshop. It could be a meeting, a debate, a workshop, or any other activity benefiting other young women. You can conduct it in your neighbourhood, your community, with a group of friends, at the University, etc. and you can organize it alone or in team.

I agree with all the information above and I want to be part of this two-day Workshop.

_____ _____

Participant Signature Workshop Coordinator

_____

Date

Dominique Lavoie
+91 72 98 92 87 40
dominique_ml@hotmail.com

*cc. Participant Information Form*
*Workshop Agenda*

# "QUOTES FOR A BETTER WORLD"

"What exactly is success? For me it is to be found not in applause, but in the satisfaction of feeling that one is realizing one's ideal."
-- Anna Pavlova (1881-1931)

"Full democracy requires the full participation of women. Your voices are vital. The word 'vital' means necessary for life. A democracy, to be fully alive, must include all its citizens."
-- Swanee Hunt (1950- )

"There never will be complete equality until women themselves help to make laws and elect lawmakers."
-- Susan B. Anthony (1820-1906)

"There is no tool for development more effective than the empowerment of women."
-- Kofi Annan (1938- )

"But remember that if the struggle were to resort to violence, it will lose vision, beauty and imagination. Most dangerous of all, it will marginalize and eventually victimize women. And a political struggle that does not have women at the heart of it, above it, below it, and within it is no struggle at all".
-- Arundhati Roy (1961- )

"Educate a man and you educate one person; educate a woman and you educate a whole nation."
-- Mahatma Gandhi (1869-1948)

"I was told Indian women don't think like that about equality. But I would like to argue that if they don't think like that they should be given a real opportunity to think like that."
-- Amartya Sen (1933- )

"Women will not simply be mainstreamed into the polluted stream. Women are changing the stream, making it clean and green and safe for all -- every gender, race, creed, sexual orientation, age, and ability."
-- Bella Abzug (1920-1998)

"The connection between women's human rights, gender equality, socioeconomic development and peace is increasingly apparent."
-- Mahnaz Afkhami (1941- )

"The only way to solve the problem of women's subordination is to change people's mindset and to plant the new idea of gender equality into every mind."
-- Qingrong Ma (1943- )

"How important it is to recognize and celebrate our heroes and she-roes."
-- Maya Angelou (1928- )

"When women thrive, all of society benefits, and succeeding generations are given a better start in life."
-- Kofi Annan (1938- )

"Never doubt that a small group of thoughtful committed citizens can change the world. Indeed, it is the only thing that ever has."
-- Margaret Mead (1901-1978)

"Across the world women are joining hands in solidarity and support, in a global women's movement, sharing knowledge and experience and empowering themselves to build a peaceful and fairer world."
-- Marilee Karl (1941- )

"We women have the same capacity and potential for power to allow us to be participants in our own destiny."
-- Rafaela vosObeso(1947- )

"Sexual, racial, gender violence and other forms of discrimination and violence in a culture cannot be eliminated without changing culture."
-- Charlotte Bunch (1944- )

"We have to start looking at the world through women's eyes' how are human rights, peace and development defined from the perspective of the lives of women? It's also important to look at the world from the perspective of the lives of diverse women, because there is not a single women's view, any more than there is a single men's view."
-- Charlotte Bunch (1944- )

"Women have a lot to say about how to advance women's rights, and governments need to learn from that, listen to the movement and respond."
-- Charlotte Bunch (1944- )

"Everybody counts in applying democracy. And there will never be a true democracy until every responsible and law-abiding adult in it, without regard to race, sex, color or creed has his or her own inalienable and unpurchasable voice in government"
-- Carrie Chapman Catt (1859-1947)

"My idea of feminism is self-determination, and it's very open-ended: every woman has the right to become herself, and do whatever she needs to do".
-- Ani DiFranco(1970- )

"The only way for a woman, as for a man, to find herself, to know herself as a person, is by creative work of her own. There is no other way."
-- Betty Friedan (1921-2006)

* * * *

# Certificate of Participation

This document is to certify that _____

has participated in the Two-day Workshop entitled:

**Leadership and Women's Rights**

**"Empowering Young Women to Lead Change"**

**on 11th & 12th of May 2011**

_____

Dominique Lavoie
Workshop Director & Researcher

*Sponsored by:*

*Chaire La Capitale en leadership dans le secteur public*

*"La Capitale Research Center on Leadership in the Public Sector"*

*Organised with the collaboration of :*

**Kashmir Book Trust**
Publishers and Distributors
Hazratbal, Srinagar, 190006

professional graphics ku campus

## WORKSHOP ON LEADERSHIP AND WOMEN'S RIGHTS
## Feedback and Evaluation Sheet

Held on 11-12 May 2011

---

Your feedback will assist us to improve the quality and relevance of future workshops or trainings. It will also help us to provide activities that will meet your needs.

| Please circle your response to each statement. | Strongly Disagree | Disagree | Neutral | Agree | Strongly Agree | Not Applicable |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. The session/activity covered what I expected it to cover. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 2. The session/activity satisfied my professional needs in this area. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 3. The session/activity's objectives were clearly stated. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 4. The session/activity's objectives were achieved. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 5. The session/activity's content was interesting. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 6. The Facilitator was effective. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 7. The level of interactivity was appropriate for this session/activity. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |
| 8. The supporting resource materials supplied (or referred to) are relevant and useful to me. | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 0 |

| Please circle 'Yes' or 'No' to the following statements | Response | If 'No' please circle or comment |
|---|---|---|
| 1. The duration of the session/activity was right for me. | Yes / No | Too long / too short |
| 2. The pace of the session/activity was right for me. | Yes / No | Too fast / too slow |
| 3. The level of difficulty of the content was right for me. | Yes / No | Too easy / too difficult |

What aspects of the session/activity did you gain the most benefit from?

Do you have any suggestions about how this workshop could be improved?

Further Comments:

**Thank you for your feedback!**



*Chaire La Capitale*
*en leadership*
*dans le secteur public*

Dominique Lavoie
Workshop Director & Facilitator

+91 7298928740
dominique_ml@hotmail.com

*N.B This evaluation form was adapted from a document developed by Debbie Peters (Edith Cowan University, Australia)*

**DATE DE RETOUR**

École nationale d'administration publique

Bibliothèque
555, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 9E5
CANADA

Bibliofiche 297B

D0205118 8